Parti Socialiste
Comité directeur
26 et 27 mars 1983

Sommaire

Le Président (Claude Estier) 3
Jean Poperen (Secrétaire national à la coordination) - Rapport d'activité du Secrétariat National 4
Luc Soubré 15
Néri 20
Marcel Debarge 21
Paul Lussault 23
Louis Mermaz 26
Yvette Roudy 30
Vincent 32
Véronique Neiertz 33
Jean Poperen 36
Didier Motchane 40
Le Président (Claude Estier) 44
Jean-Paul Bachy 44
Jean-Pierre Cot 47
Christian Goux 50
Jean Matouk 52
Roger Fajardie 55
Georges Sarre 57
Marie-Noëlle Lienemann 61
Paul Quilès 65
Jean Le Garrec 70
Lionel Jospin 76
Le Président 88
Françoise Gaspard 89
Michel de la Fournière 95
Christiane Mora 99
Christian Pierret 102
Jeanine Parent 107
Claude Germon 109
Le Président (Claude Estier) 111
Alain Barrault 112
Robert Chapuis 114
Colette Audry 118
Gérard Fuchs 119
Garnier 122
Schor 124
Debout 128

Fondation Jean-Jaurès

Denecker 129
Migaud 131
Gaudet 133
Pantaloni 134
Hoffmann 137
M. Busnel 138
Marcel Debarge 140
Résolution du Comité directeur 140
Dominique Taddei 141
Jean Pronteau 143
Jean-Paul Bachy 143
Didier Motchane 143
Christian Goux 144
Barrault 144
Jean-Pierre Vignau 145
Busnel 145
Robert Chapuis 145
Dominique Taddei 146
Lionel Jospin 147
Marcel Debarge 149
Christian Goux 149
Un intervenant 150
Jean-Paul Bachy 151
Lionel Jospin - Calendrier du Parti 153
Paul Quilès - Problèmes de contentieux 157
Jean-Marcel Pichard 160
Alain Richard 161
Brana 161
Castilla 162
Paul Quilès 162
Percheron 162
Matouk 165
Un membre 167
Debout 167
Jean Poperen 168
Percheron 169
Lussault 170
Lionel Jospin 171
Paul Quilès 173
Didier Motchane 173
Dominique Taddei 174
Un intervenant 174
Lionel Jospin 175
Jean Poperen 175
Christiane Mora 178

Fondation Jean-Jaurès

Chapuis 179
Daniel Percheron 181
Jean Poperen 182
Lionel Jospin 183
Allouche 184
Robert Chapuis 185
Jean Poperen 185
Pichard 186
Marcel Debarge 187
Michel Charzat 188
Lussault 189
Debout 189
Jean Poperen 190
Chapuis 190
Lussault 190
Percheron 191
Durand 191
Le Président 191
Jean Poperen 192
Percheron 192
Jean Poperen 192
Un délégué 193
Un délégué d'Angers 196
Christiane Mora 197
Jolivet 197
Fuchs 198
Un délégué 199
Villa 199
Douyène 200
Jean Poperen 200
Lionel Jospin 202
Villa 204

Samedi 26 mars 1983 (matin)

La séance est ouverte à 10 h 20, sous la présidence de Claude Estier.

Le Président (Claude Estier)
Je vous demande un peu de silence et je donne la parole à Françoise Seligmann pour procéder à l'appel.
(Il est procédé à l'appel nominal)
Camarades, vous avez vu l'ordre du jour de ce Comité directeur ; je vous le rappelle :
- Rapport d'activité de la Direction nationale, bilan des élections municipales,

Coll. Fondation Jean-Jaurès

examen de la situation politique ;
- Calendrier du Parti pour 1983 ;
- Problèmes de contentieux ;
- Questions diverses.

Nous allons engager tout de suite la discussion du premier point : rapport d'activité, présenté par Jean Poperen. Nous ouvrirons une discussion générale qui portera sur les deux éléments du premier point : le bilan des élections municipales, l'examen de la situation politique. Nous aurons ensuite un débat sur le point : calendrier du Parti pour 1983.

Jean Poperen (Secrétaire national à la coordination) - Rapport d'activité du Secrétariat National

Chers camarades, Le Parti et son Secrétariat ont naturellement beaucoup travaillé durant ces quatre derniers mois. Sans cesser, bien entendu, d'assurer ses fonctions traditionnelles et indispensables de réflexion, proposition, information, le Parti, dans son ensemble, a contribué à la réussite des « Rencontres des acteurs du changement ». Et, bien sûr, il a été engagé dans la campagne des municipales.

1. Le Parti a donc poursuivi ses activités :

a) De réflexion, de proposition : les Commissions du Secrétariat National aux Etudes se sont réunies régulièrement, ont présenté plusieurs notes d'orientation (ex : sur l'insécurité et la délinquance). Elles ont également collaboré à plusieurs projets de réformes (enseignement supérieur, réforme hospitalière).

Enfin, elles ont organisé des journées de travail comme celle du 6 février consacrée aux personnes âgées.

Dans le même esprit, plusieurs colloques ont été tenus sous l'égide du Premier Secrétaire.

Le colloque « Nationalisations, la voie française » organisé par le Secrétariat au secteur public a été l'occasion pour notre Parti de dialoguer avec l'ensemble des acteurs non directement concernés par la définition du meilleur usage du secteur public. Les actes de ce colloque font l'objet d'une publication.

Un colloque « Droits de l'Homme et Education », organisé par le Secrétariat aux droits de l'homme, a montré l'intérêt que beaucoup de pédagogues portent a ces questions.

La Convention Nationale Agricole, a pour sa part, avec le concours de 400 Participants, réaffirmé les objectifs du projet socialiste pour l'agriculture et étudier les réformes nécessaires dans le monde rural.

Enfin, le Secrétariat National à l'action culturelle a organisé trois rencontres :
- une rencontre consacrée à l'activité des musées ;
- une rencontre intitulée « Arts pratiques et vie collective » ;
- une rencontre centrée sur le thème « Culture et milieu du travail ».

b) D'information :

La documentation du Parti s'est efforcée de répondre aux demandes de tous, militants et responsables.

Le Secrétariat National à l'Information des Militants continue de réaliser et

Fondation Jean Jaurès

diffuser un message hebdomadaire sur « Allô P.S. » qui connaît un succès certain auprès de nos militants.
Le Secrétariat National aux Entreprises a sorti des brochures sur différents problèmes sociaux.
Le Secrétariat National à la Presse continue de publier « P.S. aujourd'hui ».
D'autre part, la Trésorerie s'est dotée de moyens propres de gestion, trouvant ainsi une meilleure efficacité.
Le Secrétariat National aux relations internationales a oeuvré principalement en vue de la préparation du Congrès de l'Internationale Socialiste à Lisbonne du 6 au 10 avril 1983.
Le Parti Socialiste a été présent dans un certain nombre de Congrès, notamment à celui du Parti Communiste Italien à Milan.
Le Premier Secrétaire a eu, pour sa part, de nombreux entretiens avec des personnalités étrangères : W. Joumblatt, M. Soares, H. Vogel, H.-J. Wischnewski, K. Sorsa, S. Perez.
2. En deuxième lieu, le Parti, dans son ensemble, il faut le souligner, a participé activement aux « Rencontres des acteurs du changement », dont Gérard Delfau a assumé la responsabilité centrale. Le coup d'envoi en avait été donné par le Premier Secrétaire lors d'une conférence de presse, le 14 décembre.
Les « Rencontres des acteurs du changement » ont exigé une longue préparation à laquelle ont contribué la plupart des secteurs du Parti. Les 135 rencontres décentralisées ont commencé fin novembre et se sont poursuivies jusqu'au 15 janvier. Elles ont réuni environ 20 000 personnes, dont plus de 50% de non-socialistes, à l'initiative de sept fédérations. Les thèmes les plus divers ont été abordés, dans un véritable esprit de dialogue et d'échange.
Tous ont observé qu'il s'agissait là d'une initiative sans précédent, particulièrement intéressante de la part d'un grand parti politique.
Les Journées Nationales se sont déroulées du 20 au 23 janvier, sur les thèmes suivants :
- cultures, mentalités et changement ;
- la société française et le changement ;
- mutations économiques et changement social.

Y ont participé plusieurs ministres, la plupart des Secrétaires Nationaux, des responsables syndicaux, des chefs d'entreprise, des universitaires, des journalistes, etc.
La dernière journée a été consacrée à un véritable « sommet » de sept chefs de gouvernements socialistes, invités par le Premier Secrétaire de notre Parti. A l'issue de cette rencontre, l'Hôtel Matignon annonçait qu'un sommet était programmé en mai.
3. Enfin - cela va de soi -, le Parti a mené la campagne pour les élections municipales.
Le Secrétariat National à la Communication/Propagande a publié tracts, dépliants, affiches, posters.
Dans une première phase, trois affiches générales ont été tirées pour l'affichage militants. Dans une deuxième phase, c'est une campagne nationale d'affichage

commercial qui a été prévue.
Un tabloïd, à la rédaction duquel a participé, notamment, le Secrétariat aux Entreprises, tiré à 5 millions d'exemplaires, présentant les aspects politiques nationaux, a été distribué gratuitement aux fédérations.
Un certain nombre de documents ont également été mis à la disposition des militants :
- un ouvrage de bilan de la gestion des élus : « La réussite municipale des Socialistes, 120 preuves à l'appui », rédigé par le Secrétariat National à l'Urbanisme, Environnement, Cadre de vie, qui a fait l'objet d'une importante Campagne publicitaire sur les ondes ;
- l'introduction à la gestion des communes (Secrétariat à la Formation) ;
- le dossier « Comment conduire la campagne » (Secrétariat à la Formation) ;
- le dossier du candidat (comprenant le manifeste municipal + 24 fiches techniques), rédigé par le Secrétariat aux Collectivités Locales et la FNESR ;
- le dossier « arguments et ripostes », élaboré grâce a l'aide de tous les Secrétariats.
C'est avec le concours du Secrétariat à l'Organisation que tous ces documents ont pu être envoyés dans des délais rapides.
Le Secrétariat National à la Presse a proposé en cassette vidéo un film : « La parole est aux actes », diffusé par Antenne 2 le 16 décembre 1982.
Il a, d'autre part, organisé un important nombre d'émissions de radio et de télévision auxquelles a participé, notamment, Lionel Jospin - « Club de la Presse » sur Europe 1 le 9 janvier ; « plaidoyer » à RMC le 20 janvier ; « Grand Jury RTL - Le Monde » le 4 mars -, et de nombreux débats télévisés.
Le plus grand nombre d'informations a été donné aux militants sur le terrain.
« Le Poing et la Rose Responsables » a présenté régulièrement dans ses colonnes de nombreux argumentaires.
Le Secrétariat à l'Information des Militants et le Secrétariat aux Organismes Centraux ont assuré pendant 10 semaines l'envoi hebdomadaire, à chaque militant du Parti, de « La Lettre du Poing et la Rose », dont la publication prend fin avec la campagne, à moins d'un engagement positif de l'ensemble des fédérations.
Plusieurs manifestations et d'innombrables meetings ont eu lieu.
Le Secrétariat à la Jeunesse a tenu une « Première rencontre nationale des jeunes candidats socialistes » le 12 janvier à Lille, réunissant plus de J00 candidats de moins de 26 ans venus de toute la France.
Le Secrétariat aux Luttes des Femmes a organisé, avec la FNESR, une conférence de presse pour faire le point sur les conditions féminines au sein du Parti et présenter l'enquêté « Femmes socialistes et municipalités ».
C'est au Secrétariat et aux fédérations qu'est revenue la lourde tâche d'organiser la campagne sur le terrain, et notamment les déplacements des orateurs nationaux dans toute la France. Ont ainsi été mis sur pied 134 meetings avant le premier tour et 21 meetings pour le second.
Aussi, le Premier Secrétaire a-t-il été à Cambrai, Maubeuge, Nantes, Bordeaux, Sète, Issy-les-Moulineaux, les Lilas, Créteil, Ajaccio, Nice, Antony et Massy.

Cependant, il ne faut pas oublier que cette campagne a été, dans la plupart des cas, celle de l'ensemble de la gauche.
Ainsi, le Secrétariat National aux relations extérieures a-t-il eu un rôle important en préparant et en organisant les négociations avec nos différents partenaires. Des accords ont été conclus lors de rencontres au sommet, avec le Parti Communiste Français, bien sûr, le 22 décembre, mais aussi avec le Mouvement des Radicaux de gauche, le 12 janvier 1983, et le Parti Socialiste Unifié, le 10 février 1983.
Un suivi constant, jour après jour, a été assuré, en liaison avec le Secrétariat aux Élections.
Avec les autres forces composant la majorité Présidentielle, le Secrétariat s'est efforcé de créer les conditions du rassemblement le plus large.
Analyse des résultats des élections municipales de mars 1983.
Les résultats des élections municipales des 6 et 13 mars 1983
Premier tour en voix :
gauche : 48,5%
Ecol. : 0,6%
droite : 50,9%

Les deux tours sur les villes de plus de 10 000 habitants :

PC	MRG	PS	UDF	DI. DR.	RPR
59 (-16)	2 (0)	66 (-14)	4J (+6)	13 (+6)	4J (+18)
127 villes (-J0)			99 villes (+ J0)		

Les villes de plus de 9 000 habitants :

	PC	PS	MRG	D.G.	UDF	RPR	D. OPP.
maires sortants (élus en 1977)	227	256	17	19	147	82	114
Têtes de listes (élues en 1983)	187	212	16	6	158	150	132
Gains et pertes	-40	-44	-1	-13	+11	+68	+18

Pour un total de 862 communes de plus de 9000 habitants (861 en 1983, un résultat n'étant pas encore proclamé : la Queue en brie), la gauche perd 98 villes au profit de l'opposition, désormais majoritaire avec un total de 440 mairies.
Phénomène général : la dépolitisation relative de l'électorat de la majorité par rapport à celui de l'opposition. Ceci est une constante des élections sans enjeu national en France sous la 5ème République et également à l'étranger.

Fondation Jean-Jaurès

Dans les élections sans enjeu national (élections locales et partielles), l'électorat de l'opposition nationale est beaucoup plus motivé politiquement que celui de la majorité gouvernementale car il trouve là l'occasion de manifester son mécontentement, alors que celui de la majorité ne se sent pas menacé. Il est toujours beaucoup plus facile de mobiliser les mécontents que les satisfaits. C'est le même phénomène qu'aux cantonales et aux législatives partielles de 1982. Ceci avait joué en notre faveur quand nous étions dans l'opposition. Nous en subissons maintenant les conséquences. Cette faible politisation de l'électorat de la majorité gouvernementale se manifeste de deux manières :

- une faible participation au scrutin ;
- une plus grande facilité à voter pour des candidats du camp adverse si ceux-ci bénéficient d'une bonne notoriété (maires sortants).

1) Sur fond de forte participation électorale, nous constatons donc la démobilisation de l'électorat de la majorité gouvernementale

Cette démobilisation apparaît clairement si l'on étudie l'évolution de la participation électorale de 1977 à 1983. On s'aperçoit qu'en général, elle diminue dans les communes les plus à gauche et qu'elle augmente dans les communes les plus à droite (tableaux I et II). Ces deux tableaux nous indiquent que les écarts de mobilisation sont souvent importants. Encore faut-il prendre conscience que nous ne voyons là que la partie émergée de l'iceberg. Dans les communes de gauche, la plus forte mobilisation de la droite par rapport à 1977 tend à compenser en partie la démobilisation de la gauche, et dans les communes de droite, la démobilisation de la gauche tend à compenser, en partie, la plus forte mobilisation de l'opposition par rapport à 1977.

Cette démobilisation de l'électorat de la majorité de gauche et cette plus forte mobilisation de l'opposition de droite par rapport à 1977 sont également très nettement perceptibles sur Paris et Lyon. Sur Paris, la carte I nous indique clairement que c'est dans les arrondissements les plus à droite que la participation augmente le plus (I, V, VI, VII, VIII, IX, XVIè), alors qu'elle recule ou stagne dans les autres. A Lyon, la participation augmente dans tous les arrondissements, sauf le plus à gauche, le IXème, où se représente Gérard Collomb, et où la participation recule de 2%. C'est dans l'arrondissement le plus à droite, le VIe, où se présentait Francisque Collomb, que la Participation augmente le plus : + 8,6% sur 1977.

Cette évolution de la participation (démobilisation de la gauche, meilleure mobilisation de la droite) par rapport à 1977, concerne essentiellement les électeurs de chaque camp les moins politisés.

2) La prime au sortant, traditionnellement, aux municipales, est importante. Cependant, elle n'est pas égale pour tous. La qualité de la gestion municipale n'y est, bien entendu, pas étrangère. L'appartenance à la majorité gouvernementale ou à l'opposition pèse également. Les électeurs de l'opposition sont plus politisés et leur vote est motivé par la volonté de sanctionner le gouvernement. Ils hésiteront donc fortement à voter pour un maire sortant de la majorité, même s'ils ont personnellement une bonne opinion de lui.

Les électeurs de la majorité nationale, moins politisés, seront plus sensibles à la

personnalité des candidats et, éventuellement, à celle du candidat de l'opposition. On peut donc dire que la politisation à sens unique des élections municipales a non seulement pour effet de mieux mobiliser les électeurs de l'opposition que ceux de la majorité, mais également de réduire fortement la prime au sortant pour les maires de la majorité gouvernementale, par rapport à ceux de l'opposition.

Au total, par rapport à la crête de la vague des élections municipales de 1977, nous connaissons un reflux sensible. Mais une grande part (en fait le plus grand nombre) de nos acquis de 1977 sont conservés. Nous « tenons » beaucoup mieux que la majorité d'alors. Et nous restons, nettement, le parti de la plus forte implantation municipale. Cependant, outre des acquis de 77, nous perdons des positions plus anciennes et parfois traditionnelles du Parti Socialiste.

La droite a manqué son objectif. La forte participation de la droite au premier tour, la sensible mobilisation de la gauche au second, confirment ce que toute la campagne avait montré et à quoi l'on ne pouvait échapper : cette élection avait un fort enjeu national. Au reste, les élections « locales » ont de plus en plus de fortes significations nationales. C'est une indication sur la simplification et l'affirmation de l'affrontement gauche-droite. Entre les deux tours, les chefs de la droite ont tout fait pour tenter de gommer cette réalité, alors qu'ils l'avaient placée au cœur de leur campagne durant des mois et que leurs partisans sur le terrain attisaient le feu. Les militants de gauche se tromperaient gravement s'ils tentaient d'estomper cette évidence.

La « sur politisation » de la droite - d'une droite qui, lorsqu'elle était au pouvoir, avait toujours dans le passé dénié aux consultations locales la moindre signification politique - avait un sens bien précis : démontrer que la nation condamnait, rejetait la politique de la gauche, et, si possible, être en position de réclamer un changement de politique, voire le départ de la majorité nationale de 1981.

Les « scénarios » de Giscard, le discours de Chirac au Congrès du RPR de janvier avaient
concrétisé cet objectif : cet objectif n'a pas été atteint.

<u>Deux conséquences</u> :

- Depuis près de deux ans, la droite se comportait comme si le gouvernement de la gauche n'était, ne pouvait être qu'une parenthèse : « une parenthèse… de deux ans » avait d'ailleurs dit Chirac en Polynésie. Désormais, la droite est contrainte à accepter l'alternance ;
- La gauche, qui a posé le socle des réformes, a trois ans pour concrétiser le changement, pour le réussir. D'où la nécessité de bien voir où elle en est à la lumière de l'ensemble des résultats des municipales.

<u>La signification du va et vient des deux tours</u>.

Tout le monde l'a compris :

- Avertissement au premier tour ;
- Refus de la revanche de la droite au second tour.

De ce qui va se passer maintenant, il dépend que ce double signe soit le point de départ :

- D'une simple période de répit avant les difficultés politiques beaucoup plus grandes,
- Ou d'un nouvel élan.

Le risque politique majeur :

Ce serait qu'après l'hésitation, l'oscillation des deux tours de mars 1983, une partie notable de notre électorat bascule, non plus dans la « réserve », l'abstention, mais vers la droite « de combat », celle qui, au RPR bien sûr, mais aussi au PR avec les jeunes « durs » (Léotard, Millon, d'Aubert, Madelin), entend mettre en œuvre la politique théorisée par « Le club de l'horloge ». D'où l'intérêt d'une analyse plus approfondie du mouvement des voix depuis les législatives partielles de janvier 1982 : même si le phénomène central est bien l'abstention d'une partie de l'électorat de gauche, nous devons apprécier au plus juste la part d'électorat populaire qui a pu, lors des consultations de ces quinze derniers mois, et notamment, bien sûr, lors des municipales de mars 1983, se porter vers cette droite de combat.

La mont2e du RPR dans la droite, les succès de la nouvelle génération des notables de droite doivent retenir notre attention.

La géographie des résultats indique bien une accélération nette des phénomènes qui s'étaient amorcés, parfois depuis plusieurs années :

- recul sensible à gauche - et surtout, mais pas seulement, de l'électorat communiste - dans la périphérie de Paris ;
- affaissement et du Parti Socialiste, et du Parti Communiste dans la plupart des départements du Midi, Languedoc et Méditerranéen.

Et ce double refus n'est pas équilibré par la consolidation, voire par l'élargissement de l'influence socialiste dans l'ensemble de l'ouest, jusqu'au Poitou-Charentes.

Et n'oublions pas que si nous gagnons, nous, Socialistes, un nombre appréciable de villes moyennes, d'importantes villes ont été perdues, et beaucoup n'ont été conservées que de justesse. Il est vrai, à l'inverse, qu'une amplitude un tout petit peu plus faible de la poussée de droite au premier tour aurait permis des ballottages plutôt favorables dans une série de villes y compris, par exemple, à Nantes et à Brest.

Notre assise sociologique et politique

C'est donc l'assise même de notre politique, cet électorat populaire, constitué essentiellement par la majorité du salariat, qui a été secouée.

C'est – politiquement – « la gauche profonde ». Et ce n'est pas l'hypothétique « Centre » ; c'est la « droite de combat » qui peut éventuellement nous disputer une partie de cet électorat populaire, qui risque de séduire particulièrement certaines couches peu favorisées, peu politisées du salariat, qui seraient « retournées » par la déception.

A partir d'une telle situation, nous n'aurions plus aucune chance de rester majoritaires, de faire prévaloir notre politique.

Les secteurs intermédiaires, que l'on appelle « centristes », et qui sont plutôt une sorte de « marais », ne se déterminent pas tellement en fonction d'options programmatiques, ils se portent vers le pôle qui apparaît dominant. Dans le

contexte politique français, la gauche a sans doute besoin des « marges » pour gagner, mais son histoire montre qu'elle s'est perdue - et notamment le Parti Socialiste - chaque fois qu'elle s'est alignée sur ses marges « centristes » ; elle n'attire les marges que si elle est elle-même rassemblée, offensive, efficace, que si sa propre dynamique entraîne. Ce n'est pas le « programme » qui attire le marais, c'est la plus forte pente.

L'axe de notre politique : une gauche unie, efficace, offensive

Comme à chaque épreuve - et c'est bien normal -, des voix s'élèvent pour mettre cette orientation en cause, et en fait chaque épreuve confirme, au contraire, qu'il n'y a pas d'autre orientation, sauf à remettre en cause tout ce que nous avons entrepris.

Et ce n'est pas là une simple considération de « physique électorale » ; c'est une donnée de base dont il faut simplement ajuster l'application à notre situation de principal parti de la majorité, du gouvernement.

L'action de la majorité, du gouvernement, procède de ce constat fondamental : notre dessein politique ne s'accomplirait pas si devait être rompu, ou simplement altéré, le consensus populaire. Il ne faut jamais sous-estimer ce qui est une différence essentielle entre un pouvoir de droite et un pouvoir de gauche. Le premier peut à la limite se passer d'un soutien de masse car il a pour lui les « puissances établies ». Le pouvoir de gauche, lui, a besoin d'un soutien populaire actif, car les « puissances établies » sont contre lui.

De là découlent ce que sont sans doute les exigences principales d'action pour la période à venir, et que le principal parti de la majorité doit contribuer à concrétiser.

La réussite de notre politique, y compris de l'effort de redressement économique, est conditionnée par le respect de l'exigence de justice sociale.

Le Président de la République l'a rappelé dans son intervention du premier janvier, il l'a rappelé à nouveau mercredi dernier.

En clair, et dans les conditions où nous nous trouvons, quelle va être la répartition de la rigueur ?

Les réformes votées doivent être maintenant vécues.

La politique du gouvernement doit être efficacement appliquée.

A la lumière d'un certain nombre de difficultés d'application de la politique d'union de la gauche qui ont été éprouvées à l'occasion de cette campagne électorale, le Parti Socialiste ne pourra guère différer de répondre à une double question... Campagne électorale facilitée, je dois le dire - ce n'est pas une circonstance atténuante, mais on n'a pas le droit de ne pas en tenir compte, surtout quand on a voté cette loi, comme c'est mon cas, et contribué passablement à sa mise au point -, par le nouveau système qui ouvrait en effet des facilités à des primaires, c'est-à-dire à des listes séparées de chaque parti de la gauche au premier tour. Mais enfin, il reste que ce qui s'est passé dans un certain nombre de cas relativement élevé, la non-application de notre stratégie, ou la difficulté que nous avons eue à la faire in extremis appliquer dans un nombre relativement élevé d'autre cas, nous amène forcément en tant que direction de ce Parti, et chargés d'appliquer ce qui est la politique du Parti

jusqu'à nouvel ordre, nous amène à nous poser les questions suivantes :

- La modification du rapport de forces à gauche devrait-elle nous incliner à mettre en cause le choix fondamental qui a été celui du Parti dès le départ : la stratégie d'union de la gauche ?

Je dis qu'elle a été posée dans la pratique d'un nombre relativement élevé de camarades, ou qu'un certain nombre d'autres responsables n'ont pas osé s'élever contre le fait qu'elle était posée.

Par conséquent, elle est posée, elle est une donnée politique et le Parti doit répondre ; peut-être qu'il répondra qu'en effet, il faut prendre ces libertés. Je dirai par la suite quel est mon point de vue.

- Deuxièmement, peut-on envisager de prendre ses distances, en tout cas au niveau local, dès lors que l'alliance P.S - P.C.F. est confirmée au niveau gouvernemental ?

Si l'on pense qu'on peut prendre ces libertés ici ou là autour de son beffroi ou de son clocher, comment concilier cela avec la réaffirmation, toute récente - elle date de cette semaine - de l'alliance au niveau gouvernemental ? Je dirais qu'il y a là un équilibrisme qui n'est pas commode, mais comme certains camarades ont pensé qu'on pouvait s'y livrer, j'attends naturellement qu'ils nous l'expliquent.

De toute façon, cette question va au-delà du Comité directeur d'aujourd'hui. Le Congrès qui se tiendra à la fin de l'année aura à répondre à cette question, mais la réponse ne vaudra que si elle est formulée en termes de décisions concrètes et pas seulement comme réaffirmations de principe.

Parlant ici non seulement comme un des membres de la direction du Parti, mais comme le responsable aux élections, je dis que je ne pourrai pas en tout cas me satisfaire de réaffirmations de principe derrières lesquelles - c'est une pratique que le mouvement socialiste a, me semble-t-il, connue en d'autres temps et dont il n'a pas eu à se féliciter - chacun ferait ce qui lui convient dans son petit coin et, comme disait l'autre, sa petite soupe à petit feu !

La question est posée. En tout cas, la délibération que va conduire le Parti mérite de faire quelques constatations qui s'organisent toutes plus ou moins autour d'une observation de départ : en dépit des facilités qu'offrait la loi électorale, et là, je juge l'efficacité de ces petites valses à l'écart, il n'apparaît pas que la bipolarisation soit sortie affaiblie de cette consultation électorale, parce qu'après tout, si les faits avaient éclatement montré qu'une autre voie était meilleure, on n'est quand même pas aussi aveugle ni idiot. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas ce qui ressort de la consultation.

Ce qui ressort d'abord, c'est un échec retentissant des petites listes. Même dans une conjoncture qui n'est pas très bonne pour la gauche au pouvoir, les petites attaques marginales de l'extrême gauche ont été sans résultats ; pas de remontée de ce gauchisme verbal qui, en d'autres circonstances, fait recette quand la gauche est au pouvoir. Il y a eu une exception pour les listes marginales, notamment à Paris, de l'extrême droite. Personne ne peut être indifférent au fait qu'un Le Pen ait fait 11% dans un arrondissement populaire.

A gauche, et là aussi je demande qu'on y réfléchisse, d'autant plus que dans quelques cas, l'attitude de nos camarades - je pense à Antony - a montré un

comportement peu ouvert à l'égard de ces phénomènes, le résultat obtenu est à peu près sans précédent par les listes de dissidents communistes qui ont fait généralement autour de 10%, pour atteindre parfois 14, voire 15%. Comme ceci s'est passé non pas cette fois dans des secteurs de la gauche intellectuelle mais bien dans des secteurs prolétariens profondément ouvriers - je pense à certaines banlieues à Moyenvic en Moselle, on ne peut être indifférent à cela.

Mais le grand fait qui confirme la bipolarisation entre la gauche et la droite, c'est les primaires du premier tour qui ont presque toujours entraîné des déchets très importants au second. Ce qui veut dire que les camarades qui se sont vantés de ratisser large au premier, n'ont pas retrouvé au second ce qu'ils avaient ratissé.

Le bilan global n'est pas très satisfaisant. Concernant le Parti Socialiste, dont je vous rappelle que la modification des rapports de force à gauche doit avoir pour nous cette conséquence très importante que nous sommes devenus maintenant « la » force de rassemblement à gauche, çà, c'est clair, eh bien, s'il est vrai qu'il a gagné un certain nombre de primaires - nous en avons la liste, je peux vous la communiquer - dans des petites villes qu'il gérait, il a - sauf à Reims - perdu toutes les primaires dans les villes de plus de J0 000 habitants. Toutes, sauf à Reims, comme vous savez, où, pour la gauche on peut dire que c'est un amer succès.

Dernier point, et j'arrive au bout, rassurez vous, la cohésion du Parti : l'application des décisions que le Parti avaient prises dans ses instances plénières a donc été, dans l'immense majorité des cas, bien conduite, mais, finalement, elle a été difficile et, en fin de compte, impossible dans un assez grand nombre de cas.

Autre question - c'est au Comité directeur, mais, à mon avis, plutôt là encore, au Congrès de répondre - : doit-on désormais considérer - et, mes camarades, si je dis cela ici, c'est parce que c'est ce que j'ai entendu, voire lu dans certaines lettres, donc la question est posée : doit-on changer nos règles, nos habitudes, nos mœurs ? -, doit-on désormais considérer que les sections ou les fédérations sont seules juges de l'application locale de la politique du Parti ?

C'est ce qu'on appelle la révolte contre le jacobinisme. Appelez cela comme vous voudrez, moi, il m'avait semblé que quand on délibérait ici, ça valait pour tout le monde. Il paraît que je m'étais trompé.

Sinon, le Comité directeur va-t-il faire, par rapport aux cas d'indiscipline - mais je pose la question en connaissant la réponse, j'ai confiance - comme s'il ne s'était rien passé ? Ce sera le troisième point de notre ordre du jour.

De la réponse à ces questions dépend notre cohésion dans une période difficile.

Le rapport que vous aurez tout à l'heure s'arrête là, mises à part une page et demie que je vais vous communiquer aussi mais dont j'indique - et je souhaite qu'on en tienne compte - qu'elles ne seront pas remises à la presse. Les deux dernières pages de mon rapport sont pour les seuls membres de la direction du Parti, non pas qu'elles aient un caractère de secret d'Etat, mais il s'agit de dispositions d'actions à tirer de ces constatations.

<u>Décisions d'action immédiates</u> :

Indépendamment des décisions politiques plus générales, que le Comité directeur prendra, ce n'est pas mon affaire, il nous semble que nous ne pourrons parvenir à une connaissance suffisamment précise et exacte du comportement de l'électorat - je demande donc expressément un travail précis et urgent - que par une étude menée au plus près, c'est à dire bureau de vote par bureau de vote et en examinant comparativement les listes d'émargement des deux tours de 1983 et celles des élections précédentes.

Ainsi saurons-nous de façon précise quelle a été la part de réserve, la part d'abstentionnisme, et quelle a été la part du transfert de gauche à droite que j'évoquais tout à l'heure. Cela, on ne peut le voir au niveau des résultats globaux d'une ville. On ne peut s'en rapprocher que par une étude menée bureau de vote par bureau de vote. Nous l'avions déjà demandé. Je dois constater que nous l'avons peu obtenu. Cette fois-ci, notre excellent camarade Martin, mon assistant, avec son esprit méthodique et obstiné, qui est une grande qualité en l'occurrence, suivra l'ensemble de ces travaux.

Deuxièmement, les hommes et les femmes qui ont participé, plus ou moins directement, à notre campagne, souvent, mais pas toujours, regroupés en comités de soutien, doivent être à nouveau réunis, et les objectifs de l'action en commun débattus avec eux. Chaque fois que possible, l'articulation en comités de soutien de quartiers doit être recherchée.

Enfin, à la faveur de ces réunions, la question de l'adhésion doit être posée.

Troisièmement, la dernière phase de la campagne électorale, et très souvent surtout entre les deux tours, nous a rappelé ce que nous avions, me semble-t-il, un peu oublié. D'où l'intérêt du travail de porte à porte, de petites réunions d'immeubles ou de quartiers. C'est ainsi que nous avons sauvé probablement plusieurs dizaines de villes de plus ou moins J0 000 habitants, parce que nous avons, à la faveur de ce travail au corps à corps, ressaisi la partie qui avait fléchi de notre électorat.

Il faut évidemment que les fédérations et sections tiennent compte de cela.

Enfin, quatrième point que je n'ai même pas rédigé, en accord avec le Secrétariat à l'Organisation : le Secrétariat National à la Coordination envisage de faire, avec un certain nombre de Directions Fédérales et d'élus, un travail rapide d'étude de la situation et des mesures propres à redresser cette situation dans un certain nombre de départements.

Nous serions irresponsables, en tant que Direction nationale, si, dans des régions que j'ai évoquées tout à l'heure, et dont il est clair que le déclin accéléré tient à des raisons assez profondes et sérieuses, nous ne prenions pas toutes dispositions pour voir comment remonter la pente. On ne peut pas se résigner à ce qui s'est passé, je l'ai évoqué, ce n'est pas un tableau de déshonneur, c'est une réalité dont nous sommes tous comptables, dans un certain nombre de fédérations, notamment du Midi et du Sud-Est.

Nous comptons mener ce travail très vite avec les fédérations, les responsables, les élus.

Mes chers camarades, j'en ai terminé. Cela a déjà été long. Vous le constaterez, nous n'étions pas en mesure, en tant que Direction du Parti, d'introduire ce qui

est certainement le cœur de notre débat. J'ai seulement rappelé de quoi nous partions après les événements politiques du début de mars, mais nous n'étions pas en mesure d'introduire une discussion sur les événements qui viennent de se dérouler sur le plan gouvernemental et ce qui en résulte pour le Parti.
Nous avons préféré ce débat ouvert, étant entendu qu'il devra après un jour et demi, être, si j'ose dire, fermé, au sens de conclu.
Merci, chers camarades. (Applaudissements).

Le Président - Merci à Jean Poperen.
Nous allons ouvrir tout de suite la discussion générale. Je vais prendre les inscriptions. J'en ai déjà un certain nombre par écrit. Que tous ceux qui veulent intervenir le manifestent en disant clairement leur nom.
Je donne la parole à Luc Soubré.
Avant que Luc Soubré ne prenne la parole, je voudrais simplement attirer votre attention sur le fait que j'ai quarante orateurs inscrits (protestations). Vous protestez, mais vous vous êtes inscrits. Alors ?... Je pense que nous sommes aujourd'hui un Comité directeur qui, de toute évidence, se prolongera demain. Je crois que nous avons suffisamment de choses à dire pour que la discussion soit large. Il ne faut donc pas protester à l'annonce qu'il y a quarante orateurs inscrits, puisque je crois que ceux qui se sont fait inscrire l'ont fait, je l'espère, parce qu'ils ont quelque chose à dire. Simplement, nous sommes quand même obligés, au départ, de cadrer la discussion. Je ne voudrais pas être trop draconien, mais disons qu'il ne faudrait certainement pas dépasser dix minutes par orateur… (Protestations)
Vous dites que c'est trop. Je souhaite effectivement que ce soit trop. Moi, je veux bien qu'on dise cinq minutes. Etes-vous d'accord pour que ce soit cinq minutes ? (Mouvements divers)
Permettez... Je crois que ce n'est pas raisonnable, et je préfère qu'on dise dix minutes, étant entendu que ceux qui n'ont à parler que sur trois minutes parlent trois minutes. Disons qu'on fixe un cadre de dix minutes sur lequel je serai alors extrêmement sévère. Entendu comme cela ?
Bien. Encore une communication. La Commission qui doit s'occuper des problèmes de contentieux doit se réunir maintenait dans une salle proche. Cette Commission comprend (noms des membres). Elle souhaite entendre les premiers Secrétaires de la Gironde, des Pyrénées-Orientales, du Tarn et de l'Aude, ainsi que le Président de la Commission Nationale des Conflits.
La parole est maintenant à Luc Soubré.

Luc Soubré
Chers camarades, je n'ai pas parlé au dernier Comité directeur et je suis prêt à ne pas parler au suivant, mais je n'excéderai pas le temps qui m'est imparti aujourd'hui de dix minutes.
Je voudrais commencer par dire un mot sur Toulouse, mais qui ne va pas nous éloigner du sujet, et sous peine d'en surprendre quelques-uns, je dirai que le succès à Toulouse, au soir du premier tour, ne pouvait pas être au rendez-vous,

plus qu'à Narbonne, plus qu'à Viry-Châtillon et dans d'autres villes où François Mitterrand avait fait plus de 56% des voix aux élections Présidentielles. Pourquoi ? Parce que, dans les villes tenues par la droite, l'affrontement ne pouvait évidemment se faire que sur le terrain de la liaison de la politique nationale avec la politique locale et quand une ville est tenue par la droite, l'affrontement ne peut pas se faire par une équipe de gauche qui veut prendre la ville sur la gestion communale, car vous le savez, ceux qui gèrent, ce sont les autres, et dans ces villes où on a politisé dès le premier tour, et cela ne nous éloigne pas du sujet, l'effet de boomerang fut immédiat. Politiser quand nous étions obligés de faire face à une équipe sortante de droite, cela mobilisait fortement nos adversaires, et cela a rappelé à nos partisans qu'ils étaient mécontents de notre politique et que l'occasion était bonne de manifester leur mécontentement en restant chez eux.
C'est ce qui s'est passé dans de nombreuses villes et c'est un phénomène politique.
Alors, Toulouse a connu ce qui s'est passé ailleurs, la non mobilisation du Parti Communiste, l'influence des médias, et il faut noter qu'à Toulouse, l'effet de « star système », avec un présentateur de télévision, a pu jouer. Elle a connu aussi la montée du racisme, les modifications sociologiques, la radicalisation anti-communiste de la communauté juive qui ne supporte pas ce qui lui rappelle de près ou de loin l'union Soviétique.
Mais tout ceci a été connu aussi dans d'autres villes et quelles que soient les raisons propres à chaque ville. Ce serait une erreur, et je l'entends dire par ci, par là, maintenant, de penser que notre échec municipal serait une addition de conditions particulières, ce qui ferait que, dans telle ville, la campagne a été mal menée, dans telle autre, l'équipe n'était pas bonne, et une espèce d'explication, qui a fait florès, consisterait à dire que ce sont les mouvements sociologiques dans les grandes villes qui ont provoqué bien des déboires. C'est peut-être vrai, mais chers camarades, les banlieues, dans bien des cas, n'ont pas été meilleures, et cela montre les limites de telles explications.
Ces explications me paraissent venir a posteriori pour masquer ce qu'il y a eu, c'est-à-dire un courant profond contre la politique de gouvernement.
La politique de gouvernement, je crois qu'elle a pêché pour deux raisons. Je vais commencer par la forme de la politique ; je continuerai par des interrogations sur le fond.
La forme de la politique gouvernementale, je m'excuse de le dire, le sujet n'est pas dépassé, et ce n'est pas parce que nous avons nommé un Secrétaire à la Communication du gouvernement qu'il ne faut plus aborder la question de la forme de la politique gouvernementale. Je rappellerai que l'efficacité pédagogique de cette politique est très faible, car quand il y a une importante mesure comme la retraite à soixante ans, elle est annoncée comme allant de soi parce qu'elle figurait dans nos 110 propositions. A l'inverse, nombre de mesures impopulaires sont annoncées trop tôt ou d'autres mesures n'arrivent pas. C'est ainsi qu'il y a un vieux proverbe français qui dit : « Donner et retenir ne vaut. »
Qu'en est-il de l'efficacité actuellement du Ministère de l'Intérieur en ce qui

concerne la régionalisation, les transferts financiers accompagnant les transferts de compétences, et tout ce qui concerne le statut des élus, et pourquoi pas, des choses qui vous sont demandées couramment, comme par exemple la date des élections régionales, le mode d'élection, des choses de ce genre... Mais ceci n'est pas uniquement la préoccupation de tous les Français, mais les choses avaient été annoncées, elles n'arrivent pas.

Au manque de pédagogie s'ajoute celui de la psychologie. C'est une évidence de dire que la presse ne nous est pas favorable, mais est-ce que nous utilisons rationnellement la presse ? Est-ce que le Secrétaire d'Etat nommé aura l'occasion d'utiliser rationnellement les prestations des ministres ? Je ne voudrais pas insister, parce que c'est un sujet sur lequel Bertrand Delanoë est souvent intervenu, sur les voyages des ministres en province. FR 3 est souvent coupable, mais il n'y a pas que des gens de droite à FR 3. Il ne trouve pas dans les cabinets ministériels de gens prêts à répondre à des préoccupations sur la présentation de dossiers et il faut bien le dire, souvent, nos ministres se contentent de faire répondre qu'ils répondront aux interviews dans le salon de la Préfecture, comme cela se faisant avant. Est-ce qu'un ministre de gauche ne doit pas se soucier plus des explications, et un ministre socialiste surtout, qu'un ministre de droite ?

Le fond de notre politique maintenant. Je crois que nous devons nous demander à qui les décisions du gouvernement ont essentiellement profité jusqu'ici. On peut répondre : aux personnes âgées à faibles revenus et aux Smicards.

Or, la première de ces deux catégories, on le sait mais on a trop tendance à oublier la seconde, ne vote pas majoritairement à gauche. C'est chez les travailleurs les plus pauvres - c'est une banalité de le rappeler, mais il est bon de le faire - que Valéry Giscard d'Estaing avait trouvé trois millions de voix en 1974.

Quant aux actuels chômeurs, il est évident qu'ils ne peuvent pas se satisfaire en majorité que le chômage soit contenu, puisque leur propre cas, qui les intéresse, on le comprend, n'est pas résolu.

Alors, les premiers bénéficiaires de notre politique qui sont les deux catégories que je viens de nommer, les Smicards et les personnes âgées, ne sont pas mobilisées en notre faveur.

Alors, on peut évidemment réfléchir sur notre base sociale, mais si l'on croit que notre véritable base sociale, c'est la classe salariale moyenne, c'est-à-dire les travailleurs qualifiés, les techniciens, l'encadrement, les fonctionnaires, à laquelle on peut joindre une partie des actifs qui peuvent être, par exemple, les artisans, nous l'avons souvent dit, eh bien ! cette base sociale a des raisons d'être mécontente.

D'abord, elle assume une part prépondérante de l'effort fiscal et les mesures prises hier, en ce qui concerne l'emprunt obligatoire et le 1% supplémentaire, vont frapper directement une large partie de cette masse salariale, de cette classe moyenne salariale.

C'est pour cela que je me permets de vous demander, mais on en discutera plus tard, quel est l'intérêt du discours de la C.F.D.T. quand elle dit que tout l'effort

doit être fait à partir de catégories qui touchent deux fois le SMIC, mais à partir des catégories qui touchent deux fois le SMIC, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'on considère le chiffre de 7 ou de 8 000 F, en schématisant. Ce n'est pas à ce moment-là qu'une grande partie de notre balance sociale commence et je pense que, pour tout ce qui concerne la fiscalité, il faut justement s'interroger et voir ce qui peut se passer plus tard.
Alors si on ne lui donne pas satisfaction, et si elle doit supporter un effort financier dans ses lieux de travail, cette masse de travailleurs salariés que j'ai décrite se heurte alors à une autre hiérarchie qui devient de plus en plus hargneuse, à une hiérarchie qui devient provocatrice, et c'est ainsi que dans les entreprises nationalisées, qui est soumise constamment à la pression d'une hiérarchie de droite provocatrice, sinon une large partie de cette catégorie sociale.
Elle constate que les décisions gouvernementales patiemment attendues ne sont pas inscrites dans les faits, alors qu'elles restent vides sur les droits des travailleurs, mais aussi sur les prêts à la construction quelquefois pour les jeunes ménages, sur les prêts bancaires, et l'Etat, lui, paraît ne pas avoir l'autorité nécessaire.
Chers camarades, je crois qu'on doit aussi s'interroger sur la crainte d'une partie de cette base sociale - et on doit lui répondre là-dessus -, la crainte qu'elle a du nivellement par le bas. Quand par exemple dans une administration - et je sais que cela va paraître choquant, ce que je vais dire, mais enfin nous sommes là pour discuter entre nous -, on augmente constamment le SMIG, ce qui fait que les « smicards » rejoignent les salaires de ceux qui sont les premiers titulaires, comme dans les P.T.T., eh bien ! quelles ne sont pas les interrogations de ceux qui ont fait l'effort de passer un concours, qui ont fait l'effort de partir de chez eux pendant longtemps ? Eh bien ! ce sont des interrogations auxquelles on doit répondre.
C'est cette classe salariale moyenne qui a été traumatisée par les différentes réformes et règlements qu'elle n'a pas toujours compris.
Alors, après vingt mois de gouvernement, est-ce qu'il ne serait pas bon de se préoccuper de cette catégorie sociale et de notre base sociale ?
C'est ainsi qu'on devrait se demander en quoi consiste la solidarité. Peut-on pratiquer une redistribution qui n'atteint pas toujours son but, parce qu'on redistribue peu pour les classes les plus défavorisées, qu'on appauvrit constamment financièrement et qu'on blesse moralement une catégorie sociale ?

Le Président - Veux-tu conclure, s'il te plait ?

Luc Soubré - Je conclus... Je vais encore prendre à peine un peu de temps… (Rires)
Est-il bien raisonnable de laisser croire que la rigueur consiste à frapper surtout les travailleurs les plus actifs et qualifiés, sans leur donner des compensations dans leur vie quotidienne ?
Je crois que cela, c'est une interrogation.

Si l'on croit urgent et opportun de réexaminer la mise en pratique de notre conception de la solidarité, alors, quelle est notre programmation dans les objectifs ? Et dans cette programmation, ne convient-il pas, avant tout, d'accomplir un gigantesque effort de formation de la jeunesse, afin d'éviter pour chaque tranche d'âge la marginalisation d'un certain pourcentage ?
Camarades, si l'on veut faire cette formation de la jeunesse, je me livrerai à une interrogation. Je n'ai pas saisi, dans le remaniement ministériel - c'est tout ce que je dirai, modérément -, qu'il y avait concordance entre le discours et la pratique ; je n'en dirai pas plus, parce qu'aussitôt on penserait que j'ai en tête certaines nominations dans quelque domaine sensible de quelqu'un qui n'est pas forcément socialiste et dont je me demande ce qu'il vient faire là-dedans... J'espère que j'ai été assez clair (rires), mais je suis prêt à vous donner des précisions.

Le Président - Tu as dépassé ton temps...

Luc Soubré - J'espère, Claude, que la rigueur que tu m'imposes s'appliquera à toutes les catégories d'orateurs, au nom de la justice...

Le Président - Tu es le premier. Cela s'applique au premier !

Luc Soubré - Oui, mais justement, après, c'est le laxisme ! Il y a les premiers mois d'un gouvernement, et puis après...
Alors, chers camarades, si l'on doit parler de « recentrage », cela ne peut pas être, évidemment, une espèce d'accord politique et de combinaison, mais est-ce que cela ne doit pas être la volonté de situer l'action gouvernementale par rapport à la véritable base sociale, la classe salariale moyenne et ses alliés ?
Quel est le rôle du Parti pour la mobilisation que l'on souhaite ? Est-ce que le rôle du Parti, ce n'est pas de faire prévaloir les intérêts légitimes de cette base sociale, y compris face, quelquefois, aux volontés du gouvernement ?
Je rappellerai quelques exemples...

Le Président - Non ! Non ! Non !

Luc Soubré - Il n'y aura pas de mobilisation des nôtres si nous ne répondons pas franchement à ces questions au moment du Congrès.
Voilà, chers camarades, ce que j'ai essayé de vous dire dans le minimum de temps. Il y aura d'autres lieux pour répondre à ces questions, mais il me semblait utile, par rapport aux élections municipales, de se les poser déjà.
(Quelques applaudissements)

Le Président - Merci, Luc Soubré.
La parole est à Néri et ensuite ce sera Marcel Debarge.

Néri

Mes chers camarades, rassurez-vous, je serai plus court. Simplement, au lendemain des élections municipales, je pense qu'il faut se dire quelques vérités et essayer de recentrer un peu notre action.

Tout à l'heure, Poperen nous a dit qu'il se félicitait de l'action du Parti pendant cette période. Pour ma part, je ne peux pas partager son optimisme. Je pense qu'au contraire le Parti n'a pas fonctionné, durant ces élections, comme il aurait dû fonctionner, et que nous n'avons pas su mobiliser notre électorat. N'est-ce pas là la tâche essentielle de notre Parti ?

Mais il ne faut pas revenir sur le passé. Je crois qu'il convient plutôt que nous nous tournions vers l'avenir et vers les échéances qui ne seront pas toutes faciles.

En effet, si l'on se reporte au premier tour des élections municipales, le score fait par les forces de gauche est sensiblement le même que celui qui avait été fait par la majorité d'alors aux élections municipales de 1977 et il faut bien convenir, pour employer un terme peut-être un peu léger, que ce fut quand même, lors de ces élections municipales, une petite fessée !

Je crois qu'il faut que nous resserrions et les boulons et les coudes à l'intérieur de ce Parti ! Il faut qu'élus et militants se retrouvent. Il faut que les uns et les autres mènent une action cohérente et coordonnée. Il faut arrêter les petites phrases assassines à l'encontre des uns ou des autres, car nous sommes tous embarqués sur le même bateau et soyez assurés que si nous coulons, nous coulerons tous ensemble, il n'y aura pas un petit malin qui pourra s'en tirer !

Je voudrais dire d'autre part qu'il faut cesser de dire à l'extérieur certaines choses. Nous sommes solidaires de l'action du gouvernement et de celle du Président de la République, totalement, et si nous avons des choses à dire, c'est ici qu'il faut les dire, et non à l'extérieur ! Je voudrais simplement indiquer que j'ai été particulièrement choqué par la déclaration qui a été faite par Jean-Pierre Cot lorsqu'il a quitté le gouvernement. Si Jean-Pierre Cot avait quelque chose à dire, il était présent au Comité directeur, ici, trois jours auparavant, je pense que c'était ici qu'il fallait qu'il fasse part de ses états d'âme, et non à l'extérieur ! Il en va de même pour d'autres... Je pense que ce qu'a dit notre camarade Jean-Pierre Chevènement n'est pas mieux ! (Rires)

Nous devons d'autant plus être solidaires de la politique gouvernementale que le Président de la République et le gouvernement ont été amenés, à la suite du remaniement, à prendre des mesures qu'il fallait prendre, des mesures qu'il fallait avoir le courage de prendre. Ils l'ont eu. Pour ma part, je m'en félicite, même si je pense qu'on aurait pu les prendre beaucoup plus rapidement et que, peut-être, ces mesures nécessaires auraient été mieux comprises si elles avaient été justement prises au lendemain de mai 1981 ; elles auraient alors été une pierre de plus dans le jardin de Giscard, Chirac et Barre, en démontrant que les responsables de ces mesures draconiennes dans le domaine de l'économie étaient les carences des gouvernements précédents.

Si nous devons faire face à un certain mécontentement dans les couches populaires, je crois qu'il faut contrebalancer ce mécontentement par des mesures

pratiques, avec des retombées immédiates et concrètes, des mesures que nous avions promises quand nous étions dans l'opposition.
Je vous rappellerai, même si je me répète, qu'au lendemain des élections cantonales, à cette même tribune, j'avais demandé - et je redemande aujourd'hui - que le Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale dépose le projet de loi sur le non cumul emploi-retraite. Cela n'aura peut-être pas un effet pratique énorme, mais cela aura un effet psychologique important dans l'électorat de nos régions. Je pense qu'aujourd'hui, si l'on veut regagner le soutien populaire, il faut prendre des mesures dans ce genre. Le projet de loi existe, il n'y a plus qu'à le déposer, puisque nous avons fait, en mai-juin 1981, la campagne électorale sur ce sujet en particulier.
D'autre part, depuis 1980, et je me tourne vers le Sénateur Debarge - notre Camarade Debarge -, on nous parle du non-cumul des mandats. Debarge a fait un excellent travail, on devait discuter et mettre en application ce texte. Qu'en est-il ? Qu'attend-on ? On aurait pu avoir, lors des élections municipales, des camarades qui s'engagent, et qui n'ont pu s'engager parce qu'ils ne connaissaient pas non plus quel était le futur statut de l'élu. Je dis qu'il faut d'urgence mettre ce texte en discussion, et même s'il en gêne quelques-uns, eh bien, ma foi, tant pis ! Il faut aussi dans ce domaine avoir le courage de prendre ses responsabilités
En ce qui me concerne tout au moins, je n'avais jamais vu jusqu'alors une droite aussi haineuse, aussi agressive, aussi « revancharde » et aussi organisée - c'est ce qui m'inquiète, aussi organisée - et je dis qu'il est temps que, nous aussi, nous re mobilisions et nous nous organisions, non seulement aux niveaux départemental, régional ou cantonal, mais également nationalement.
Il faut également, à travers cette mobilisation, impulser un vote de classe, car je dis que la droite a eu, elle, un vote de classe. Il faut regrouper, il faut rassembler le peuple de gauche. La victoire dans les futures consultations est à ce prix. (Applaudissements)

Le Président - Merci à Néri, qui n'a pas épuisé son temps de parole.
La parole est à Marcel Debarge, ensuite à Paul Lussault.

Marcel Debarge
Je remercie le Camarade précédent...
(Rires)
Mes camarades, je voudrais revenir sur les élections municipales et sur l'ensemble du rapport de Jean Poperen, avec lequel je suis en total accord, pour y apporter peut-être un certain nombre de compléments quant à l'action du Parti, quant aux possibilités de la direction du Parti.
Je suis de ceux qui pensent qu'en ce qui concerne les élections municipales, les décisions prises par un Comité directeur, reprises par plusieurs réunions du Bureau exécutif, doivent être appliquées, car si nous nous trouvions à nouveau, dans le futur, devant un certain cas d'indiscipline manifeste qui ne serait pas relevé par ce Comité directeur, le Parti perdrait à la fois de son autorité et irait à

la dérive quant à sa nature, quant à son comportement. (Applaudissements)
Je le dis d'une manière tout à fait tranquille, ceux qui me connaissent savent que je n'ai pas comme particularité la chasse à quiconque dans ce Parti ; je suis un unitaire dans le Parti, je suis un homme de Parti, je n'ai jamais confondu d'ailleurs, de ce point de vue, l'unité et l'unanimisme, je ne suis pas certain que l'unanimisme dans les comportements, dans les motions, dans les textes ou dans les orientations, soit garant de l'unité du Parti. Je suis pour un débat et je suis pour que le débat dans le Parti ait lieu au moment où il doit avoir lieu, et qu'on ne l'escamote pas, y compris en direction du prochain Congrès. (Applaudissements)
Les élections municipales.
Certes, un certain nombre de votes s'expliquent – ou, plus exactement, de non votes - par l'appréciation qui peut être portée sur la politique nationale, sur la politique gouvernementale. Mais cela n'explique pas tout et je crois qu'il convient de tenir compte du terrain.
Or, dans ces élections municipales, dans la préparation de ces élections municipales, un certain nombre de sujets, qui n'ont peut-être pas à voir avec la haute politique, ont quand même été en permanence présents, et ces sujets-là, il faudra que le Parti, le gouvernement, chacun à sa place, les prenne en compte. Qu'il s'agisse, par exemple, du problème de l'immigration, il nous faudra le traiter. Qu'il s'agisse des problèmes de sécurité, il nous faudra les traiter, et les traiter d'une façon politique, en prenant un certain nombre de décisions les concernant, car ces deux questions-là, dans beaucoup d'endroits - tout au moins dans le voisinage des grandes villes, et je parle plus précisément de la région parisienne -, sont des sujets qui ont pesé lourdement sur le choix des électrices et des électeurs. Je crois qu'on ne peut pas évacuer ce genre de chose.
Il y a aussi la nécessité, pour le Parti, de se poser un certain nombre de questions quant à la liaison indispensable entre l'action municipale et l'action politique. On ne peut pas, dans une commune dirigée par des Socialistes, faire uniquement de l'action municipale et peu d'action politique, ou seulement de l'action politique et peu d'action municipale ; le secret, c'est le mariage des deux, avec peut-être une période de pointe à certains moments en direction de ce qu'il est convenu d'appeler la politique, et une période de pointe à d'autres moments en direction de ce qu'il est convenu d'appeler l'action municipale, mais faire l'un sans l'autre, c'est nous amener à un certain nombre de désillusions, à un certain nombre de mésaventures.
Les élections municipales doivent nous faire réfléchir sur l'union de la gauche. Je suis, depuis que je suis engagé politiquement, un tenant de l'union de la gauche. Je pense qu'on ne peut pas réaliser une évolution politique dans ce pays, vers une transformation de la société, indépendamment de l'union de la gauche.
Mais il nous faut reconnaître que nous avons à réfléchir sur la baisse du Parti Communiste, sur le fait de ce que représente l'union de la gauche au point de vue nombre de voix, et à mon avis, peut-être faut-il mettre à l'étude des méthodes qui permettent, avec un P.S. qui soit la locomotive, avec des stratégies, une orientation qui soit celle de l'union de la gauche, d'aller vers un

plus vaste rassemblement sans se compromettre pour autant.
Ce sera, je crois, un des éléments de réflexion que nous devons avoir.
Politique gouvernementale : il faut être solidaire de la politique gouvernementale. Il faut débattre de la politique gouvernementale, il faut un Parti, car une des données, un des débats qui sera important au prochain Congrès c'est le rôle du Parti, c'est la vie du Parti, ou ce sera le Parti godillot, comme on dit, ou Parti force de masse. Je choisis la deuxième version, étant entendu qu'à partir de ce moment-là, le Parti devra avoir comme conception d'être solidaire de la politique du gouvernement, mais de vivre sa propre vie avec son droit d'appréciation, son droit de critique par certains aspects, son droit de suggestion, ce sont des affaires que nous devons assumer, que nous devrons savoir gérer.
En ce domaine-là, il y aura - je le répète - un des aspects essentiels du débat du Parti à ce Congrès.
Il y a d'autres points aussi qui me sont apparus. Je reviens à ces élections municipales. Dans les nombreuses réunions que j'ai pu faire, dans les nombreux contacts que j'ai pu avoir en dialoguant avec nos camarades ministres du gouvernement, en trouvant peut-être des moyens, des méthodes plus précises, plus efficaces de liaison entre les ministres et le Parti, entre le gouvernement et le Parti, il serait peut-être possible aussi de dire qu'un certain nombre de choses sont un petit peu trop freinées, qu'il convient de poser, non pas du tout dans l'esprit de la chasse aux sorcières, l'attitude d'un certain nombre de rouages de l'administration gouvernementale, de poser un certain nombre de problèmes ayant trait par exemple aux banques nationalisées, d'un comportement d'un certain nombre de ces banques dans l'octroi de prêts.
Il convient de faire passer de plus en plus la volonté politique du mois de mai et juin 1981 - c'est la référence essentielle pour nous - dans les actes gouvernementaux et dans l'attitude du Parti.
Enfin, un Parti qui arrive à mobiliser, un Parti qui n'a pas trop d'états d'âme, de drames de consciences - payons-nous nos états d'âme, nos drames de conscience, par moments, mais sachons également agir sur le terrain, sachons mobiliser -, c'est une des données également essentielle.
Le rôle du Parti, y compris dans les périodes difficiles, va devenir important, plus qu'important. Cohésion nécessaire, esprit d'unité, débats, mobilisation, aller de l'avant, prendre l'offensive en permanence, lancer maintenant une campagne d'adhésion, mobiliser, renouer le dialogue avec les partenaires sociaux, c'est un programme que nous devons mettre en avant, que nous devons savoir gérer et assurer.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Paul Lussault.

Paul Lussault
Mes chers camarades, je vais à mon tour citer le camarade Debarge pour dire qu'une partie des choses qu'il vient d'énoncer sont bonnes de mon point de vue et que je ne les reprendrai pas, notamment l'analyse des blocages dans

l'application des décisions du gouvernement.
En ce qui concerne les élections municipales, étant un habitant d'un département proche de Paris, l'Indre-et-Loire, très marquée par la droite, je dois remarquer que ces élections ont été, malgré des succès notables en mai et juin 1981, pour le Parti, un très net recul.
Les propositions avancées dans son analyse par Jean Poperen s'appliquent tout à fait à ce département. En partant de cela, je voudrais dire que nous avons constaté nous aussi que si nous nous sommes quelquefois donné beaucoup de mal pour expliquer notre politique aux couches qui forment la marge de notre électorat, ces couches-là ont évolué et ont été très sensibles aux arguments de la droite et n'ont donc pas entendu notre travail, notre propagande.
Par contre, les couches de l'électorat populaire, à qui nous avons réellement apporté un grand nombre de satisfactions, mais par rapport auxquelles nous n'avons pas trouvé les moyens d'explication nécessaire, ont été très sensibles, les couches de l'électorat populaire et les plus défavorisées de ces couches aussi, aux arguments de la droite. Nous sommes ici au cœur de notre problème et parmi ces problèmes je cite, sans m'y arrêter pour l'instant, ce problème de l'application de nos décisions de Parti quant à la stratégie, à la tactique du Parti dans les élections.
Je dois dire que l'électorat populaire, qui est très sensible à des notions d'ordre - on a parlé de sécurité, je parle aussi de notion d'ordre dans le sens de l'organisation de la méthode, de ce qui est simple, compréhensible de l'électorat populaire - a peut-être été très défavorisé dans certaines régions par l'audition de commentaires de candidats du Parti agissant dans un sens contraire à la politique du Parti. Habitant l'Indre-et-Loire, vous saurez de quel département je parle ici.
Nous avons donc à nous organiser en tant que parti pour améliorer l'ensemble de ces partis. Nous avons, en tant que parti, à agir plus, et plus idéologiquement contre le droite, organisé sous la forme des actions corporatives. Nous avons à nous exprimer chaque fois qu'un grand mouvement est en place.
Je crois que c'est tout à l'heure que quelqu'un citait le mouvement des étudiants en médecine. Il y a eu certes une prise de position nationale du Parti, mais ce mouvement, de par sa structure même, est très décentralisé, et dans nos fédérations nous avons à intervenir dans ce mouvement, à donner les explications nécessaires, à dire ce que nous en pensons.
Nous avons souvent l'impression que par rapport aux mouvement revendicatifs, quelle que soit la catégorie sociale, qui revendique, que ce soient les patrons de petites et moyennes entreprises, ou telle ou telle couche sociale très défavorisée, nous avons le respect du mouvement revendicatif, parce qu'il est revendicatif, ayant conservé là nos habitudes anciennes.
Nous avons, vis-à-vis d'un certain nombre de mouvements revendicatifs, à nous exprimer politiquement, idéologiquement, vis-à-vis de ces mouvements.
C'est d'abord au Parti de le faire, bien plus qu'au gouvernement, qui est bien sûr le gouvernement élu par une majorité et en même temps le gouvernement de l'ensemble des Français. Il est vrai que le gouvernement, lui, a à assumer la complication de la gestion, et nous voyons tous les jours ce qu'il en est. Il a

ensuite à assumer, parce qu'il est de gauche et animé par les Socialistes, et à reconnaître les nécessités du débat démocratique.
Enfin, il subit les contradictions entre ce que la gauche dans son ensemble propose, et ce que je lis être une deuxième gauche ou une autre gauche, dont les propositions, les propos, les critiques et les manœuvres ne sont pas étrangères à nos difficultés.
Tout cela fait que face à cet ensemble, à la droite qui n'a qu'un objectif, de la plus grande simplicité, qui n'a pas lésiné sur les moyens, nous domine idéologiquement parce que son seul souci c'est le pouvoir, le reprendre et le reprendre n'importe comment, par n'importe quel moyen, pendant que bien entendu nous assumons les responsabilités de la gestion et des explications.
En entendant d'Ormesson hier, avec des larmes dans la voix, littéralement, défendre les jeunes, les travailleurs, les Smicards, les familles défavorisées, je dis que ceci nous montre quel type de chemin nous avons à parcourir dès lors que la droite, bien sûr, n'a pas d'autre objectif que d'installer le doute, la critique et la contestation par rapport aux décisions que nous prenons, ceci avec n'importe quel argument, par n'importe qui.
Face à cela, face à d'Ormesson, à bien d'autres, il faut que nous reprenions nos explications sur la structure du pouvoir dans un pays comme le nôtre, sur ce qu'est le capital - je sais que ce n'est pas un mot facile à employer pour un Parti politique dans la période actuelle, il nécessite bien des précisions -, sur ces pouvoirs que donne la détention d'un certain patrimoine, la détention d'un capital, sur les raisons pour lesquelles un grand nombre d'hommes de droite se sont attelés à la reprise du pouvoir à n'importe quel prix.
Il faut que nous nous posions toutes ces questions.
L'électorat populaire dont on a tant parlé, je vais dire mon sentiment pour lui, c'est presque un paradoxe. Il est normal que nous réalisions notre programme. L'électorat populaire n'attend pas des Socialistes autre chose que l'application des propositions qu'ils ont faites, parce que les Socialistes sont des hommes et des femmes qui appliquent leur programme, et que leur programme est bon pour les couches populaires.
Nous n'avons pas à attendre de reconnaissance, même électorale, de l'électorat populaire, notamment des plus défavorisés, parce que si nous n'avions pas travaillé pour ces couches, qu'aurions-nous fait conformément à notre programme ?
II ne faut donc pas que nous nous appuyions sur nos réalisations - qu'on comprenne bien dans quel sens je dis cela -, il ne faut pas que nous nous appuyions dessus pour dire que les couches les plus défavorisées vont nous rejoindre. Il faut au contraire que nous nous appuyions sur tout ce qui reste à conquérir, c'est-à-dire sur tout ce qui constituera le changement réel des rapports sociaux et qui fera que les hommes et les femmes qui vivent quotidiennement la vie de ces couches, la vie de ces cités dont on a beaucoup parlé, que la vie de ces hommes et ces femmes soit modifiée dans ce que constitue leur situation sociale et pas simplement leur situation matérielle.
Il y a là tout un programme. Le gouvernement s'y attache, le Parti doit précéder

dans ce domaine le gouvernement au niveau du recensement des besoins, au niveau de l'explication, au niveau peut-être pas de l'explication des retards mais au niveau de l'explication du temps qu'il faut pour appliquer les lois Auroux ou les conséquences de la loi de la décentralisation. Toutes ces questions, c'est le travail du Parti.
Je dirais, sans dramatiser, à condition qu'il existe et pour que le Parti continue d'exister en tant que force représentative du mouvement populaire, il faut que nous répondions aux questions concernant l'union de la gauche que Jean Poperen, au nom de la Direction nationale, a avancé ce matin dans son rapport.
Il faut que nous répondions à ces questions.
Qu'en serait-il d'un mouvement populaire dont une partie est actuellement attirée parla droite populiste, qu'en serait-il d'un mouvement populaire qui laisserait installer au sein de la gauche la situation que quelques uns ou beaucoup d'entre vous ont connue ici et pour d'autres raisons, la situation d'une opposition violente, idéologiquement formulée entre les deux principales composantes de la gauche ?
C'est vrai que les questions posées par Marcel Debarge doivent être établies ; c'est vrai qu'on doit y donner aussi la réponse qu'il y donne, si nous continuons d'une manière ou d'une autre, en tant que Parti, ou par certains d'entre nous, par l'intermédiaire de certains d'entre nous, à laisser penser que le rôle du Parti n'est pas le rassemblement le plus large possible de tous ceux qui ont besoin des réalisations de la gauche, et en premier lieu ceux de l'électorat populaire qui votent toujours à droite ou qui ont recommencé à voter à droite ; si nous laissons penser que ceci n'est pas notre objectif majeur, bien entendu à ce moment-là l'union de la gauche continuerait à reculer, bien entendu elle ne re conquérrait pas la position majoritaire qu'elle a eue et qu'elle retrouvera si nous agissons dans ce sens, bien entendu nous ne tiendrions pas les échéances électorales futures, bien entendu notre Parti n'existerait plus pour ce qu'il est et pour les raisons pour lesquelles nous y sommes.
(Applaudissements)

Le Président - Merci à Paul Lussault.
Louis Mermaz a la parole.

Louis Mermaz
Je crois, chers camarades, que la perspective d'un prochain Congrès n'a jamais été aussi nécessaire pour nous mettre en ordre de bataille car nous en aurons besoin, et aussi - disons-le - pour mettre un certain ordre dans nos idées.
Je crois qu'il faut toujours partir de cette idée que nous avons gagné les élections de mai-juin 1981, bien sûr, par la montée du Parti Socialiste, par la montée de l'union de la gauche, par l'action fédéraliste de François Mitterrand, mais aussi parce que nous avons bénéficié des divisions de la droite, et cela est important.
Il est important de s'en souvenir, parce que c'est la traduction de ce qu'est encore la société française dans laquelle nous agissons
Nous avons, en vingt-deux mois, le gouvernement et l'ensemble des Socialistes,

accompli des réformes sans précédent, mais nous n'avons pas récolté auprès des nôtres et même de l'ensemble du pays, les fruits escomptés.
Pourquoi ?
Probablement parce que la dureté de la crise n'a pas permis de procéder, par exemple, à une augmentation générale des salaires, à connaître une sorte de Grenelle comme en 1968. Il n'y a pas eu non plus de changement fondamental du statut social des gens et notamment dans les entreprises, pas de remise en cause de la hiérarchie, et cela est très important pour les nôtres.
Il s'est posé à divers degrés un problème d'autorité de l'Etat : qu'on traite de la banque, qu'on traite de la politique du logement social, là aussi, c'est le problème de l'autorité de l'Etat qu'on trouve.
Il s'est posé aussi pour le gouvernement un problème de communication, si bien que les municipales sont apparues comme un terrible révélateur. D'abord, la droite s'y est préparée tout au cours de l'automne et au moins au début de l'hiver, dans un style d'une violence extraordinaire, niant nos résultats ; or, ces résultats sont certains, qu'il s'agisse de la lutte contre le chômage, de la lutte contre l'inflation, nous avons fait mieux qu'eux. Je n'ai pas le temps de l'établir statistiquement, mais les publications du Parti ont suffisamment répandu parmi nous ces informations exactes pour qu'il ne soit pas nécessaire en dix minutes d'insister là-dessus.
Nous avons fait mieux qu'eux en politique économique, mais le procès qu'ils font avec injustice et fureur, d'incompétence, d'incohérence, de la prétention à notre illégitimité, Debré, Chirac à Nouméa, s'y sont livrés ; Peyrefitte parle du malentendu de mai-juin 1981... Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que c'est la droite qui ne cesse de se radicaliser, c'est la droite qui mobilise.
Hier, me trouvant à rencontrer assez longuement Olof Palme, à Stockholm - d'ailleurs, j'en rendrai compte à Lionel Jospin -, il suggérait que nous fassions une étude très attentive des nouveaux comportements de la droite, à travers l'Europe, de l'Espagne à la Suède, et il disait que, dans son pays, il n'avait jamais eu affaire à une droite aussi violente aussi furieuse, et il ajoutait : la droite a été honteuse pendant quarante ans, déshonorée par le fascisme, l'hitlérisme auquel elle a contribué, parfois idéologiquement, parfois par condescendance. Aujourd'hui, elle redresse la tête et les thèses les plus diverses, les plus dangereuses, fleurissent, par exemple, de l'inégalité entre les hommes, par un Poniatowski qui fonde la science et le pouvoir sur l'inégalité, du racisme qui a environné toute la campagne de la droite, même si ces leaders s'en défendent... Moi, j'ai entendu un Pons le dire à la sortie d'un débat radiophonique, alors que je lui parlais de ce qui s'était passé à Marseille, me dire : « Monsieur le Président, je suis très inquiet de la montée du racisme. Regardez leurs affiches, voyez ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont dit, est-ce que leur campagne n'a pas baigné dans ce climat ? »
Radicalisation de la droite, re mobilisation de la droite profonde, de la droite musclée, il y a eu une certaine démobilisation de la gauche.
La droite ne supporte pas la gauche au pouvoir ; la droite n'a guère qu'un objectif, c'est de démolir la gauche, elle n'a pas d'autre programme pour le

moment ; la droite ne supporte pas la gauche au pouvoir, surtout si la gauche commence d'appliquer son programme.
Mais après tout, cela ne serait qu'un mal second, est-ce que la gauche, dans son ensemble et dans ses profondeurs, s'accepte vraiment au pouvoir ?
Est-ce que la gauche, l'ensemble de la gauche, est fière d'être au pouvoir ? Est-ce qu'elle entend y demeurer, quelles que soient les difficultés, quels que soient les efforts à fournir ?
Le premier tour a été terrible pour nous, ne nous cachons pas la réalité, il y a eu la contre-attaque du second tour ; nous avons réussi à faire comprendre, ou les nôtres ont compris, que c'était les acquis sociaux qui étaient en cause, que c'était certaines formes de liberté qui étaient en cause, la droite a fait peur, même si elle a essayé de jouer en douceur pendant les élections municipales. On s'est souvenu de son visage et ce qui, pour l'avenir, est encourageant, c'est que si en mai juin 1981, nous avons gagné par l'addition de l'union de la gauche et de la désunion de la droite, nous avons stoppé pour un temps qui sera peut-être bref la montée de la droite par la seule mobilisation de la gauche, et contrairement à ce qu'expliquaient des politologues bien savants qui se trompent, René Rémond par exemple, nous avions des réserves et ces réserves se sont manifestées pour le second tour, mais les résultats du premier, la contre-attaque du second tour, indiquent la limite du défilé dans lequel nous devons passer.
A l'intérieur, il y a des forces hostiles qui vont être très vigoureuses, très actives, très virulentes contre nous, il y a l'environnement international qui est loin de nous être favorable et cependant, nous devons bien nous dire que la gauche est forte quand elle s'affirme, quand elle revendique ses valeurs, quand elle se rassemble, quand elle rassemble autour d'elle.
Gardons-nous des hésitations culturelles, car la droite a réussi, bien que nous soyons au pouvoir, en l'espace de 22 mois, à nous faire peur, à nous-mêmes, avec notre propre vocabulaire. Peut-on se permettre aujourd'hui d'évoquer, même avec le plus de prudence possible, la notion de lutte des classes sans être immédiatement taxé de sectarisme ou de méchant ?
Je prends cet exemple, je n'ai pas le temps d'en prendre d'autres, mais notre propre vocabulaire, nous n'osons plus l'utiliser, et la bataille est plus culturelle qu'économique ; nous pouvons avoir des difficultés économiques, si nous tenons sur le plan culturel, nous gagnerons, mais si nous ne tenons pas sur le plan culturel, nous perdrons.
Jamais les commerçants n'ont autant gagné d'argent que depuis que la gauche est au pouvoir, ils ont les premiers bénéficié de la relance de la consommation populaire. Comment ont-ils voté à l'occasion des élections municipales ? Ils ont voté contre nous. C'est bien la preuve que la dimension économique est importante, nous ne la négligeons pas - j'en dirai un mot -, mais le combat est un combat éminemment politique.
Mais au moment où la droite se radicalise, au moment ou la droite profonde montre son vrai visage, nous devons avoir le souci, nous, de nous ouvrir au dialogue ; il faut impulser un mouvement symétrique diamétralement opposé à

celui de la droite, il faut revendiquer le rassemblement des Français, il faut sur des objectifs de gauche, sur des objectifs socialistes, appeler à l'unité de l'ensemble des français. C'est la seule façon de contre-attaquer, de continuer d'avancer, de progresser.
N'oublions jamais que nous, les Socialistes choisis par le suffrage universel, nous parlons désormais pour l'ensemble du peuple français, et au moment où la droite va se racornir, se recroqueviller, présenter un visage heureux, faisons-lui confiance pour cela, nous devons présenter un visage ouvert et fraternel.
Pour conclure, le gouvernement est là avec les problèmes à résoudre : le différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne, la défense des grands équilibres, la réduction du chômage… Je dirai juste, en ce qui concerne le plan qui vient d'être adopté et qui est un plan dur, comme titre « Libération » qui ne nous aide pas chaque jour, qu'il y a, dans les mesures qui sont prises, un équilibre certain, et qu'il est fait appel à l'effort des classes disons les moins défavorisées plus qu'à l'effort des classes populaires et plus défavorisées.
Je pense que, de point de vue, il y a quelque chose de tout à fait positif pour notre action, mais il faut bien veiller à ce que la rigueur économique ne devienne jamais la rigueur sociale ; il faut expliquer, car nous avons quand même pendant deux ans dit aux Français qu'il fallait relancer la consommation pour relancer l'économie, et le plan actuel, ce n'est pas tout à fait un plan qui relève de la même logique : aujourd'hui, on nous explique qu'il faut épargner, épargner davantage pour relancer l'économie, pour livrer la bataille de la compétitivité économique ; il n'y a pas changement de logique, mais changement de plan, et c'est normal dans une action politique et économique, encore faut-il se donner le temps et les moyens de l'expliquer à l'opinion publique.
Le Parti a un rôle important à jouer, le Parti doit être offensif. Le Parti doit défendre la politique du gouvernement. Le Parti doit soutenir le gouvernement, mais le Parti doit être suffisamment fort et inventif pour que le gouvernement fasse attention au Parti, pour que le gouvernement tienne compte des avis et des propositions du Parti. L'échange doit se faire dans les deux sens. Il faut que le Parti Socialiste soit une composante importante de la vie politique française et il faudra veiller - ce seront mes derniers mots -, à l'occasion de la préparation de ce Congrès, à ce qu'il n'y ait pas de déphasage entre l'action gouvernementale, l'action du Président de la République, l'action du Groupe Parlementaire et celle du Parti.
Il ne faudrait pas que d'un côté, il y ait un parti romantique, utopiste, et de l'autre, ceux qui seraient pris et enlisés dans les filets du réalisme économique et politique quotidiens.
Il ne faut pas qu'il y ait une double image : d'un coté le Parti, de l'autre, ceux qui gouvernent, parce que nous avons gagné ensemble les élections et je pense que le Parti a un rôle fondamental à jouer, c'est celui de mise en perspective du travail quotidien de ceux qui, aujourd'hui, sont aux responsabilités. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Yvette Roudy, ensuite à Vincent.

Yvette Roudy

Chers camarades, je n'ai pas souvent l'habitude de prendre la parole au Comité directeur et je n'ai pas l'intention de faire un long discours, mais simplement dire deux ou trois choses qui me paraissent vraiment aujourd'hui tout à fait essentielles et que les municipales m'ont inspiré.

Comme vous tous, j'ai fait cette campagne, différemment, j'étais moins exposée que la plupart d'entre vous, parce que je n'étais pas candidate, mais j'ai fait beaucoup de réunions, singulièrement entre les deux tours, et j'ai donc pu sentir aussi un certain nombre de choses.

Il est clair que nous avons reçu un message, qu'il est simple, c'est que nous avons un peuple de gauche, comme nous disons, et je crois que le mot est juste, l'expression, moi, ne me choque pas, qui est merveilleux, qui a vraiment fait un effort au second tour sur lequel vraiment certains d'entre nous ne comptaient plus, mais il est clair aussi qu'il a besoin d'être conforté et qu'il a besoin d'avoir des réponses à un certain nombre de préoccupations qu'il a.

L'avertissement du premier tour est clair, nous n'avons pas seulement insuffisamment expliqué, nous n'avons pas suffisamment fait pour ce peuple de gauche.

Nous ne pourrons pas, je crois, recommencer trop souvent ce type d'équilibre, or, les législatives sont là et nous n'avons pas le droit de les perdre. C'est à partir d'aujourd'hui que nous devons nous préparer pour ces élections législatives ; nous avons toujours l'habitude, nous, de penser que la meilleure façon de rassembler et de gagner, c'est de partir d'un noyau dur qui s'étende aux couches les plus proches et qui, parce qu'il est cohérent et crédible, parce qu'il fait des propositions solides, a une capacité d'attraction sur ces couches qui, de toute façon, ne sont pas profondément de gauche, mais qui viendront vers nous si nous sommes suffisamment nous-mêmes solides, convaincus, et d'une certaine façon, tranquilles, oui, mais aussi sûrs de nous.

Alors, je pense que le redressement, nous devons le commencer tout de suite et je pense que là-dessus, le Parti a un rôle fondamental. Le gouvernement aussi, bien évidemment, mais le Parti doit sortir de sa réserve. Il a un rôle fondamental de proposition, je ne vois pas pourquoi nous serions timides, je ne vois pas pourquoi le Parti perdrait d'un coup sa capacité d'imagination, de proposition ; il fut une époque où nous étions capables de sortir des idées, des projets, de sortir des plans, nous avions des experts, nous avions des spécialistes, nous savions dire ce qu'il convenait de faire. Le Parti doit retrouver cette capacité de proposition.

Certains pensent que cela est choquant, moi, cela ne me choque pas beaucoup et je dois dire que j'admets tout à fait que le gouvernement reçoive des propositions de ces grands administrateurs des grands ministères qui sont les mêmes depuis toujours, et c'est à partir de ces propositions que nous élaborons des mesures, mais je ne trouve pas plus choquant que le Parti fasse aussi des propositions ; il faut retrouver là nos capacités et le faire autour d'une organisation, il faut recréer des commissions, des groupes de travail ; peut-être

faut-il l'intégrer dans le débat sur le Congrès, peu importe la façon dont cela doit se faire, mais je crois que sur trois ou quatre points principaux, nous devons savoir ce que nous pensons.
Nous avions parlé et reparlé, moi j'attendais beaucoup de cela, d'une réforme de la fiscalité par exemple.
Où en sommes-nous ? Est-ce qu'on a creusé ce texte ? Est-ce qu'on a quelque chose de prêt ?
Sur les grands thèmes et les grands problèmes de l'éducation nationale, pourquoi ne ferait-on pas des propositions ? La formation professionnelle, cela a été dit, est un enjeu important. Nous devons faire des propositions concrètes et précises. Sur la politique industrielle aussi. Et sur le travail ? Qu'est-ce que nous pensons de la notion de travail partagé ? Qu'est-ce que nous pensons de la notion de travail choisi ?
Tout cela, ce sont des thèmes de réflexion sur lesquels nous devons avoir des propositions et sur lesquels nous devons travailler en toute tranquillité.
J'ajouterais que si le Parti veut retrouver sa capacité de proposition, d'imagination, d'impulsion, il doit aussi intervenir dans certains secteurs dont à une certaine époque on s'est préoccupé, et je veux parler notamment du secteur associatif. Nous savons très bien à quel point on trouve énormément de gens dans le secteur associatif, proches de nous, moins proches, et je le vois de par mes fonctions. Je rencontre énormément d'associations, il se trouve même que je les aide, je leur donne même des subventions. Je n'en vois aucune, de près ou de loin, dont l'inspiration soit celle de ma famille préférée. Alors, comme naturellement, je dois faire mon travail, je donne des aides à l'union Féminine Civique et Sociale, à l'union des Femmes françaises, dont chacun sait évidemment qu'elles ont plus ou moins une parenté philosophique avec certains.
Eh bien ! pourquoi n'aurions-nous pas nous aussi une capacité d'inspiration de ce secteur-là ? Il se trouve que je le connais bien parce qu'il y a beaucoup de femmes. Les femmes ne vont pas venir envahir le Parti Socialiste demain, croyez-moi, culturellement, comme il a été dit la culture a beaucoup à faire, elles ne vont pas venir, mais elles vont vers les associations. Pourquoi est-ce que le Parti ne recommencerait pas à avoir une politique sur ce sujet ? Pourquoi n'y aurait-il pas un Secrétaire national ? Marie-Thérèse Eyquem avait été cette Secrétaire nationale à une certaine époque, et elle savait que c'était important parce qu'il y a des gens qui viendront dans les associations et qui ne viendront pas dans les partis.
Croyez-moi, la droite, dans les associations, elle y est, elle sait les utiliser.
Moi, je plaide pour cela, et je demande que vraiment le Parti réfléchisse, à l'occasion justement de la préparation du Congrès. Là, instinctivement, il va retrouver des forces, on va avoir des idées, on va les proposer, on va les débattre. C'est une bonne occasion : saisissons-la en faisant des propositions audacieuses, indispensables.

Un intervenant - On fait des propositions, on les imprime, et on n'est jamais suivi par les ministères. Ecoute un peu la réalité, Yvette !

Le Président - Merci, Yvette Roudy.
Je donne la parole à Vincent.

Vincent
Camarades, je voudrais intervenir en tant que militant et en tant que médecin en prenant une situation extrêmement concrète, et à partir de là, en essayant de dégager un certain nombre d'idées.
Cette situation concrète, en quelques mots est la suivante : la nouvelle politique du gouvernement en matière de santé est en train de se mettre en place dans les régions, et elle se met en place en particulier sous la forme d'observatoires régionaux de santé. Ces observatoires régionaux de santé doivent déterminer les besoins de chaque région de façon à ce qu'on puisse mettre en place ensuite, à partir de ces besoins, la politique régionale de la santé.
Tout cela est fort bien, mais l'Observatoire Régional de la Santé dans le Limousin, et je suppose qu'il en est ainsi dans les autres régions, est composé de 25 membres ; 24 sont de droite, je suis le seul de gauche ! Vous pensez qu'à partir de là, l'étude des besoins est complètement déviée et que cela devient difficile d'imaginer qu'il puisse y avoir une politique cohérente avec la politique générale que nous voulons en matière de santé.
Le premier acte de cet Observatoire Régional de la Santé, pour en terminer avec lui, mais je veux tout de même y insister, a été de donner des fonds. Une vingtaine de millions ont été attribués à une organisation faite par des médecins libéraux de la région, uniquement par les médecins libéraux, alors qu'il y avait un projet sur l'épidémiologie du cancer dans la région du Limousin. Parallèlement, depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, une équipe de chercheurs du C.H.U. de Limoges avait mis sur pied une étude sur l'épidémiologie du cancer.
Eh bien ! comme par hasard, les fonds de cet Observatoire ont été attribués il y a quelques jours à l'équipe des médecin libéraux et non à l'équipe de chercheurs relevant du secteur public. Donc, des fonds publics ont été attribués sans discussion. Peut-être que ceux qui avaient été les meilleurs sur le terrain étaient les médecins libéraux, mais il n'y a pas eu de débat pour savoir quels étaient les meilleurs entre les deux types d'enquêtes à faire. C'est cela qui est grave.
Les débats sont parfaitement arbitraires. Le Président de l'Observatoire Régional de la Santé, qui est le médecin chef de la TRAS, s'est permis, avec d'autres fonctionnaires, d'attribuer des fonds publics à un organisme privé !
Voilà où nous en sommes !
Je pars de cet exemple pour faire la constatation suivante : certes, il y a respect des engagements pris par le Président de la République avant qu'il soit élu, c'est vrai que la politique se met en place et que les propositions du Président de la République sont en train d'être votées par le Parlement. Mais comme par hasard, deuxième constatation qu'on peut faire, beaucoup d'entre elles sont vidées de leur sens par je ne sais trop quelle conduite que nous aurions et qui est tout à fait désastreuse dans le cas présent. C'est la troisième constatation à laquelle

j'arrive, c'est qu'avant de prendre des décisions de ce type en matière de santé qui sont importantes, il aurait fallu certainement supprimer le Conseil de l'Ordre.
(Applaudissements)
Je dis cela alors que je tiens publiquement à remercier le Parti qui nous a aidés dans le procès qui nous opposait au Conseil de l'Ordre pour non paiement de cotisations. Nous avons été aidés et je remercie publiquement le Parti. Mais je dois dire que s'il y avait eu d'abord suppression du Conseil de l'Ordre, aujourd'hui la composition des observatoire régionaux serait peut-être complètement différente, parce que les médecins de droite seraient passés à la trappe et auraient complètement disparu.
Mais surtout, il y a deux problèmes qui se posent à partir de là. Premier problème : comment voulez-vous que nous restions, que je reste, moi, dans une structure qui a été créée par le gouvernement que j'ai souhaité, et à l'intérieur de laquelle je me trouve dans l'incapacité complète d'agir, alors qu'en plus c'est une structure complètement récupérée par la droite ? Cela, c'est la première constatation qu'il faut faire.
Deuxième problème, actuellement, et cela a été évoqué à plusieurs reprises, il y a un énorme danger de la droite. Je vous garantis que le corps médical qui est profondément à droite est entièrement mobilisé. Mermaz, tout à l'heure, a insisté là-dessus et il avait parfaitement raison, il y a une mobilisation extraordinaire de la droite qui se donne, qui veut se donner en apparence un visage calme, mais qui est décidée à aller jusqu'au bout et qui occupe effective ment le terrain sur le plan idéologique.
Alors comment voulez-vous, face à cette droite excessivecment arrogante, dure, qui ira jusqu'au bout, que nous, nous puissions faire quelque chose si dans les propres structures que nous mettons en place, c'est cette droite qui a la parole et pas nous ?
Alors, je crois que si on veut être solidaire du gouvernement, il est absolument impératif que le gouvernement nous donne les moyens d'avoir une action utile, surtout dans les structures qu'il crée lui-même.
Ceci prouve qu'on peut partir d'un exemple précis pour montrer que d'une façon générale, il serait souhaitable que toutes les décisions qui sont prises aient leur plein sens, dans celui que nous souhaitions, quand nous avons voté pour la gauche en mai 1981.
(Applaudissements)

Le Président - Merci à Vincent, ainsi qu'aux autres orateurs qui n'ont pas utilisé tout leur temps de parole.
Je donne la parole à Véronique Neiertz.

Véronique Neiertz
Mes chers camarades, beaucoup d'entre nous ont pensé, à un moment ou à un autre, qu'une consultation nationale comme les élections municipales arrivait trop tôt, arrivait prématurément, car on savait bien qu'on ne pourrait pas juger

valablement de l'action de la gauche au bout de 21 mois seulement de pouvoir.
Mais bien que ces élections n'aient pas constitué une victoire pour nous, tant s'en faut, je ne regrette pas qu'elles aient eu lieu au bout de 21 mois de pouvoir de la gauche, car il y a des avertissements qui viennent trop tard et l'avertissement qui vient de nous être donné vient à point.
Il vient à point pour nous rappeler, pour nous apprendre un certain nombre de choses.
Premièrement, nous vivons dans une société qui est dominée par l'image. Les gens perçoivent les événements, perçoivent la politique à travers des images qu'ils reçoivent par la télévision, qu'ils entendent à la radio. Ils ne lisent pas, ou ils lisent très peu.
Le Parti Socialiste donnait de lui-même une image claire, une image nette en 1981 ; elle est aujourd'hui troublée. L'image de la politique du gouvernement est floue. Beaucoup de ce que nous avons fait de positif depuis 21 mois, nous nous sommes arrangés pour le présenter de façon confuse : je pense aux J9 heures, au SMIG, à l'épargne, au statut de Paris, à l'I.V.G. etc.
Dans le même temps, comme disait tout à l'heure Louis Mermaz, la droite, elle, se construisait une image de plus en plus nette, de plus en plus simple, de plus en plus forte, en se radicalisant.
Le flou, cela inquiète. Nous vivons dans une époque de mutation et les mutations créent l'inquiétude. Alors on recherche la sécurité, pas seulement la sécurité matérielle, la sécurité psychologique, et une politique qui ne donne pas d'elle-même une image claire, simple, une politique qui est perçue comme confuse, cela crée l'inquiétude, cela crée un sentiment d'insécurité, d'où le vote pour la droite, et l'abstention massive de la gauche au premier tour, d'où la nécessité d'une plus grande cohérence de l'action gouvernementale, et de ce point de vue on peut se féliciter des changements apportés au troisième gouvernement Mauroy qui laisse à un nombre réduit de ministres le soin d'arrêter les grands axes de notre politique, et qui charge un porte-parole du soin de les présenter au pays.
Autre leçon de ces municipales fort bienvenues, tant est grande et constante la tentation de s'inventer un électorat de la marge, un électorat du centre, et de réorienter notre politique en conséquence, c'est que dans les bureaux de vote traditionnellement à gauche, les gens sont restés chez eux au premier tour. La masse de notre électorat ne s'est pas dérangée. Le sursaut du deuxième tour n'est pas tellement dû à une approbation de notre politique qu'à un refus de voir revenir la droite au pouvoir, d'où l'importance du choix qui s'est exprimé dans le remaniement gouvernemental, et qui tend à maintenir la continuité de notre politique.
D'où une inquiétude aussi, si la continuité de cette politique, cela signifie continuer à ignorer certains problèmes, comme ceux des jeunes, par exemple, qui ont cru en nous en mai 1981, et qui nous ont jugés en mai 1983 sur quelques promesses non tenues : la réduction du service militaire, l'énergie nucléaire, l'environnement, la réforme du permis moto, le chômage...
D'où une inquiétude, si la continuité de notre politique signifie adopter quelques

mesures fiscales sans véritable lien entre elles, sans fil conducteur, au lieu d'une profonde réforme des structures fiscales qui prenne en compte non seulement les revenus, mais aussi le mode de répartition des prélèvements sociaux obligatoires, par exemple.

N'est-ce pas absolument indispensable, lorsque nous entendons le Président de la République déclarer l'autre soir qu'il va de soi que l'effort demandé à tous doit être équitablement réparti, pour que chacun y contribue dans la mesure de ses moyens ?

D'où une inquiétude, si la continuité de notre politique se traduit par le renvoi aux maires de la responsabilité du contrôle de l'entrée et du séjour des immigrés en France, par le biais des certificats d'hébergement qui s'accumulent sur leurs bureaux.

La cohérence de l'action gouvernementale est nécessaire. Elle n'est pas suffisante si elle ne s'accompagne pas de fermeté et d'autorité sur l'appareil d'Etat.

Le débat sur les nationalisations n'est pas terminé, si on n'en voit pas les effets concrètement. La réforme bancaire sera une coque vide si la hiérarchie bancaire reste animée des mêmes réflexes vis-à-vis notamment des petites et moyennes entreprises, et si on juge ses performances d'après les mêmes vieux critères un peu frileux, un peu timorés.

Notre politique ne se traduira pas dans la vie quotidienne des gens si le fait d'être socialiste reste un handicap à la promotion de tel ou tel dans la fonction publique, parce qu'on laisse des hommes de droite décider des avancements et des nominations. Notre politique ne se traduira pas dans la vie quotidienne des gens si le fait d'être élu, et d'être élu Socialiste, ne constitue pas une raison suffisante pour que l'administration ou les cabinets ministériels daigne répondre aux préoccupations que nous leur exposons.

Il s'agit donc, pour le nouveau gouvernement, non seulement d'être plus cohérent, mais d'être plus ferme et de se faire obéir et respecter.

Quatrième leçon de ces élections : le Parti a reçu un électrochoc. Il est né de la victoire ou de la défaite, peut-être, mais cela a été un électrochoc salutaire parce que, depuis deux ans, on ne peut pas dire qu'on était particulièrement mobilisé dans ce Parti.

Il faut profiter de cet électrochoc pour re mobiliser le Parti, et le Congrès arrive à point pour rendre au débat politique la place qu'il a perdue depuis longtemps. Nous allons peut-être enfin pouvoir sortir du dilemme : « parti-godillot » ou « parti critiques systématiques ». Il faut que le Parti retrouve un langage de combat. Il faut que le Parti défende son projet de société, en dépassant un peu le soutien au gouvernement conjoncturel. Il faut, en fait, que le Parti se re politise et, lui aussi, reconstitue aux yeux de l'opinion, une image claire et nette de la politique socialiste. Il faut donc qu'il s'exprime.

Pour cela, les thèmes ne manquent pas qui nous interrogent pour les prochaines années et pour la société que nous voulons construire. Certains d'entre vous en ont déjà évoqués. Jusqu'où faut-il décentraliser, comme le disait Vincent ? A quoi nous servent aujourd'hui les nationalisations ? Quelle réforme fiscale ?

Quelle politique, en fait, nous permettra de mobiliser la gauche profonde, celle qui subit toujours le plus durement les effets de la crise et de la politique de rigueur, puisque le Parti Communiste n'arrive plus à mobiliser cet électorat ?
En fait, quel Parti devons-nous construire pour permettre de re politiser, de re mobiliser les militants, tout en trouvant les moyens et les méthodes qui s'adressent à l'électorat populaire et qui nous permettent d'être entendus de lui ?
Quelles mesures devons-nous prendre pour remédier - et là, j'aborde un point qui m'est cher - à l'oubli et au déclin des acquis du combat féministe dans le Parti et dans le pays ? François Mitterrand a parlé du déclin de la famille dans son intervention l'autre soir. Il est vrai que la famille est en mutation depuis un siècle, mais, comme beaucoup d'autres composantes de notre société, et le fait de subir une mutation implique-t-il cette notion de déclin qui comporte un jugement un peu moral sur la chose, en tout cas pour la famille ? Je n'en suis pas absolument sûre, mais, en tout cas, il serait nécessaire de réfléchir sur cette question, c'est-à-dire sur le lien entre la natalité dans notre pays, qui est effectivement insuffisante pour permettre le renouvellement et l'augmentation de notre population, ce qui est un véritable problème, et les formes nouvelles que peut prendre l'institution familiale.
C'est au Parti de lancer les bases de cette réflexion, il me semble, et de faire des propositions dans ce sens au gouvernement.
Nous ne manquons donc pas de thèmes de discussions pour ce Congrès. Ce n'est pas cela qui pose problème, je crois, entre nous.
La date à laquelle il faut le fixer a monopolisé un peu les débats, surtout dans la presse, ces derniers temps, et je trouve que cela devient à la fois un mauvais débat et un faux problème. Ce qui importe, à mon sens, ce n'est pas tellement de fixer la date de la grand-messe de clôture, c'est de commencer ce Congrès, de le commencer le plus vite possible. Pour cela, il faut que toutes ses composantes s'expriment car le silence est un acte politique qui ne me semble pas opportun aujourd'hui, surtout après ces municipales ; il faut qu'elles s'expriment au plus vite, donc, pour que le Parti retrouve sa place dans le pays et pour que les militants aussi retrouvent leur place dans ce Parti.
Merci, camarades.
(Applaudissements).

Le Président - Merci, Véronique. La parole est à Jean Poperen, puis à Didier Motchane.

Jean Poperen
Chers camarades, je suis intervenu au nom de la direction du Parti pour le rapport d'activité. Je voudrais là essayer de contribuer à ce que notre Comité directeur, qui est la direction politique de l'ensemble du Parti, puisse jouer son rôle en faisant un certain nombre de propositions, en prenant un certain nombre de décisions.
Nous avons à prendre des décisions - bien sûr, le Congrès, il vient d'être évoqué, est un acte majeur de la vie du Parti - en fonction des événements qui viennent

de se passer, qui se passent, qui vont se passer dans les semaines à venir.
Alors, dans quel contexte ? Voyons les choses comme elles sont. La situation est sérieuse. Sérieuse. Après les élections, après ce qui s'est passé ces derniers jours, moi je ne crois pas qu'il soit bon de tenir certains propos, d'entendre certains propos un peu partout et puis éventuellement de dire autrement ici.
Le climat n'est pas très bon. Le climat n'est pas très bon, c'est la réalité.
J'ai entendu dire aussi : « Ne dramatisons pas. » Quand on dit : « Le climat n'est pas très bon », on ne dramatise pas, on prend acte d'une situation.
Voyons surtout les délais que nous avons devant nous pour contribuer à faire passer les choses, car nous sommes le Parti, c'est très important, principal de la majorité mais, en même temps, je dirais, par rapport au gouvernement, nous ne sommes que cela ; cela ne nous dilue pas, c'est un rôle déjà énorme, assumons-le, ce sera déjà bien, mais ce n'est aussi que cela.
Voyons le temps dont nous disposons pour tirer leçon de l'événement. A l'instant, j'étais d'accord avec beaucoup de ce qu'a dit Véronique, mais elle a parlé de l'électrochoc.. Oui, mes chers camarades, c'est au moins le second. Moi, j'ai l'impression, depuis une quinzaine de jours, de commencer à revivre le printemps 1982. Nous sommes au printemps 1983. Alors, c'est vrai, l'électrochoc est une méthode assez à l'honneur par les temps qui courent, mais enfin, combien en faut-il ?
Bien sûr, tirons la leçon de l'événement, mais ne passons pas nos années à tirer la leçon de l'événement pour le suivant. Moi, je crois qu'il faut décider. Avons-nous beaucoup de temps devant nous ? Ne dramatisons pas, mais nous n'avons pas des années ; je ne suis pas sûr que nous ayons des mois.
Mon sentiment est qu'en gros, d'ici à la fin de l'année, compte tenu de ce qui vient d'être décidé sur le plan gouvernemental - je vais y revenir -, eh bien, nous verrons comment ça tourne, et il me semble que cela sera vraiment l'orientation.
Alors pour quoi faire ? Nous ? Il me semble qu'on ne va pas à nouveau reposer - j'ai senti aussi que ce débat recommençait, moi, je dois dire que je ne le suis pas bien - le rôle du Parti. Cela me fait de plus en plus penser au débat de Byzance sur le sexe des anges !
Le rôle du Parti Socialiste est de faire que les forces populaires auxquelles nous sommes liés soient engagées dans la bataille que mène le gouvernement. C'est cela. Vous me direz, ayant déclaré cela : « Tu n'as pas dit grand chose. » Mais il faut déjà bien savoir si on est bien d'accord là-dessus. Moi, il me semble que c'est cela et pas autre chose.
Obtenir réellement ce soutien populaire, cela ne peut pas être indépendant des mesures du gouvernement. C'est clair. On aura sans doute un débat. Quelle est notre assise sociale, sociologique, comme vous voulez ? Ce débat est intéressant ; cela fait un moment qu'on l'a, il va continuer.
En gros, il y a une large zone d'accord. Après, certains disent : il y a aussi ceux-là ou pas ceux-là. C'est vrai, mais ne tournons pas autour du pot, en gros vous savez bien - il y a assez d'élus ici et de responsables de fédérations - que la grande masse de notre soutien, c'est la majorité du salariat. Cela n'exclut pas forcément d'autres personnes, mais en gros, c'est cela, et notamment ce que

j'appellerais le moyen et le petit moyen salariat. C'est cela, plus que ce qui est aux franges ; cela ne veut pas dire qu'on se désintéresse des franges, mais c'est cela. Or, si cela fait défaut, tout fiche le camp, et c'est à ce niveau que nous devons apporter une réponse.

C'est en fonction de cela que moi, je souhaite faire quelques propositions pour ce Comité directeur et pour ce que nous avons à dire demain, parce que ce que nous allons dire demain est quand même un peu attendu.

D'abord, que pensons-nous de ce qui vient d'être décidé ? On verra, je crois qu'il y a une proposition de texte, une appréciation. En gros, nous avons à prendre des décisions. J'ai le sentiment, telles qu'elles sont - et elles me paraissent calculées au plus juste pour entrer dans le cadre que je viens d'évoquer avec des difficultés -, elles sont ce qu'elles doivent être au moment présent.

Je dis tout de suite, et j'ai un peu réfléchi depuis qu'on les connaît, qu'il faut les assumer. Nous sommes en accord, nous devons soutenir ce qui est engagé là.

Mais il ne suffit pas que nous, Comité directeur, éventuellement, avec nous, le Parti dans sa masse, soyons d'accord et disions : « Bon, eh bien ! C'est ce qu'il faut faire. » La question est de savoir comment nous allons le faire. Et j'en reviens là à ma proposition de tout à l'heure pour que le gros des forces qui nous ont amenés au pouvoir et qui, avec nous, assument tout cela, s'engage avec nous. Or, vous avez entendu comme moi les commentaires des organisations syndicales ; on ne pouvait évidemment pas s'attendre à ce que ce soit l'enthousiasme, mais la question est de savoir, à partir de cette constatation qu'elles ont faite, de ce jugement porté, si, dans les mois qui viennent, nous allons trouver avec elles les moyens pour qu'elles ne s'opposent pas à cette politique - hypothèse qu'on ne peut pas écarter, c'est une chose que nous n'avons pas rencontrée depuis deux ans mais, si elle se produisait, cela ne faciliterait pas nos affaires - et pour que, même, elles avancent, avec nous, dans cette voie.

Là, naturellement, il y a un certain nombre de décisions gouvernementales qui doivent être prises, car autant le Parti peut organiser la mobilisation, autant il ne peut le faire indépendamment de certains actes, de certains gestes du gouvernement.

Je ne fais là que reprendre les choses qui ont été dites déjà par plusieurs et que nous avons tous plus ou moins dans la tête. Je ne sais si c'est possible, ce sont nos camarades du gouvernement qui peuvent nous le dire, aujourd'hui ou dans les jours qui viennent. Ce qui est sûr, c'est que l'on a besoin d'une réponse. Je ne voudrais pas qu'on ait un texte rituel après un Comité directeur rituel, qu'on ait dit ce qui nous faisait plaisir, ce que l'on ressentait, bien sûr, on n'a pas encore entendu le numéro sur les média, mais je pense qu'on l'aura (mouvements divers)… D'accord, mais après ?

Cette réforme fiscale ? On peut la faire ou on ne peut pas. Je veux, à la fin des fins, savoir. On a assez fait de commissions qui y ont travaillé pendant des années pour le savoir. Je n'étais pas particulièrement lié à ce travail, mais il y a des dossiers. Cela se peut ou cela ne se peut pas. Il faut le savoir. Et si cela se

peut, qu'est-ce ?
Est-ce que, oui ou non, on peut faire cela au moment où, dans le même temps, on évoque la fiscalisation de certaines cotisations sociales ? Pour ma part, je vous dis que si nous allons vers la fiscalisation de certaines cotisations sociales, sans réforme d'ensemble de la fiscalité, cela signifie qu'en gros, ce sont les gens qui paient l'impôt sur le revenu et, excusez-moi de vous le dire, notre base électorale, qui vont payer. Alors moi, je dis non. Il faut être clair. Peut-être que là, je lance quelque chose un peu loin, mais nous ne pouvons pas accepter qu'on aille dans cette direction sans avoir la réponse d'ensemble sur la fiscalité. Et il s'agit d'une réponse politique. Est-on prêt à poser la question aujourd'hui ? En tout cas, la réponse ne peut pas attendre le Congrès, c'est clair.
Deuxièmement, j'ai entendu parler de règles du jeu. On avait avancé le mot, souvenez-vous, on en avait parlé au Congrès de Valence. C'est vrai, il y a une connotation qui peut être inquiétante par rapport au patronat. En tant que Parti Socialiste, souvenez-vous, j'avais avancé le terme de « compromis ». Ce n'est pas un bon terme. Mais j'ai entendu reprendre l'idée, notamment par Laurent Fabius, de règles du jeu vis-à-vis du patronat. Laurent Fabius a dit - c'était, je crois, mercredi soir - : « Il faut qu'elles soient connues des chefs d'entreprise ». Il a raison, il faut qu'elles soient connues de nous aussi.
Quelles sont les règles du jeu entre nous et les chefs d'entreprise ?
Je répète la question que nous avons déjà posée maintes fois - et, je m'en souviens, nous l'avons posée au moment de nos réunions de printemps, l'année dernière, après l'électrochoc, l'autre (rires) - : « Est-ce que, oui ou non, nous obtiendrons, dans la mesure où un effort a été fait - oui, un effort a été fait, très important, sans précédent, par ce gouvernement, pour faciliter les choses aux entreprises, des crédits importants ont été dégagés -, qu'ils renvoient l'ascenseur ? »
Là aussi, c'est sans surprise. M. Gattaz, hier soir, a parlé sur le ton habituel. Cela va durer jusqu'à quand ? La question est posée. Là aussi, il faut répondre.
Deuxième volet, et je reprends l'expression qu'a employée à plusieurs reprises Louis Mermaz, et encore aujourd'hui : l'autorité de l'Etat.
Là, il y a quelques gestes, quelques actes qui doivent venir, non pas dans un futur lointain, on n'est plus au niveau où on a envie de dire : le Projet Socialiste, très bien, mais on est dans le concret que nous vivons, dans le concret que vivent les travailleurs, question que j'ai entendue développer au mois de mai 1982, à la Conférence Nationale Entreprise, la situation dans les entreprises nationalisées. A l'époque, c'était le démarrage, il y avait deux mois que la loi était votée. Mais maintenant ? La référence est faite - je crois que Debarge en a parlé tout à l'heure, je le rejoins tout à fait - au réseau bancaire, à son comportement. Nous savons bien que c'est là un des blocages importants, le fait qu'un certain nombre de directions régionales, de directions locales des banques nationalisées, continuent comme avant, c'est-à-dire ne sont pas un instrument de développement industriel, mais continuent d'obéir à la seule logique de la recherche du profit. Si on ne peut pas sortir de cela, naturellement, c'est grave, mais je ne vois pas pourquoi un certain nombre d'actes ne serait pas possible

dans un bref délai pour que nous essayions d'en sortir.
Il me semble qu'on ne peut pas imaginer que notre Comité directeur étant ce qu'il est, ayant la responsabilité jusqu'au prochain Congrès d'animer le Parti qui est le Parti Socialiste, et dans la condition où nous nous trouvons, fin mars 1983, compte tenu des décisions économiques et politiques très importantes qui viennent d'être prises, on ne puisse pas ne pas prendre des positions politiques là-dessus et faire un certain nombre de demandes précises.
A partir du moment où le mouvement populaire aura des objectifs, alors, oui, nous l'obtiendrons, cette mobilisation, croyez-moi. Mais comment voulez-vous que ces gens, que nous avons ressaisis pour une part d'entre eux entre les deux tours, et au prix de ce travail que j'évoquais dans mon rapport tout à l'heure, le fameux travail de fourmi - j'y ai participé comme vous, j'ai entendu, j'ai vu les choses, j'ai entendu les camarades qui m'ont dit après ce qu'ils avaient entendu en montant les étages, et reprenant telle ou telle ville de justesse, que nous ne rattraperons pas une seconde fois s'il n'y a pas de changement politique dans des délais brefs, nous le savons tous, nous ne racontons pas d'histoire -, ceux-là sont prêts à s'engager si, au moment où il y a cette rigueur, ils ont le sentiment que la répartition de la rigueur - et cela, c'est la réforme fiscale, et ce sont les règles du jeu, cela peut être autre chose, les cumuls, ce n'est pas la réponse à la question qu'on nous a posée dans tant de réunions pendant dix ans, sur la fin d'un système qui choque profondément l'aspiration, il faut aller plus loin dans ce sens.
Dès lors qu'il y a tout cela, alors, là, oui, nous obtiendrons cette mobilisation parce que les gens ne sont pas fous, ils savent bien que les mesures prises sont nécessaires. Ils voient ce qui se passe dans d'autres pays, ils voient qu'on a des résultats qu'on n'a pas dans d'autres pays. Donc, ils sont prêts. Mais ils veulent la contrepartie légitime. S'ils n'ont rien, s'ils sont obligés de constater, comme vient de le faire une enquête sérieuse, que les principaux bénéficiaires du changement, ce sont ceux qui, de préférence, se trouvent de l'autre côté, comment voulez-vous que nous fassions la mobilisation ? Il ne faut pas dire que le Parti, ou que l'ensemble de la Direction, est au-dessus de tout, mais il faut bien comprendre que la mobilisation des forces populaires et du Parti, on ne peut pas l'obtenir indépendamment d'un certain nombre d'objectifs politiques, et que ces objectifs ne peuvent résulter, dès lors que nous sommes au pouvoir, que de décisions, que d'actes du pouvoir. C'est clair commue le jour. Voilà où nous en sommes et voilà les quelques propositions que je fais.
(Applaudissements)

Le Président - Merci, Jean Poperen.
Didier Motchane.

Didier Motchane
Mes chers camarades, ces temps-ci, je me rappelle souvent, en la paraphrasant un peu, une phrase de Saint-Just que beaucoup de vous connaissent : « Le socialisme - disons le Parti Socialiste - ne doit s'arrêter qu'à la perfection du

bonheur. » Voyez que nous avons du temps devant nous, de ce point de vue. Comme j'en ai relativement peu ce matin, je voudrais, après vous avoir donné une opinion sur le prochain Congrès, vous parler essentiellement des conditions de notre réussite.

En ce qui concerne le Congrès, je voudrais dire que je souhaite qu'il puisse être organisé à la date normale, deux ans après le Congrès de Valence, c'est-à-dire à l'automne prochain.

Je sais bien qu'on a pu faire valoir - c'est une observation sérieuse - qu'il pourrait y avoir des inconvénients, aujourd'hui que des décisions importantes sont prises et que le gouvernement doit mener une politique difficile, à avoir un long débat entre Socialistes. Mais je pense que cette vue est une erreur car la réalité du débat est une des conditions de l'esprit de responsabilité, y compris par rapport à l'expression publique des Socialistes. Je pense - on en a souvent parlé depuis Valence - qu'il y a une difficulté et une contradiction réelle entre le bon fonctionnement des institutions de la Ve République que nous avons acceptées et qui nous protègent, et le développement de la vie démocratique de notre Parti. Je pense aussi au nombre non négligeable de nouveaux adhérents venus à notre Parti à l'occasion de la campagne électorale et pour lesquels il y a un minimum de temps nécessaire, mais sans doute aussi pour les autres, pour participer réellement.

Si ce Congrès était ressenti comme un simulacre, cela ne rendrait service à personne et d'abord pas au gouvernement, car de deux choses l'une, ou nous sommes capables de plus de responsabilité et de plus de sérieux, et j'y reviendrai, ou nous n'en sommes pas capables, et ce n'est pas une différence de trois mois dans la durée de la discussion qui peut y changer quoique ce soit.

Je veux en venir maintenant aux conditions de notre réussite. Naturellement, je m'attacherai à celles que je considère comme les plus importantes. Je voudrais dire que j'aborde ce sujet à la fois avec angoisse et avec sérénité.

Avec sérénité, parce que tous nos camarades, en particulier ceux qui ont des responsabilités précises et particulière, les exercent dans la sincérité de leur conscience et de leur raisonnement.

Avec angoisse, parce que j'ai plus que des doutes sur un certain nombre de choix qui viennent d'être pris ; je ne m'attache pas ici, j'aurai peut-être l'occasion de le faire tout à l'heure, à tel ou tel aspect d'entre eux ; je pense que ces choix, globalement, ne servent pas au maximum les conditions de notre réussite, et je voudrais vous dire, pour aller à l'essentiel, pourquoi. Je ne m'attacherai pas, je n'en ai pas le temps, à accrocher cela à des péripéties d'ailleurs importantes. Vous remarquez, en effet, que nous avons eu une négociation monétaire qui a précédé un certain nombre de décisions et qui, par conséquent, a pesé particulièrement sur elles. On aurait pu souhaité que l'inverse eut été possible, c'est-à-dire que ces décisions et la formation du gouvernement eussent été préalables à la négociation monétaire.

J'en veux venir à ce qui me paraît l'essentiel et dont d'ailleurs je ne retiendrai que quelques aspects qui me paraissent directeurs.

Je pense que nous n'aurions pas dû, que nous ne devrions pas, parce que cette

affaire, Dieu merci, n'est pas terminée, faire comme si le seul choix possible était celui de ce que j'appellerai une alternative d'échec, comme si le seul choix possible était entre la voie de la récession ou la voie d'une relance aveugle et d'un protectionnisme réel et complet. Les choses prennent souvent et ont pris, d'une manière erronée, la forme de ce dilemme et je vais m'en expliquer.

Nous sommes arrivés, à la fin de l'année dernière, à mon avis, devant la constatation de l'échec en vue d'une stratégie défensive. Nous avions tous les éléments pour nous rendre compte qu'une stratégie défensive était dans l'impasse. La politique, et en particulier la politique économique de 1981, s'est faite sur une double anticipation. La première était que la relance de la consommation retentirait sur l'investissement. Cela n'a pas été le cas. Dans les conditions où nous étions, étant donné la politique que nous avons suivie, cela ne pouvait être car, j'ai eu l'occasion de le dire, comment espérer qu'en quelques mois, des entrepreneurs qui, pendant dix ans, n'investissaient pas sous Giscard, se mettraient à investir sous Mitterrand, et le temps qu'on a pu prendre - peut-être un peu trop long, mais il est difficile de le raccourcir énormément - pour nationaliser juridiquement, ne nous donnait pas encore un outil dont nous commençons seulement à pouvoir nous servir.

L'autre anticipation, c'est celle d'une reprise internationale qui était annoncée par les conjoncturistes, les conjoncturistes - ce sont les mêmes - et qui n'a pas eu lieu. Cela, ce n'est la faute de personne, mais on peut se demander s'il est sage d'asseoir une politique économique réellement – et cela vaut peut-être aussi bien pour aujourd'hui que pour hier - sur cette sorte de pari.

Enfin, peut-être une politique un peu timide du change, je pense à cet égard que nous ne devons pas avoir de point de vue dogmatique, mais il est bien clair que certaines décisions qui ont été écartées, la sortie du S.M.E. dans l'été 81, le temps passant, deviennent de plus en plus difficiles, et qu'il faudrait éviter de se trouver dans la situation où il serait aussi difficile et aussi douteux d'y rester que d'en sortir.

De toute manière, je pense que la question fondamentale, comment faire le maximum de notre politique, comment desserrer la contrainte extérieure, comment programmer notre économie à la hausse, alors que toutes les politiques économiques et toutes les économies des grands pays industriels, suivaient et continuent à suivre la pente inverse, n'a pas été toujours, et je dirais même, la plupart du temps abordée de manière tout à fait satisfaisante.

J'ai parlé d'une alternative d'échec : c'est de croire que le choix est entre une voie récessionniste ou celle d'une relance aveugle, et d'un protectionnisme global. La voie de la récession, elle a trois défauts majeurs, je ne développe pas, je n'en ai pas le temps, mais moi-même et beaucoup d'autres camarades peuvent s'en expliquer et s'en expliqueront à loisir. Dans les conditions de faiblesse structurelle de l'économie française, elle est certainement insuffisante dans ses effets à court terme, y compris sur le déficit du commerce extérieur. Elle comporte un coût économique et un coût social extraordinairement élevés et incompatibles avec ce que nous sommes, avec notre raison d'être, avec ce pourquoi, aux yeux des travailleurs, aux yeux de notre peuple, nous avons été

Fondation Jean Jaurès

élus. Enfin, elle aggrave les faiblesses structurelles de notre économie.
On dit que le choix est entre cette voie récessionniste et celle d'une relance aveugle, c'est un faux dilemme, faux dilemme qui est encombré par une présentation absolument mythologique de ce qu'one appelle le protectionnisme, et dont je vois d'ailleurs avec plaisir que le gouvernement semble s'écarter, si j'en juge par certaines déclarations d'Edith Cresson, par certaines mesures dont je ne veux pas discuter d'ailleurs les modalités, parce que cela réclamerait un examen très précis.
Le véritable protectionnisme, mes camarades, c'est une politique pour soustraire notre économie aux rapports de forces internationaux.
La politique que nous devrions suivre, c'est un ensemble de mesures liées, conservatoires et indispensables afin de nous donner la respiration nécessaire pour nous mettre en mesure de soutenir ces rapports de forces internationaux.
Je me souviens qu'à deux reprises, dans ce Comité directeur, j'avais souhaité que notre Parti consacrât une campagne d'explication politique à la reconquête du marché intérieur et, à deux reprises, soit parce que notre Parti avait beaucoup à faire, soit parce que c'était un thème qui était aussi utilisé par le Parti Communiste, on avait écarté cette proposition.
J'espère que le passage que vous aurez tous remarqué dans l'allocution de François Mitterrand pourra libérer aujourd'hui les timidités d'hier, d'ailleurs supprimées ou effacées aujourd'hui.
Je voudrais en terminer par ce qui me semble être au cœur des décisions qui ont été prises et de celles qui, sans aucun doute, devront l'être, mais par définition un peu plus tard, donc par définition dans des circonstances encore plus difficiles.
La rigueur, oui. Mais pas de rigueur pour tous, et pas de rigueur pour rien !
Je vous dis simplement que l'angoisse dont je parlais tient au fait que je crains fort - et à certains égards, c'est un peu plus que de la crainte - que ces deux conditions n'aient pas été réalisées, au risque d'être insuffisamment préparées, par les décisions qui ont été prises.
C'est vrai qu'il est indispensable de diminuer les coûts de production, d'alléger les charges des entreprises, mais certainement pas en cessant de soutenir la demande.
Il n'y a pas de liaison entre la baisse du pouvoir d'achat et la diminution de l'inflation ! Il n'y a pas de liaison entre ces deux facteurs. Or, c'est pourtant cette idée qui sous-tend, pour l'essentiel, les décisions qui ont été prises.
Il y a quelques années, dans la même conjoncture internationale, on a vu en même temps, en Grande-Bretagne, le pouvoir d'achat diminuer et l'inflation augmenter, et en République Fédérale Allemande, le pouvoir d'achat augmenter et l'inflation diminuer.
La question qui se pose, et j'en terminerai là, c'est de se donner tous les moyens de prendre le Socialisme au sérieux et pour cela - nous sommes sérieux, je n'en doute pas -, nous devons être des Socialistes encore plus sérieux. La question qui se pose est de savoir si nous pouvons, non pas forcément faire toute notre politique, mais faire pour l'essentiel notre politique, en laissant prévaloir en

nous-mêmes des raisonnements et des techniques qui sont l'héritage de la France, mais qui sont celui de nos prédécesseurs au pouvoir.
Je rejoindrai en cela ce qu'a dit tout à l'heure Louis Mermaz, peut-être en nuançant un petit peu, s'il me le permet...
Louis Mermaz a dit : « Ce qui est important, plus que l'économique, c'est le culturel. » Je vous dirais, mes camarades, oui, mais parce que le culturel et l'économique, c'est la même chose ! La manière dont la réalité est reçue - Louis, je crois que nous sommes tout à fait d'accord - perçue, comprise, expliquée, eh bien ! c'est au cœur de l'action économique, c'est au cœur de la lutte de classes.
Je préfère m'arrêter là, parce que sinon (rires), nous risquerions - en tout cas, moi - de ne pas déjeuner !
(Applaudissements)

Le Président - Merci à Didier Motchane pour cette autodiscipline.
Nous allons donc interrompre le débat et le reprendre à 15 heures très précises, car nous avons encore beaucoup d'orateurs.

Parti Socialiste
Comité directeur
26 et 27 mars 1983

Séance du samedi 26 mars 1983 (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.
Le Président (Claude Estier)
J'appelle le premier orateur de cet après-midi, Jean-Paul Bachy.
L'orateur suivant sera Jean-Pierre Cot.
Je demande à tous les orateurs de se tenir dans la limite des dix minutes. Merci.

Jean-Paul Bachy
Mes chers camarades, je voudrais, en ce qui me concerne, me tenir dans la même logique que celle des propos qu'ont eus ce matin Louis Mermaz et Marcel Debarge.
Les résultats d'une élection ne sont jamais le fait du hasard. Ils sont, je crois, le reflet d'un climat social préexistant, ils sont le reflet des rapports de forces économiques et sociaux et ils sont le reflet de l'état réel de notre impact au niveau de la bataille des idées.
Si nous avons été battus, avec des éléments de relativisation quant au constat, mais tout de même battus nettement, à l'occasion de ces élections municipales, c'est tout simplement que le climat n'était pas bon, que le rapport des forces économiques et sociales n'était pas favorable à ceux qui nous soutiennent et qu'au niveau de la bataille idéologique, nous étions sur la défensive.
Pourquoi cette situation ?
Pour trois raisons, je crois.

- La première raison, c'est que la réalité des rapports sociaux dans les

Contribution Jean Jaurès

entreprises n'a que très peu changé depuis mai 1981, quand elle n'a pas changé dans un sens inverse de celui que nous escomptions parce que la droite, qui n'exerce plus le pouvoir d'Etat et qui est minoritaire à l'Assemblée, s'est réinvestie beaucoup sur le terrain économique et social et qu'elle y mène un combat agressif, un combat systématique et un combat très bien organisé.
De ce point de vue, il y a effectivement une forte déception dans l'ensemble des catégories de salariés, des ouvriers les plus modestes jusqu'aux catégories intermédiaires et jusqu'au personnel d'encadrement, chez qui nous avions gagné des points à l'occasion des élections Présidentielles.
Nous avons dit ce matin - je me réfère au rapport de Poperen, dont je partage les conclusions - que nous avions effectivement perdu sur nos deux ailes.
Les travailleurs acceptent le langage de la rigueur, ils comprennent le langage de la rigueur. Encore faut-il qu'ils sentent, à partir de signes tangibles, la volonté du pouvoir socialiste de les considérer comme de véritables acteurs du changement.
Si j'avais une inquiétude à formuler concernant le récent remaniement ministériel - ce serait la seule -, ce serait de savoir quels sont les éléments précis qui permettent de conclure que le suivi de la mise en œuvre de la démocratisation des entreprises publiques et le suivi sur le terrain de la mise en œuvre des lois Auroux seront assurés avec résolution.
Je suis conscient que, vis-à-vis des entreprises, les problèmes réels qui sont ceux des charges doivent être pris en compte, mais lorsque des déclarations sont faites, des positions et des mesures prises dans cette direction, il est indispensable, si nous ne voulons pas nous couper de nos bases électorales et politiques, que des éléments de contrepartie soient également mis en avant et publiés avec autant de force et avec autant de conviction.
Sur ce point, et au niveau des propositions d'action du Parti et du gouvernement dans les jours, les semaines qui viennent, je crois indispensable qu'une campagne d'explication, de popularisation, de formation, sur l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise, soit prise en compte fondamentalement par l'ensemble du Parti et par l'ensemble du gouvernement.

- La deuxième raison du malaise que nous ressentons, c'est qu'il ne suffit pas de faire de bonnes réformes pour convaincre, et je dirais même que certaines de nos meilleures réformes ont pu produire, parfois, des effets contradictoires avec ce que nous attendions. Je ne prendrai que deux exemples.

Le SMIC. Nous l'avons haussé en priorité, et nous avons très bien fait. Mais il est incontestable que les catégories sociales qui se situent juste au niveau légèrement supérieur au SMIC ont vécu cette évolution comme une régression et non comme un progrès.
Deuxième exemple, qui a été cité ce matin, je ne sais plus par qui : il est incontestable que la stabilisation du chômage, qui est à porter au crédit de l'action gouvernementale, rend d'autant plus insupportable la situation de ceux qui restent chômeurs.
La conclusion que j'en tire, c'est que toute réforme dont la préparation n'est pas accompagnée d'une étude très attentive, en commun entre le Parti et le gouvernement, sur ses conséquences sociales, et d'un intense effort

d'explication dans toutes les catégories concernées, est une réforme qui risque de se retourner contre nous, y compris si c'est une bonne réforme, cohérente par rapport à notre projet politique.

Il me semble que l'un des éléments d'explication profonds de nos difficultés, à l'heure actuelle, vient de ceci : la mise en œuvre de notre politique devrait satisfaire, renforcer, unir, mobiliser les différentes catégories socioprofessionnelles qui constituent le front de classe. En réalité, c'est un peu l'inverse qui s'est produit, c'est-à-dire que nous avons, en fait, catalysé les forces sociales qui nous combattent et nous avons découragé, d'une certaine manière, divisé, dispersé ceux qui devraient naturellement nous soutenir.

- La troisième raison du malaise ou des difficultés tient, je crois, à une certaine confusion des rôles entre ce qui doit être de la responsabilité du Parti et ce qui doit être de la responsabilité du gouvernement. Il me semble qu'en réalité nous avons, de ce point de vue, perdu un peu sur les deux tableaux et nous avons cumulé tous les inconvénients.

D'une part, nous avons donné à la droite des arguments qui lui permettent d'accuser le Parti d'avoir domestiqué l'Etat ; on nous le répète à longueur de colonnes dans les journaux.

Et en même temps, deux ans après la victoire, les élus, les responsables fédéraux, les responsables politiques que vous êtes et que nous sommes savons très bien que l'appareil d'Etat nous échappe encore pour une large part. Nous avons de bons rapports, à titre politique et personnel, avec les ministres, mais nous avons aussi, souvent, le sentiment que les administrations ne suivent pas, que les médias ne rendent pas les services qu'ils devraient rendre et que l'information passe mal.

De ce point de vue, il est clair que dans les jours, dans les semaines qui viennent, le Parti doit apporter un soutien loyal, sans faille, actif, au gouvernement, et qu'il doit expliquer que les mesures qui ont été prises étaient les mesures indispensables et inévitables. Il doit être suscité dans le pays un sursaut qui nous permette effectivement de passer un cap difficile.

Mais, en même temps, le Parti doit se projeter vers l'avenir et le Parti doit vivre selon son rythme propre.

Le gouvernement a ses échéances, il a ses contraintes. Le Parti a aussi les siennes. De ce point de vue, je crois que le Parti a droit à un vrai Congrès, un Congrès qui permette aux militants de s'expliquer, qui leur permette de s'exprimer, sans cela nous savons qu'il sera très difficile de continuer à les mobiliser, non seulement dans les semaines qui viennent, mais dans les trois ans qui nous séparent des futures échéances politiques qui seront les plus décisives, c'est-à-dire de la bataille des élections législatives.

Le Parti doit donc reconquérir son espace politique et il ne peut le faire qu'en pesant sur l'avenir.

On ne mobilise pas, de ce point de vue, seulement sur des bilans, on mobilise aussi sur des perspectives et des projets. Il est logique que les ministres aient défendu le bilan de l'action gouvernementale et valorisé ses aspects positifs, mais peut-être aurait-il fallu que le Parti s'engage plus sur des objectifs

Fondation Jean Jaurès

susceptibles de réunir autour de lui les couches qui nous soutiennent et aurait-il peut-être pu se mobiliser davantage à ce moment-là pour gagner une bataille qui était difficile.
Cela ne signifie pas que l'action qui a été menée par le Parti est une action qui a été mauvaise et tous les bilans d'activité du Parti que vous avez votés à l'unanimité au fil des Comités directeurs témoignent que l'activité du Parti a été intense durant ces deux dernières années et que nous avons, à certains égards, mûri, progressé, gagné des points et renforcé un certain nombre d'aspects de notre vie collective.
Mais le Parti, je crois, n'a pas encore pris pleinement la mesure de la situation nouvelle qui a été créée depuis que nous sommes au pouvoir. Nous ne pouvons pas être un bon parti de gouvernement si nous ne sommes pas, en même temps, un parti de masse et, un parti de masse, cela suppose des moyens, des méthodes, un langage, des structures.
C'est sur la définition de ces éléments concrets que nous ferons le Congrès, que se définiront les choix essentiels à cet égard et que le Parti sera, pour l'avenir, l'élément décisif du changement. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
La parole est à Jean-Pierre Cot.
Ensuite, Christian Goux.

Jean-Pierre Cot
Chers camarades, l'étau se resserre, le gouvernement a été amené à prendre des mesures rigoureuses, austères, dirais-je, dans la mesure où elles frappent les travailleurs, la grande majorité des travailleurs, les salariés, la grande majorité des salariés.
Ces mesures sont des mesures inévitables, ce sont des mesures inacceptables si elles ne sont pas placées, mises en perspective, si, en d'autres termes, nous n'arrivons pas à rétablir cette profondeur de champ qui permet de les rendre acceptables, qui permet de faire en sorte que la mobilisation à laquelle le Président de la République a appelé les Français, puisse se faire.
Je pense que le rôle de notre Parti doit être dans une large mesure d'arriver à donner cette profondeur de champ, d'arriver à restituer cette dimension qui est le fond même de notre combat de Socialistes, et sans quoi nous ne réussirons pas cette mobilisation.
Je voudrais donner deux exemples de la nécessité de prendre ce recul, d'abord un exemple sur la protection sociale, et ensuite un exemple sur le problème de la course aux armements.
La protection sociale : nous l'avons appris hier, l'accroissement des dépenses sociales pour 1982, + 18,2%, et ceci ne fait que confirmer cette tendance qui, depuis une bonne dizaine d'années déjà, fait s'accroître la ponction importante des dépenses de transfert social sur le Produit National Brut, avec ses conséquences importantes en ce qui concerne la capacité d'investissement de notre pays, donc de production de richesses.

Fondation Jean Jaurès

C’est là un problème essentiel que nous devons résoudre, sinon, nous rentrerons dans un cycle d’appauvrissement de la France.
La solution au problème est une solution qui n’est pas simple. Augmenter les cotisations, la barrière est vite là. Les cotisations patronales ? Il n’en est pas question puisque les charges sociales sont financées en France par le biais de cotisations patronales à hauteur de 10% de plus environ que la moyenne de la Communauté. Les cotisations salariales ? Cela a été rejeté par le gouvernement, et à juste titre, le fondement même de ces cotisations étant profondément injuste.
La fiscalisation ? Jean Poperen disait ce matin que ce serait une autre forme d’injustice. Il a raison, même si c’était une injustice moins grave que l’actuelle, mais, de toute façon, le déficit des finances publiques y met un blocage.
De l’autre côté, la diminution des prestations qui est en train d’être mise en place sous forme d’une gestion plus rigoureuse du système de Sécurité Sociale et avec l’institution du forfait hospitalier, et qui se constate concrètement sur le terrain à travers les décisions des Commissions d’aide sociale par exemple, tout ceci aboutit à ce que j’ai appelé : « gérer la dégradation du système social » ; en constatant cela, dire que l’on puisse aujourd’hui faire autre chose et rétablir les comptes du mécanisme de protection sociale, mais en même temps, il est certain que cette seule réponse là n’est pas une réponse socialiste, tout au contraire.
II est donc essentiel de remettre en perspective l’ensemble du système et de s’attaquer au problème de l’injustice globale de notre système de protection sociale, que l’on voit tant du côté des cotisations - la cotisation d’un ouvrier spécialisé est deux fois celle d’un cadre supérieur proportionnellement au revenu - que du côté des prestations, alors qu’en revanche, la consommation médicale s’accroît à mesure du niveau de vie du côté de l’ensemble des privilégiés du système de protection sociale. La complexité de ce système a créé une situation qui facilite la constitution de ces privilèges.
D’un autre côté, c’est-à-dire celui des dépenses, le conservatisme médical, l’irresponsabilité dans la gestion au regard des assurés sociaux, au regard des malades, créent là aussi des blocages que l’on doit prendre en considération, ce qui veut dire que si l’on ne met pas à plat l’ensemble du système, on n’arrivera pas à offrir une perspective différente au-delà de cette érosion progressive de la conquête qu’a été la mise en place du système de Sécurité Sociale.
Mise à plat redoutable, car c’est en même temps une mise en cause de l’ensemble des acquis sociaux, car on ne met jamais à plat sans mettre en cause. Elle n’est possible que si le consensus peut s’établir sur une autre approche de la santé.
Je crois que c’est à travers un effort de ce type - mais en le dessinant, nous voyons en même temps quelle est l’importance considérable de cet effort au regard de notre propre base électorale en particulier - que nous pouvons seuls arriver à un début de réponse. Si nous n’y arrivons pas, en tout cas, sachons que la dégradation de l’état-providence partout dans nos sociétés occidentales, entraîne la dégradation des positions de nos camarades socialistes.
Le second exemple, c’est celui de la course aux armements, ici aussi, je voudrais dire mon sentiment, c’est que, dans un système de contrainte forte qui est celui

dans lequel nous vivons et où nous essayons de limiter les dégâts et de protéger notre système de défense nationale, cela ne suffit pas non plus.
Les positions que nous avons prises, qui ont été prises avec quelque vigueur par le Président de la République, en ce qui concerne le soutien au déploiement des euromissiles, en ce qui concerne la protection budgétaire, de l'instrument de la dissuasion, dans une période de coupe budgétaire inévitable, la position enfin de protection néo gaulliste vis-à-vis des débats sur le problème de la maîtrise des armements stratégiques, entre les deux super-grands, cet ensemble de positions de nature protectrice ne suffira pas si nous ne prenons pas la distance et si nous n'arrivons pas à renouveler notre capacité de proposition, à partir d'une juste distance par rapport aux choses.
Le discours de Reagan sur la mise en place de systèmes de défense anti-missiles, il faut bien voir ce qu'il comporte par derrière, qui est à la fois une déstabilisation de la notion même de dissuasion sur laquelle est fondée notre propre protection, et un découplage entre le système de protection centrale des Etats-Unis d'Amérique et le problème périphérique pour les Etats-Unis de la défense européenne, enfin une voie qui, si elle était poursuivie, minerait inéluctablement notre propre capacité de défense, puisque la France ne sera jamais un sanctuaire, pour des raisons géographiques et pour des raisons technologiques, qui font que nous serons incapables de suivre dans une course étendue à ces mécanismes de défense.
A court terme, au demeurant, la pression se fera de plus en plus vive pour intégrer nos propres forces dans le décompte des deux super-grands, ce qui est la pire manière de nous entraîner dans une négociation où nous serons absents.
Là encore, j'ai le sentiment que le rôle du Parti - sans doute, à cet égard, je rejoins Yvette Roudy ce matin dans ses réflexions sur la capacité limitée de l'administration de le faire - est sans doute de retrouver une capacité de proposition, d'innovation, sur ces thèmes qui pourraient être ceux qui consisteraient à étayer la dissuasion et à trouver des formes, des procédures, et des forums pour en discuter.
Je sais que ces deux thèmes que j'ai choisis peuvent paraître un peu éloignés de la forte pression des événements, telle qu'elle ressort de l'actualité. Je sais en même temps que si nous n'avons pas la capacité de prendre ce recul, de prendre cette distance, si nous nous laissons simplement ballottés par l'événement, à ce moment-là nous ne pourrons pas être à la hauteur de la tâche et des épreuves qui nous attendent.
Je crois que le Congrès devra se donner le temps, devra se donner le souffle, devra se donner la respiration nécessaire pour pouvoir, en 1983, esquisser les réponses nouvelles aux questions qui se posent pour la décennie à venir.
Je souhaite donc qu'il puisse se dérouler en effet dans les conditions permettant l'ampleur du vrai débat, permettant en même temps les conditions de l'unité du Parti, et que 1983 puisse ainsi être une contribution importante pour des échéances qui, nous le savons tous, seront difficiles.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Christian Goux.

Christian Goux
Mes chers camarades, vous le savez, deux événements conditionnent le paysage politique qui est devant nous, les élections qui se sont déroulées au début du mois et la dévaluation du franc.
Je ne reviendrai pas sur le problème des élections ; ce matin, des choses excellentes ont été dites. Sur la dévaluation, vous connaissez mon sentiment, il n'est pas d'aujourd'hui, une dévaluation sanctionne toujours une politique, elle sanctionne aujourd'hui surtout le déficit extérieur et la croissance de l'endettement. Elle conduit, vous le savez, mécaniquement, à accroître les difficultés plutôt qu'à les résoudre.
C'est par rapport à ces deux événements que je voudrais réagir devant vous sur les mesures que vient de prendre le gouvernement. J'en mesure la difficulté. Jusqu'à présent, peu de questions ont été posées sur ces mesures, pour une raison très simple : comment le Parti Socialiste pourrait-il ne pas soutenir le gouvernement ?
Comment des responsables pourraient-ils émettre un avis critique par rapport à ce qui vient d'être décidé, qui doit constituer la mobilisation de tous les partis et même de tout le pays ?
Comment les ministres membres du Comité directeur pourraient-ils exprimer des critiques, même constructives, même positives vis-à-vis de ce plan ?
Faut-il se taire ? Eh bien, je ne le pense pas, et au poste qui est le mien, Président de la Commission des Finances, je vais me poser tout simplement devant vous les questions que je me pose, non seulement depuis quelques jours, mais depuis vingt-deux mois.
En ce qui concerne les mesures, je vais me poser deux sortes de questions qui, à mon avis, vont cerner le problème dans leur simplicité.
Est-ce que les mesures qui sont prises, vont permettre de sortir du creux ? Est-ce que les mesures qui sont prises vont permettre de mobiliser ?
Tout d'abord, les mesures prises vont-elles permettre de sortir du creux ?
Jusqu'ici, chers camarades, la voie suivie, comme l'a rappelé le Président de la République, a été la bonne, c'était celle de la priorité à l'emploi. La mise en œuvre n'a pas été fameuse, on a déjà dévalué trois fois. Mais aujourd'hui, aujourd'hui se met en place une politique différente visant à diminuer la demande interne. Cette politique, on nous dit qu'elle est la continuité de la précédente, mais on sait pourtant à quoi conduit la réduction de la demande : le recul de l'activité, la difficulté d'équilibrer les comptes sociaux, une dégradation de la situation financière des entreprises.
Alors, moi je vous pose une première question : comment faut-il concilier cette politique avec la priorité à l'emploi ?
On a beaucoup dit aussi ces jours derniers qu'il valait mieux dévaluer que flotter par rapport au S.M.E. au nom de la cohésion européenne. Vaste sujet. Vaste programme qui dépasse largement les considérations purement techniques, mais moi, je me pose une deuxième question concernant cette dévaluation : qu'a-t-on

obtenu de nos partenaires ? Quelles concessions nous ont fait les Allemands ? Qu'a-t-on décidé pour rétablir l'équilibre des échanges intra-européens ? Vous savez que le déficit avec l'Allemagne est aujourd'hui de J8 milliards de francs.
Les mois qui suivent, vous le savez, seront difficiles sur le front des prix : hausse de 8% des tarifs publics, et sur celui du chômage. Si les résultats en matière de commerce extérieur ne se redressent pas extrêmement vite, nous serons de nouveau dans quelques mais dans la situation que nous venons de connaître.
Alors, je me pose une troisième question : se donne-t-on vraiment tous les moyens pour adapter nos importations aux exportations ? Pourquoi n'y a-t-il pas de mesures pour limiter les importations et favoriser l'achat des produits fabriqués en France ?
Les mesures prises, et c'est le deuxième point, permettent-elles de nous mobiliser ?
On a dit, on l'a répété à satiété aujourd'hui, les autres voies, la mise en œuvre du changement, les magnifiques mesures prises depuis vingt-deux mois se heurtent à des difficultés considérables. Cela a entraîné, malgré la croissance du pouvoir d'achat, des déceptions de tous côtés. Alors, aujourd'hui que la rigueur et la baisse de la demande sont à l'ordre du jour, comment imaginer que nous puissions inciter à l'effort s'il n'y a pas une contrepartie, une modification de la manière dont est appliquée la politique du gouvernement, une nouvelle dynamique, une véritable démocratisation du secteur public, un minimum de changements nécessaires dans les responsabilités.
Alors, je me pose une quatrième question : qu'a-t-on prévu pour aller dans ce sens et pour faire en sorte que les réformes votées soient appliquées par des gens qui y croient ?
La rigueur, elle sera sélective, équitablement répartie, mais c'est le sens des mesures, je les ai bien comprises, et d'ailleurs c'est le sens des mesures que nous prenons depuis vingt-deux mois, mais arrive sur ma table un rapport récent du Centre d'Etudes et de Recherche des Coûts qui montre que depuis dix-huit mois, malgré notre bonne volonté, la rigueur a davantage frappé la base sociale de la gauche que des catégories qui lui sont traditionnellement hostiles.
Alors, ma cinquième question est simple : comment est-on sûr que la nouvelle phase qui s'engage ne va pas encore accroître cette évolution ? Quelle politique des revenus, quelle fiscalité, vont être appliquées ? Avec quels résultats pour les travailleurs ?
Mobiliser, chers camarades, c'est aussi mener une politique qui permet aux entreprises de se développer. Depuis deux ans le compromis, je n'aime pas ce mot, mais il est employé, avec le patronat, a été raté. Aujourd'hui, la baisse de la demande va être un facteur aussi négatif pour l'emploi que pour l'investissement, d'où ma sixième question : qu'est-ce qui est prévu dans ce domaine ? Quelle politique essayera-t-on de mener vis-à-vis des entreprises ? Pourquoi n'y a-t-il pas de contrepartie à l'absence de croissance des charges ? Pourquoi ne parle-t-on plus de la fiscalisation des charges ?
Chers camarades, voilà des questions que je me pose, moi qui vais soutenir le

gouvernement et voter les mesures au Parlement le 6 avril, mais je crois que notre Parti doit se préoccuper des questions que je viens de poser.
Le soutien à la politique du gouvernement est nécessaire, mais notre Parti doit plus que jamais aujourd'hui, garder un rôle d'alerte, un rôle de critique, surtout si, dans la vague de rigueur qui se poursuit, l'évolution de l'emploi, l'inégalité dans les revenus, les méthodes de réduction du commerce extérieur, étaient ouvertement défavorables à ceux qui nous soutiennent et qui constituent la base sociale, on l'a vu il y a quinze jours, sans laquelle aucune victoire future n'est envisageable. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean Matouk. Ensuite, Roger Fajardie.

Jean Matouk
Mes chers camarades, sous la 5ème République, le Parti du gouvernement doit jouer deux rôles essentiels de relais et de laboratoire d'idées.
Relais, il doit, par ses élus, continuer à faire passer dans l'opinion le message et les décisions du gouvernement ; en sens inverse, faire remonter jusqu'à celui-ci les mouvements d'opinion.
L'apport, il doit imaginer, au-delà des péripéties, à partir de sa connaissance du terrain, des solutions durables aux problèmes de l'heure.
S'il remplit correctement ces deux rôles, il assure simultanément l'assise populaire du gouvernement et son propre développement.
Son risque majeur est d'échouer dans ces deux rôles s'il se transforme en vivier de petits ministrables ou Présidentiables, ou qui se croient tels, qui, sous prétexte d'alerter les pouvoirs publics, cherchent surtout à faire parler d'eux. Durant ces vingt mois, le Parti Socialiste n'a pas complètement échappé à ce dernier travers ; malgré un réel effort d'information de la Direction nationale, le relais a mal fonctionné. Le prochain Congrès devrait en débattre, mais il sera aussi l'Assemblée Générale du laboratoire d'idées et l'économie nous questionne. Un débat s'est d'ailleurs esquissé, dénommé débat sur la rigueur, doublement mal nommé, d'abord parce que toute politique économique doit être rigoureuse ; ensuite, parce que dans la situation où nous sommes et quels que soient les choix faits sur les relations économiques internationales de notre pays, nous sommes tenus pour quelques années à un blocage du pouvoir d'achat global.
Frontières bloquées, tout dérapage en ce sens conduirait rapidement à des marchés noirs hyper inflationnistes ; frontières ouvertes notre déficit commercial se creuserait un peu plus.
Dans tous les cas, et quel que soit le régime fixe ou flottant des changes, le franc poursuivrait son déclin. Réduit à une controverse sur le taux de croissance, ce faux débat habillerait peut-être une fois de plus avec élégance de vraies rivalités d'hommes, il ne serait d'aucune utilité pour le gouvernement et pour la Nation.
Le vrai débat qui devrait être celui du Congrès est d'une tout autre ampleur : pour faire bref, il se pose dans les termes suivants : les pouvoirs publics ont accompli un travail législatif et réglementaire impressionnant dans tous les domaines conformément à nos programmes.

Fondation Jean-Jaurès

Et maintenant ?
Dans le domaine économique, à partir d'un centre économique public puissant et accessoire, voudrons-nous ou serons-nous contraints de rendre la périphérie privée de plus en plus obéissante ?
Au contraire, voudrons-nous ou voulons-nous régénérer dans cette périphérie une nouvelle spontanéité économique ?
Il n'est guère besoin de revenir longuement sur les réformes votées ou décrétées : nationalisation des groupes industriels, droits nouveaux pour les travailleurs et locataires, décentralisation des collectivités, remise en vigueur de la planification avec signature des premiers contrats de plan et, en outre, puisqu'au delà de certains seuils, un choix quantitatif devient qualitatif, il faut classer dans l'ensemble structurel l'ensemble des mesures sur le temps de travail, la retraite, les congés, qui ont modifié la répartition du revenu national et changer concrètement la vie des français.
Ces dernières mesures ont, malheureusement, sollicité un appareil productif plus fragile qu'on pouvait le craindre, les comptes d'exploitation des entreprises, déjà faiblement bénéficiaires, ont mal supporté la surcharge et le tissu industriel a manqué d'élasticité face aux demandes de la consommation.
De plus, le gouvernement de gauche s'est heurté, il faut bien le dire, à ce fameux mur d'argent, expression financière de la lutte des classes, dont Louis Mermaz a eu raison de rappeler la réalité ce matin.
Ce mur d'argent a deux aspects : mur d'argent interne sous forme d'une grève de l'investissement ; mur d'argent externe, sous forme d'une spéculation contre le franc, engagée dès janvier 1981, avant le 10 mai, à la seule évocation de sa plausibilité, et qui ne s'est jamais découragée depuis.
L'un épaulant l'autre, tous ces mouvements pervers ont provoqué un retour du déficit commercial à son niveau de 1980 en francs constants, alimentant un peu plus la spéculation sur le franc, laquelle a soutenu l'inflation alors qu'elle reculait dans les autres pays.
Trois dévaluations ont scandé cette évolution très préoccupante, mais bien réelle, imposée du dehors.
Le problème des pouvoirs publics, et dont le Parti devrait débattre, au-delà d'une inévitable rigueur, c'est donc de déterminer quelle stratégie la France va adopter dans une guerre économique déjà dure entre gouvernements libéraux, mais plus dure pour un gouvernement qui s'affirme de gauche.
La première stratégie, mes chers camarades, est celle que je baptiserais : « stratégie de la citadelle ». Elle tire toute sa logique du constat que l'environnement nous est nécessairement hostile. Il convient donc, selon ses tenants, d'isoler la France par le cordon sanitaire des changes flottants, ce qui implique, qu'on le veuille ou non, une bonne dose de protectionnisme, avoué ou non. Sinon, la décote forte et immédiate, inéluctable, du franc, qui résulterait des changes flottants, renchérissant un volume constant d'importations, creuserait dramatiquement le déficit commercial.
A l'intérieur de cette barrière de protection qu'on espérerait temporaire, l'Etat devrait, à partir du secteur public actuel, encore plus largement doté, et à l'aide

d'une planification assez précise, organiser la rénovation, la restructuration de l'appareil productif et du tissu industriel et tertiaire.
Dans ce premier scénario, les prélèvements ne pourraient pas être réduits, les revenus seraient d'autant plus strictement contrôlés que tout dérapage serait immédiatement et fortement inflationniste.
Le souci maintenu de justice sociale conduirait à faire peser cette rigueur accrue uniquement sur les revenus moyens, et dans ce monde encore plus contrôlé, il est très improbable que cesse la grève des investissements.
L'initiative publique devrait donc relayer de plus en plus l'initiative privée, directement ou indirectement ; le poids du secteur public serait accru avec la bénédiction des syndicats qui y verraient, légitimement, la possibilité d'affirmer leur pouvoir et de développer, dans le sens qu'il juge favorable, les nouveaux droits des travailleurs.
A cette stratégie s'oppose celle du maintien de la France dans ce que j'appellerais « la bataille du grand large », acceptant le défi permanent de la liberté des échanges, mais en même temps l'auto carcan des parités fixes.
L'objectif que se fixeraient les tenants de cette seconde stratégie serait donc de régénérer, dans la périphérie économique autour d'un secteur public maintenu, bien sûr - et conservant un rôle, essentiel mais plus orienteur que structurant -, dans les grands secteurs d'avenir, l'idée serait de régénérer autour de lui une véritable spontanéité économique.
La rigueur serait maintenue dans la distribution des revenus primaires, dans son poids comme dans sa répartition. Mais le taux moyen de prélèvement serait vraiment bloqué et les déficits publics réduits par les économies drastiques de fonctionnement.
Il conviendrait donc, dans cette hypothèse, de détaxer fortement l'épargne privée qui s'investit, voire même d'annuler la fiscalité sur les bénéfices réinvestis, comme un gouvernement socialiste l'a fait à la fin de la 5ème République.
Bref, l'initiative privée serait encouragée plus qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, et pour parfaire cette incitation, on pourrait dans un second temps, et pour éviter que les escarmouches monétaires ne se terminent en armistice faussé, on pourrait faire le pari d'une nouvelle amnistie générale des capitaux prodigues.
Ces deux voies, mes chers camarades, et j'en termine, sont risquées ; elles sont presque également risquées. La citadelle peut couver de belles réalisations, mais aussi une lente disparition de l'esprit d'initiative, un abandon complet au tout Etat et une anémie par décomposition.
L'air du grand large peut stimuler de manière décisive toutes les énergies potentielles, mais aussi se transformer en bourrasque qui emporte notre monnaie plus bas encore qu'elle n'est.
Une seule chose est certaine, ce qui a été fait a été bien fait, il fallait le faire. Mais aujourd'hui, un choix est nécessaire entre ces deux stratégies.
Je pense qu'il est possible qu'un compromis soit élaboré. Sans doute d'ailleurs une motion sera-t-elle proposée sur un tel compromis.
Le problème que je me pose est de savoir si nous ne serons pas encore une fois bousculés de cette voie médiane par la contrainte du monde extérieur.

(Applaudissements)

Le Président - Merci.
Roger Fajardie, ensuite Georges Sarre.

Roger Fajardie
Camarades, le Comité directeur doit aujourd'hui, pour fixer les thèmes d'action à venir, non seulement - on a commencé à le faire depuis ce matin - analyser au plus juste les résultats des élections municipales, mais apprécier au plus près les raisons qui ont entraîné ces résultats.
On l'a dit ce matin, le recul de la gauche au premier tour est évident, dans ce qu'il est possible d'examiner de près, de plus de sept points en moyenne, et il reste au second tour plus de trois points, en dépit d'une remontée d'une ampleur exceptionnelle dans l'histoire électorale.
Il est essentiel de souligner l'importance du nombre des abstentions, notamment dans les bureaux de vote des quartiers populaires. Dans certains cas, on a voulu traduire une réaction face à un climat souvent provoqué d'insécurité. On a malheureusement souvent, dans l'opinion publique, confondu insécurité et xénophobie, et atteint des limites du racisme.
Le Parti doit, sur ce point, se sentir mobilisé au nom du droit à la différence et du respect de l'homme.
D'une manière générale, on a manifesté une forme de désenchantement. Nous y avons tous notre part de responsabilité. Lorsque nous sommes arrivés en 1981 aux responsabilités du pouvoir, nous nous étions attachés à un slogan : « tout est possible », et je crois bien que nous nous étions faits à cette idée, et lorsque le Président de la République et des camarades délégués au gouvernement ont eu à affronter le poids de la crise et les réalités de la situation française, nous avons eu tendance à ne plus voir que ce qui n'était pas possible, et à occulter ce qui, en vingt-deux mois de gouvernement à direction socialiste, a été fait, et qui établit les fondements du changement, on peut dire de quelque façon révolutionnaire, dans notre société. Nous avons trop souvent considéré qu'auraient dû être réalisées en moins de deux ans des propositions qui sont prévues en fait pour cette année.
Il faut donc mieux nous expliquer, en ayant conscience, comme disait Jaurès, de la difficulté des grandes tâches et de la lenteur des accomplissements.
Deuxième série d'observations, nous devons nous arc-bouter sur la ligne d'union de la gauche. Les élections municipales ont surabondamment démontré que les primaires ont été, en règle générale, une erreur. Même celles qui étaient admises ont été, Jean Poperen l'a dit ce matin, à l'exception d'Arras, perdues par la gauche, et un échec pour le Parti Socialiste. Et que dire des indisciplines scandaleuses, en dépit de multiples conseils et rappels à l'ordre, qui ont amené les primaires au Mans ou à Montluçon, et entraîné pour le second tour des listes d'union de la gauche établies dans les pires conditions et avec une perte considérable de représentation pour le Parti Socialiste ?
Que dire du refus systématique de cet axe - l'exemple le plus caractéristique est

Angers, mais il n'est pas le seul - de faire, même au second tour, l'union de la gauche ?
Quand on sait que les décisions du Congrès de Cachan avaient été prises à l'unanimité, on se prend à penser que cela ne peut pas durer, que ce Parti doit sans doute d'abord retrouver le sens de la discipline, et la pire des indisciplines est l'indiscipline électorale (applaudissements), que les manquements les plus caractérisés à nos règles doivent être sanctionnés, et que des dispositions doivent être prises, y compris statutaires, et il faudra penser à ouvrir la procédure de révision des statuts en vue du prochain Congrès pour que les Socialistes aillent aux prochaines échéances électorales du même pas.
Je crois qu'il y va de notre crédibilité, et dans une large mesure de nos chances de succès.
Troisième série d'observations, nos querelles internes nous ont été extrêmement préjudiciables, les querelles locales, j'allais dire la guerre des investitures bien sûr, et le moins qu'on puisse dire est que les arrivistes individuels n'ont pas toujours servi l'intérêt collectif du Parti, mais aussi les attitudes politiques qui m'apparaissent comme tout à fait irresponsables.
Je continue à penser que la déclaration d'Edmond maire sur le perron de l'Elysée et quelques autres nous ont coûté assez cher ! Je ne pense pas qu'il était opportun que le rapport de Michel de la Fournière rouvre le débat sur l'agriculture, et qu'un affrontement public s'instaure entre lui et Pierre Joxe.
J'ajoute que cette espèce de manichéisme qui consisterait à déterminer la bonne et la mauvaise culture socialiste a depuis belle lurette fait place aux synthèses de Jaurès et de Blum, et qu'il y a quelque chose de vain et de destructeur à relancer indéfiniment ce débat comme champ d'affrontement de différentes sensibilités qui ont également droit de cité dans le Parti Socialiste.
J'aurais souhaité - j'en parle maintenant, puisque tout à l'heure Didier Motchane a évoqué ce sujet - que la date du Congrès ordinaire du Parti soit avancée. Je continue à penser qu'il serait utile qu'on saisisse la re mobilisation du Parti entre les deux tours des élections municipales et qu'on ne laisse pas retomber l'élan ainsi créé. Le meilleur moyen, à mon avis, était de tenir le Congrès avant la coupure des vacances d'été de façon à ce que tout soit en place pour une rentrée active et organisée dès le mois de septembre.
En dépit de mes efforts et de quelques autres, le Premier Secrétaire du Parti n'a pas été convaincu par cette argumentation. J'avoue que je le regrette un peu. Mais je ne veux pas qu'on imagine que je me prêterai à je ne sais quel affrontement politique dont je ne vois d'ailleurs pas bien sur quoi il porterait, derrière cette question de date, alors qu'il ne s'agit que d'une différence d'appréciation sur le meilleur moment pour tenir notre Congrès.
Au demeurant, je pense, parce que je suis un homme de règle, qu'il appartient au Premier Secrétaire du Parti de faire des propositions et je les accepterai.
Je me borne à souhaiter que la date qu'il proposera soit aussi rapprochée que possible et qu'on n'attende pas le mois de novembre pour tenir notre Congrès.
Dernière série d'observations, nous devons avoir la fierté de ce que nous faisons. Tout se passe comme si nous étions réservés, un peu craintifs, face à l'œuvre

entreprise et accomplie déjà au gouvernement. Alors, on se complaît en récriminations parce que tout n'est pas parfait. Bien sûr, sur certains points on peut faire mieux, c'est entendu. Mais enfin, nos espoirs répétés pendant vingt-trois ans ont avancé depuis le 10 mai 1981, et là je crois que nous ne devons pas vivre cette entreprise frileusement.
Nous devons, certes, sur le fond, le mieux possible dialoguer avec le gouvernement et faire au maximum, faire entendre la voix du Parti, mais nous devons peut-être, dans nos réactions quotidiennes, être un peu moins critiques et un peu plus solidaires.
Je pense qu'au moment où les difficultés redoublent, nous devons être ceux qui sachent promouvoir la rigueur nécessaire d'aujourd'hui pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.
Dans une France écrasée par l'inflation ou par la persistance du déficit de son commerce extérieur, que pourrait faire le Socialisme ? Et comme sont en revanche positives les perspectives ouvertes à une France redressée, dirigée, animée par des Socialistes !
Voilà très simplement ce que je voulais dire.
Il me semble, pour conclure, que je pourrais vous suggérer que nous ayons de la rigueur pour nous-mêmes, mais aussi que nous ayons de l'enthousiasme à revendre, que nous ayons la volonté d'agir, et peut-être chacun de nous un petit peu plus de foi ! (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Georges Sarre.

Georges Sarre
Chers camarades, je ne reviendrai pas sur tout ce qui a été dit sur les élections municipales et du bilan qu'on peut en dresser et des causes du recul enregistré.
Le message qui nous a été adressé est d'une très grande clarté. Après la déception et le désenchantement de l'électorat populaire, le sursaut de l'entre deux tours a permis à la gauche de faire bonne figure. Mais l'abstention importante, l'incompréhension, les hésitations, voire les contradictions, ont pesé très lourd.
La ligne directrice de notre projet n'est plus perceptible. L'action gouvernementale est ressentie comme une action souvent au jour le jour, et nécessairement, lorsque le dynamisme s'épuise, lorsque le projet commun s'efface, tous ceux qui s'étaient agrégés autour de nous tendent à prendre leurs distances. Le noyau central de la gauche n'est plus non plus à l'abri de ce mouvement.
Chez les travailleurs, dans les milieux populaires, l'impatience est grande, ne la dissimulons pas.
Je ne m'étendrai pas plus longuement sur ce qui a été dit précédemment à ce sujet. Mais à mes yeux, deux choses doivent être retenues. En premier lieu, si nous avons pu, entre les deux tours, battre le rappel de l'électorat de gauche, nous ne pourrons pas le faire plusieurs fois. Nous ne sonnerons pas l'alerte ou le tocsin à chaque scrutin pour sauver la gauche en danger ! Nous avons, de ce

Fondation Jean Jaurès

point de vue, épuisé une partie de nos munitions.
En second lieu, la clarté du message n'est pas contestable. Deux exigences ont été formulées : une exigence d'autorité, une exigence de cohérence.
Exigence d'autorité sur l'appareil d'Etat : vingt mois après notre arrivée au pouvoir, personne ne peut ni comprendre ni admettre des flottements sensibles dans des secteurs entiers de la fonction publique ou du secteur public. Les exemples sont innombrables, partout le scepticisme ou l'attentisme sont de bon ton.
Pour mobiliser le pays, encore faudrait-il que ceux qui sont au service de l'Etat se sentent mobilisés. Or, l'état d'esprit qui prévaut est inverse.
Bien sûr, on peut en rechercher les causes, et les campagnes de nos adversaires n'y sont pas étrangères. Mais il faut s'interroger sur nos faiblesses et sur ce qui est interprété comme des marques de faiblesse.
Exigence de cohérence en second lieu, car ce qui fait écran entre le bilan remarquable de l'action gouvernementale et l'opinion, c'est surtout le sentiment diffus de contradiction, d'hésitation, quelquefois d'incertitude, que donne le gouvernement.
On parle souvent de la nécessité d'une meilleure explication. Cela ne serait pas inutile, en effet, mais j'ai la certitude que si certains débats avaient été tranchés plus clairement, notre discours aurait été mieux compris.
L'orientation affichée était sans ambiguïté : le rassemblement populaire pour le redressement national. Je ne suis pas certain que les Français l'aient bien perçue. Ils avaient devant eux deux visages contradictoires du réalisme. Le premier aboutit à donner aux contraintes internes et externes un caractère indépassable : fatalité d'une croissance faible ou très faible ; fatalité des règles incontournables du libre-échange ; fatalité d'un déclin de secteurs industriels entiers ; attentisme devant un investissement insignifiant qui ne répond pas à nos exportations. Devant tant d'obstacles, le seul langage à tenir serait de dire la vérité aux Français, c'est-à-dire réviser nos objectifs à la baisse, compte tenu des contraintes rencontrées.
Autre appréciation de la situation, autre conception du réalisme, autre discours tenu en filigrane : celui de la résistance aux obstacles.
Le réalisme consiste à bien mesurer les contraintes pour mieux les surmonter. Comment promouvoir une croissance significative dans un environnement qui se résigne à une croissance très faible ? Comment ne pas céder à la naïveté et répondre par une véritable politique de salut public au défi du commerce extérieur ? Comment amorcer la pompe de l'investissement de manière volontariste en utilisant le secteur nationalisé ? Comment réformer profondément le système bancaire pour répondre aux besoins de l'industrie ?
Oui, chers camarades, ces deux conceptions coexistent et placent finalement au sein même du gouvernement la source de ces fameux problèmes de communication.
L'appel à la cohérence exprimé par les Français vise à adapter l'action et les moyens au grand destin exprimé. La question n'est pas tant de savoir si nous en avons fait trop ou pas assez, trop vite ou trop lentement. C'est le sens de ce que

nous faisons qui a été perdu de vue, et c'est cela, pourtant, qui est indispensable, vital pour traverser la période de crise.

Répétons-le, il y a deux conditions au succès d'une politique de rigueur : que l'effort soit équitablement réparti, que le sens et les perspectives de l'effort soient clairement perçus par chacun. Ce n'est pas en prônant la rigueur pour la rigueur que nous nous ferons comprendre. Ce n'est pas en appelant au sacrifice devant la dureté des temps que nous aurons le soutien nécessaire. C'est seulement en mobilisant autour d'un projet de lutte, en mobilisant nos forces pour desserrer l'étau que nous rassemblerons les Français.

Les leçons des élections ont-elles été tirées au niveau du Parti et au niveau du gouvernement ?

Au niveau du Parti, tout d'abord, le verdict du premier tour a produit un électrochoc salutaire. Dans la semaine qui a suivi le 6 mars, devant une alerte si chaude, nous avons pu voir de quoi notre Parti était capable. La bataille menée pied à pied à Dreux, Marseille, Belfort, par exemple, donne l'idée de ce que doit être un Parti qui fonctionne à plein. Je dirais qu'elle donne aussi en négatif, en creux, la dimension des lacunes de l'action qui est la nôtre en période que je qualifierais de croisière. Tout se passe comme si nous n'avions pu résoudre les contradictions qui existent entre les institutions de la 5ème république et le rôle du parti majoritaire, le nôtre.

Mes camarades, le poids des institutions est immense. C'est vrai, et ce serait une erreur très grave que de le sous-estimer. Mais il faut que notre Parti vive et s'exprime. Son espace d'intervention, nous ne le trouvons pas dans une sorte de surenchère par rapport à l'action du gouvernement ; nous ne pouvons pas être les Monsieur « plus » de Pierre Mauroy ou, pire encore, les boute-feu du gouvernement. Notre espace d'expression tient en la différence des échéances.

Si le gouvernement doit agir dans le court terme, faire face aux contraintes, épouser le terrain, adapter le programme aux exigences et aux obstacles, le Parti ne doit jamais perdre de vue les objectifs, la ligne politique d'ensemble. Il doit au besoin la rappeler et l'exprimer pour que les difficultés dans lesquelles se débat l'action gouvernementale n'étouffent pas, ne voilent pas le sens de notre démarche. C'est nécessaire pour le pays, c'est aussi nécessaire pour le renouveau de l'action militante. Le Parti Socialiste n'est pas une machine qu'on sort la veille des élections pour la mettre en marche, parce qu'on s'aperçoit à ce moment-là, et un peu tard, que la machine est grippée.

Alors, ensemble, tirons cette première leçon des Municipales. Il faudrait que toute l'année, le Parti connaisse un rythme d'activité plus proche de celui qu'il a impulsé à tous les niveaux, du 6 au 13 mars, que de la période de ces vingt derniers mois.

En second lieu, si ces élections municipales constituent un signal décisif, si elles nous renseignent précisément sur l'état de l'opinion, sur la manière dont la politique menée est perçue, elles n'en modifient pas pour autant le contexte économique dans lequel nous nous situons.

La question centrale, Chers camarades, quelle que soient les décisions qui ont été arrêtées hier, reste celle de la croissance et de l'emploi. Les difficultés

monétaires n'apportent aucune virginité aux politiques déflationnistes. Elles confirment qu'il est difficile de mener une politique aussi différente de celle qui prévaut à Bonn, tout en invoquant la convergence des politiques économiques que suppose un bon fonctionnement du système monétaire européen. Les avantages du S.M.E. ne peuvent dissimuler que ce système déteste le non-conformisme et le sanctionne. Mais il n'y a pas plusieurs politiques possibles pour la gauche. Travailler à sortir de la crise, c'est travailler au retour de la croissance. C'est s'en donner les moyens, c'est donner une part plus importante du revenu national à l'investissement industriel ; c'est utiliser tous les outils possibles pour freiner notre déficit extérieur. C'est aussi maintenir la consommation populaire à un bon niveau car on investit que pour produire et on ne produit que ce qu'on vend.

Il n'y a pas d'alternative à cela. Il n'y a pas de place pour une restriction aveugle de la demande. Il serait vain d'appeler les entrepreneurs à investir si, dans le même temps, nous privions leurs clients potentiels des possibilités d'acheter.

Il serait également vain de soutenir le pouvoir d'achat des revenus modestes si une politique vigoureuse de reconquête du marché intérieur n'était pas entreprise, ni une campagne sans précédent et sans comparaison avec ce qui a été fait jusqu'à présent.

Il serait vain aussi de favoriser l'épargne sans autre objectif si nous ne mettions pas en place les moyens de l'orienter réellement vers l'industrie et si nous ne donnions pas au secteur public bancaire le goût du soutien à l'industrie.

Ces données, chers camarades, nous les connaissons bien. Elles demeurent. C'est la clé du succès d'une politique de gauche, et tout cela va bien souvent à contre-courant de ce qui se passe chez nos voisins. Notre crédibilité externe s'en ressent. Mais n'est-il pas temps de juger notre action à nos propres critères, et non en fonction des canons de l'orthodoxie libérale qui ont partout fait faillite ? Ces critères, c'est l'emploi, c'est la croissance et c'est aussi l'indépendance.

Les difficultés de la période vont conduire à ralentir sous l'effet de contraintes fortes, les effets de notre politique en matière de pouvoir d'achat et de redistribution sociale. Je souhaite que l'objectif ne soit pas cependant perdu de vue.

Les mesures annoncées hier au Conseil des ministres doivent être clairement placées en perspectives, leur but doit être clairement rappelé, c'est affaire de politique et c'est affaire de civisme. C'est la seule condition pour que les Français comprennent là où nous allons, qu'ils mesurent le sens de ces décisions.

Ces infléchissements nous sont imposés. Ils découlent de choix mais aussi de logiques de situation. Mais les données de fond demeurent et excluent que nous changions d'orientation. Si ce risque existait, les faits viendraient bien vite imposer leur loi, car nous ne sommes pas là pour durer le plus longtemps possible, nous sommes là pour arracher ce pays au marasme, le sortir de la crise, remettre la France au travail et à cette condition, et à cette condition seulement, nous durerons !

Plus que jamais, les difficultés doivent nous pousser à l'audace et non à la

résignation. Le pays en est capable, pour reprendre l'expression de François Mitterrand. Il ne nous reprochera pas de trop lui en demander, mais il nous reprocherait de ne pas faire suffisamment appel à ses capacités de combativité, de résistance, pourvu que ce soit au service de la justice et du redressement !
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, chacun s'accorde à le reconnaître, il faut tenir compte de l'avertissement, mais avons-nous bien compris le sens de cet avertissement ?
Pour ma part, je crois que ce qui doit nous distinguer d'une analyse électorale de la droite, c'est justement que nous ne devons pas nous limiter à une simple étude des mouvements électoraux qui ont pu avoir lieu, mais que nous devons nous poser la question suivante : nous avons l'ambition de construire un Socialisme à la française ; après deux ans de gouvernement de gauche, où en sommes-nous ?
Or, nous sommes tous bien persuadés que le Socialisme ne se construit pas sans l'adhésion massive et la participation massive, en tout cas du plus grand nombre et des travailleurs, et c'est de ce point de vue que l'avertissement des municipales me paraît devoir être pris avec le plus grand sérieux.
Pour ma part, je tire un certain nombre de leçons de cet avertissement.
D'abord, il confirme l'absence de mobilisation populaire, dont je reste persuadée qu'elle est notre difficulté et notre faiblesse majeure, en la période. L'abstention, aujourd'hui, n'est plus un simple désintérêt du pêcheur à la ligne. Dans bien des quartiers, elle aura été le signe de la déception, de l'expectative et, sûrement, d'une distanciation accrue entre la classe politique et ce que j'appellerais la classe politique, composée autant des appareils gouvernementaux, que des militants des partis, que des élus, et la population, les citoyens.
Je maintiens aussi l'idée que les réformes et décisions prises au niveau de l'Etat, si elles ne sont pas relayées sur le terrain par une capacité à les concrétiser, à innover, à imaginer, ne sont quasiment pas perçues, ou très faiblement perçues, par les Français.
Certes, il faut amener nos concitoyens à prendre la mesure du temps, mais faudrait-il encore que la société elle-même se transforme, se mette en mouvement, engage les mutations d'avenir.
J'ai en mémoire les femmes que j'ai rencontrées, nombreuses, sur les marchés et qui me disaient : Giscard, Mitterrand, de toute façon, c'est la même chose. Je commençais à répondre en disant : mais vous ne vous rendez pas compte : les allocations familiales ont augmenté, le Smic ; des décisions concrètes ont été prises pour le pouvoir d'achat des plus démunis - elles en faisaient partie.
Or, mon langage ne les convainquit pas ; quand j'essayais de voir où étaient leurs désillusions et leurs déceptions, je découvrais qu'elles n'étaient pas précises, même si elles s'accrochaient sur un certain nombre de problèmes quotidiens : les crèches, le service national, les difficultés avec les enfants et les

jeunes.
Je pense que la déception de ces femmes et de nos concitoyens est très profonde car elle est liée à un sentiment d'insécurité profonde, d'inquiétude face à l'avenir, et d'une certaine amertume devant la faible prise en considération dans notre discours, dans nos décisions, de ce qui me paraît essentiel pour le socialisme : la revendication de dignité du citoyen et du travailleur.
Nous payons aussi la surestimation de l'action de l'Etat dans la mise en œuvre du changement. Nous payons notre discours largement enfermé dans une logique économiste. Nous payons le décalage entre nos discours et nos actes. Il faut insister là-dessus.
On affirmait allègrement que la croissance allait aller bon train, traitant au passage de droitiers les camarades qui, tout en la souhaitant, la jugeaient peu réalisable. Qu'en est-il aujourd'hui ?
On affirmait que la consommation populaire serait le moteur de la relance et quiconque pensait autrement était suspect des pires déviations, pour découvrir aujourd'hui les vertus de la relance par l'investissement.
On disait que la priorité des priorités est la bataille de l'emploi et qu'en continuant la même politique, nous voici devenus avec l'inflation numéro un à combattre.
On vouait aux gémonies ceux qui s'inquiétaient de la perspective d'une baisse du pouvoir d'achat et ceux qui jugeaient plus opportun de dire qui elle toucherait, plutôt que de poursuivre un discours global. Le pouvoir d'achat sera maintenu, car un discours de gauche s'appuie toujours sur une pratique de gauche. Oui, les Français, pour nous accorder leur confiance, ont une exigence de vérité et de cohérence.
Le sentiment qu'on a été trompé n'est pas absent de notre échec. De façon plus substantielle, toute période de crise rend chacun plus inquiet de l'avenir et singulièrement de la période. Nombreux étaient ceux, qui, ne percevant pas clairement la voie que nous allions suivre et le chemin que nous traçons, se sont sentis plus encore insécurisés et déstabilisés.
Oui, les cent-dix propositions de François Mitterrand ont été largement appliquées, mais quels sont aujourd'hui nos objectifs, nos priorités, notre programme à moyen terme ? Sont-ils clairement lisibles pour les citoyens et même pour nous-mêmes ?
On ne gagne pas des élections simplement sur un bilan, fut-il bon. On les gagne sur l'investissement à l'avenir, sur notre capacité à proposer des réponses aux enjeux de la période, et qu'on ne s'y trompe pas, les enjeux de l'heure ne sont pas seulement de surmonter la crise économique ; ils sont surtout d'engager des transformations sociales durables auxquelles aspire notre peuple, car l'un des paradoxes des situations de crise, c'est qu'elle rend impérative cette exigence, ce changement, alors même que la crise permet, au contraire, de favoriser les replis individuels sur les acquis et sur les corporatismes, et au-delà, favorise le sentiment de nécessité d'un statu quo social.
Pour ma part, je crois que c'est cette contradiction fondamentale qu'il nous faut résoudre aujourd'hui. Bien sûr, les décisions gouvernementales auraient gagné à

être moins catégorielles, mais surtout, je crois qu'il eut été nécessaire que le Parti lui-même se mette davantage en mouvement et contribue à la mobilisation populaire.
Combien de comités locaux pour l'emploi végètent ? Com-bien d'élus ont-ils repris le travail avec l'Association de Locataires sur la Loi Quillot ? Combien de militants ont participé réellement aux consultations nationales sur l'école ? Savaient-ils dans quelle perspective engager leur action ?
Au-delà, la communication entre les gens, la société et nous, les militants, les cadres politiques de gauche, devient de plus en plus difficile. C'est comme si le fossé se creusait entre ceux qui savent et tentent de prouver que cela va bien et les autres.
Dans l'opposition, nos liens avec les forces vives, l'ensemble du tissu associatif, sont de plus en plus étroits. Notre attention à dévolution de la vie et de la société, des mentalités, était plus grande.
Comment comprendre notre faible prévision de ce qui s'est passé le 6 mars et le 13 mars ? Comment comprendre aussi notre difficulté à mobiliser dans bien des cas, même au second tour ?
Le Parti, après le 10 mai, a eu du mal à trouver sa place et son rôle. Quand la gauche arrive au gouvernement, nombreux sont ceux qui, au fond, pensent qu'un Parti ne sert plus à grand chose, et on trouve ainsi réunis ceux qui estiment soit que le Parti doit être un simple porte-parole du gouvernement, soit ceux qui pensent que le Parti n'est là que pour surveiller le gouvernement et pour être le gardien des Tables de la Loi, ceux qui pensent que les partis sont des appareils bureaucratiques sclérosés ou de simples machines électorales. J'ai toujours pensé qu'une des chances de l'entreprise de gauche résidait dans le rôle actif des partis et du Parti Socialiste, mais pour ce faire, il convient qu'il réponde aux exigences de la période, qu'il s'attache autant à réfléchir à ses rapports avec la société plutôt qu'avec le gouvernement, qu'il contribue à la relance d'une dynamique sociale et d'une action transformatrice dans le quotidien, qu'il renoue des rapports étroits avec les forces vives du pays, syndicats, associations, qu'il définisse des objectifs et des priorités, car si le rôle du Parti n'est pas dans le contrôle de l'action du gouvernement, il est bien dans la définition des orientations à suivre.
De ce point de vue, on ne peut pas dire que le Parti ait été réellement associé aux décisions qui viennent d'être prises A qui la faute ? A vrai dire, je m'en moque. Je constate simplement que l'annonce de mesures difficiles se fait sans perspectives claires et lisibles, sans qu'une conception de notre société, de nos perspectives dans la période, soit définie.
Je voudrais d'abord dire un mot du remaniement.
Le choix du maintien d'une équipe, somme toute pas substantiellement différente, à mon avis, pouvait très bien s'expliquer politiquement, mais de ce point de vue, on aurait pu éviter beaucoup de chaos et de brouhaha qui ont accompagné celui-ci. Et quitte à faire, il eut mieux valu laisser un ministre de la Culture de plein exercice et ne pas reléguer la mer au peloton de queue du Secrétariat d'Etat. L'image dont Véronique Neiertz soulignait l'importance n'a

pas été conforme à ce que nous sommes car un gouvernement de la France socialiste, ce n'est pas seulement l'intendance. Loin de moi l'idée de nier les échéances économiques et la dureté des temps. Le Parti doit définir sa vision et sa logique, en face de faits incontournables. Il doit faire des choix clairs, des sacrifices seront demandés à certains, à qui, pourquoi ? Pour quel projet économique et social ?

Nous avons nationalisé afin d'avoir la maîtrise de secteurs-clés de l'économie, mais quelle est aujourd'hui notre politique industrielle ? A quand la réforme fiscale ? Concrètement, comment mettre en œuvre ce formidable effort de formation des hommes que préconise le Président de la République ? Quelle action sociale, dans une France qui se veut solidaire et qui veut tout à la fois lutter contre l'assistanat ?

Le secteur de l'économie sociale n'est-il qu'une vitrine ou une roue de secours pour les entreprises en difficulté ? Sur des décisions aussi essentielles, il y a sans doute entre nous des différences. Pour ma part, je crois que la logique d'une gauche autogestionnaire, c'est de trouver ces réponses dans la double prise en compte du rétablissement des grands équilibres du pays, mais aussi dans une nouvelle répartition du pouvoir, des initiatives, des responsabilités, dans un nouvel essor social et culturel. Comme Jean Poperen, je pense que le mouvement populaire ne peut pas se re mobiliser sans objectifs... (Rires) Mais, camarades, je pense que ces objectifs ne peuvent pas être ponctuels. Ces objectifs ne peuvent pas être sectoriels. Ils ne peuvent pas être conjoncturels et sur le seul plan du quantitatif, car être à gauche, ce n'est pas simplement redistribuer du pouvoir d'achat. (Mouvements divers).

Pour autant, nos propositions doivent être précises, cohérentes et réalistes. Je pense qu'il faut définir, pour être schématique, concrètement, les contreparties de la rigueur et, pour ma part, je vois quatre grands axes à développer.

- Combattre la marginalisation.

J'ai été, pour ma part, choquée des propos de Luc Soubré qui tend à nous montrer qu'il faut gérer la clientèle qu'il appelle les classes moyennes. Je crois que le risque majeur de nos sociétés, c'est un éclatement social par la marginalisation d'une partie importante de ce qui est notre base sociale de la gauche, et de ce point de vue, je pense qu'il est inadmissible qu'on sacrifie le chômage à l'autel de l'inflation, car il nous conduit à accentuer cet éclatement social.

Je pense aussi que les problèmes de la jeunesse sont mal compris et paradoxalement, aujourd'hui, la droite comprend mieux certaines formes d'expression et certaines aspirations de la jeunesse, et permettez-moi de considérer que c'est redoutable.

Dans le même état d'esprit, le combat contre le racisme doit trouver des formes nouvelles, car ce n'est pas simplement sur des fondements moraux que l'on combat.

Je termine sur les grands axes en quelques mots.

- Réduire les inégalités et les hiérarchies, l'élan industriel de la France avec le rejet du protectionnisme, la négociation, la mise en jeu de la concertation et des

rapports de forces, à tous les niveaux.
Je terminerai en disant que ces débats, nous devrons les avoir au cours de notre Congrès. Je suis, pour ma part, convaincue que le Parti a toujours trouvé sa grandeur dans sa capacité de débattre, dans sa capacité du pluralisme, mais aussi dans sa capacité de trouver son unité et sa cohérence, à l'issue de ces débats.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Paul Quilès, ensuite Jean Le Garrec.

Paul Quilès
Chers camarades, je me souviens du Projet Socialiste et je me souviens aussi de la démarche qu'il nous recommandait, que je voudrais essayer d'appliquer aujourd'hui à la situation qui est la nôtre.
Cette démarche, vous vous en souvenez certainement, c'était : comprendre, vouloir et agir.
Comprendre. Comprendre les élections municipales, ce que certains d'entre nous font depuis ce matin, que nous faisons à la Direction du Parti depuis les 6 et 13 mars, les causes de l'échec, parce qu'on l'a répété, c'est un échec, quelle que soit la façon dont on le présente.
J'ai constaté que chacun était plus ou moins optimiste ou plus ou moins pessimiste, suivant les résultats qu'il avait vécus, et vous me permettrez de ne pas faire état, à cet égard, de mon état d'esprit.
J'essaie donc de prendre du recul par rapport à ce que j'ai vécu personnellement, et je me pose la question : est-ce que cet échec de la gauche était, comme certains d'entre nous le pensent et l'ont dit, une fatalité ? Est-ce que les partis au pouvoir sont voués, en Europe Occidentale notamment, à toujours perdre les élections locales ?
C'est Jean Prouteau qui nous rappelait, il y a quelques jours, que, depuis la deuxième guerre mondiale, en France, tous les partis au pouvoir ont perdu les élections municipales, notamment de Gaulle en 1959.
Est-ce que les difficultés actuelles que l'on rencontre en Europe du fait de la crise font que les partis au pouvoir sont tous en difficulté lors de ce type d'élections ?
Je pense que c'est un des éléments d'explication, mais il y a aussi très probablement des causes circonstancielles mettant en cause les candidats, mettant en cause les campagnes, l'action du Parti, le mécontentement aussi par rapport à la politique gouvernementale ; je ne reviens pas là-dessus, bon nombre d'entre nous l'ont fait avant moi.
Comprendre ces municipales, c'est aussi comprendre que le premier tour a été un premier tour d'élections municipales alors que le deuxième a été un tour d'élections législatives. Certains camarades se sont étonnés de savoir pourquoi le deuxième tour avait permis une mobilisation si forte, que j'ai personnellement vécue de façon très intense. Je crois que c'est simplement le choc violent du premier tour qui a fait prendre conscience à l'électorat que c'était bien la droite que nous avions en face de nous, et que l'enjeu dépassait largement les élections

municipales ; c'est un affrontement droite-gauche très classique auquel nous avons assisté au deuxième tour.
Comprendre les élections municipales, mais comprendre aussi la droite. Je crois que ce qui s'est passé au cours de ces élections, ce que nous avons vu, nous a beaucoup appris, notamment sur le fait que la droite peut être violente, nous l'avions déjà perçu l'an dernier au cours des élections cantonales, la violence verbale, la violence parfois même physique, mais nous avons aussi découvert une chose qu'il faut bien se dire entre nous, c'est que cette droite que nous vilipendons facilement, elle est bien organisée ; elle a des militants jeunes ; elle a des réseaux, et elle commence - je le dis avec regret, bien entendu - à exercer une véritable attraction sur des milieux qui, jusqu'ici, nous étaient favorables. J'ai constaté, et peut-être certains d'entre vous ont-ils fait le même constat dans leurs départements et dans leurs communes, j'ai constaté que le R.P.R. avait un mode de fonctionnement, d'organisation, des méthodes qui me rappellent étrangement ce qu'était le Parti Socialiste avant 1981. Eh bien ! c'est un constat qu'il faut faire froidement, non pas simplement pour le regretter, mais pour voir comment y répondre. C'était Lussault qui disait ce matin que cette attraction s'exerçait sur des couches telles que les jeunes, les smicards, et les couches populaires qui votent traditionnellement plutôt à gauche.
Eh bien ! c'est une réalité, et cela transparaît aussi dans les chiffres. Ce n'est pas par hasard que Chirac a utilisé avec autant de vigueur, même si cela nous a choqués, le thème de la régression sociale, parce que c'était ces couches-là qu'il visait très précisément, et j'y reviendrai dans un instant.
Comprendre aussi les difficultés de la France, et je crois que les camarades qui sont au gouvernement peuvent nous aider à cet égard.
Nous sommes sortis des élections, et il faudrait peut-être qu'on nous dise les choses en face, la vérité en quelque sorte, qu'on nous dise si ce plan - ce que je vais dire là est peut-être un peu fort - a des chances de réussir, qu'on nous dise quel est l'état de la France aujourd'hui. Je crois que nous avons besoin de le savoir, entre nous. Nous avons besoin d'en être convaincus pour mieux le défendre à l'extérieur du Parti.
Je crois, à cet égard, que dire, comme on l'a peut-être un peu trop dit jusqu'ici, que nous suivons la même politique depuis le 10 mai 1981, cela ne passe plus. Je lisais les journaux aujourd'hui, j'écoutais autour de moi... je crois qu'on ne peut pas dire cela. Dire que nous suivons les mêmes objectifs, bien évidemment, c'est clair, mais dire que nous suivons la même politique, non. Je crois que les mesures qui ont été prises hier montrent bien qu'on a poussé la consommation dans un premier temps et qu'on est en train de la freiner, donc ce n'est pas la même chose.
Je voudrais aussi comprendre ce que certains camarades ont dit à cette tribune, vont dire, et nous expriment au Bureau exécutif depuis des semaines, à savoir qu'ils sont en désaccord avec la politique gouvernementale.
Je crois qu'il est normal, si on est en désaccord, de le dire, mais je voudrais dire amicalement à Christian Goux, que j'ai entendu poser tout à l'heure un certain nombre de questions ici, que j'aimerais, dans ce Comité directeur ou à une autre

occasion, qu'il nous dise les réponses qu'il apporte à ces questions (quelques applaudissements), parce que si l'on n'est pas d'accord avec la politique du gouvernement - c'est possible, c'est vrai, et je le comprends fort bien -, j'aimerais savoir quelle est l'autre ligne possible, et je ne l'ai pas encore compris.

Comprendre également le rôle que nous voulons voir jouer au Parti.

De ce point de vue-là, on le sait, on l'a beaucoup exprimé au cours de différentes réunions, deux tentations existent :

- La première, surtout à la base du Parti, mais aussi à certains niveaux de cadres intermédiaires, c'est la tentation que le Parti dicte ses ordres, dicte ses volontés au gouvernement ;
- Et l'autre, à l'opposé, qui existe un peu dans le Parti mais surtout au gouvernement, c'est que le Parti soit un simple relais, soit en quelque sorte un outil électoral.

Je crois - c'est Georges Sarre qui le disait tout à l'heure - qu'il faut bien comprendre que notre souhait de voir le Parti Socialiste exister comme une force de proposition se heurte aux institutions mêmes de la 5ème République, et je souhaiterais que nous réfléchissions ensemble de façon très dépassionnée, mais en profondeur, à ces institutions, pour savoir quel est le fonctionnement de l'appareil d'Etat, pour savoir comment fonctionnent ses rouages et comment, dans ces conditions, un parti comme le nôtre, qui a fortiori est un parti de militants - c'est assez rare sous la 5ème République qu'un parti de militants soit au pouvoir - peut s'insérer dans ces rouages ; j'y reviendrai dans un instant.

Après comprendre, vouloir, deuxième partie du triptyque,

Evidemment, il est difficile de vouloir pour les autres, je veux dire pour nos camarades qui sont au gouvernement, mais on peut leur suggérer de vouloir, et c'est ce que je voudrais faire.

Je voudrais leur suggérer, d'une part - cela a été fait, je le répète très brièvement -, que la politique qu'ils mènent soit une politique claire et compréhensible par tous. De ce point de vue-là, je crois que toutes les hésitations auxquelles on a assisté sont un véritable fléau ; je parle des hésitations dans des décisions ponctuelles, je parle aussi des hésitations dans la ligne politique ou dans les objectifs. Il y a peut-être unicité d'objectifs, unicité au moment d'une décision, mais ce qui est perçu à l'extérieur, malheureusement, ce n'est pas l'unicité, ce sont les différentes frictions. C'est peut-être lié au fonctionnement même des Socialistes... Il suffit de voir comment nous faisons passer nos messages à l'extérieur du Parti, et il y aurait beaucoup à dire. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Il est malheureux qu'on retrouve cela trop souvent au gouvernement.

Je crois qu'il faut vouloir - et là aussi, c'est un conseil, une suggestion qu'on peut faire au gouvernement - globaliser les enjeux, sinon on court le risque du corporatisme. Je me souviens trop de la politique que menait Giscard - et vous vous en souvenez probablement aussi -, un jour vers les cadres, un jour vers les agriculteurs, un jour vers les artisans... Il me semble que nous devons à tout prix éviter cette tentation.

Cela pose le problème qui a été évoqué, qui le sera encore jusqu'à notre Congrès : le problème de notre base sociale, le problème du front de classe, comme nous disions avant d'arriver au pouvoir, cette base sociale dont on a vu qu'elle pouvait ne pas coïncider avec notre base électorale.
Vouloir pour le gouvernement, c'est difficile. Vouloir pour le Parti, je crois que c'est plus à notre portée.
De ce point de vue-là, je crois qu'il faut que nous sortions d'un discours que nous tenons depuis vingt mois, moi le premier d'ailleurs. Il faut rompre l'espèce de cercle vicieux qui consiste à dire : « Le gouvernement ne tient pas compte de nos propositions », ou qui consiste à dire : « Le Parti n'est pas assez mobilisé ».
Yvette Roudy disait ce matin : il n'y a pas de capacité de proposition... Elle existe, cette capacité de proposition, mais elle ne s'exprime plus depuis quelques temps - je crois qu'il faut que nous disions les choses en face - parce que le travail du Parti n'est souvent pas pris en compte par le gouvernement - je pense notamment aux Commissions du Parti -, ce qui entraîne une démotivation, une démobilisation.
Mais j'ai conscience aussi que dire cela ne fait pas avancer les choses ; c'est ce problème des institutions de la 5ème République que je posais il y a un instant.
Je voudrais demander, je voudrais que nous demandions au gouvernement et aux autorités de l'Etat : acceptez-vous de donner au Parti Socialiste le droit, mais aussi les moyens, d'exprimer les aspirations de la gauche, et acceptez-vous de mieux prendre en compte certaines de ses propositions ?
Mais en posant cette question, j'en vois bien les limites. Je vois bien que si cela se sait, nous serons l'objet de la part de la droite d'accusations évidentes : c'est le Parti Socialiste qui dicte ses conditions au gouvernement !
Eh bien, c'est peut-être là qu'il faut que, concrètement, nous allions plus loin, pour voir les limites, mais je suis personnellement convaincu que c'est à cette seule condition qu'on sortira de la difficulté à être et des états d'âme dans lesquels nous nous trouvons, actuellement, au Parti Socialiste.
Comprendre, vouloir, mais aussi agir.
Pour ce qui concerne le gouvernement - je crois que cela a été dit, et cela sera répété dans ce Comité directeur -, nous voulons plus de fermeté. Je crois que le Président de la République et le Premier ministre sont convaincus que c'est nécessaire, d'autant plus nécessaire que nous vivons depuis quelque temps - on s'en est rendu compte dans cette campagne des élections municipales - dans un climat d'insécurité, qui n'est peut-être pas objectivement un climat d'insécurité, mais qui est tel parce que la droite le veut.
Lorsqu'on est dans un climat d'insécurité - peut-être lié également à la crise qui ne s'est pas arrêtée - je crois qu'il y a un besoin de fermeté encore plus fort.
Plus de fermeté, et aussi plus de clarté dans les objectifs et dans les explications.
Tout cela exige une véritable solidarité interne au gouvernement, tout cela exige d'apprendre, je dirai, à gouverner ensemble, ensemble au gouvernement, et ensemble, le gouvernement avec le Parti.
Alors, le Parti. Agir comment ?
Bien entendu, toute nouvelle forme d'action, toute amélioration de notre

fonctionnement, est liée à la condition que je posais tout à l'heure, c'est-à-dire la crédibilité de notre audience auprès du gouvernement. Ceci étant posé, il faut tenir compte de ce que nous avons vu, de ce que nous avons entendu au cours de cette campagne et je pense que, les conditions politiques ayant changé, eh bien ! il faut peut-être modifier notre forme de fonctionnement.

Ce n'est pas par mimétisme à l'égard du gouvernement, mais je pense peut-être qu'une direction plus ramassée permettrait une action plus vigoureuse ; cela, nous sommes certains à le penser depuis longtemps, mais je crois que c'est encore plus vrai aujourd'hui.

Il faut également nous sentir - des camarades l'ont dit tout à l'heure - déjà en campagne, car je crois que nous nous y prenons véritablement trop tard chaque fois que nous nous lançons en campagne électorale. Cela veut dire qu'il faut reconstituer certains réseaux dont je me suis aperçu qu'ils étaient trop anciens et pas assez en prise avec la réalité sociale, mieux nous implanter dans le monde associatif et peut-être aussi reconsidérer nos méthodes de campagne, autant de questions qui seront d'ailleurs examinées à la prochaine réunion des Premiers Secrétaires Fédéraux.

Actuellement, fin février, nous sommes près de 210 000 militants socialistes, et je crois que nous pouvons être beaucoup plus. Je sais bien qu'un Parti de masse, ce n'est pas simplement le nombre, c'est aussi les modes d'organisation, mais avouez quand même que 210 000, ce n'est pas grand chose pour notre ambition ! Nous pouvons être beaucoup plus si nos méthodes changent, si nous sommes peut-être moins malthusiens dans nos sections, dans nos fédérations, mais surtout si nous offrons des perspectives mobilisatrices aux futurs adhérents.

A cet égard, je voudrais dire qu'il me semble que le Parti doit prendre du recul, parce que lui peut le faire beaucoup mieux que le gouvernement.

Je crois que nous nous concentrons un peu trop sur ce que j'appellerais la gestion du quotidien, ce qui est compréhensible puisque, depuis vingt mois, le quotidien est particulièrement prenant, particulièrement éprouvant, avec les projets de loi, les mesures gouvernementales, les batailles électorales. Je souhaiterais - le Congrès sera probablement cette occasion - que nous prenions ce recul, si nous en avons le temps, pour redéfinir notre projet.

Rassurez-vous, je n'ai pas l'intention de remettre en cause le Projet. Je crois que les grandes lignes demeurent ; il suffisait d'écouter le Président de la République à la télévision, mercredi soir, pour s'en convaincre. Mais je crois qu'il faut préciser, non pas le Projet, mais les grands projets du changement social, en faire l'inventaire, sans oublier - comme le rappelait justement Didier Motchane tout à l'heure - le lien qui existe entre le champ de l'économique, du social et du culturel.

Je pense, par exemple, au thème de la solidarité. Je ne sais pas si vous l'avez ressenti comme moi, sur les marchés, dans les rues, au cours de cette campagne, mais allez parler de la solidarité et vous vous apercevrez que nous sommes encore loin du compte, parce qu'il n'y a pas eu encore d'explication en profondeur. Qu'est-ce que c'est que la solidarité ? Pourquoi demander la solidarité aux gens ? Au nom de quoi ? Solidaire de qui ? Avec qui ? Eh bien, ce

travail sur la solidarité, je crois qu'il faut le faire, cette réflexion sur la solidarité, je crois qu'il faut la mener en profondeur, comme il faut réfléchir aux thèmes du partage du savoir, du partage du travail, comme il faut réfléchir aussi aux conditions de la lutte indispensable dans notre pays contre les rigidités, contre les conformismes, contre les rentes de situation de notre société, qui touchent aussi, on l'a déjà dit, l'électorat de gauche. Mais est-ce une raison pour ne pas y réfléchir ?
Je crois que ce travail est nécessaire, même s'il n'est pas suffisant pour mobiliser les forces vives du pays, ce que nous avons appelé « les acteurs du changement ».
Les acteurs du changement, nous les avons réunis au cours d'un colloque qui a été un succès, mais il me semble qu'il faut aller plus loin et les mobiliser pour créer les conditions du succès.
Je souhaite, et ce sera ma conclusion, que le prochain Congrès soit une occasion de nous poser tous ensemble ces questions. Je dis « nous », parce que cela doit dépasser le Comité directeur, cela doit dépasser le cercle restreint des responsables du Parti ; c'est l'ensemble des militants qui doit se poser ces questions et je souhaite que nous mettions dans ce travail autant de rigueur que celle que nous proposons par ailleurs au gouvernement.
Je souhaite que les affrontements de courants et les enjeux de pouvoir, qui sont, sinon normaux, à tout le moins classiques dans notre Parti, ne viennent pas masquer l'enjeu considérable de cette réflexion, considérable pour le Parti, bien sûr, mais considérable aussi pour la réussite de la gauche et de notre projet. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean Le Garrec.

Jean Le Garrec
Mes chers camarades, c'est la première fois que j'interviens au Comité directeur depuis presque deux ans, et rien que cela montre bien que nous avons un problème ! (Rires)
Eh bien ! oui, nous avons un problème de relation entre nous, et de lieu de débat. A écouter les interventions extrêmement intéressantes, par exemple, de Christian Goux, de Sarre, je voyais bien la difficulté de mon intervention, dont il faut considérer qu'elle est simplement celle d'un militant, d'un membre du Comité directeur, et non pas celle de quelqu'un intervenant au nom de l'ensemble du gouvernement, ce que je ne suis pas mandaté pour faire.
Là, il y a une difficulté réelle. Ne la sous-estimons pas. Quilès l'a posée, et j'ai été un de ceux - le Premier Secrétaire s'en souvient - qui avaient regretté, à l'époque, qu'il y ait une coupure aussi importante entre le Bureau exécutif et le gouvernement.
Je l'avais dit. C'était peut-être un moment nécessaire, mais je crois que le moment est venu de nous poser ce genre de question, sinon nous risquons de parler les uns à côté des autres et non pas ensemble. C'est là le problème qui nous est posé.

Je le vis, croyez-bien avec beaucoup d'intensité, non seulement comme militant, mais comme quelqu'un qui participe depuis deux ans, qui en est très fier, à cette action gouvernementale et sur des dossiers dont on veut bien reconnaître qu'ils n'étaient pas les plus faciles.
Je vais donc me contenter de quelques remarques, dont je vous demande de bien vouloir croire qu'elles sont purement personnelles.
Au passage, je dirais à Christain Goux que j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la pertinence et la rigueur de l'analyse ; je partage ce que vient de dire Quilès, le problème est aussi de bâtir un ensemble cohérent de réponses. Je crois personnellement, Christian, que la voie est beaucoup plus étroite qu'on ne le croit, et que si nous étions au tableau noir en discutant âprement, pas à pas, point par point, nous verrions que nous réduirions sensiblement ce qui peut apparaître comme des réponses contradictoires, car c'est là le problème de cette voie extrêmement étroite.
Je dirais à Georges Sarre que sur chacun de ses objectifs je pouvais dire « oui », mais que malheureusement, si l'on raccroche les objectifs, qu'on les met ensemble, dans le même moment, et dans le même instant, on s'apercevra très facilement qu'ils sont contradictoires et qu'il faut faire des choix. C'est tout le problème des choix qui nous est posé, aussi simplement que je viens de le dire.
N'essayons pas de faire croire qu'il suffit d'ajouter des objectifs pour définir une politique, cela serait trop facile.
J'ai envie de dire à Marie-Noëlle Lienemann : « Oui, la lutte pour les inégalités », mais est-ce qu'on ne l'a pas fait depuis dix-huit mois plus que cela ne l'a jamais été fait ?
Mais en même temps, nous rencontrons des problèmes, par exemple celui de l'écrasement de la hiérarchie des salaires, du doublement du nombre de Smicards. C'est la réalité qui fait que quand vous allez à la porte d'une entreprise, vous trouvez l'ouvrier professionnel qui vous dit : « Quelle différence y a-t-il maintenant entre mon niveau professionnel, mon comportement et le salaire que je puis espérer avoir ? »
Est-ce que vous n'avez pas rencontré cela ? Si vous le savez, alors disons-le, et reconnaissons-le.
Les comités locaux pour l'emploi, pourquoi ne pas dire que nous venons de négocier depuis trois mois une nouvelle charte sur les comités locaux pour l'emploi, qu'elle est diffusée, que toutes les organisations syndicales l'ont, que les cent comités locaux pour l'emploi l'ont, que nous venons de négocier des moyens conventionnés financiers de soutien avec le Ministère de l'Emploi, que nous venons, sur proposition, du Premier ministre de désigner un parlementaire pour réanimer, réactiver les comités locaux pour l'emploi.
Pourquoi ne pas le dire, puisque cela est fait et que cela a été écrit, que cela a été diffusé ?
Il y a là aussi un problème de notre propre information et, avant de poser des problèmes parfaitement légitimes que je ne récuse pas sur la communication du gouvernement, je pense qu'il serait nécessaire aussi que nous communiquions entre nous.

Cela a trait à bien des choses et éviterait de poser de faux débats.
Si on prend en compte cette analyse, je partage totalement l'analyse faite par Poperen ; j'aurais envie de faire quelques remarques extrêmement simples qui montrent le niveau de nos difficultés.
Première remarque, il faut l'admettre comme une donnée de notre victoire, il y a contradiction entre la charge presque émotive, la charge de miracles que l'on a attendus de nous et la difficulté à mettre cela en œuvre dans une situation de crise. C'est une contradiction qui est une donnée de notre victoire, nous devons l'admettre comme telle et ne pas nous étonner qu'elle traduise quelques effets.
Deuxième remarque - Paul Quiles a raison -, une sous-estimation de notre part de la gravité de la situation, et en particulier de l'état de la France. Incontestablement, nous avons sous-estimé cette situation, et il est probable, Paul, que nous n'avions pas les moyens, au moment donné, d'apprécier, dans toute sa réalité, cette gravité.
Je ne donnerai qu'un seul exemple, un seul chiffre qui m'apparaît comme un handicap majeur de notre pays : sur un million de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, la moitié n'a aucune formation.
Sur 90 000 demandeurs d'emploi du Nord-Pas-de-Calais, 60% n'ont aucune formation.
Si je prends toujours ces mêmes demandeurs, 49% sont préparés à l'exercice d'un emploi qui n'existe pas, ou qui va disparaître.
C'est d'une gravité fondamentale, cela montre bien tout le sens, d'ailleurs, de l'intervention du Président de la République. Mais oui, nous ne l'avions pas dit, car nous ne savions pas l'ampleur des dégâts, tout au moins à ce niveau-là.
Troisième remarque, qui est aussi une sous-estimation de notre part, c'est celle du temps nécessaire pour mettre en place les mesures et pour avoir un effet à nos mesures.
Motchane nous disait « les nationalisations... », mais 18 mois, mon cher Motchane, c'est très court. On aurait peut-être pu gagner un mois, mais cela ne change pas fondamentalement les choses. Il ne faut pas oublier qu'en 1945, il a fallu deux ans pour nationaliser E.D.F., et nous, nous l'avons fait, je crois rapidement. Christian, tu as le droit de ne pas être d'accord, je donne une indication, et je porte une appréciation.
Mais, je dis que, ceci étant fait, pour mettre les hommes en place, pour analyser les situations, pour définir les priorités, pour dégager les moyens financiers nécessaires à ces priorités, et pour que ces politiques industrielles commencent à se dessiner, il faut deux ou trois ans. Je défie n'importe lequel d'entre vous de me prouver le contraire, car c'est une réalité, et pour ceux qui ont une expérience d'entreprise, ils savent probablement que je sous-estime le temps plutôt que je le surestime.
Ce temps, il n'est pas compressible, et tout ce que nous faisons se heurte à ce problème-là.
Je pourrais prendre la liste complète, détaillée, de la décentralisation aux droits nouveaux, aux nationalisations, tout se heurte à ce problème de la maitrise du temps. Cela est vrai aussi pour l'appareil d'Etat. Comment imaginer que l'on

puisse remodeler, transformer un appareil d'Etat qui a été maîtrisé pendant vingt-trois ans, en l'espace même de deux ans, d'autant que cela serait ignorer les systèmes de protection existant qui étaient des garanties pour nous quand nous avions besoin de ces garanties, mais qui sont aussi des garanties pour nos adversaires.

Il faut avoir le courage de dire la vérité, et le courage de la regarder. Il ne sert à rien de penser que l'on pourra faire abstraction de ces difficultés, il faut simplement s'y atteler avec beaucoup de temps, de patience, de volonté, et de continuité.

Je voudrais aussi aborder un autre thème, celui de la communication. Il en est beaucoup question, et c'est vrai que certaines critiques sur l'incohérence de l'ensemble du gouvernement, sur l'unicité du langage, sont parfaitement justifiées, et, n'étant pas amateur de petites phrases, j'assume parfaitement cette critique.

Je crois que des dispositions sont prises, l'organisation du gouvernement est telle que nous pouvons espérer cette cohérence et cette unicité grandissante.

Mais, je crois que communiquer, c'est aussi répéter, informer, multiplier l'information, et si cette diffusion de la communication ne se fait pas par des relais multiples, associatifs, politiques et syndicaux, eh bien ! la communication ne se fera pas. Un gouvernement, aussi uni soit-il - il l'est beaucoup -, ne prendra pas en compte seul cette difficulté. Je voudrais en prendre deux exemples.

Nous avons eu beaucoup de difficultés, et nous en aurons encore, à expliquer les conséquences difficiles du décret que Pierre Bérégovoy connaît bien sur les économies de l'Unedic.

Quel syndicat a dit : « Le gouvernement a mis en musique les mesures que nous avions décidées tous ensemble » ?

Quel syndicat a eu le courage élémentaire de dire cela ? Et j'entends des hommes qui nous donnent des leçons de rigueur mais qui n'ont pas eu le courage de dire à l'opinion publique que la décision de faire sauter les trois mois au bout des 65 ans, au moment de la liquidation de la retraite, est une décision unanime de l'ensemble des organisations syndicales... Unanime !

C'est nous qui devons répondre et assumer.

J'entends encore ce matin dire : « abandon des 35 heures » ; or le gouvernement a adopté un dispositif sur l'approche économique de la réduction du temps de travail, dispositif très novateur avec un investissement budgétaire de 1 800 000 000 francs pour l'année 1983, dans les conditions budgétaires que vous connaissez. Ce dispositif est écouté et regardé par l'ensemble des pays européens, dispositif pour lequel je viens de diffuser 200 000 brochures depuis huit jours, avec une négociation avec l'ensemble des organisations syndicales, et un programme d'animation, mais j'ai parfois l'impression que l'on continue à parler de ce problème en omettant de dire que nous avons pris des mesures adaptées à cet effet.

Alors, oui, il y a un problème de cohérence dans notre information, et des mesures ont été prises ; oui, il y a probablement un problème d'une plus grande

unicité dans le dialogue, mais nous avons aussi, mes chers camarades, un problème redoutable : c'est celui de la multiplication des canaux d'information, en ajoutant que ce que nous faisons - et c'est le sens de notre projet de notre commission - est extrêmement difficile à expliquer, et qu'il faut une mobilisation de tous les acteurs politiques, syndicaux, associatifs. Cette mobilisation, j'ai le regret de le dire, ne s'est pas faite, mais je ne juge pas ici le Parti qui a fait un effort énorme ces derniers temps.

Ce problème, nous devons le prendre en compte, car il est difficile de donner tout le sens à la décentralisation, aux lois sur les droits des travailleurs, à la réduction du temps de travail, à des approches compliquées.

Ceci étant, je voudrais faire quelques remarques, et je n'ai pas voulu avoir une position défensive, pas du tout, ce n'est ni mon propos, ni mon tempérament, j'ai simplement fourni quelques explications. Il faut bien voir que nous sommes en 1983, au moment le plus difficile de notre action, que nous sommes, je dirais, au milieu du passage du gué, que nous avons la double conjonction d'une crise économique, d'une restructuration s'imposant à nous du fait que nos mesures, pour l'essentiel, n'ont pas encore eu d'effets sur le terrain, et qu'une nécessité de rigueur qui n'est pas un objectif, mais simplement une nécessité de passage - et la rigueur n'a jamais défini une politique -, va rendre encore, dans les mois à venir, ce passage plus difficile.

Je voudrais répondre sur un problème comme l'emploi.

Si l'on prend une approche macro-économique, il faudrait, pour stabiliser la situation de l'emploi en France, 4% de croissance. Je considère qu'il y a un niveau de croissance de 2-2,5%, une capacité d'exploration de l'élasticité du tissu économique pour maîtriser la situation. C'est la réorganisation sur le marché du travail, c'est le temps de travail, c'est la création.

Mais il est vrai qu'à un taux de croissance trop lent, 1%, nous aurons du mal à stabiliser cette situation, il faut le dire, et je crois qu'il faut avoir le courage entre nous d'en débattre, comme une des difficultés que nous allons rencontrer dans les mois à venir.

L'écart entre ce taux de croissance de 1% et ce taux nécessaire a une dynamique suffisante, à condition d'y mobiliser énormément d'énergie, est un écart lourd en termes de mesures concernant l'emploi.

Je n'ai pas à cacher cette réalité que la plupart d'entre vous, d'ailleurs, connaissent.

C'est la situation que nous allons vivre courant 1983 et début 1984.

Quelle est l'interrogation ? Quelle est la question fondamentale ? Vous la connaissez aussi bien que moi : est-ce que le desserrement des contraintes extérieures, l'évolution de la structure économique mondiale, s'ajoutant à l'effet de fond de nos mesures, de nos politiques, créeront un autre espace de respiration fin 1984, afin de nous laisser le temps de préparer le grand rendez-vous qu'est celui de 1986 ?

Moi, je suis intimement persuadé que cela est possible, que cela est notre objectif, à J conditions :

- D'une part, et je terminerai là-dessus, comment consolider notre base

sociale, et même si possible l'élargir ?
Là-dessus, il y a eu de très bonnes questions posées par Jean Poperen, en tenant bien compte de deux difficultés que nous avons et qui sont contradictoires : c'est l'élargissement des nouvelles pauvretés ; il suffit d'aller dans la Lorraine, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans bien d'autres endroits pour en mesurer la gravité, avec l'interrogation de classes moyennes dont une partie
importante nous a soutenus. Voilà la question. Elle n'est pas facile à résoudre. Mais ce n'est pas en faisant comme si elle n'existait pas que nous y apporterons réponse.

- Deuxième nécessité : celle de l'affirmation d'une perspective, et là-dessus, nous avons je crois un accord très large, cela a été évoqué par bien des intervenants, je ne vais pas reprendre ce point qui est pourtant fondamental, c'est l'enjeu du prochain Congrès. Je crois personnellement que l'enjeu est moins sur des supputations à l'infini sur l'étroitesse de la voie possible ou sur des politiques alternatives dont je voudrais bien qu'on me les définisse, que sur notre capacité à affirmer les objectifs capables de créer une perspective et une nécessaire mobilisation.
- La troisième grande difficulté que nous avons, et je la crois pour ma part redoutable : sommes-nous capables ou pas de faire ce qu'il faut pour cette nécessaire mobilisation pour un effort collectif, à savoir que ceux qui ont du travail ou une sécurité soient capables d'assumer ce travail dans sa totalité, dans sa finalité, dans sa rigueur, en n'oubliant pas la nécessaire solidarité.

Là dessus, Paul Quilès a raison, nous n'avons pas su créer cette nécessaire solidarité. C'est d'ailleurs la marque de la droite des vingt dernières années ; le travail idéologique de la droite, le travail corporatif, l'éclatement de notre société, le morcellement en enjeux individuels ou professionnels très compacts, rendent cette action extrêmement difficile. Je ne vais en donner qu'une preuve, une seule :
si l'on veut bien admettre que dans un pays où la mutation de l'emploi est un problème de fond, le problème de la sous-format ion est un problème dramatique. Or, si nous lançons des propositions sur une transformation du rôle des collèges, dans un rapport, sont-elles bien reçues, y compris par ceux qui votent à gauche ? Est-on certain que cette nécessaire situation dramatique fondamentale sur l'enjeu de la formation, et qui débute à dix ans et non pas à dix-huit ans, est perçue comme une priorité nationale, y compris par les adhérents du Parti Socialiste qui ont vocation à agir sur ce terrain ?
Moi, je voudrais répondre à cette question pour avoir vécu ces derniers temps la situation sur le terrain, sauf à admettre que nous marginalisons au départ une partie de la jeunesse et que le problème se posera en termes simplement d'assistance sociale, avec des contraintes économiques qui feront qu'à un moment donné, nous devrons même mesurer le niveau de la prise en charge sociale que nous pourrons apporter. C'est une question fondamentale. Je dis que nous sommes là au cœur d'un projet de société. Nous n'avons pas de possibilité d'évacuer ces problèmes. Il n'y a pas dans l'histoire de chemin buissonnier. On ne peut pas faire comme si ces questions n'étaient pas posées. Nous ferons, pour

ceux qui participent au gouvernement, plus que notre possible, c'est la moindre des choses, nous le ferons avec toutes nos forces. Nous le faisons. Le problème est de savoir si, collectivement, nous sommes capables de dépasser ces égoïsmes et ces insuffisances de mobilisation. (Applaudissements)

Le Président - Merci. Je donne la parole à Lionel Jospin, Premier Secrétaire.

Lionel Jospin
Chers camarades, j'ai voulu à la fois ne pas intervenir trop tôt dans le Comité directeur, je souhaite intervenir en même temps dans le cours du débat pour participer donc à ce débat.
Ce Comité directeur se tient après les élections municipales, après le remaniement gouvernemental, après l'ajustement monétaire et son plan d'accompagnement, et je traiterai de chacun de ces points.
Ce Comité directeur se tient aussi au seuil d'une période difficile et décisive, à la veille d'une vaste discussion dans le Parti ; j'aborderai également ces questions.
Mais avant d'y venir, je voudrais, ne sachant pas quel est le moment le plus propice pour le faire, conformément à nos règles, informer le Comité directeur d'une question de nomination ou d'élection : vous savez, bien sûr, que notre Camarade Pierre Guidoni a été nommé ambassadeur de France en Espagne, et il a donc démissionné du Bureau exécutif et du Secrétariat National il y a plusieurs semaines, mais seul le Comité directeur pouvait être saisi d'une proposition et trancher.
La proposition qui nous est faite, et dont vous êtes donc saisis, est d'élire Georges Sarre en remplacement de Pierre Guidoni au Bureau exécutif du Parti, et je voudrais également vous proposer, en tant que Premier Secrétaire, Pierre Guidoni ayant la fonction de Secrétaire national aux collectivités locales, que Georges Sarre le remplace dans cette fonction jusqu'au Congrès. Je tiens à ce que la direction du Parti termine son mandat comme elle l'a commencé, les fonctions de chacun d'entre nous à l'occasion, bien sûr, du Congrès du Parti, étant remises en cause ou confirmées.
Vous aurez donc, à un moment que notre Président jugera opportun, à vous prononcer sur cette question comme nous l'avions fait au dernier Comité directeur à propos d'autres camarades qui nous avaient rejoints au Bureau exécutif.
Avant d'intervenir sur le fond, je voudrais dire que j'ai été frappé, et je pense que je ne suis pas le seul, par la qualité du débat qui a eu lieu ce matin et qui s'est poursuivi cet après-midi. Son ton, son sérieux, son caractère fécond, sont, je crois, à l'honneur de notre direction collective.
J'ai eu l'impression que nous avons entendu un très bon diagnostic de nos difficultés, de nos problèmes ; cela n'a pas toujours paru aussi évident du côté de la thérapeutique, mais il est clair que c'est un art plus difficile.
En ce qui concerne le premier point, les élections municipales, le rapport fait par le Secrétaire aux élections, Jean Poperen, me dispense d'une longue analyse

dans la mesure où je suis d'accord avec celle-ci ; je me suis, comme d'autres dirigeants du Parti, exprimé au soir même des premier et deuxième tours au nom du Parti, formellement au second tour, parce que les résultats nous étaient connus, et Louis Mermaz nous a apporté, dans ce débat, de ce point de vue, des éléments d'information utiles. Je n'ajouterai donc, du point de vue de cette analyse, que quelques brèves remarques.

La première pour dire que même si, dans tel ou tel endroit, nous avons pu être déçus par le résultat des élections, parfois marqués ou blessés par la facilité avec laquelle certains thèmes violents, irrationnels, ont emporté ou provoqué des mouvements d'adhésion, je voudrais dire que malgré cela, et malgré les blessures, malgré ces incompréhensions, malgré ces tentations qui peuvent traverser y compris les couches populaires, si on réfléchit globalement, on doit dire, au contraire, que dans ces élections, notre peuple s'est montré une fois de plus intelligent.

II s'est exprimé, c'est en tous cas l'idée que j'en ai, avec la même netteté qu'il l'avait fait en juin 1981, c'est-à-dire qu'il a utilisé finalement les élections pour donner une réponse claire et nette, provoquant des mouvements importants.

En juin 1981, il avait décidé de donner une majorité massive au Président qu'il venait d'élire à une majorité plus faible. Donc, il avait apporté une réponse claire à une question simple qui était posée, lui donner sa majorité pour gouverner.

Eh bien, je crois qu'en 1983, il a à la fois dit clairement ses inquiétudes, ses préoccupations, et parfois son découragement au premier tour, et dit clairement ses refus et sa volonté de poursuivre avec nous au deuxième tour.

Je pense aussi qu'il faut bien cadrer notre appréciation de cet échec relatif des élections municipales. Il faut relativiser leur résultat - certains l'ont fait, et Jean Poperen l'a fait - en se souvenant qu'en période de crise et dans tous les pays de démocratie, les gouvernements au pouvoir ne sont pas populaires, en se rappelant que jamais les élections locales dans notre pays n'ont profité à la majorité, et ce phénomène fut souvent plus marqué qu'aujourd'hui dans le passé.

Je crois également qu'il faut, par précaution, par intelligence politique, nous aussi, ne pas intérioriser à l'excès la leçon que la droite veut tirer de ces élections municipales pour nous affaiblir, pour nous faire perdre confiance, pour en accentuer l'aspect négatif. En même temps, c'est donc une synthèse à réaliser, nous devons être capables de retenir la leçon, l'avertissement de ces élections municipales, thème sur lequel plusieurs se sont déjà exprimés dans ce Comité directeur.

Je voudrais aussi, sans revenir sur l'analyse globale, et ayant marqué mon accord avec le rapport introductif, dire quelques mots de points qui n'ont pas toujours été abordés à propos de ces élections, dire quelques mots d'abord de l'attitude du Parti Communiste. Je pense qu'il est très important, pendant la période qui vient, partout où vous êtes, et notamment là où ils portent critique, et de toutes façons nationalement, de ne pas accepter les critiques portées contre nous par la direction du Parti Communiste.

C'est vrai qu'il y a eu des défaillances, et nous les avons regrettées, des

indisciplines, et il faudra les sanctionner. C'est vrai qu'il y a eu des reports insuffisants du côté socialiste. Mais il y a eu également des reports insuffisants, des indisciplines ou des volontés parfois ouvertes de faire battre des candidats du Parti Socialiste de la part du Parti Communiste.
Ces éléments doivent être mis en lumière par les experts de notre Secteur aux élections, pour que nous ayons des arguments pour pouvoir intervenir, et je souhaiterais donc que Pierre Martin et tous ceux qui aident notre Parti à travailler dans cette direction nous donnent ces éléments ; ils nous en ont déjà donné quelques uns, mais je sais qu'ils sont nombreux.
Au lieu de nous critiquer, la direction du Parti Communiste ne devrait pas oublier ce qui se serait révélé en termes de rapport de forces à gauche avec une très grande netteté si nous n'avions pas refusé d'appliquer pleinement la loi et ses virtualités en présentant partout des listes socialistes au premier tour. Nous n'avons pas voulu le faire et nous avons eu raison de ne pas le faire, car notre stratégie est une stratégie unitaire, et parce qu'il y avait une tradition de gestion en commun. Mais si nous avions voulu utiliser cette possibilité de la loi partout, je pense que se serait révélé de façon crue un rapport de force à gauche qui aurait établi clairement où sont les problèmes du côté du manque-à-gagner communiste.
C'est pourquoi je vous demande de ne pas accepter cette critique du Parti Communiste.
Un échec relatif, c'est toujours le résultat d'un ensemble complexe d'explications, et celles-ci ont été données dans le rapport, dans nos déclarations, et aujourd'hui au Comité directeur.
Je voudrais ajouter deux points sur lesquels on n'est pas intervenu dans ce Comité directeur, ce que je veux faire. On peut souhaiter que face aux difficultés du moment et en période électorale, les Socialistes n'ajoutent pas à ces causes leur propre comportement, et je veux évoquer a cet égard deux points.
Le premier concerne les déclarations de certains d'entre nous, parfois parmi les plus notoires, dont l'impact sur le résultat électoral ne peut pas être estimé, et je ne le ferai pas, n'est pas la cause principale, j'ai l'honnêteté de le reconnaître, et de toutes façons n'a pu s'exprimer que de façon diffuse.
Mais je me sens un devoir devant le Parti, m'étant refusé à le faire pendant la période électorale, justement parce que je ne voulais pas entrer dans ce processus, de dire que certaines déclarations faites par des responsables socialistes sur le caractère inévitable de mesures d'austérité à l'issue des élections, lesquelles ont provoqué par réaction la nécessité, notamment pour le Premier ministre de corriger, et de corriger à l'excès parce qu'on était en période électorale, ont contribué peut-être pour une faible part, mais pour une trop grande part, à créer un climat d'incertitude, d'inquiétude, de dissimulation, puisque le mot a été employé, qui n'a pas été propice à l'affirmation de l'autorité de l'Etat et de l'unité de vue des Socialistes.
Je lis dans un journal du soir d'aujourd'hui : « La vie politique est pleine de ces ruses et de ces mensonges que commande parfois la raison d'Etat. L'approche des élections municipales justifiait-elle la dissimulation des faits dont s'est rendu

coupable M. Mauroy ? Une chose est certaine, en déclarant dès le J1 janvier qu'un deuxième plan de rigueur devait être envisagé, M. Edmond maire a infiniment mieux servi la démocratie que ne l'a fait le Premier ministre. »

Je voudrais dire, parce que je pense que c'est vrai et parce que je pense que c'est juste, qu'en réalité, dans cette période, Pierre Mauroy a été mis devant une situation proprement impossible, et nous y avons été mis avec lui.

Espérons donc que de tels comportements ne seront plus possibles dans le nouveau gouvernement, car chacun, connaissant les réalités, ayant à sa disposition les chiffres, pouvant s'initier aux prévisions, peut toujours annoncer à l'avance tel ou tel phénomène qui va se produire et ainsi se faire à bon compte un prestige de lucidité.

Un deuxième élément, qui me paraît avoir cette fois-ci un effet direct et contrôlable, mais local, sur le résultat des élections, et qui là encore est mineur, mais que je mets en lumière car il faut en tirer des conséquences, c'est que les dissensions internes et les ambitions non maîtrisées de Socialistes dans un certain nombre d'endroits expliquent directement certains échecs qui auraient pu être évités : Valence, Carcassonne, Pontivy, Mézidon... et je pourrais citer d'autres villes encore, ont été perdues pour ces raisons et pour ces seules raisons. D'autres villes ont failli l'être. Certaines n'ont pas été gagnées qui pouvaient l'être. Le nombre des contentieux dont le Comité directeur sera saisi demain est la trace ultime de ces comportements.

J'attire solennellement l'attention des camarades et du Parti sur le manque de civisme, c'est-à-dire sur le manque d'esprit de parti, dont, dans cette période, ont fait preuve un certain nombre de camarades ou de personnalités. Je pense qu'il faudra veiller à cela avec la plus grande attention.

De façon collective, si possible de façon unanime, pour ce qui concerne les organismes dirigeants du Parti, et sur la plupart des problèmes que j'ai évoqués, pratiquement tous, on peut dire que le Bureau exécutif d'ailleurs a été unanime pour essayer de trouver des solutions.

Donc de ce point de vue, ce sont des situations locales qui n'ont pas été maîtrisées, il faut faire attention à cela, car il y a là un germe de péril mortel.

Deuxième point sur lequel je voudrais faire quelques réflexions rapides : le remaniement gouvernemental.

Il est frappant de constater que ce remaniement a été l'objet d'une véritable campagne, campagne de rumeurs, campagne de désinformation, portant aussi bien sur son moment que sur son ampleur que sur son objectif politique, prêtant aux acteurs principaux des intentions qu'ils n'avaient pas, et je suis bien placé pour le savoir, ayant discuté avec plusieurs d'entre eux.

Je pense qu'il s'est créé un climat, non pas en raison de l'attitude du gouvernement socialiste, du Président de la République ou du Premier ministre, qui, pendant que les rumeurs couraient, s'occupaient de bien autre chose, et tout particulièrement, et seulement et exclusivement, de la situation monétaire du pays et des solutions à tenter d'apporter.

Je dis que cette campagne, qui s'est développée pratiquement sans précédent, nous donne une idée du monde dans lequel nous évoluons et des précautions qui

doivent être les nôtres.
Un certain nombre d'observateurs, à l'évidence, décident ou entendent décider à notre place, à la place du Président de la République, par exemple, de ce qu'il faut changer ou de ce qu'il faut faire. La reconduction du Premier ministre est de mon point de vue l'affirmation d'une volonté de continuité dans la politique suivie par la gauche, notamment malgré les problèmes conjoncturels, sur le plan économique et social.
II faut mettre en lumière de ce point de vue que le gouvernement de Pierre Mauroy reste un gouvernement de rassemblement de la gauche. Ceux qui donc ont voulu, hors de nos rangs, poser la question de la participation des Communistes comme un objectif politique seront déçus, ce n'est pas le cas de celui qui vous parle, et je voudrais signaler qu'au moins symboliquement, il n'est pas inintéressant de constater par ailleurs que ce rassemblement de la gauche s'est élargi avec la représentation du P.S.U. au gouvernement.
Le gouvernement est un gouvernement resserré et nous sommes nombreux à trouver cela positif.
Je pense que le problème de l'autorité de l'Etat, de notre fermeté, de notre clarté, de notre unité, dans la conduite des affaires, a été en effet souvent présent dans la dernière campagne électorale, et que les choix gouvernementaux peuvent permettre d'apporter, de ce point de vue, une meilleure réponse.
En tout cas, après avoir excusé Pierre Mauroy - qui m'a joint pour me demander de l'excuser auprès de vous -, je dois dire que son intention primitive était d'être présent au Comité directeur, mais il doit assumer sa responsabilité de maire et de constitution de son équipe, de mise en route de sa municipalité importante, et je veux l'assurer de notre appui et de notre solidarité dans la poursuite de sa tâche.
Troisième point sur lequel je voudrais m'exprimer, c'est celui de l'ajustement monétaire et du plan d'accompagnement. J'ai apprécié, je voudrais le dire, l'intervention faite par Didier Motchane et aussi par Christian Goût, car je pense qu'il faut débattre, et il faut débattre sans peur, avec esprit de responsabilité, lorsque nous ressentons problèmes, incertitudes ou risques.
Mais je voudrais rappeler aussi que nous avons été d'accord sur le passé ; il a pu y avoir, c'est vrai, tel ou tel point de vue, tel ou tel souhait, mais politiquement, et dans nos décisions, nous avons été d'accord sur la politique suivie par le passé dans ce domaine par le gouvernement ; d'accord au gouvernement et d'accord ici dans le Parti.
Pour le présent, un choix monétaire a été fait : rester dans le Système Monétaire Européen, en acceptant un ajustement des monnaies et donc une légère dévaluation du franc.
Fallait-il faire un choix différent ? Il faut dire ici que le gouvernement s'est posé la question. Il faut le dire, il faut le savoir, et je comprends qu'il se la soit posée.
Je voudrais dire qu'il l'a tranchée, cette question, au moins autant pour des raisons de fait touchant au caractère brutal et immédiat des contraintes, que pour des raisons de choix doctrinal ou même de politique économique et monétaire car, chers camarades, il ne faut pas croire qu'on échappe à toute contrainte quand on sort du Système Monétaire Européen. En dehors du S.M.E., on garde

une monnaie et elle continue à être appréciée, parfois dépréciée, mais, disons, appréciée sur le marché des changes, quel que soit le choix qui est fait.
Je pense que les conditions dans lesquelles pouvait se poser éventuellement la question de la sortie du S.M.E. n'étaient pas concrètement et effectivement réunies sans que nous courions les plus extrêmes risques.
Quel qu'ait été le choix monétaire, et c'est le deuxième élément que je veux mettre en lumière, il aurait fallu de toute façon un plan d'accompagnement. Je ne dis pas qu'il aurait été exactement le même car le problème, comme toujours, il est économique et non d'abord monétaire, même si sa traduction est finalement monétaire.
Le problème, c'est le déficit extérieur, c'est la compétitivité, c'est l'inflation, c'est l'endettement, C'est à ces questions qu'il fallait répondre, et pour cela, un plan, qu'on s'en réjouisse ou non, était, je crois indispensable sous peine de dérapage extrêmement profond et rapide.
Quelle est la nature de ce plan d'accompagnement ?
D'abord, c'est évident, c'est ce qui nous frappe, c'est ce qui frappe sans doute l'opinion, disons qu'il est rude puisqu'il représente, je ne sais pas si les chiffres sont exacts, paraît-il, une ponction de 60 ou 65 milliards de francs sur la demande.
Disons aussi, en tout cas c'est mon opinion, que ce plan ne correspond pas à ce que nous voulions faire. Il est une concession à une réalité imposée ; c'est en tout cas comme cela que, personnellement, je le ressens.
Réfléchissons un instant. Voyez le cas de la République Fédérale Allemande. On dit que sa politique est bonne. Mais le pouvoir d'achat y a baissé et le chômage y a augmenté massivement. Qu'est-ce qu'une bonne politique qui fait baisser le pouvoir d'achat et augmenter massivement le chômage ?
On dit, dans certains milieux, chez certains observateurs, chez certains commentateurs, chez nos adversaires de droite, que notre politique est mauvaise. Mais, dans notre pays, le pouvoir d'achat, le revenu disponible, disons, a été préservé et même a légèrement augmenté et le chômage a été stabilisé. Et pourtant, c'est nous qui avons un déficit extérieur et c'est nous qui dévaluons.
Je crois que lorsqu'on pose les termes de cette contradiction, an voit bien qu'on est au cœur des problèmes de la période en France, mais aussi hors de France.
Ce plan d'accompagnement s'efforce aussi, malgré sa rudesse, d'être juste. On a souligné ici que le fait de préférer l'impôt à la cotisation sociale était une mesure plus juste. Evidemment, comme finalement, on n'a pas fait le choix de prélever des cotisations sociales sur les salaires des travailleurs, cela n'a plus qu'une réalité abstraite, mais il faut savoir que ce choix aurait pu être fait, et il faut essayer d'imaginer ce que serait l'attitude actuellement si c'était par des cotisations sociales que, par exemple, on devait financer les comptes de la Sécurité Sociale. Le fait de préférer l'impôt aux cotisations sociales est une mesure plus juste car elle fait porter sur l'ensemble des revenus et elle intègre la progressivité de l'impôt, ce qui n'aurait pas été le cas, bien sûr, des cotisations sociales.
Il faut savoir que des exonérations sont prévues, tant en ce qui concerne l'impôt

- puisque onze millions de personnes ne paient pas l'impôt - qu'en ce qui concerne l'emprunt forcé puisque quatre millions, je crois, de foyers sur seize ne seront pas concernés par cet emprunt forcé.
Il faut savoir que cet emprunt forcé n'est pas une mesure enthousiasmante, mais qu'il est néanmoins, par rapport à un impôt, une ponction provisoire qui sera remboursée et qui sera rémunérée.
Ce plan vise aussi l'effort productif et, naturellement, le déficit extérieur. Quel est son objectif ? Il est de stopper aussi vite que possible un déséquilibre majeur, celui du déficit extérieur qui conditionne notre endettement, qui conditionne la situation de notre monnaie, qui conditionne l'indépendance du pays. Il est de rétablir les grands équilibres économiques, afin de nous mettre en mesure de repartir de l'avant.
Est-ce qu'il ne comporte pas pour autant des risques ? Et ce mot a été employé plusieurs fois ce matin. Je pense que si. C'est vrai, il peut avoir des conséquences déflationnistes. C'est vrai, il peut contribuer à une certaine reprise de la montée du chômage.
C'est vrai, ces risques existeront davantage que l'on ne parviendra pas à stimuler l'offre par un effort réel, et je pense que le gouvernement doit s'efforcer autant que possible, maintenant et plus tard, de conjurer ces risques.
Je souhaite aussi que le gouvernement, qui doit avoir le souci des équilibres économiques, veille de façon attentive, et je sais qu'il l'a fait dans le passé, par exemple dans des conflits comme le conflit des mineurs, dans la période qui vient, aux équilibres sociaux. C'est pour nous, Socialistes, une question à l'évidence décisive.
Au-delà du plan conjoncturel proposé et qui sera examiné par le Parlement le 6 avril prochain, il faudra, me semble-t-il, que le Parti s'exprime sur la politique économique à moyen terme.
Je voudrais vous dire que dans quelques jours, je partirai avec une délégation du Parti au sud du Portugal pour le Congrès de l'Internationale Socialiste, dont le thème est la crise et les réponses socialistes, et que nous devons, dans ce Congrès, discuter des types de réponses différentes des politiques de la droite qui peuvent être, apportées par les Socialistes en Europe.
Je voudrais dire qu'à la suite des Rencontres des acteurs du changement, le Président de la République et le Premier ministre ont reçu les Premiers ministres socialistes invités et ont décidé, avec eux, de débattre d'un plan de relance mondiale qui serait proposé au prochain Sommet des pays développés, ou de certains pays développés du monde occidental.
Il faut donc continuer, au-delà de ces problèmes de l'action conjoncturelle, à inscrire notre réflexion, à nous, Parti Socialiste, dans cette orientation générale qui est la nôtre.
Je pense aussi qu'il faudra que le Parti s'exprime sur la perspective politique, celle de la victoire - ou de l'échec - de la gauche aux élections législatives de 1986, dans laquelle doit s'inscrire désormais, au-delà du plan conjoncturel, notre politique économique et sociale.
Je pense que ces questions seront au cœur de notre prochain Congrès national.

Le quatrième point sur lequel je voudrais apporter ma propre réflexion est le suivant.
Je pense qu'il faut bien comprendre, et on doit en être persuadé ici, que le Parti Socialiste est un instrument irremplaçable pour affronter la période qui vient. Cette période sera difficile parce que la crise mondiale ne s'atténue pas et que tous les pronostics ou les espérances que l'on fonde sur la relance mondiale ne sont pas pour le moment solidement établis.
Nous sommes pris en étau, ce mot a été utilisé par Jean-Pierre Cot tout à l'heure, entre la nécessité de réussir un minimum sur le terrain économique en préservant les équilibres et la nécessité de réussir sur le plan social. C'est donc aussi réussir sur le plan politique.
Cela, c'est le problème fondamental dans lequel l'action gouvernementale et l'action du Parti auront à se situer dans la période qui vient, c'est la vieille contradiction, et il faudra beaucoup de peine et de difficultés pour la résoudre.
Il faut comprendre aussi que la droite, Paul Quilès a développé un certain nombre de points là-dessus et je suis d'accord, s'est mise au combat, non seulement avec hargne, non seulement avec violence, mais comme le disait, je pense, Mermaz, ce matin, aussi avec bonne conscience dans l'affirmation d'un certain nombre de ces thèses idéologiques, car si la droite nie la lutte des classes, nous voyons bien avec quelle force elle la pratique.
Alors, bien sûr, dans cette situation, la force politique, le mouvement politique que représente le Parti Socialiste a ses lacunes, a ses limites, et j'en suis conscient autant que vous. C'est un petit parti encore. C'est un parti insuffisamment implanté encore dans le monde du travail. Il ne peut exprimer, il n'a d'ailleurs pas vocation pour cela, l'ensemble des réalités et des forces de la société. Il a sa difficulté, ses problèmes à trouver son rôle, sa place, sa fonction dans les institutions de la 5ème République, et plusieurs camarades se sont exprimés sur ce point.
Mais, chers camarades, c'est un instrument irremplaçable.
Je suis frappé de ce que beaucoup de bons esprits hors de chez nous se font une spécialité de la critique des partis et tout particulièrement du nôtre, ne nous trouvant à leur goût, si je veux être juste, qu'au passé, mais jamais au présent. C'est leur droit.
Plus important à mes yeux - et je le dis sans intention polémique mais parce qu'on est là au seuil d'un débat considérable -, est le fait que cette opinion, non pas sous ces formes caricaturales, mais sous une forme plus articulée et plus nuancée, puisse être reprise et exprimée dans nos propres rangs.
Considérer que le Parti Socialiste, organisation ouvrière, est un appareil vertical, au même titre que l'Etat, l'administration, l'Eglise - quelle curieuse comparaison d'ailleurs - considérer que notre Parti, comme d'autres, n'est plus adapté aux problèmes du monde moderne - je cite encore -, considérer que notre Parti, comme les autres partis mis sur le même plan, est sectaire, cloisonné, violent dans l'affrontement - je cite encore -, est une conception, je le dis, mais j'admets qu'on discute, que je ne partage pas, et qui justifie un débat sérieux entre nous.
Cette conception heurte toute ma vision du Parti Socialiste, je dirai même de

l'histoire du mouvement socialiste : parti lié à l'histoire, à une tradition, à des classes sociales ; parti rassemblant de façon ouverte des hommes et des femmes liés par des convictions et une volonté commune d'engagement.
Parti, forme d'organisation, élément de conscience, lieu de débat et instrument de mobilisation et de combat. Si les temps deviennent plus rudes, chers camarades, et cela peut se produire, sur quelles forces faudrait-il s'appuyer pour nous battre, pour notre politique, si nous n'étions plus qu'un appareil vertical ?
Alors, chers camarades, je pense que, sur cette question, il faudra véritablement débattre, sans faux procès, sans intention polémique, mais les mots ont leur poids et il faut savoir ce qu'on veut leur faire dire.
Je pense, en tout cas, qu'il faudra certainement mieux adapter -certains l'ont déjà esquissée, cette idée - les modes de fonctionnement, les formes d'organisation, la direction, un style d'action politique, une façon de faire campagne, à la nouvelle période, aux nouvelles méthodes de la droite et aux leçons des élections municipales.
J'approuve le point de vue de ceux qui, comme Marcel Debarge, Jean-Paul Bachy et quelques autres, ont dit que nous devions tendre, dans les mois qui viennent, et notamment à l'issue du prochain Congrès, à orienter notre Parti vers la construction d'un parti de masse, sans s'illusionner sur la rapidité des rythmes.
Le Parti, ce Parti, va discuter dans la période qui vient, et il en a besoin. Les militants le veulent. Nous le sentons tous. J'étais dans ma section il y a deux jours. Ils en ont besoin, y compris pour se mobiliser. Ce n'est pas dans une force comme la nôtre, compte tenu de ses traditions contradictoires avec la mobilisation, mais au contraire indispensable pour la mobilisation.
Les thèmes de notre prochain Congrès commencent à apparaître, je ne veux pas ici les décrire, j'avais prévu de le faire, mais je ne veux point être trop long. Ce qu'il faut, en tout cas, c'est que ce Congrès permette un vrai débat entre nous et en même temps - quelqu'un l'a dit ici, ce Congrès sera difficile -, un débat maîtrisé.
Pour cela, je pense qu'il faut prendre un peu de temps. Je reviendrai sur cette question quand nous aborderons le deuxième point de notre ordre du jour, mais il me semble, pour le dire vite, que le respect des statuts, les données politiques à prendre en compte, si on veut que les militants discutent, les données pratiques à prendre en compte si on veut que les militants puissent discuter effectivement à l'occasion de ce Congrès, les données de la situation politique, me conduisent personnellement à préférer un Congrès à sa date normale ; c'est plutôt l'opinion que j'ai entendue finalement, contrairement à ce qu'on pouvait croire, exprimée autour de moi en tout cas, nous en discuterons.
Le Parti doit aussi se mobiliser dans les semaines et dans les mois qui viennent, quel que soit le choix fait pour la date du prochain Congrès que je ne veux pas trancher maintenant. A cet égard, un certain nombre de décisions s'imposent. Il faut lancer une grande campagne d'adhésion. Il y a actuellement, on me l'a confirmé, je l'ai demandé à un certain nombre de membres du Comité directeur, un mouvement d'adhésions vers nous. Dans ma section, avant-hier, quatorze

nouveaux adhérents se sont présentés dans le même soir pour la réunion de section pour adhérer, et je sais que cette réalité existe partout. Il y a actuellement, dans les milieux populaires, notamment dans ces milieux populaires qu'à Paris, on n'a pas su véritablement mobiliser pour le vote, il y a une place à prendre, notamment dans l'ancien réseau finalement abandonné par le Parti Communiste. Il y a là un effort massif à faire d'adhésions. Il faut organiser l'accueil de ces nouveaux adhérents. Il faut préparer la défense du plan gouvernemental si naturellement, c'est la question qui est posée au Comité directeur ; avec d'autres, nous sommes d'accord pour l'approuver, ce qui est mon cas.

Il nous faut alors, de la part du gouvernement et de plusieurs de ses ministres, rapidement, des argumentaires. Il faut l'intervention, l'explication du gouvernement, et il faut également la nôtre.

Il faut engager des discussions, des échanges de vues avec plusieurs de nos grands partenaires du monde syndical et social. Je souhaiterais, à cet égard - je me tourne vers Marcel Debarge, dont c'est la fonction -, que des initiatives puissent être prises dans les semaines qui viennent, en respectant, bien sûr, la liberté de nos interlocuteurs.

Je pense qu'il faut aller à la rencontre de notre électorat, des forces sociales qui nous soutiennent, et je pense qu'il faudrait proposer, et je proposerai personnellement au Bureau exécutif du Parti, des rencontres directes dans les prochaines semaines et les prochains mois avec les travailleurs dans les entreprises, avec les étudiants dans les universités, pour les principaux dirigeants du Parti, et notamment pour celui qui vous parle.

Je pense qu'il faut mener l'offensive contre la droite - Mermaz a eu raison d'insister sur ce point -, contre le caractère démagogique et contradictoire de ces critiques, pour dénoncer l'utilisation dangereuse qu'elle a faite de certains thèmes, celui de la sécurité, celui de l'immigration, elle-même créant l'amalgame entre les deux, et que le Parti devra faire des propositions sur ce point à relativement court terme, en même temps qu'il devra en saisir à l'évidence le Congrès national.

Il faut effectivement, comme cela a été souhaité, faire passer nos propositions en tant que Parti Socialiste. Chers camarades, je voudrais, à cet égard, au moins clarifier une chose, mais Paul Quilès pratiquement l'avait fait. Ne croyez pas que ces propositions n'existent pas, ou alors, allez dans vos Commissions d'étude, car elles existent, autant qu'avant et à beaucoup d'égards même plus qu'avant, enrichies souvent par les passerelles qui se nouent entre l'activité gouvernementale et le travail des Commissions du Parti.

Dans beaucoup de cas, ne croyez pas qu'elles n'ont pas été transmises au gouvernement. Elles le sont souvent en des termes simples et politiques par les principaux dirigeants du Parti, notamment par moi-même, elles le sont aussi par les Secrétariats concernés ou par les Présidents de Commissions concernées, à nos. interlocuteurs habituels, mais il est vrai de dire, et cela ne choque pas par principe, le problème est peut-être question de mesure ou de quantité, il est vrai de dire qu'elles ne sont pas toujours retenues.

De ce point de vue, deux questions ont été évoquées ce matin, celle de la réforme fiscale d'abord. Là aussi, je voudrais apporter quelques éléments de clarification, en tout cas selon l'impression que j'en ai. Là aussi, nous avons posé la question à plusieurs reprises, et même dans un certain nombre de cas, notamment sur le problème de la fiscalisation des charges sociales, nous avons fait des propositions, des documents ont été transmis et dont d'ailleurs, sur ce terrain, le gouvernement semble avoir eu l'intention de s'inspirer puisqu'il a donné des indications, au moins pour l'avenir. Mais je crois que, sur le plan de l'aval, faut-il ou ne faut-il pas une grande réforme fiscale, chers camarades, il vaut mieux dire, parce qu'on répète toujours un peu la même chose, que nous avons eu la réponse ; à mon avis, il n'y plus à poser la question, il y a à la reposer peut-être, mais pas à la poser, parce que nous avons eu plus tôt la réponse. Il faut être clair entre nous ici, la réponse a été, de la part du gouvernement, que, sur ce terrain, il fallait pratiquer la prudence.

On ne nous a pas caché que, sur certaines questions qui peuvent être importantes et que je n'aborderai pas, dont je ne donnerai pas la teneur parce que ce n'est pas à moi de le faire et que je pense qu'il faut prendre son temps, surtout quand les décisions ne sont pas prises, il y avait des projets novateurs qui, éventuellement, pourraient être décidés. Mais sur l'idée d'une grande réforme fiscale, non seulement nous avons eu la réponse à chaque fois que nous avions posé la question, mais je dirais même que nous l'avons eue ici, dans ce Comité directeur. Je me souviens de certains échanges de vues dans lesquels se sont exprimés, notamment, Laurent Fabius - je m'excuse de le prendre à parti, sa fonction est maintenant différente, et là où le thème de la progressivité, le rappel de ce qui avait été fait et la nécessité de ne pas bousculer de peur relativement des conséquences que pourrait avoir sur l'opinion globale un vaste chantier systématisé de réforme fiscale, cela nous a été apporté comme réponse. C'est cela, la situation, clairement.

Alors, je vois ce thème qui revient, et qui revient... et moi, j'ai l'impression qu'on nous a déjà, d'une certaine façon, donné sinon la réponse, en tout cas une réponse.

Dans ces conditions, la question est un peu différente et c'est celle de savoir si nous voulons décider, nous, d'avancer seuls. Si c'est l'intention, mais il faut bien voir éventuellement les conséquences, je pense qu'un certain nombre de Commissions, enfin la Commission Economique et certains groupes de travail, sont en mesure éventuellement d'apporter des éléments.

Sur telle autre question abordée du compromis avec le patronat, ou plutôt parce que nous admettons tous, y compris celui qui évoquait cette question, Jean Poperen, que le thème de contrepartie est peut-être un thème plus concret et qui risque d'être moins ambigu, ce qui me fait préférer la deuxième formule à la première, j'ai tendance à penser que ce n'est pas au Parti Socialiste, dans quelque instance que ce soit, de proposer d'une certaine façon ce compromis, mais je pense, avec Jean Poperen, que c'est au gouvernement d'intégrer cette préoccupation légitime dans les dispositions concrètes qu'il prend, et je crois que cette démarche, à condition bien sûr qu'elle soit appliquée, est peut-être

préférable.
Chers camarades, je voudrais conclure, pour ne pas abuser à l'excès du privilège qui veut que le Premier Secrétaire échappe un peu aux contraintes du temps de parole, en me consolant d'ailleurs que la démocratie du verbe ait fait déjà que d'autres aussi s'en soient exemptés...

Le Président - Et l'indulgence du Président !

Lionel Jospin - Absolument.
Chers camarades, je voudrais conclure de la façon suivante : nous sommes, c'est clair, face à tous les problèmes du monde, et je suis frappé de voir que, je le reconnais quand même avec plus d'élaboration, de force, de pertinence, d'expérience, la discussion menée depuis ce matin au Comité directeur ressemble beaucoup à celle que j'ai entendue dans ma section. A certains égards c'est rassurant, d'ailleurs, du point de vue du fonctionnement entre le sommet et la base ou la périphérie et le centre. C'est quelque chose de rassurant, mais c'est le même foisonnement, et ce sont parfois les mêmes contradictions.
Il est logique que nous soyons face à tous les problèmes du monde puisque nous sommes au pouvoir.
Il y a dans ce Comité directeur, que j'ai trouvé pourtant salubre et positif, un certain état d'interrogation. L'un d'entre nous, je crois que c'était Jean-Paul Bachy, a peut-être même dit malaise. Je voudrais vous dire, chers camarades, que, de mon point de vue, il faut assumer cela, y compris cette interrogation, ce malaise, et parfois ces formes partielles de désarroi, car nous n'y échapperons pas. C'est pourquoi il me semble, dans ce Comité directeur et à la veille d'un Congrès, que le principal problème politique auquel nous sommes confrontés, nous, en tant que Parti, pour nous situer - et je ne parle pas du problème de l'emploi, des problèmes monétaires, des problèmes de la démocratisation du secteur public -, et plus encore et plus immédiatement en tant que direction du Parti, c'est la place à faire à la critique et au soutien de l'action gouvernementale.
La critique est normale, puisque tout ne va pas bien. Elle est nécessaire puisque ces critiques, nous les entendons dans le pays formulées par nos militants et par ceux qui nous entourent et qui ont confiance en nous. Elle est saine car si elle ne s'exprime pas dans le Parti Socialiste, dans le parti principal de la majorité, pour être utilisée positivement, où alors s'exprimera-t-elle ? Elle correspond en plus, il faut s'en persuader, à une loi de l'Histoire constamment rappelée, quand les Socialistes sont au pouvoir, au bout de quelques mois - avec cette précision et cette exception près que c'est la première fois qu'en tous cas dans son rassemblement, la gauche est si longtemps au pouvoir -, au bout de quelques mois le problème de l'infléchissement et de la critique de l'action gouvernementale est un problème historique avec lequel a vécu la gauche, et aussi, me semble-t-il, le Parti Socialiste.
En même temps, chers camarades, le soutien au gouvernement est une exigence aussi impérieuse, et à certaine égards, plus impérieuse. Mais, sur cette question

de la critique et du soutien, je crois qu'il faut bien s'entendre et que chacun ici se persuade que cette tentation critique traverse chacun d'entre nous et qu'elle n'a nul besoin, pour s'affirmer, de spécialistes patentés !
Sinon, comprenez qu'il sera frustrant pour certains, qui ont la lucidité, l'enthousiasme, les convictions, le contact avec la base, le sens de la précaution suffisant pour être capable de formuler des critiques, de se taire en laissant ce luxe à d'autres !
Qu'on me comprenne bien. Nous pouvons avoir des divergences entre nous - et je crois même que nous en avons quelques-unes -, mais c'est ensemble que nous devons assumer cette double exigence de critique et de soutien à l'action gouvernementale, car ce qui est en cause pour les années qui viennent, c'est, bien sûr, l'avenir du pays, mais c'est aussi non pas le sort de tel ou tel d'entre nous, mais le sort de la politique et du mouvement engagés le 10 mai 1981.
(Applaudissements)

Le Président
Merci à Lionel Jospin.
Avant de donner la parole à l'orateur suivant, en l'occurrence Françoise Gaspard, je voudrais vous consulter sur la suite de nos travaux et je vous demande de bien vouloir rester assis, pour que les choses soient claires.
Il reste 21 orateurs inscrits. (Murmures) Sous réserve que certains d'entre vous, dans cette liste, peuvent renoncer à la parole, ce qui est déjà le cas de deux ou trois qui étaient inscrits précédemment. Mais, il en reste 21...
Alors, nous avons maintenant à choisir entre deux procédures possibles, et il faut que nous prenions, éventuellement, des dispositions :
- Ou bien nous pouvons continuer le débat jusque, par exemple, vers 20 heures, et nous renvoyer à demain matin. Mais nous avons encore à discuter des problèmes du contentieux et je pense qu'il faudra désigner également une Commission des résolutions de manière à avoir un texte en conclusion de nos débats.
- Ou bien, nous pouvons aller un peu moins loin que 20 heures et faire une séance de nuit.
Ces deux solutions ont des avantages et dés inconvénients, comme toutes les solutions. J'attire simplement votre attention sur le fait que, si nous nous arrêtons à 20 heures pour reprendre demain matin - et nous avons demain matin le contentieux - 21 orateurs, c'est beaucoup.
Alors, je vous consulte :
- Souhaitez-vous que nous allions jusqu'à 20 heures et que nous reprenions demain matin, mais alors dans ce cas-là cela voudra dire réduire le temps de parole de ceux qui restent inscrits ? Première hypothèse.
- Ou bien, souhaitez-vous continuer sur le rythme que nous avons eu jusqu'à présent, ce qui signifie forcément une séance de nuit ?
Que ceux qui sont partisans de la première hypothèse, c'est-à-dire une réduction du temps de parole de manière à ce que nous puissions tenir jusqu'à 20 heures, et demain matin, veuillent bien lever la main.

Quels sont les partisans de la seconde hypothèse ?
Je vois un courageux... (Rires) Il est d'autant plus courageux qu'il a déjà parlé, Paul Lussault, et qu'il n'est pas directement concerné !
C'est donc la première solution qui l'emporte nettement ; par conséquent nous poursuivons la discussion jusqu'à 20 heures, mais à partir de maintenant nous réduisons le temps de parole de chacun, de manière à pouvoir faire passer le maximum d'orateurs ce soir et à ce qu'il n'en reste qu'un petit nombre pour demain matin, pour permettre la discussion des problèmes du contentieux.
Je donne la parole à Françoise Gaspard.

Françoise Gaspard
Si je comprends bien, je suis la première brimée !.. Je ne sais pas si je tiendrai, mais j'essayerai.
J'aurais eu envie de parler de ce qui se passe sur le terrain économique et des débats qui doivent avoir lieu dans les mois qui viennent dans le Parti, envie de parler aussi du Parti et du sentiment - je dis du sentiment - que certains ont eu de son absence dans le débat national, et parfois au côté des militants, au cours des derniers mois... En vérité, je parlerai de culture et de société.
On a dit ce matin - je crois que c'est Mermaz - que ce qui était premier, c'est la culture, le culturel. Motchane a ajouté qu'il n'y avait pas de différence entre l'économie et la culture, et je suis assez d'accord avec ce point de vue.
Je pense que, pour véritablement comprendre ce qui se passe, ce qui s'est passé, il faut partir du réel, et que c'est peut-être souvent ce qui nous a manqué.
Sur le plan politique, partir du réel, c'est voir ce qu'a été la gauche depuis deux ans et au cours des derniers mois : souvent naïve et de bonne volonté, ne tenant pas toujours compte des réalités dans son discours, et à certains égards, les élections ont montré que nous étions coupés du réel.
A droite, la violence, la haine - je pense au titre de « Minute » de l'entre deux tours, que personne n'a encore évoqué : « Achevez-les ! » - une droite qui, non seulement, a relevé la tête, mais qui, après s'être dédouanée pendant quarante ans par rapport à un certain nombre de thèmes, y est revenue.
Depuis 1945, la droite s'est montrée sous son visage libéral - celui de Guizot : « Enrichissez-vous » -, elle s'est donnée une image d'économiste, de bonne gestionnaire - c'était relativement facile au temps de la croissance - et a fait oublier les inégalités.
Aujourd'hui, elle retourne à ses vieux démons. C'est une droite qui manie désormais sans honte des thèmes dont personne n'imaginait qu'ils puissent ressurgir dans le discours politique de notre pays, une droite musclée, simpliste dans son expression, une droite qui, à travers cette expression, a obtenu des adhésions dans les milieux les plus touchés par la crise, et aussi chez les jeunes, une droite qui fait enfin appel à l'irrationnel, ce qui n'est pas notre terrain ; nous sommes, nous, dans le rationnel.
Tous ceux qui ont été confrontés à cette campagne électorale ont bien vu qu'elle ne s'est pas faite sur nos bilans, sur nos projets, mais sur d'autres thèmes, sur des thèmes et des slogans sur lesquels nous nous sommes peu exprimés, ou sur

lesquels nous avons été sur la défensive.
Cela a été le cas de l'école privée, où la droite, extraordinairement, a capté, à son profit, dans le discours, le thème de la liberté, qui était notre « privilège », le cas du problème de l'insécurité et du problème des immigrés, sur lequel vous comprendrez que je m'attarde un moment.
Nous n'avons été, c'est vrai, sur ce problème des immigrés, ni totalement silencieux, ni totalement inactifs, mais souvent maladroits dans les mesures gouvernementales et incapables de faire passer un message qui rencontre l'adhésion.
Ce qui a été dit sur les immigrés, pendant la campagne, a touché mes « tripes » socialistes et humanistes, peut-être parce que je n'ai pas vécu la guerre, les années trente, et que je ne croyais pas du tout qu'un tel discours puisse être possible.
Par rapport à ce problème, nous nous sommes tus, ou nous avons été, je le répète, sur la défensive. En vérité, nous n'avons pas de discours sur ce problème, ou plus exactement nous avons un discours abstrait, du style : « Tous les immigrés sont bons, tous les immigrés sont gentils et la France est une terre d'accueil. » Quand nous disons cela, nous sommes totalement en accord avec notre conscience, mais pas en accord avec la réalité.
La réalité, c'est que les immigrés, ce sont des hommes, des femmes, des enfants, des choses concrètes, et qu'ils sont divers. Ils sont 4 200 000, ils sont là, et la première chose à dire, la première chose que le Parti Socialiste, que le gouvernement doivent dire, c'est : ils resteront là.
Ils resteront là parce qu'ils n'ont pas le choix du retour, parce qu'ils sont là depuis dix, quinze, vingt, trente ans, qu'on les a fait venir, que la droite les a fait venir, que les entreprises les ont fait venir, que le système capitaliste a provoqué leur arrivée, à la fois par les disparités entre le Nord et le Sud et par les besoins de notre économie, qu'ils ont été l'instrument de notre croissance, qu'ils ont été pendant vingt ans, trente ans, considérés sous un seul aspect, leur force de travail, et qu'on n'a pas pris en compte leur vie quotidienne, et surtout pas leur choix face au retour. Ils sont là et ils resteront, pour la plupart d'entre eux, dans notre pays. Pourquoi, d'ailleurs, la droite se serait-elle préoccupée de leur vie dans le travail, ou de leur vie dans la ville ?
Mais aujourd'hui, il y a des familles, des jeunes de la seconde génération qui sont là, qui, s'ils parlent la langue de leurs parents, en tout cas ne l'écrivent pas ; ils ne peuvent pas retourner dans leur pays. Ils sont souvent plus Français - même s'ils sont quelque peu en décalage avec nous - qu'étrangers, et en deux ans, la droite a réussi - c'est une des leçons de cette élection - grâce à la crise, au chômage, aux difficultés de la vie quotidienne, à identifier la gauche et les immigrés !
Grâce à une campagne subtile et grossière en même temps, nous sommes, dans l'esprit d'une grande partie de la population, ceux qui protégeons les immigrés, ceux qui leur ouvrons nos frontières !
Nous savons ce qu'il en est... Nous savons, pour nombre d'entre nous, que des mesures ont été prises au cours des derniers mois en matière de refoulement, de

réglementation, mesures avec lesquelles beaucoup d'entre nous ont été profondément en désaccord, ont été en difficulté avec leur conscience, par rapport à l'expression qu'ils en avaient.
Mais, face à cette réalité, je le répète, nous n'avons pas de discours, pas de débat, et surtout, nous n'avons pas donné d'explications à la population, pour des raisons évidentes qui sont qu'il y a une sensibilité inégale à l'intérieur du Parti Socialiste par rapport à ce problème. Il y a ceux qui vivent la gravité de cette situation et ceux qui ne la vivent pas. Il y a une perception, une compréhension inégales par nos militants et par nos sympathisants de ce problème. Les militants de gauche, y compris au sein du Parti Socialiste, ont partagé les propos simplistes et les slogans simplistes de la droite.
Face à cela, silence du Parti, silence du gouvernement. Il y a eu une espèce de consigne, tacite ou non : moins on en parle, mieux c'est. C'est un sujet délicat, donc il vaut mieux le taire.
C'est impossible de taire cette question ! Les immigrés sont là, ils sont 4 200 000 !
Nous avons ignoré aussi - voulu ignorer - que le racisme, ça marche, que les arguments irrationnels, ça fonctionne, et cela fonctionne d'autant mieux qu'on vit mal et dans l'incertitude du lendemain.
Il y a donc nécessité et urgence d'un discours, c'est-à-dire d'une analyse, nécessité et urgence de mesures gouvernementales.
Le discours doit prendre en compte la réalité. Il faut parler, parler enfin pour dénoncer, attaquer, proposer, provoquer la conscience populaire, dire et dénoncer que c'est la première fois depuis l'occupation, la première fois, que le racisme est devenu un argument politique (applaudissements) ; la première fois que des formations politiques, qui en principe, respectent le jeu démocratique, ou disent le respecter, osent utiliser ce thème dans leurs discours et dans leurs campagnes !
Oh, certes, il y a eu la remarquable hypocrisie de M. Chirac qui, à la radio et à la télévision, parlait de nos « frères les immigrés » et qui disait : « Ils sont là... etc. »
Mais M. Chirac soutenait, à Dreux, bien qu'il ait dit le contraire, l'alliance entre le Front National et le RPR, et il y a eu les propos de M. Léotard, de M. Bariani, de M. Arreckx, sur « la France, poubelle de l'Europe » !..
Il faut parler de la réalité de ces 4 200 000 étrangers qui sont parmi nous, poser les problèmes, dire les problèmes que cela pose...
C'est vrai, cela pose une cohabitation difficile des familles de composition et de culture différentes, dans des immeubles mal insonorisés, mal construits. Cela pose des risques de délinquance dans la seconde génération, du fait de l'absence de formation des jeunes, du racisme à l'embauche, et il ne faut pas répondre à cette réalité par la répression, en disant : « Nous réprimerons, nous expulserons. »
II faut dire à cela : nous répondrons par des mesures concrètes sur le plan de la formation professionnelle, sur le plan du logement, sur le plan social.
Des choses ont été faites, il ne faut pas le nier, ce qui a été fait dans le cadre de

la Commission Dubedout est remarquable parce que, dans ces quartiers où il y a confrontation de familles difficiles - familles françaises lourdes, comme on dit - et de famille d'immigrés, on a pris en compte le ghetto.
Je dis à Jean Poperen, qui, au Club de la Presse, s'est exprimé la semaine dernière sur le problème en disant qu'il fallait supprimer les ghettos, attention : il est vrai qu'il y a un problème de concentration des immigrés dans certaines cités, mais nous savons que nous ne pourrons pas les résoudre dans les vingt ans à venir. Il faut, sur place, engager le dialogue, améliorer le logement, faire qu'il y ait une cohabitation possible à travers les politiques sectorielles et les politiques locales.
Dire qu'il faut supprimer les ghettos, c'est, en d'autres termes, dire qu'il y a un seuil de tolérance.
Il faut également réfléchir à ce qui se passe dans les médias, et, en particulier, au niveau des cahiers des charge en cours de préparation, des chaînes de télévision, et de la radio, et il faut avoir une très grande attention par rapport à l'expression que j'appellerai inter-culturelle.
A l'heure actuelle, nous constatons toujours une inflation de la culture anglo-saxonne, mais il se passe des choses dans le monde maghrébin sur le plan musical, sur le plan cinématographique, sur le plan de la littérature.
Quelle place est-il faite dans les médias à ces phénomènes, alors, que, par ailleurs, nous ne cessons de parler de dialogue Nord-Sud?
Nous ne voyons jamais à la télévision les immigrés du bassin méditerranéen, ou bien qu'à travers le misérabilisme, la violence ou les grèves dans les usines automobiles. (Applaudissements)
Ce qu'il faut, c'est ouvrir le débat sur les immigrés et l'ouvrir, enfin, avec les immigrés.
J'en ai un peu assez que l'on me parle des immigrés, on parle d'eux, on ne parle pas avec eux. Je souhaite que le débat soit ouvert au niveau local, comme au niveau national, avec les étrangers qui vivent dans notre pays, qui y travaillent et qui y paient des impôts.
Certes, ce n'est pas facile, parce que leurs relais sont les amicales qui sont souvent le prolongement de leurs gouvernements, avec lesquels beaucoup d'immigrés sont en désaccord, mais nous avons donné aux étrangers le droit d'association depuis l'année dernière, donc nous devons les aider à en profiter et à avoir un possible dialogue à travers des relais qu'ils ont créé eux-mêmes sur le terrain.
Nous devons avoir, avec les immigrés, un discours de fermeté comme l'ont, par exemple, nos camarades suédois qui, lorsque des immigrés arrivent, pendant deux ou trois mois, les préparent à l'insertion dans la société suédoise et leur disent quelles sont les règles sociales de cette société.
Nous avons importé des immigrés par centaines de milliers sans leur dire que la règle du jeu et les règles de la vie quotidienne étaient différentes dans leur pays et dans le nôtre.
Il faut le leur dire, sans aucune concession et en ne faisant pas d'angélisme sur ce problème.

Je demande aussi au gouvernement - je le ferai pas écrit dans les jours à venir - de débloquer des milliers de dossiers de naturalisation dont certains traînent depuis des années. J'ai rencontré des vieux républicains espagnols qui attendent encore la naturalisation qu'ils ont demandée depuis dix ans.
Il était « normal » que les gouvernements précédents s'y opposent parce qu'ils savaient que ces hommes et ces femmes étaient de gauche. Pourquoi, aujourd'hui, continuons-nous à bloquer des dossiers de demandes de naturalisation de tant d'hommes et de femmes qui ont des liens essentiellement avec notre pays parce qu'ils y vivent depuis plus de 40 ans ?
Il faut aussi - c'est sans doute le point le plus délicat - de toute urgence réfléchir à l'expression politique des étrangers qui travaillent et vivent ici.
Je dois dire que j'ai mené cette campagne sans concession pendant les municipales, on m'a attaqué sur le droit de vote des immigrés que le Parti propose et que François Mitterrand proposait. J'ai dit : « oui, il faut réfléchir, il faudra donner le droit d'expression politique à ceux qui vivent ici, qui paient des impôts et qui consomment chez nous. »
Je sais que cela pose un difficile problème juridique, le droit de vote étant lié, dans la Constitution, à la nationalité française. Je sais que cela pose un problème politique plus difficile, et nous avons, les uns et les autres, dans nos campagnes électorales, assisté à des réactions sur ce problème de l'expression politique des étrangers du même type que celles sur le problème de la suppression de la peine de mort. Ce sont des réactions névrotiques. A Dreux, on me disait : « Dans six ans, le maire s'appellera Mohammed ! »
Eh bien, il faut en parler, il ne faut pas éluder le débat, il faut d'abord en parler entre nous et ouvrir au plan national un débat, une réflexion sur cette question.
Personnellement - ce n'est pas la première fois que j'ai affaire au racisme à Dreux -, je suis maintenant, alors que je ne l'étais pas avant, convaincue que le droit de vote, au niveau local, des étrangers, est le meilleur moyen de couper à la racine le racisme comme argument politique. (Applaudissements)
II faut enfin dénoncer le racisme, d'autres l'ont fait mieux que moi, en termes simples, élémentaires, et dire : « On sait où commence le racisme, on ne sait pas où cela se termine. »
On connaît le racisme comme cause de violence, car qui sème la haine récolte la violence.
Il faut dire que ce sont des paroles de la droite, à caractère raciste, qui ont armé le bras qui a tué un enfant à Marseille, parce qu'il avait les cheveux bouclés et le teint plus mat que la plupart d'entre nous.
Il faut que le P.S. prenne en compte la façon dont la droite a réveillé de vieux et profonds fantasmes populaires, et leur a permis de s'exprimer à voix haute à travers un bulletin de vote.
Il faut que le Parti Socialiste et les gouvernements partent de la vie quotidienne des Français, de ceux, en particulier, qui connaissent les difficultés, qui craignent pour leur avenir, et qui sont, aujourd'hui, déçus, angoissés ou impatients.
A travers cette campagne sur ce phénomène des immigrés, en particulier, qui a

été un moyen pour la droite de fixer le mécontentement que nous avons pu mesurer, il faut savoir que notre tissu social, notre tissu électoral s'est déchiré, et qu'il l'est, aujourd'hui, assez profondément.
Faut-il parler de fascisme ou de néo-fascisme ? Je n'en sais rien.
L'histoire ne recommence pas de la même façon et, surtout les mots ne sont pas toujours compris, surtout par les jeunes privés - on sait grâce à qui - de l'enseignement de l'Histoire pendant plus de vingt ans.
Le climat est inquiétant.
Il ne faut pas oublier que les régimes fascistes en Europe sont arrivés au pouvoir grâce au vote ou à l'adhésion d'une grande partie des masses populaires.
La question des immigrés et du racisme est et restera au cours du débat politique et social, dans les années à venir, avec un double risque si le discours de la gauche et du gouvernement ne sont pas à la hauteur de la situation.
Des émeutes à caractère raciste dans certaines banlieues, comme on en a connu dans certains pays, un décrochement d'une partie de notre électorat sur la droite, c'est - je le répète - la cohésion sociale et la paix civile qui sont menacés par le discours de la droite aujourd'hui. C'est l'autorité de l'Etat qui, à terme, est en cause.
Cependant, je ne crois pas qu'il faille être pessimiste et baisser les bras ; il faut tenir compte de la mobilisation qui s'est faite à l'occasion de ces élections, et notamment au second tour.
Il faut donner à ces centaines d'hommes et de femmes qui sont venus - au second tour, j'ai vu des dizaines de jeunes que je n'avais jamais vus, qui ont trouvé, sur ce thème de la lutte contre le racisme, une raison de se mobiliser - quelque chose, une réponse à leur attente. Je le dis comme je le pense.
Je crois qu'au cours des derniers jours, ils ont été déçus parce que - sans doute les médias l'ont mal retransmis - concernant l'annonce du gouvernement, et même du discours de François Mitterrand, il a manqué quelque chose de symbolique qui était attendu par ceux qui se sont mobilisés, car ils ont eu peur de quelque chose qui ressemblait à ce qu'avait connu l'Europe dans les années précédentes.
Il faut maintenir la mobilisation, c'est vrai, mais il faut savoir qu'on ne se mobilise pas sur une réforme fiscale, qu'on ne se mobilise pas, encore moins, sur l'explication de la rigueur.
Au 19ème siècle, la mobilisation des hommes et des femmes de gauche s'est faite sur le thème des libertés, puis sur le thème de la République ; depuis 1945, la gauche s'est mobilisée sur un thème qui a été, en réalité, celui de la solidarité : participer plus au partage du gâteau.
Eh bien, ce dont j'ai le sentiment aujourd'hui, c'est que nous sommes à la recherche d'un thème de mobilisation, que nous ne l'avons pas trouvé au niveau du Paris, au niveau de la gauche, au niveau gouvernemental, et qu'il y a une attente de ce point de vue.
Les hommes et les femmes de ce pays qui croient en nous attendent une raison de s'accrocher à un projet, à un espoir, à un objectif, et on ne se mobilise que sur un projet, un espoir, un objectif clairs.

Je pense qu'il faudrait peut-être discuter de cet objectif entre nous, notamment à l'occasion du Congrès, ce serait valable pour notre Parti et pour notre pays, cela pourrait être : apprendre à vivre mieux ensemble au-delà de nos différences.
(Applaudissements)

Le Président - J'ai été indulgent sur le temps pour Françoise Gaspard compte tenu du sujet qu'elle traitait, mais je souhaite que ce ne soit pas un exemple suivi par les derniers orateurs.
La parole est à Michel de la Fournière.

Michel de la Fournière
Camarades, je serai bref, d'autant plus que Françoise Gaspard vient d'aborder excellemment l'essentiel du sujet que je comptais moi-même traiter.
Je vais donc revenir sur deux points. Le premier concerne les élections municipales, et le second, le plan de rigueur qui vient d'être adopté par le gouvernement.
En ce qui concerne les élections municipales, beaucoup d'explications ont été données, des suggestions ont été faites, et je voudrais apporter des compléments sur quatre points.
Premier point : il a beaucoup été question du recul du Parti Communiste, bien que l'on ne puisse pas, dans un grand nombre de villes, l'établir avec une précision scientifique. Il apparaît néanmoins certain que les voix perdues par le Parti Communiste de façon continue depuis plusieurs années, encore cette fois-ci, sont des voix que la gauche risque de ne pas retrouver de sitôt.
Par conséquent, nous sommes en face de cette situation extrêmement préoccupante que l'union de la gauche, dans la géométrie qui était la sienne jusqu'à présent, n'est plus majoritaire dans le pays.
Par rapport à cela, certaines suggestions ont été faite par tel ou tel d'entre nous. En tout état de cause, cela ne fait qu'augmenter les responsabilités du Parti Socialiste en tant que tel et, pour ma part, je pense que c'est dans un développement du Parti lui-même et de son audience électorale que se trouve la solution.
Cela m'amène immédiatement à ma seconde réflexion sur les élections municipales.
Il me semble que l'on n'attache pas assez d'importance, dans le bilan que l'on en fait, à l'électorat des jeunes. Peu ont voté, beaucoup n'étaient pas inscrits, et, parmi ceux qui ont voté, beaucoup ont voté à droite.
Cette situation mérite, de la part du Parti, une très longue et très soigneuse analyse, car on dit un peu vite que les jeunes sont naturellement portés à l'opposition au pouvoir central, quel qu'il soit.
Il me semble que nous devrions faire davantage attention à la déception qu'a provoqué, dans les milieux jeunes, la non-réalisation de certaines promesses que nous avions faites au moment des élections. Un très grand nombre de camarades ne comprennent pas pourquoi le service militaire n'a pas encore été porté à six mois.

Fondation Jean Jaurès

Il y a aussi, par rapport aux jeunes, un problème de compréhension générale, un problème de langage, que nous sommes d'accord pour reconnaître d'un mot, mais par rapport auquel nous arrivons mal à définir des solutions.
Je ferai une troisième remarque qui m'amène, non pas à être en contradiction avec le rapport de Jean Poperen, mais à émettre quelques réserves sur l'interprétation qui a été faite de ses propos au Club de la Presse, et l'interprétation qui pourrait être faite d'une partie de son rapport de ce matin.
Il s'agit du problème de bloc central et des marges, pour reprendre ses expressions, concernant l'électorat de la gauche.
Je crois que ce n'est pas très exact et que cela risque surtout de nous entraîner à des erreurs politiques. Cette distinction fût sans doute très vraie sous le front populaire, à une époque où le Parti Radical était un part de masse, et où les couches sociales qu'il représentait étaient fort nombreuses dans le pays. Mais cela fait 50 ans. La société française s'est profondément modifiée, et les salariés sont aujourd'hui entre 85% et 90% dans la population active. D'ailleurs, l'atomisation, la quasi-disparition du Parti Radical est la conséquence de cette évolution de la société.
C'est pourquoi lorsqu'on dit : il y a 2 millions de Français d'électeurs qui ont rejoint les bataillons traditionnels de la gauche au printemps 1981, et ce sont nécessairement des classes moyennes, eh bien là je trouve que nous allons un peu vite en besogne, car à vrai dire qui sont ces gens-là ? Personne, du moins à ma connaissance, de ce que j'ai entendu et lu, ne l'a établi clairement. Et si c'était tout simplement des salariés qui jusqu'à présent n'avaient pas voté à gauche en vertu de tradition régionale ou de certains blocages culturels ? Hypothèse en tout cas aisément vérifiable dans beaucoup de nos provinces. Ou bien s'agit-il de catégories de salariés moyens que jusqu'ici d'autres considération d'ordre économique détournaient de rejoindre la gauche ?
Va t-on dire que ces électeurs-là ne sont pas vraiment de la gauche, qu'ils sont une marge de la gauche et doivent être traités différemment ?
Je crois que si c'était cela l'interprétation que l'on donnerait du rapport de Jean Poperen, on ferait une erreur considérable, on confondrait dans la pratique gouvernementale certains ménagements par rapport à la droite et on ne considérerait pas que cette gauche, qui vient de se reconnaître comme telle en 1981, fait véritablement et de plein droit partie de la gauche tout entière ?
Je ne crois pas, pour ma part, qu'il y ait opposition d'intérêt, et s'il y avait réellement opposition d'intérêt alors là, camarades, je crois que nous serions réellement perdus.
J'observe d'ailleurs qu'on a fait grand cas de ces couches salariales nouvelles voici quelques semaines en faisant un colloque sur les facteurs du changement dans lequel elles étaient largement représentées.
Enfin, je ferai une quatrième remarque sur ces élections, elle sera très brève, étant donné ce que Françoise Gaspard vient de dire sur les problèmes de sécurité, d'une part, et sur la condition faite aux immigrés de l'autre.
Moi, ce qui m'inquiète le plus, et cela Françoise ne l'a pas dit aussi explicitement, c'est la conjonction que l'on fait entre, que la droite fait, entre ces

deux problèmes, car j'y retrouve l'expression la plus brutale, la plus sommaire et d'ailleurs la première historiquement, de la lutte des classe pratiquée par la bourgeoisie.
Oui, en effet, au milieu du siècle dernier, les choses ont commencé comme cela, dans la confusion sémantique entre les classes laborieuses et les classes dangereuses. Les travailleurs de l'industrie moderne naissante et les faubourgs dans lesquels ils habitaient étaient qualifiés par les écrivains de l'époque de « classes dangereuses », on faisait assimilation entre ce nouveau type de travail industriel et le crime. Je vous rappelle la thèse fondamentale de Louis Chevalier et tout ce que la littérature, de Victor Hugo à Eugène Sue, a pu colporter dans ce domaine.
Eh bien, le véritable fantasme qui se répandait dans les rangs de la bourgeoisie était porté au-delà de cette classe et nous sommes en train de le revivre et à peu près dans les mêmes conditions si on considère le rapport au travail et les problèmes d'urbanisme.
Eh bien, camarades, de la même façon que le mouvement socialiste naissant a combattu la bourgeoisie sur ce terrain, il est clair que le Parti Socialiste d'aujourd'hui et l'ensemble de la gauche doit combattre, dénoncer ce phénomène sur le même terrain. Peut-être aurai-je sur ce point une certaine divergence de vue avec quelques camarades, c'est-à-dire que je crois que sur ce terrain du racisme, il ne faut pas rejeter dans le camp du racisme tous les éléments de nos adversaires politiques sur le terrain social, économique, je veux dire la droite ; je crois qu'il y a à droite un certain nombre de gens qui ne sont pas des racistes et que nous aurions grand tort de traiter ce problème de la sécurité d'une part et ce problème des immigrés de l'autre, à l'intérieur seulement de la gauche.
A ce sujet, je trouve que le Premier Secrétaire du Parti a eu bien raison de faire la proposition d'une conférence nationale des grands maires de villes de France pour débattre de ces questions ; c'est une suggestion qui est à la fois pratique et très judicieuse sur le plan politique.
Pour terminer sur ce point des municipales, camarades, je voudrais dire qu'on parle beaucoup de l'échéance de 1986, et sans doute a-t-on raison, mais n'oublions pas les autres échéances, car tout à l'heure Véronique Neiertz parlait d'électrochoc salutaire. Personnellement, n'étant pas partisan de la thérapeutique de l'électrochoc, je rappelle aux camarades qu'on peut mourir de plusieurs électrochocs successifs et que nous avons des échéances sans doute moins importantes que les municipales, mais qui sont à un horizon proche, dont la première est celle des sénatoriales, puis nous aurons des élections régionales, puis des élections européennes, puis des cantonales, et si le Parti n'a pas trouvé de réponses et de solutions à ces différentes élections, nous aborderons les élections de 1986 en situation d'implantation singulièrement diminuée.
Or, le rôle que cette implantation du Parti a joué dans la victoire de 1981 est d'une évidence telle que je n'ai pas besoin de la rappeler ici longuement.
Allons-nous redresser la situation par les mesures rigoureuses que le gouvernement vient d'annoncer ? Je ne commenterai pas longuement vu la

réduction de temps que le Président de séance est obligé de nous imposer, mais je voudrais faire une simple suggestion, et croyez bien que je demande aux membres du gouvernement encore présents ici de ne pas la prendre en mal, mais c'est tout de même les décisions les plus importantes que le gouvernement ait prises, ce plan de rigueur, et nous avons eu deux ministres qui sont intervenus, dont l'un très longuemen,t et ils ne nous a pas parlé de cela. Seul le Premier Secrétaire du Parti a défendu le plan de rigueur. Moi, franchement, je regrette, car je trouve que lorsque des ministres nous font l'honneur, la camaraderie de venir devant le Comité directeur, il faudrait qu'ils nous expliquent les mesures, et puisque le Président de la République a eu la bonne idée de nommer un Secrétaire d'Etat pour expliquer la politique du gouvernement, nous serions très heureux d'accueillir Max Gallo pour qu'il vienne au Comité directeur expliquer la politique du gouvernement, et s'il avait été là ou si l'un des ministres économiques avait été là, j'aurais eu quelques questions à leur poser sur le niveau auquel la barre a été placée, parce que ce niveau me paraît très élevé, et je serais très satisfait si ce plan de rigueur, que j'approuve, aboutissait à amener en deux ou trois ans le taux d'inflation dans notre pays au niveau de celui de l'Allemagne, j'applaudirais, mais je juge que c'est une ambition tout à fait extraordinaire. De même, en deux ans, ramener nos échanges extérieurs à l'équilibre, Dieu sait si je l'approuve et si j'ai été un de ceux qui ont alerté le Comité directeur sur la gravité de la situation, mais cela me paraît une ambition considérable, sur laquelle nous aurions été en droit d'avoir un petit peu de dialogue avec notre gouvernement.

Enfin, camarades, plusieurs d'entre nous ont évoqué la nécessité d'obtenir l'adhésion des français pour que ce plan réussisse. Je suis absolument de leur avis. II est clair que des mesures qui ne sont pas comprises dans le plan de rigueur doivent être prises par le gouvernement pour que les Français sentent qu'on les a entendus sur certains sujets.

J'évoquais une de ces mesures qui concerne les jeunes, il y en a une autre qui a été citée, qui est celle des cumuls abusifs. Je sais bien que cela ne dégagera peut-être pas un nombre d'emplois considérable, mais elle en dégagerait, et conme selon toute probabilité ce plan va se traduire par une réduction de l'activité économique et une augmentation du nombre des chômeurs, il serait doublement opportun que le gouvernement prenne cette mesure qui faisait partie des promesses faites.

Voilà, camarades, je crois que le Parti doit tenir, dans cette période difficile qui s'ouvre, le discours du courage, le discours du soutien sans faille à notre gouvernement. Il doit contribuer à l'explication de sa politique, mais il doit aussi demander au gouvernement que soient concertées avec lui, comme d'ailleurs nous n'avons jamais cessé de le faire à la Direction du Parti, les grandes discussions politiques en amont de ses décisions.

Le rôle du Parti n'est pas de donner aux militants des compensations verbales à une potion dure à avaler ; il est de réussir sa mutation de parti d'opposition en parti de gouvernement, et à cet égard j'approuve entièrement la conclusion qui a été celle de Louis Mermaz sur la cohérence des deux discours.

Un parti qui réfléchit, propose, mais demande fermement d'être associé aux grandes décisions politiques. Ceci doit être un des objectifs de notre prochain Congrès dont je dis en terminant que je pense en effet que nous serions bien avisés de maintenir la date que nous avions prévue, c'est-à-dire à l'automne. (Applaudissements)

Jean Poperen - Un mot simplement pour dire à Michel de La Fournière qu'à aucun moment je n'ai parlé de classe moyenne, encore moins dans le sens où on l'entendait de support du radicalisme. Pour le reste, il connaît mon analyse et c'est en effet un point très intéressant et très ancien, très fondamental, de désaccord, que nous aurons encore à discuter.

Le Président - Avant de donner la parole à Christiane Mora, je voudrais vous donner la composition de la Commission des résolutions qui vous est proposée par le Secrétariat, Commission qui pourrait se réunir dès maintenant au troisième bureau, bâtiment en face de l'Assemblée Nationale.
(Lecture de la composition de la Commission des résolutions)
La parole est à Christiane Mora.

Christiane Mora
Je vais être très brève, d'autant que je pense qu'on apprécie tous, comme l'a dit le Premier Secrétaire, la qualité du débat que nous avons eu ici. J'avoue que je suis un peu désarçonnée parce qu'il arrive un moment où j'ai tendance à penser qu'on a vraiment fait l'analyse et qu'il faudrait passer à ce qui est l'autre partie du rôle du Comité directeur : faire des propositions, prendre position sur les problèmes politiques et élaborer des directives pour l'action du Parti.
C'est sur ce point que je voudrais faire une ou deux suggestions.
Je vois dans la salle, parmi ceux qui restent et parmi vous, mes camarades, qui, comme moi, sont membres du Comité directeur depuis quelques années, des camarades qui seront d'accord avec moi quand je dirai que nous avions l'habitude, au Comité directeur, que tel ou tel membre du Bureau exécutif, du Secrétariat, chargé d'un secteur supposant l'action du Parti fasse des propositions déjà élaborées. Je voudrais, si c'est possible, qu'on prenne la décision de revenir à cette méthode et je prends un exemple.
Il a été souhaité par plusieurs camarades et repris par Lionel l'idée d'une campagne d'adhésion. C'est l'ancienne responsable à la propagande qui en parle, croyez-moi, une campagne d'adhésion, du moment où on en parle au moment où on peut la proposer au Parti, il faut un mois ou un mois et demi de travail de préparation. Que de temps aurions-nous gagné si nous avions pu la préparer avant aujourd'hui et vous la proposer dans une forme très avancée.
J'avais proposé au Bureau que l'on procédât comme cela. Je regrette beaucoup que cela n'ait pas pu être fait et je souhaite pour ma part que le travail revienne comme il était dans les années précédentes : préparer les propositions d'action devant le Comité directeur. Mais enfin, puisque aujourd'hui il n'en est pas ainsi, je voudrais faire ici, et je pense que cela ira en Commission des résolutions,

deux propositions d'action pour le Parti car je crains beaucoup de tout cela que le Parti, invité à débattre par de nombreux camarades aujourd'hui pour son Congrès, ne passe son temps à cela jusqu'à l'automne. Moi, je suis convaincue depuis longtemps que le débat à l'intérieur du Parti, quand il ne s'applique pas sur l'action d'un temps, présente beaucoup de risques.

Je crains, cela a été dit ce matin par beaucoup de camarades et notamment par Jean Poperen, que nous ne refassions ce que nous avons fait l'an dernier. Vous savez, après les cantonales, certains d'entre nous parlaient de douche froide, aujourd'hui on nous parle d'électrochoc. Moi, je fais partie des archaïques, mais dans le temps c'étaient les fous et les demi-fous qu'on traitait par ce genre de technique.

Je ne crois pas que cela corresponde du tout à ce que souhaite le Parti.

Nous avons tiré des conclusions ensemble le soir du premier tour dans nos sections et nos fédérations. Nous les avons affinées après le deuxième tour. Nous avons tiré ces conclusions au Bureau exécutif ; le rapport introductif ce matin a repris cette analyse. Franchement, est-ce que maintenant nous allons nous séparer sans en tirer des conclusions pratiques et d'action ?

Vis-à-vis du gouvernement, et quoique le Premier Secrétaire ait exprimé son sentiment - mais il l'a fait en tant que militant, je voudrais y revenir - ne sortons pas d'ici en oubliant ce que les électeurs, nos camarades, nous ont dit de dire au gouvernement, et comme nous sommes un Comité directeur, nous devons le dire publiquement, avec toutes les formes naturellement qui sont nécessaires quand nous nous exprimons à un gouvernement à qui nous avons délégué, en tant que parlementaires et en tant que militants, le pouvoir d'appliquer notre programme ; mais même en y mettant les formes, il y a quand même une chose qui doit ressortir : les électeurs nous ont dit, et ont dit clairement au gouvernement, qu'ils avaient le sentiment qu'il ne gouvernait pas d'abord pour eux. Nous, nous disons : ce n'est pas vrai, les mesures prises par le gouvernement depuis vingt-deux mois sont essentiellement l'application des 110 propositions, et sont des mesures qui vont dans le sens de la justice sociale, du progrès social, et en même temps du redressement économique qui le conditionne.

Mais alors, si nous pensons effectivement que le gouvernement va dans le bon sens, et moi je le crois et je partage l'avis des camarades qui ici, avec Debarge et beaucoup d'autres, ont dit : « Nous devons être solidaires » - certains ont ajouté qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, mais moi je pense qu'on doit l'être parce que la politique du gouvernement applique bien notre programme -, à partir de là nous devons dire clairement au gouvernement, et publiquement, que les gens ne le ressentent pas comme cela.

Il est vrai, et je rejoins ce qu'a dit Poperen ce matin, et je crois qu'il faut y revenir dans notre résolution, que dans les entreprises nationalisées, il est vrai que dans les banques, il est vrai qu'au niveau de l'application de ce qui est l'essentiel de notre politique, par exemple la formation professionnelle, notamment pour les femmes, et dans combien d'autres secteurs, la politique qui a été décidée et votée, pour laquelle des mesures d'application ont été mises en place, est contrecarrée de telle sorte, insidieusement ou brutalement, que les

gens n'en voient pas le produit.
En effet, un de nos camarades disait que par-dessus le marché, les électeurs de gauche, eux, ne jugent pas un gouvernement sur son bilan, cela a été dit ce matin, parce que pour eux c'est tout naturel. C'est vrai qu'ils nous jugent davantage sur notre capacité à faire reculer la droite.
Eh bien moi, je dis que pour le moment, après deux ans de gouvernement de gauche, beaucoup d'excellent travail a été fait, des mesures qui vont dans le sens de l'intérêt des gens, des travailleurs, ont été prises, mais nous n'avons pas fait reculer la droite. C'est pour cela que nous avons été battus aux municipales, et je dis malheureusement que je crains beaucoup qu'on soit encore plus battu l'année prochaine aux européennes et aux régionales, si on les fait, et quelle que soit la manière, et peut-être bien en 1986 aussi si on en est toujours là, si on en est toujours à bien faire le travail de la gauche, mais à ne pas faire reculer la droite.
Alors naturellement, nous ne pouvons pas demander au gouvernement de prendre son balai et de limoger tout le monde, cela ne servirait à rien. Mais j'en viens à la deuxième proposition que je veux faire ici parce que cela aussi, nos électeurs et nos camarades nous l'ont demandé, c'est que le Parti, lui, prenne en charge la garantie de l'autorité de l'Etat et de la volonté politique de l'Etat.
Nous ne pouvons pas, comme je l'ai trop entendu ici aujourd'hui, faire porter au seul gouvernement la responsabilité du fait que l'autorité d'Etat n'est pas, à l'évidence, entière dans ce pays par rapport au gouvernement de la gauche. Un gouvernement de gauche n'a de capacité à faire passer son autorité que dans la mesure où le Parti Socialiste, qui en est la principale composante, lui dit ce que veulent les gens du peuple, ce que veulent les travailleurs qui sont des électeurs.
Que le gouvernement s'ouvre à l'écoute des travailleurs, et cela, nous pouvons faire en sorte que cela se fasse de façon efficace. Comment ? De la manière suivante : la politique du gouvernement a comporté des volets, emploi, justice social, formation professionnelle, etc.. Il y a un suivi de l'application de cette politique gouvernementale à faire sur le terrain, c'est-à-dire dans les départements et dans les villes, tous les jours. Pour le moment, qui le fait ? Les élus, c'est-à-dire les députés, les sénateurs, les maires, les conseillers généraux, et encore pas toujours, mais en gros c'est cela.
Pourquoi ne pas organiser notre Parti, qui ne demande qu'à avoir quelque chose à faire, soyons clairs, dans bien des cas, qui a un sentiment de vacuité, de telle sorte qu'autour des élus, chacune de grandes décisions, des réformes sociales qui ont été prises depuis deux ans, soit vérifiée dans son application ?
Le Garrec tout à l'heure évoquait le problème de la soudure entre la fin de la préretraite F.N.E. et la retraite à 60 ans ou à 65 ans. Tous les élus ont alerté le gouvernement là-dessus. Bien entendu, cela a été dramatique comme effet pour les gens, cela a presque occulté les effets de la préretraite à 60 ans, et nous le savons tous très bien. Et le gouvernement, parce que nous avons eu une réaction énergique au niveau parlementaire notamment, nous répond maintenant en disant : eh bien oui, nous avons demandé au régime général de verser un mois pour combler ce trou, pour faire en sorte qu'au fond, les promesses faites par

d'autres soient tenues. Mais il y a eu entre-temps trois mois parce que seuls les élus se sont mobilisés, parce que le Parti, parce que le Bureau exécutif n'a pas pris cela au sérieux, comme une chose à propos de laquelle il fallait mettre le gouvernement devant ses responsabilités urgentes et immédiates.
Autre exemple, Yvette Roudy était là ce matin, elle connaît cela mieux que moi encore certainement, la formation professionnelle des femmes. Vous savez ce qui se passe en ce moment ? Sans doute certains d'entre vous, oui. Le gouvernement a engagé des femmes, en général de moins de 26 ans, mais maintenant une petite minorité de plus âgées, dans une politique de formation professionnelle importante, décisive, qui correspond tout à fait à nos objectifs. Ces femmes s'y sont engagées depuis début janvier, et moi je viens de découvrir dans mon département que le directeur de la main-d'œuvre, comme cela, parce qu'il a du retard dans son système informatique, a décidé qu'il commencerait à payer les indemnités dues depuis début janvier en avril, et encore il a dit que cela n'irait pas très vite.
Eh bien croyez-moi, et je pense que cette expérience est vraie dans d'autres départements, si c'est simplement le député du coin qui saisit le préfet, dans le meilleur des cas, ou qui écrit au ministre, cela ne va pas !
Le rôle du Parti, et nous nous interrogeons beaucoup à son sujet, c'est d'abord de s'organiser en groupes de travail, en commissions, comme nous savons très bien le faire, pour que la réaction et l'alerte au gouvernement soit immédiate et soit massive.
Cela, c'est ce qu'on a beaucoup appelé dans nos résolutions de Congrès « le contrôle par les travailleurs de la politique gouvernementale de la gauche ».
Moi, je propose simplement ici, aujourd'hui, que nous prenions rapidement les mesures pour que ce soit perceptible aux gens à la base, parce qu'ils n'ont pas voté pour nous au premier tour et que beaucoup sont partis à droite simplement parce qu'ils avaient le sentiment que les mesures qui étaient prises profitaient à beaucoup, sans doute, mais pas à eux directement. Voilà la proposition que je voulais faire, mes chers camarades.
Il y aurait évidemment d'autres suggestions à faire, mais encore une fois, et j'en reviens à mon premier point, je souhaiterais qu'on revienne à une méthode de travail qui serait plus traditionnelle au Comité directeur, et qu'au fond les Secrétaires Nationaux chargés de tel ou tel secteur viennent devant nous non pas avec des propositions toutes fignolées, ce qui ne serait pas démocratique, mais avec des propositions d'action et de campagne d'action du Parti déjà suffisamment avancées pour que le Comité directeur puisse ensuite se mettre directement au travail.
(Applaudissements)

Le Président - Merci.
Christian Pierret ?

Christian Pierret
Lionel Jospin a rappelé tout à l'heure que la politique économique qui avait été

décidée ces jours derniers résultait avant tout de la prise en compte de contraintes et de l'observation des faits, et de notre réaction aux faits.
Nous avons déjà eu ce débat au Comité directeur et dans le Parti, ce débat qui pose la question de savoir s'il y avait plusieurs politiques possibles. Je crois que dans la logique qui est la nôtre et qui est nouvelle par rapport à ce que nous avions fait dans la première partie de l'exercice du pouvoir en 1981 et pendant le premier trimestre 1982, dans la logique qui est la nôtre depuis le 11 juin 1982, différente de la logique précédente, il y a une seule politique possible, et cette politique doit reposer sur une cohérence. Cela a été souligné plusieurs fois avant moi et je n'y reviendrai pas pour être bref.
Cette politique s'appuie sur une logique internationale. Cela n'a pas été suffisamment, me semble-t-il, souligné aujourd'hui. Pour que la France puisse exercer son rôle de pays du changement, pour que la France puisse exercer son rôle vis-à-vis des pays moins avancés, pour que la France puisse exercer son rôle en Europe, elle doit, peu ou prou, le moins possible, nous l'espérons, se soumettre au jugement et à l'action de ses partenaires européens et internationaux, et c'est pourquoi par rapport à une logique qui privilégie - le Président de la République l'a rappelé dans son intervention il y a quelques jours avec une grande force - les relations internationales de la France et qui place l'ensemble de notre action économique, sociale, culturelle, militaire, diplomatique, dans une certaine idée de la France et dans le cadre, il l'a dit lui-même, d'un grand dessein pour la France, il n'y a dans cette logique-là qu'une seule politique économique possible.
Nous l'acceptons car nous savons que cette politique est adaptée aux faits et est adaptée aux contraintes qui résultent de l'insertion de la France dans ce concert des nations et tout particulièrement dans l'Europe.
Nous avions à choisir, au moment du réajustement monétaire, entre deux conceptions des choses : ou nous nous pliions, et c'était la sortie du S.M.E., à terme, très rapproché à la logique du F.M.I., c'est-à-dire au diktat des Etats-Unis, ou nous essayions, ce que nous avons fait, de négocier, avec un rapport de forces suffisamment favorable, avec nos partenaires allemands au sein de la communauté internationale.
Le choix était donc bien entre le S.M.E. et le F.M.I., et nous avons choisi la solution qui nous donne la plus grande marge de manœuvre possible par rapport à ce que sont les faits, par rapport à ce qu'est la politique européenne.
Cette logique ne peut d'ailleurs pas souffrir d'hésitation, cela a été souligné à juste titre. Elle ne peut pas souffrir non plus une série de demi-mesures, et je suis de ceux qui pensent que puisqu'on applique cette logique, il aurait mieux valu appliquer ce que nous avons décidé il y a quelques jours dès le 11 juin 1982 plutôt que de procéder à deux séries successives - j'espère d'ailleurs que ce sera la dernière - de mesures dites de rigueur nécessaires et que nous approuvons, semble-t-il, unanimement.
Pour assainir vraiment, il ne faut assainir qu'une fois, et je souhaite que désormais, sous la pression du Parti, Christiane Mora vient de le dire, le gouvernement puisse tenir compte du fait qu'on ne pourra pas renouveler à

l'infini, même une troisième fois, un nouveau plan de rigueur de ce type-là.
Il faut que celui-ci réussisse, et c'est pourquoi il faut mobiliser le Parti derrière cette réussite et dans cette volonté et ces perspectives.
Ma deuxième remarque consiste à mettre en garde peut-être sur les conséquences de la politique qu'on pourrait qualifier de « go and stop ». La première logique a été celle du « go », 1981 et premier semestre 1982. La deuxième logique est celle du « stop », et cela comporte des tensions potentielles sur lesquelles nous devons être attentifs.
Tout est affaire de dosage. Il n'y a jamais blanc ou noir, rouge ou blanc, si l'on préfère, dans une politique économique. Il y a un ensemble de mesures qui doivent avoir leur cohérence et qui sont affaire, encore une fois, de dosage.
Mais deux problèmes se posent, et j'ai trouvé tout à l'heure dans plusieurs interventions une problématique qui ne manquera pas de se poser dans les semaines qui viennent, car cela ira très vite.
Le premier problème, c'est celui de la croissance. Choisissant la logique qui est la nôtre à juste titre, nous y sommes contraints, nous devons savoir qu'il n'y a pas de progrès social quand il y a un taux de croissance nul, et qu'il y a encore moins de progrès social quand il y a un taux de croissance négatif.
Nous devons savoir aussi par rapport à notre discours continuellement renouvelé en direction des petites et moyennes entreprises, et parfois en direction du patronat, au sein de ce qu'on a appelé cet après-midi « le compromis » avec lui, nous devons savoir qu'il n'y a pas de baisse possible du prélèvement obligatoire, c'est-à-dire pas de baisse possible des charges sociales, dans une économie où la croissance est nulle. Le discours sur la baisse des charges sociales ne tient pas quand la croissance économique n'est pas suffisante pour permettre un type de développement économique au profit des entreprises, de l'investissement et de l'accumulation.
La première tension que nous allons donc rencontrer, c'est celle de la croissance.
La deuxième tension, qui en découle, c'est celle de l'emploi. Il faut ouvrir les yeux, comme nous y a incité une propagande d'ailleurs bien faite du gouvernement il y a quelques mois.
Il est sûr que lorsque la demande interne fléchit, ou lorsqu'elle ne se développe pas à pleins poumons, nous ne pouvons pas maintenir la ligne de crête, comme notre Premier ministre l'a dit, des deux millions de chômeurs. Il faut le savoir et le Parti doit le prendre en compte. Il ne servirait à rien de faire des motions de Comité directeur ou de travailler le problème de l'emploi au sein de la commission si nous n'étions pas tout à fait conscients qu'il sera très dur de maintenir le niveau actuel du chômage dans le cadre d'une demande interne qui sera contenue, pour ne pas dire réduite, dans certains cas.
Ce qui est en jeu derrière ces deux tensions potentielles, c'est un problème économique bien sûr, mais c'est aussi un problème politique, car si nous laissons, par un mauvais dosage, trop croître ces deux tensions de la croissance et de l'emploi, il se posera très rapidement le problème politique fondamental de l'union de la gauche.
Nos partenaires ne pourront accepter, le Parti Socialiste ne le pourrait pas non

plus, que la politique de rigueur conduise à un écart tel de la dynamique politique qu'a été celle du 10 mai 1981 et qui est celle du gouvernement depuis cette date.
Je voudrais donc, pour terminer, tirer les conclusions de cette situation qui nous est imposée par les faits et qui ne cache pas des contraintes à venir, peut-être lourdes.
La première des conclusions, c'est qu'il faut accompagner les mesures d'accompagnement, et c'est une proposition que je fais au Comité directeur, qui consiste à demander au gouvernement de procéder à un accompagnement à la fois de réformes sociales, les mesures économiques et financières qui viennent d'être prises au niveau européen et au niveau interne.
Jean-Paul Bachy rappelait tout à l'heure qu'il fallait accompagner les mesures économiques par une dynamique de démocratie dans l'entreprise et qu'il faut mettre en œuvre très vite, beaucoup plus vite que ce que nous constatons depuis quelques mois, la dynamique des droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise, et tout particulièrement dans les entreprises nationales.
La deuxième mesure, le deuxième train de mesures d'accompagnement, c'est de mettre en œuvre résolument une réforme très mobilisatrice et qui, elle, peut répondre aux problèmes de l'emploi que nous allons rencontrer dans les mois qui viennent, et qui s'appelle « le partage du travail », et une marche beaucoup plus rapide, beaucoup plus consciente, beaucoup plus négociée, beaucoup plus active, beaucoup plus mobilisatrice pour le Parti Socialiste, qui s'appelle « réduction du temps de travail ».
Le Parti peut et doit, à mon avis, prendre la mesure de la campagne qui doit être faite sur ce problème de civilisation, ce problème économique et ce problème social immédiat, qui s'appelle le partage du travail, et la répartition du temps de travail au sein de la communauté nationale.
Voilà un thème qui peut mobiliser, et voilà un thème qui doit mobiliser le Parti Socialiste, car c'est le seul thème qui, à croissance faible ou nulle, peut permettre, si la communauté nationale est suffisamment consciente des enjeux, de passer le cap des questions d'emploi telles que nous les connaîtrons, en particulier à l'automne 1983.
Sans ce thème et sans cette dynamique, qui est aussi une dynamique politique, nous ne réussirons pas à terminer l'année 1983 avec un taux de chômage qui soit proche de celui que nous connaissons, qui est d'ailleurs légèrement en baisse, légèrement stagnant au printemps 1983.
Le Parti se doit de prendre en compte cette campagne, il se doit de la mener dès maintenant, et populariser tous les thèmes travaillés sur cette question depuis des années et des années.
D'autres pistes de travail sont sans doute possibles, elles sont moins mobilisatrices. Un de mes prédécesseurs disait a cette tribune qu'on ne mobilisera pas le peuple français sur une reforme fiscale. Pourtant, il faut, non pas faire une réforme fiscale qui est ce qu'on brandit lorsqu'on ne sait pas quoi faire, mais additionner la somme de réformes dans plusieurs domaines qui sont bien connus : fiscalité agricole, fiscalité des successions, réforme de la fiscalité

des co1lectivités locales… Il y a du pain sur la planche, et même si on ne se pare pas du grand drapeau de la réforme, avec un « R » majuscule, fiscale, il y a beaucoup à faire dans la ligne de ce qui a été commencé ici et dans la ligne de ce qui a été très largement avancé par le gouvernement d'union de la gauche.
De même, pourquoi ne pas mettre en avant ce qui paraît s'étioler au cours des mois, c'est-à-dire une véritable planification de notre développement économique ?
La planification doit être un lieu de débat, elle peut donner l'occasion au Parti Socialiste de signifier au gouvernement quelles sont les orientations qu'il souhaite.
Elle peut être l'occasion d'assurer une grande concertation avec les organisations syndicales et au-delà, avec toutes les organisations qui représentent les travailleurs.
Elle peut être l'occasion d'assurer un véritable débat sur les choix de société des cinq ou dix ans à venir.
La planification, les choix à moyen terme, le fait de savoir où nous allons à moyen terme tel que le Premier ministre l'a rappelé il y a quelques semaines, doivent être un enjeu essentiel, et le Parti Socialiste se doit de le dire au gouvernement, et se doit de le dire non seulement à ses militants mais aussi à l'opinion.
Enfin, mais cela était tellement dit depuis des mois et des mois par nous tous et aussi au Parlement, une véritable politique industrielle doit être mise en œuvre. On ne mobilise pas non plus un peuple sur des thèmes de politique industrielle, mais il est évident que le pari économique que nous avons lancé ne peut pas être réussi, y compris en 1983, si on ne sent pas que des directions industrielles novatrices et volontaires sont mises en œuvre.
Je crois donc, chers camarades, que le Parti Socialiste peut parfaitement affronter à la fois l'explication difficile de la situation dans laquelle nous sommes au plan européen, au plan mondial, et l'explication des mesures qui ont été prises par le gouvernement. Il se doit de défendre ces mesures, il se doit de les expliquer, il se doit même d'en montrer - cela n'a pas été souligné, à tort, me semble-t-il - qu'elles pèsent essentiellement sur les plus riches, tout au moins qu'elles ne pèsent pas trop sur les plus pauvres.
Le Parti se doit de faire cette explication et il faut trouver les moyens de mobiliser autrement qu'après avoir décidé une campagne, et c'est une critique que je m'adresse à moi-même aussi puisque je suis membre du Bureau exécutif : nous mettons trop de temps après avoir décidé une campagne de propagande à la concrétiser dans les faits.
Regardez ce que nous avons fait sur la retraite à 60 ans. Il aurait fallu réagir dans les trois jours des décisions sur la retraite à 60 ans. Le Parti aurait dû être à la pointe de l'explication de la popularisation des réformes. Il aurait dû être le fer de lance d'une grande campagne sur cet acquis social essentiel, un des plus importants depuis 1936 et 1945. Nous avons mis trop de temps, et ainsi notre campagne sur ce thème s'est diluée dans le temps et nous n'avons pas pu profiter politiquement avant les municipales de l'acquis que cela aurait pu nous

donner, de la dynamique que cela aurait pu créer au sein des couches sociales que nous influençons.
Je crois donc que les réformes sont indispensables et que le meilleur accompagnement des mesures d'accompagnement économique, c'est encore de poursuivre les réformes, d'en fixer un certain nombre clairement et de faire en sorte que le Parti Socialiste, en rapport constant avec le gouvernement, puisse les mettre en avant, les expliquer, et rappeler combien elles sont essentielles à la réussite d'un gouvernement de gauche et à la réussite de ce qui se passe depuis le 10 mai en France. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jeanine Parent.
Ensuite Claude Germon, et je pense que nous pourrons nous interrompre après, pour reprendre demain matin à 9 h 30.

Jeanine Parent
Beaucoup de choses ont déjà été dites, cela va me permettre d'être brève.
Je ne reviendrai pas sur le problème des municipales. Je me suis intéressée à la compagne et à son résultat, bien évidemment, et je pense que là-dessus, il est ressortit de ces débats un large consensus sur l'analyse que nous devions en faire.
Je parlerai plutôt de ce que j'ai ressenti ces jours-ci dans mon entreprise et auprès d'autres travailleurs, ainsi que des nouvelles déceptions qu'on voit percer et qui se sont confirmées avec l'annonce, hier, l'annonce plus précise des mesures gouvernementales.
Aussitôt, dans mon entreprise, qui a connu pas mal de licenciements depuis de nombreuses années, ont percé les craintes que le recul de la consommation entraînerait bien évidemment le recul des commandes et, bien évidemment, le recul de l'emploi, que les investissements que nous pouvions demander nous seraient refusés par un patronat qui sait que son marché va être en diminution. Et on s'est demandé pourquoi aussi ce recul de la consommation entraînerait simplement un recul de la demande à l'étranger, et n'entraînerait pas un recul de la demande en France.
II faut rendre justice à Jean Le Garrec qui nous a bien répondu là-dessus, je crois que c'est le premier qui a bien cerné les choses, et venant de la part d'un membre du gouvernement, c'est intéressant. Il n'a pas dit autre chose qu'effectivement, nous avons un risque sérieux de recul de l'emploi puisqu'il faudrait au contraire 4% de progression pour simplement maintenir l'emploi.
Alors, ceux qui sont atteints, bien sûr, cela va encore être ceux qui nous soutenaient. Je ne dis pas pour autant, en faisant ressentir ce que j'ai vu dans mon entreprise, qu'il ne fallait pas faire ce que nous faisons, ce que le gouvernement fait, nous y sommes très certainement contraints, mais cela veut dire de notre part qu'il va falloir un sérieux effort d'explication, et quand je dis un sérieux effort d'explication, je crois que ce sera insuffisant, d'abord parce que l'expérience a montré que nous ne savions pas très bien expliquer, et par-dessus le marché, que nous ne disposions pas des médias pour expliquer.

Fondation Jean-Jaurès

En plus de cet effort qu'il faudra malgré tout faire, je crois qu'il va falloir surtout essayer d'avoir des mesures qui vont contre-balancer celles qui sont ressenties assez négativement pour l'instant. J'y reviendrai.
Ce qui est ressenti aussi, et beaucoup d'autres l'ont dit, c'est le manque d'autorité du gouvernement, et j'ajouterais également que c'est l'opinion des militants et c'est la mienne : le manque de capacité d'action du Parti sur le gouvernement.
Puisque certains camarades m'ont demandé où en était le problème qui m'oppose à ma direction, et dont il avait été parlé au dernier Comité directeur, je voudrais en dire quelques mots rapidement.
Malgré quelques déclarations et des communiqués qui m'avaient fait chaud au cœur lors de ce dernier Comité directeur, non seulement parce que cela me touchait personnellement, mais parce que cela montrait la prise de position, l'analyse du Parti sur ces problèmes et la volonté politique d'action, malgré tout cela, le problème est, je dois le dire, resté complètement au point mort. Je dirais même qu'avec le temps, plus qu'un point mort, c'est un recul car le temps n'arrange pas les choses.
C'en est resté au Ministère du Travail, au niveau d'un conseiller de l'ancien ministre du Travail, conseiller qui n'est même pas socialiste ! C'est lui qu'on a chargé de défendre le membre du Comité directeur du Parti devant son entreprise.
Puisque je parle aussi du climat ressenti dans mon entreprise, je veux dire que cette question ne contribue pas à faire croire à l'autorité du gouvernement et à sa capacité à faire plier le patronat devant des lois pourtant votées démocratiquement, et ceci en même temps que l'on impose la rigueur aux salariés.
II m'apparaît donc indispensable que l'on sorte de ce Comité directeur avec une résolution nette et précise demandant au gouvernement de prendre certaines orientations.
On a agité le problème de la réforme de la fiscalité, et je dirais que même si on n'y met pas un R majuscule, c'est un problème sur lequel il faut se pencher. Peut-être pas « la » réforme mais peut-être, comme le disait Christian Pierret, certaines directions dans lesquelles il faut agir.
J'ai entendu tout à l'heure dire que ce problème avait été traité, qu'on nous avait déjà répondu, en nous disant que ce n'était pas possible. J'avoue ne pas être convaincue. On nous a dit à certains moments - c'était la ligne du gouvernement - que la priorité était donnée à l'emploi. Maintenant, on s'aperçoit qu'on est en train de changer de politique, encore une fois je pense que c'est parce qu'il y a des nécessités impérieuses, mais ne croyez-vous pas que justement, il y a aussi des nécessités impérieuses de revoir cette question et de revoir la réponse qui nous a été donnée sur le non à la réforme de la fiscalité ou prudence à la réforme sur la fiscalité ?
Je crois qu'il ne faut pas évacuer cette question aussi rapidement sous prétexte qu'il y a été répondu il y a un an. Les conditions ont changé, il est urgent d'agir. Je pense aussi qu'il faut demander des contreparties au patronat, contreparties

dans les investissements. Il serait temps de ne pas continuer à donner de l'argent sans obtenir quelque chose qui nous permettra la relance de l'industrie quand nous sortirons de la rigueur actuelle.
Je pense aussi qu'on a le droit de demander au patronat le respect des droits des travailleurs et je reviendrai à mon triste exemple : l'entreprise à laquelle j'appartiens et qui me traite comme vous le savez, est en train de demander un prêt à taux bonifié au gouvernement. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas demander à cette entreprise d'appliquer les lois purement et simplement ? Je crois que c'est une contrepartie qui ne coûterait pas cher à cette entreprise.
Ce qu'il faut aussi bien sûr, ce sont des redressements dans les Ministères, dans les entreprises nationalisées, beaucoup l'ont dit, pour que notre politique soit enfin appliquée par des gens qui y croient et non pas par ceux qui non seulement n'y croient pas, mais font tout pour la saboter.
Le Président - La parole est à Claude Germon, dernier orateur de l'après-midi.

Claude Germon
Je voudrais répondre ici à Christian Pierret. Il a été obligé de partir, je le regrette. Il nous a dit tout à l'heure avec beaucoup de fermeté et d'assurance qu'il n'y a qu'une politique possible, c'est celle qu'il a décrite. Ce matin, j'avais cru entendre, au contraire, qu'il y avait deux politiques possibles, et même je crois cet après-midi, en écoutant Jean Matouk. Il me semble que répondre à cette question ne peut se faire qu'à la lumière des rapports de classes nationaux et internationaux. Nous pouvons estimer qu'ayant conquis le pouvoir, nous pouvons traiter avec les autres Etats capitalistes souvent dirigés par la droite, en tenant compte de rapports de forces, d'Etat à Etat. C'est « l'immersion dans le grand large », pour reprendre l'expression de Jean Matouk. C'est la politique que nous avons suivie. Cela exige cependant quelques précautions. Faute de prendre les précautions suivantes, j'en énumère deux ou trois : remettre notre appareil industriel en ordre de marche, ajuster immédiatement notre monnaie, et quelques autres réformes qui ne porteront leurs fruits qu'à plus long terme, et je pense à la réforme de l'Education nationale, et je suis de ceux qui regrettent que nous n'ayons pas immédiatement nationalisé le secteur privé, mais faute de prendre ces précautions, nous nous trouvons dans une situation un peu difficile, nous portons les handicaps dont nous avons hérité, et cela nous conduit aux situations successives de réajustement que nous venons de connaître.
Je crois que nous pouvons aussi avoir une autre analyse, c'est qu'un gouvernement socialiste arrivant dans un pays comme la France va forcément se heurter aux gouvernements de droite d'autres pays qui n'auront d'autre ambition que de nous affaiblir. On peut faire confiance au gouvernement allemand actuel pour tirer parti de la situation, pour nous mener durement la bataille économique en fermant ses frontières à nos produits, et j'ai été témoin, puisque le Premier ministre m'avait demandé un rapport, des pratiques allemandes pour fermer dans la réalité les frontières à nos produits, et les Allemands ne sont pas les seuls.
Il y a dans cette lutte de classes l'attitude des sociétés multinationales, et je crois

que, cela, nous devrions mieux le prendre en compte pour réagir. Est-ce que cela signifie que nous devrions nous fermer complètement et nous installer dans une citadelle assiégée, pour reprendre un terme qui a été employé aussi tout à l'heure ? Moi, je ne suis pas du tout partisan de la citadelle assiégée, mais je crois cependant que, compte tenu de ce qu'est la position industrielle de la France, celle dont nous avons hérité, il y a un certain nombre de protections à prendre.

Je crois qu'immédiatement il fallait, pour relancer notre industrie, protéger un certain nombre de secteurs. Je suis de ceux qui disaient qu'il aurait fallu nationaliser en quelques jours. Lorsque Le Garrec nous dit : « En huit mois, ce n'est pas mal », je suis en désaccord avec lui. Je crois qu'une loi nous aurait permis de nationaliser en quelques jours et de mettre l'appareil nationalisé en marche dans les semaines qui suivaient. Or, actuellement, nous ne savons pas encore quel est le projet industriel pour les entreprises nationalisées.

Voilà des réalités, et c'est à partir de ces réalités de classe que, je crois, nous aurions pu conduire une politique qui n'était pas celle de la citadelle assiégée, mais celle de l'indépendance nationale, avec la reconquête du marché intérieur à partir de protections et de l'appareil industriel que nous remettions en ordre de marche.

Voilà ce que je crois, pour le passé.

Aujourd'hui, eh bien ! nous avons tiré les conséquences de la politique de ces vingt derniers mois. Nous avions un atout, c'est que la France était peu endettée. Aujourd'hui, elle l'est beaucoup et sa capacité de manœuvre en est réduite d'autant.

Cela dit, un plan vient d'être arrêté. Il faut qu'il réussisse et notre devoir est de le soutenir. Autant nous devons exercer entre nous, ici, dans le huis clos du Comité directeur, notre droit à la critique constructive, comme nous y invitait Lionel tout à l'heure, autant nous ne devons pas marchander notre appui au gouvernement devant l'opinion publique et devant les travailleurs, d'autant que ce plan doit réussir le plus rapidement possible. Plus de temps durera l'application de ce plan, plus nous risquons d'avoir une aggravation du chômage ; cela a été clairement indiqué, mais il n'y a pas besoin d'être économiste pour le comprendre.

Il faut aussi considérer que, jusque là, nous avions indiqué que c'était par la relance de la consommation que nous redonnerions de la vigueur à l'investissement. Il n'est pas sûr que cette analyse soit fausse ; je crois au contraire qu'elle était juste et qu'il ne suffit pas de décréter qu'on va économiser de l'argent pour investir pour qu'ipso facto les industriels investissent. On n'investit que si l'on a des chances de produire et de vendre. On ne produit que pour vendre.

Donc, je crois que nous devons faire en sorte que ce plan réussisse le plus rapidement possible, et réussir, cela signifie que nous devons réduire rapidement notre déficit de la balance commerciale, c'est-à-dire d'abord de la balance industrielle.

Je crois que pour cela, nous devrions d'abord nous appuyer sur les travailleurs, qui ont le sens de l'intérêt national, et que par ailleurs nous devrions mettre en

œuvre des moyens de reconquête du marché intérieur français. C'est une idée que j'avais évoquée il y a un peu plus d'un an, sans doute avec pas assez de force à ce moment-là, mais je crois que le Parti Socialiste pourrait prendre l'initiative de rencontres avec les autres partis de gauche, avec les organisations de consommateurs, avec des coopératives, de façon à créer ensemble une association pour la reconquête du marché intérieur français, et que nous pourrions là, tous ensemble, privilégier la consommation de produits français. Nous avons là, au travers d'organisations, une capacité de mobilisation qui n'a pas encore été explorée et qui pourrait être puissante. Il suffit, finalement, d'économiser 10% de nos importations. Je crois que c'est possible ; en tout cas, je fais cette proposition.
Un dernier mot, mais Lionel en avait parlé lorsqu'il a évoqué la conception du Parti ; nous y reviendrons dans le cadre de la préparation du Congrès.
Lorsqu'on parle de la gauche alternative, moi, je peux vous dire que je sais ce que c'est, pour la bonne raison qu'à Massy, nous avions une liste de la gauche alternative, qu'elle s'est maintenue au deuxième tour et qu'il est heureux que la droite n'ait pas suffisamment de force, parce que, les voix de gauche divisées, cela aurait pu être extrêmement grave pour nous !
Cette gauche alternative a trouvé des théoriciens ; Lionel a donné un certain nombre de citations tout à l'heure.. J'aurais pu vous en faire d'autres, mais compte tenu de l'heure, je voudrais être courtois à votre égard ; nous aurons largement le temps d'en reparler, mais ce sera aussi un débat important. Moi, je ne suis pas de ceux qui bradent le Parti, qui considèrent que le mouvement social doit se substituer à la lutte des classes, et j'imagine que lorsque viendra le débat du Congrès, nous saurons, une nouvelle fois, indiquer ce que doit être un Parti de classe au service des travailleurs.
(Applaudissements)

Le Président - Merci. La séance est levée. Nous reprenons demain matin à 9 heures et demie, et encore une fois, n'oubliez pas de changer d'heure !

Parti Socialiste
Comité directeur
26 et 27 mars 1983

Séance du dimanche 27 mars 1983 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le Président (Claude Estier)
Je rappelle que, comme nous l'avions décidé hier soir, le temps de parole est maintenant limité à cinq minutes. Le premier orateur est Alain Pinel... Il n'est pas là. Alors la parole est à Alain Barraultlt. Ensuite, Robert Chapuis.

Alain Barrault

« II faut les achever », Françoise Gaspard a eu raison hier après-midi de rappeler ce titre, parce que c'est un titre évidemment de l'extrême droite, mais symbolique de l'état d'esprit d'une grande partie de la droite pour ces élections municipales.

Tout était bon pour la revanche, tout était bon pour mettre en cause la légitimité de la majorité élue en juin 1981. Tout était bon pour démontrer que, comme ils le disaient depuis des mois, les Socialistes c'était peut-être gentil, mais c'était bien incapable.

Il faut donc, chers camarades, que nous ayons cela en tête pour toutes nos analyses du scrutin.

Bien sûr, cela a été un échec, ou un demi échec, mais combien étaient fortes, combien étaient mobilisées les groupes d'en face.

Deuxième thème qui m'a beaucoup frappé dans cette campagne et qui en a je crois frappé beaucoup d'autres, le racisme.

Il ne peut être satisfaisant, il ne peut être réconfortant pour aucun homme de gauche ou femme de gauche, de considérer que la droite montre son plus hideux visage.

Or, effectivement, dans cette campagne des élections municipales, la droite a montré son plus hideux visage ; ici ou là elle a manifesté de manière évidente des thèses racistes, xénophobes, et pas simplement des candidatures comme celles de l'extrême droite, mais bien souvent des gens considérés comme respectables dans leur ville ont défendu ces thèses, avec comme thème central pour développer ces thèses, la présence des travailleurs immigrés.

Il faut que, sur ces questions, nous continuions à manifester l'offensive qui a été celle du Parti depuis des mois.

Et je ne reprendrai pas ce qui a été dit hier par Françoise Gaspard, que je partage, j'ajouterai simplement, elle a dû le mettre puisque cela s'est passé dans sa propre ville, que le Parti lui-même, avec son Premier Secrétaire, avec le Secrétaire national aux Droits de l'Homme, a jugé nécessaire de faire, tout de suite après les élections municipales, une manifestation sur ce thème du racisme et de la discrimination dans les villes en direction des étrangers.

II faut donc continuer dans ce sens, marquer notre présence, approfondir notre réflexion, être là aussi offensifs.

Troisième élément, les luttes qui sont en cours doivent nous permettre d'apprécier s'il y a eu, comme nous le pensons tous, principalement des abstentions à gauche ou s'il y a eu, ce qui serait bien sûr beaucoup plus grave, un passage de gauche à droite, dans quelle proportion, pour quelles catégories sociales, cela est-il véritable ?

Il faut que ces questions, nous les analysions et Jean Poperen l'a indiqué hier, en détail, parce qu'à mon avis, je pense que le second tour des élections municipales a démontré qu'il y avait une volonté de mobilisation à gauche quand effectivement les enjeux étaient clairement indiqués comme étant des enjeux politiques ; nous devons nous en souvenir pour les prochaines échéances municipales ; la politisation des élections, la démonstration que la droite a

Fondation Jean-Jaurès

toujours les mêmes caractéristiques qui sont de plus en plus dangereuses pour l'économie, mais aussi pour la société de notre pays, sont des caractéristiques que nous devons mettre en avant.

Quatrième point, le vote des jeunes. Je crois que là aussi, il y a eu beaucoup d'abstentions au premier tour et beaucoup de mobilisation au second tour, là où il y avait second tour. Bien sûr il y a eu un sentiment d'insatisfaction, qu'un certain nombre de mesures annoncées ne soient pas déjà réalisées. Bien sûr il y a eu un certain nombre d'impatiences qui ont été manifestées dans ce vote ou cette abstention du premier tour, mais je pense que nous devons là aussi ne pas simplement traiter ces questions en disant : « Il faut redonner une sorte d'élan général au Projet Socialiste » ; il faut aussi à partir des propositions qui sont celles du Parti, à partir des actions menées par le gouvernement, répondre concrètement à telle ou telle interrogation de la jeunesse, que ce soit par rapport à la question du chômage, de la formation professionnelle, que ce soit par rapport à la question de l'éducation, que ce soit par rapport à la question du service national, que ce soit par rapport à la question des loisirs et des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Je pense qu'il faut, pour ces questions, pour ces catégories, avoir bien sûr un élan général, à partir du Projet Socialiste, mais qu'il faut approfondir nos propositions, nos réponses concrètes, ce que veulent les gens à mon sens maintenant, après les élections municipales, c'est que notre Parti, comme il a essayé déjà de le faire depuis plusieurs mois, rentre dans le détail des propositions de la vie quotidienne ; cela est un élément important pour la mobilisation qui est maintenant le point que je voudrais traiter.

Tout le monde, et en particulier Marcel Debarge, Jean-Paul Bachy et Christian Goux, chacun à leur manière l'ont dit hier, aucun Socialiste ne peut, après ce Comité directeur, imaginer que son action ne va pas être une action de soutien à l'action gouvernementale. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas une possibilité de débat, au contraire, il faut que ce débat existe, il faut que ce débat se prolonge et qu'il se termine par un Congrès qui sera, je le souhaite, un Congrès de débat. Mais il faut que bien sûr, là où il y a eu des hésitations, et les hésitations éîtaient légitimes, les hésitations étaient justifiées, il y ait maintenant détermination, il faut que chacun d'entre nous, à partir de la situation actuelle, et cette situation a été choisie, voyons le clairement, à la fois par les choix du Président de la République, par l'engagement de l'ensemble du gouvernement, de toutes les sensibilités du Parti, par l'ensemble de l'engagement de l'union de la gauche, le Parti communiste Français, le P.S.U., le M.R.G., à l'intérieur de notre propre camp.

Maintenant, après ce choix, après ce Comité directeur, il pourrait y avoir par rapport à cette énorme tâche qui est celle de faire comprendre que l'ensemble de cette période se situe dans le Projet Socialiste que nous avons mis en place en mai-juin 1981, est-ce qu'il pourrait y avoir des voix dissonantes ?

Personnellement je ne le pense pas, personnellement je ne le souhaite pas.

Il faut par exemple, si l'on veut retrouver, comme disait et comme s'interrogeait sur ce point Georges Sarre hier, la ligne directrice de notre projet, il faut

Fondation Jean Jaurès

remettre en avant clairement développée la déclaration du Président de la République de mercredi : est-ce que pour chacun d'entre nous ce type de déclaration ne correspond pas précisément au fil qui peut, au-delà des déclarations et des attitudes prises de manière précise et de manière ponctuelle par le gouvernement, correspondre effectivement à la traduction de notre propre projet ?
Il faut donc que le Parti, reprenant ainsi la fonction qui est celle de l'explication de la politique d'ensemble du gouvernement, insiste sur la continuité du projet et non pas sur tel ou tel aspect ponctuel de la politique actuelle.
Il faut enfin, et ce sera mon dernier point, que d'ici le Congrès, le Parti continue à travailler, et j'insiste là aussi sur le verbe « continue », puisqu'il n'est pas à mon avis question que l'on puisse avoir collectivement l'analyse que j'ai pu entendre hier par tel ou tel Camarade, qui manifestement est un petit peu déconnectée de la vie du Parti, qu'il y aurait une sorte d'oubli, d'absence, d'abandon du Parti de telle ou telle de ses préoccupations de forme de proposition ou d'action.
Il faut donc que nous puissions mettre en œuvre immédiatement, et sans attendre le Congrès, des campagnes de mobilisation. Les droits nouveaux des travailleurs ont été évoqués hier par Jean-Paul Bachy. Au Secrétariat National Jeunesse et aux M.J.S., nous pensons qu'une campagne sur le thème « Emploi et formation professionnelle des jeunes », est aussi un élément nécessaire, à la fois parce que c'est un point central de la politique du gouvernement en direction de la jeunesse et que c'est aussi un secteur où les ministres communistes sont présents ; il faut que nous puissions être présents sur le terrain pour arriver à ce que, par une campagne de mobilisation, par une campagne d'adhésion, nous arrivions petit à petit à ce grand parti de masse qui est nécessaire. Cela ne sera pas facile ; petit à petit il faut le faire et il faut, je crois, avoir, pour arriver à ce résultat, le double objectif, bien sûr de tenir bon, mais aussi de tenir compte de la stratégie des acteurs du changement. (Applaudissements).

Le Président - La parole est à Robert Chapuis, ensuite à Colette Audry.

Robert Chapuis
Chers camarades, à l'ordre du jour de ce Comité directeur, nous sommes toujours dans ce débat, il y a une réflexion sur le résultat des élections municipales.
Nous avions prévu, en effet, qu'après ces élections municipales, il conviendrait de réfléchir, non seulement sur les scores, mais de réfléchir sur leur signification plus profonde, par rapport à ce qui s'était passé dans le pays depuis mai 1981 ; nous avions le sentiment que les élections municipales allaient nous aider à mieux comprendre un certain nombre de mouvements en profondeur, à l'intérieur de notre pays, et je me bornerai à intervenir sur ce problème du résultat des élections municipales et sur les perspectives du Congrès.
Je crois que nous avons à réfléchir ensemble ; je dis bien ensemble, non pas les uns contre les autres ; non pas pour essayer de nous resituer les uns par rapport

aux autres.
Je crois que nous avons tous senti, au soir du premier tour, que ce n'était pas telle ou telle sensibilité qui était provoquée en quelque sorte à la réflexion, par le résultat des élections municipales, c'était l'ensemble du Parti, c'était l'ensemble de la gauche, et nous ne pouvons pas réfléchir aux municipales sans voir que dans les échéances politiques qui ont été celles du Parti depuis mai-juin 1981, un certain nombre de problèmes se sont posés, et ce sont peut-être les mêmes problèmes.
Il faut se souvenir des élections législatives partielles, il faut se souvenir des élections cantonales, il faut se souvenir de ces difficultés que nous avons connues, pour savoir comment les surmonter dans l'avenir.
Nous avons parfois risqué de nous tromper sur ce qui s'était passé en mai-juin 1981, et je crois que, d'après les interventions que nous avons entendues hier, i1 y a un large accord pour reconnaître qu'en mai-juin 1981, il y a eu certes un mouvement politique important, essentiel.
Cette victoire de la gauche, elle a été le produit d'une double rencontre : d'une part, l'action propre de la gauche, en jonction avec les couches sociales frappées directement par la crise économique et sociale, mais aussi des contradictions internes à la droite, contradictions liées à la crise sociale, contradictions liées aussi à l'histoire politique de la 5ème République et au décalage croissant entre un certain nombre de forces politiques, imagé notamment à travers le gaullisme et un certain nombre des nouveaux représentants de la bourgeoisie.
Nous savons que mai-juin 1981 a été le produit, en quelque sorte, à la fois de cette action et de cet ensemble de contradictions.
Nous savons bien que mai-juin 1981 n'a pas été le produit en quelque sorte d'une vaste prise de conscience à l'intérieur de notre pays, de l'exigence du changement.
Il y avait la nécessité pour nous, et c'était le sens de notre action au lendemain de mai-juin 1981, de jeter les bases de cette prise de conscience, de réaliser socialement le mouvement politique de mai-juin 1981 et, à cet égard, il faut nous interroger sur ce que nous avons fait, sur les difficultés que nous avons rencontrées.
Je crois que nous nous rendons compte aujourd'hui que le problème n'est pas de retrouver le mouvement de mai-juin 1981. Le problème est de constituer les bases sociales qui permettront de faire en sorte que le mouvement de mai-juin 1981 pourra continuer de se réaliser politiquement et pourra aller plus loin.
A cet égard, les notions de réserves que nous avons utilisées pour le deuxième tour sont peut-être un peu ambiguës. Je crois que nous ne pouvons pas concevoir la gauche comme une sorte de capital qu'il conviendrait de gérer, en voyant sur quelle tête, à tel jour, à tel moment il convient de l'investir.
Nous savons en effet que ce capital de la gauche, il ne pourra se réaliser que s'il se réalise dans la voie du Socialisme et elle ne peut être prise que s'il y a les fondements d'un mouvement social qui donne une ouverture, qui donne nécessité aux évolutions politiques qui peuvent se faire.
Le deuxième tour, nous en sommes tous conscients, a montré que nous savions

Fondation Jean-Jaurès

mobiliser contre ; la question qui se pose est de savoir si, dans les temps qui viennent, nous allons pouvoir mobiliser pour, et nous savons que ce n'est pas une question principalement pour le gouvernement, c'est une question principalement pour le Parti, parce que le gouvernement, face à notre pays frappé durement par la crise, après les vingt-trois ans que nous avons connus, après également les soubresauts internationaux, après des difficultés que l'on voit apparaître au niveau de l'Europe, et nous n'avons pas parlé de ce qui s'est passé en Allemagne politiquement et qui a des conséquences sur notre propre pays ; je crois que face à cela la question qui se pose est de savoir comment le Parti va prendre en compte cette situation, va prendre en compte les exigences d'une mobilisation.

Très rapidement, le temps est mesuré, trois remarques à cet égard.

- La première pour dire qu'il faut, dans ce domaine, bien affirmer le Parti Socialiste ; nous ne pouvons pas être simplement défensifs, ou propagandistes, nous devons affirmer la nature et les objectifs du Parti Socialiste et à cet égard il est vrai que nous avons été très sauvent à l'occasion d'élections municipales, quelque peu embarrassés, et je crois que cet embarras a été largement partagé. Nous l'avons vu dans nos journaux : fallait-il appeler à voter socialiste ou pour la gauche ? Nous avons vu les ambiguïtés à cet égard dans nos propres journaux.

N'ayons pas de faux débat sur l'union de la gauche. Voyons qu'en mai 1931, il y avait deux candidats au premier tour des présidentielles ; qu'en juin 1981, il y avait deux candidats partout au premier tour des élections législatives ; qu'aux cantonales, nous savons qu'il y avait partout deux candidats et qu'indéniablement, l'opinion s'est habituée à considérer qu'à travers la gauche il y avait deux formations ; nous avons eu parfois quelques problèmes à expliquer comment l'on pouvait avoir un développement de la proportionnelle à l'occasion des municipales, un scrutin à deux tours et, par ailleurs, comme cela a été dit effectivement, une solidarité de gestion.

Ceci implique une pédagogie qui n'est pas toujours facile et qui, sur le terrain, nous l'avons vu, a fait qu'à certains moments les primaires ont été difficiles pour les Socialistes et qu'à d'autres moments, la pure et simple solidarité nous a créé un certain nombre de difficultés au premier tour.

Nous avons là, je crois, un problème qui est de savoir comment gérer l'union de la gauche et non pas de savoir s'il faut choisir ou non l'union, mais je crois que ce problème de la gestion de l'union de la gauche est aussi une des questions dont nous devrons débattre.

- Le deuxième point, c'est de savoir comment retrouver les capacités offensives et bien sur la rigueur économique que nous allons tous appuyer dans les temps qui viennent et, cela a été très largement dit, n'aura de sens que si nous savons lui fixer des objectifs sociaux.

Il n'est pas possible, politiquement d'affirmer la nécessité de la rigueur pour la rigueur. La rigueur n'est possible que pour une meilleure maîtrise de la situation, pour des objectifs sociaux.

Je vais citer trois exemples qui ont été au cœur de la campagne sous des aspects différents ou qui vont être au cœur des problèmes que nous allons rencontrer.

Le problème de la sécurité. Méfions-nous, ce problème ne va pas se régler par un peu plus de police. Il faut que les conclusions de la Commission Bonnemaison, que la commission Dubedout soient pour le Parti l'axe de sa réponse sur ces problèmes de sécurité, et ne confondons pas à cet égard un certain nombre de mesures que le gouvernement doit prendre et qui sont liées à des situations immédiates, et d'autre part les perspectives qui doivent être affirmées par le Parti dans ce domaine.

Or, craignons que, pris constamment par l'actualité, nous oublions cette profondeur de champ qu'évoquait Jean-Pierre Cot hier et qui, sur les problèmes de sécurité, passent par des mesures sociales, par des mesures où les collectivités locales vont être en cause, et c'est ici où nous verrons la différence entre la droite et la gauche dans les mois qui viennent.

Les citoyens doivent juger ce qu'ils ont fait dans un certain nombre de villes, c'est-à-dire qu'en choisissant la droite, ils n'ont pas seulement averti la gauche, ils ont créé une situation nouvelle, ils ont renforcé les courants réactionnaires.

Sur le problème du foncier, nous savons le débat que nous avons avec les agriculteurs, le débat avec les collectivités locales, le débat qu'il y a pour le développement industriel, nous ne pouvons pas nous contenter de remettre à demain les problèmes de ce type, il faut que le Parti avance dans ce domaine et le troisième exemple que je voulais prendre, c'est dans le domaine de la fiscalité. Je crois que tout à l'heure, dans le texte proposé, nous pourrons mettre en évidence comment on ne peut faire admettre de nouvelles mesures de fiscalisation ou un nouveau poids sur la fiscalité que si nous donnons à l'horizon les transformations, les bases même d'une nouvelle fiscalisation.

- Le troisième point débouche sur le Congrès et j'en terminerai par là : François Mitterrand, dans son intervention, a largement parlé de la jeunesse, et je crois qu'il y a là effectivement pour les années qui viennent un enjeu formidable qui est celui de la gauche, qui est celui du Socialisme dans notre pays.

Quelle formation ? Quel partage de travail ? Quel partage de pouvoir ? Parce que c'est cela, la décentralisation. Quel mode de communication entre les hommes, les femmes, les générations, à l'intérieur de notre pays ? Quel objectif sur ces différents points?

Voilà, me semble-t-il, quel devrait être le travail de notre Congrès.

Alors, bien sûr, dans nos Congrès, nous avons une certaine habitude, c'est que dans les périodes un peu d'incertitude, parce que nous ne savons pas encore très clairement comment distinguer la nature de l'adversaire, nous nous regardons les uns et les autres, et l'esprit offensif nous le menons parfois plus les uns contre les autres dans les périodes de Congrès que finalement vis-à-vis de nos adversaires. Or, le Parti Socialiste, c'est le parti majoritaire du pays, c'est le parti majoritaire qui a en compte la réussite ou l'échec de la gauche dans les années qui viennent, et nous le savons bien en cette fin de siècle.

Il me semble que dans le Congrès, il faudra que nous sachions mener le débat, mais le mener dans un esprit de responsabilité qui permette de déboucher, non pas sur les accusations des uns vis-à-vis des autres, sur de fausses séparations,

sur de prétendues gauches, où il y aurait la vraie ou la fausse, mais sur la mise en évidence que le Parti Socialiste est riche de ses différences, riche de sa diversité et que dans sa capacité de débattre, il doit mettre ses différences au service de son union au service de sa cohésion.
Ne nous trompons pas d'adversaire à l'occasion du Congrès, sachons que l'adversaire, c'est non seulement les forces politiques de droite, mais les bases sociales qui sont en train de se reconstituer pour servir la droite. Nous devons être capables de disputer à la droite un certain nombre d'éléments fondamentaux de ces bases sociales, il faut déchirer le tissu social que la droite essaie de constituer à l'intérieur du pays.
Nous avons besoin d'un Congrès fort ; le Congrès doit renforcer le Parti, oui, le débat, oui, je me réjouis que nous ayons le temps nécessaire de mener ce débat pour savoir comment débattre, comment nous rassembler sur des bases qui nous permettront effectivement de vaincre les risques d'échec et d'assurer la victoire de la gauche et du Socialisme dans notre pays.

Le Président - Colette Audry ; Gérard Fuchs après.

Colette Audry
Mes camarades, une remarque et deux points.
Première remarque, les débats sur le fait qu'il y a une deuxième gauche, j'ai l'impression que ce n'est pas nous qui les avons soulevés. Qui a annoncé qu'il y avait deux gauches ? Qui le répète depuis des années ? Ce n'est pas nous !
Voilà pour la remarque.
(Applaudissements)
Maintenant la première observation que j'ai à faire, c'est que devant le plan du gouvernement, devant ce plan dont nous pensons qu'il nous faut le soutenir, je rappelle que nous pouvons affirmer la continuité de notre politique, nous ne pouvons être compris qu'à une condition, que passe le changement pour lequel nous sommes au pouvoir, et cela comporte trois volets : les garanties à obtenir du patronat, la réforme fiscale, l'application effective des réformes par le changement des comportements dans les entreprises nationalisées notamment, et par l'application effective des droits des travailleurs.
Cela, camarades, c'est un sine qua non.
Qui commande notre réussite et notre échec ? Et quand je dis échec, c'est un échec qui serait terrible.
On nous a dit hier que le gouvernement nous avait déjà plus ou moins répondu sur ces questions. A l'heure actuelle, ces réponses passées sont insuffisantes. Il faut que le Comité directeur repose la question au gouvernement, et le gouvernement se doit d'y répondre.
Nous ne demandions pas qu'il fasse tout tout de suite, qu'il fasse éventuellement une programmation, mais qu'il nous réponde. Je n'en dirai pas plus. Cela, beaucoup d'autres l'ont dit. Mais il était important qu'on puisse mesurer le volume de ceux qui le disent.
Deuxième point, et je serai la seule à en parler, par conséquent il faut que j'en

Fondation Jean-Jaurès

parle, je vais rappeler une chose qui est absolument nécessaire dans le travail que le Parti doit maintenant entreprendre sur lui-même pour être un parti mobilisateur. Ce parti n'a pas de journal quotidien, et je dois dire que depuis 1971, toutes les fois que j'ai eu à parler de ce sujet, j'ai dit que c'était une faiblesse profonde.
Quand je dis cela à des camarades, ils me répondent très gentiment, avec une espèce de compassion quelquefois amusée mais toujours pas méchante, et ils me répondent deux choses : moi, j'écris des articles ; ce qui est écrit, cela compte pour moi. C'est la première chose.
La deuxième, c'est qu'étant donné mon âge, évidemment je suis un peu dépassée par les développements des technologies de communication modernes.
Je m'excuse, mais ces réponses me paraissent le type même de l'imbécillité politique engendrée par un certain modernisme, et faisant partie d'une Commission sur l'étude du Centre International de Communication qui va se mettre en place à la Défense, j'ai constaté que même pour les gens des médias audiovisuels, les gens du cinéma, les gens de la télévision, tout cela - je l'ai entendu dire par eux - n'était qu'un appoint à la presse écrite. Un appoint !
Alors vous me direz : « On ne lit plus les journaux. » Et les titres, camarades ? Quand vous êtes assis dans le métro, le titre du journal de votre voisin ? Les titres à mesure qu'il tourne les pages ? Les titres au kiosque à journaux ?
Quelques exemples pour vous montrer quelle est la contre-pédagogie des titres à l'heure actuelle. Je ne prendrai pas des journaux de droite, ils font leur métier, je ne vous donnerai pas le nom des journaux de gauche qui affichent ces titres.
Quelques têtes de chapitres : « Le cirque électoral » ; « Chirac et Defferre s'empoignent » ; « A quoi jouent les Socialistes ? » ; « Second tour : je fusionne, tu te décides, il se maintient » ; le 3 mars : « ils ont donné leur dernier spectacle », et tout dernièrement : « Une semaine folle ».
Il y a ensuite ce qu'on peut appeler la démoralisation systématique de la gauche, cette colère que la gauche ne contrôle plus, des mauvaises notes qui tombent, quand il y a un mauvais indice, parce que les bons ne font jamais l'objet d'un grand titre en première page : « Assez dosé, assez causé, il faut oser » ; « Mauroy devant le trou » ; « La gauche dévaluée ».
Et enfin, il y a aussi, comme dernière tête de chapitre pour détourner simplement l'attention, dans les moments graves, de ce qui est grave : « Ils ont recalé Trenet »... trois pages là-dessus ; ça date du 25 février.
Enfin, le 5 mars, la veille du premier tour, quatre pages : « Adieu Tintin ! »
C'est tout.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs
Chers camarades, je suis tout à fait convaincu effectivement que nous avons un problème de communication, mais je crois que nous ne pouvons pas pour autant ne pas nous interroger aujourd'hui sur la question de ce que nous avons à

communiquer.
Didier Motchane nous a indiqué hier qu'il nous fallait refuser le choix, je le cite, « entre la récession et la relance aveugle ». Je crois que sur ce discours, on doit pouvoir rassembler 99% du Parti, mais je pense aussi, malheureusement, que lorsqu'on a écarté le déviationnisme de droite et celui de gauche, on n'a pas pour autant tout à fait défini ce que j'appelle la ligne juste.
Cette contradiction qui nous est signalée est réelle, mais comment en sortir ?
Je crois, pour ma part, qu'on ne se sortira de ce dilemme posé par le plan des rigueurs actuel qu'en distinguant avec précision ce qui ressort du court terme et ce qui ressort du moyen terme.
Je crois que dans le court terme nous n'avions guère le choix. On peut probablement discuter telle ou telle mesure, tel ou tel équilibre entre ce qui nous a été présenté vendredi, mais je crois que si Didier Motchane avait raison de dire qu'il n'existe pas de relation entre la demande et l'inflation et qu'il faut faire attention à toute idéologie économique sur ce point, je crois que par contre il existe, c'est vrai, une relation claire entre la demande intérieure et le déficit extérieur. Je crois, malheureusement, que nous n'en finissons pas de découvrir cette relation et qu'il nous fallait avoir le courage de la prendre en compte.
Je sais que le mot « contrainte extérieure » est une expression que les Socialistes n'aiment pas beaucoup.
Mes chers camarades, si nous voulons comprendre ce qui nous arrive, et je crois quand même que cela devient important, je pense qu'il nous faut accepter de réfléchir au sens de cette expression et, encore une fois, il nous faut également, je crois, renoncer à jeter dans je ne sais quelles ténèbres extérieures ceux qui posent ce genre de question, à condition bien sûr, ce qui est, je crois, tous notre cas ici, que nous le posions non pas comme prétexte à l'immobilisme mais pour réunir des conditions qui permettent effectivement la poursuite du changement.
Dans le court terme, je crois donc que nous n'avions pas beaucoup ou plus beaucoup de marge de choix ; mais la question, à mes yeux fondamentale, que je voudrais poser maintenant est la suivante : comment allons-nous utiliser la marge de jeu, les quelques mois que nous donnent les mesures que nous venons de prendre, pour redresser la situation ? Et, je dirais, pour la redresser dans deux domaines. Pour la redresser d'abord dans le domaine économique, car je crois que ce qui vient d'être décidé n'a de sens que si nous profitons du répit pour effectivement desserrer cette fameuse contrainte extérieure, sinon nous savons bien que nous n'aurons que remis le problème à plus tard.
Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous mettons de côté 65 milliards, je reprends les chiffres des journaux. Qu'allons-nous en faire ? Dans quels secteurs allons-nous effectivement orienter les nouvelles possibilités d'investissement ? Est-ce que nous allons procéder à cette analyse produit par produit de ce qui nous coûte aujourd'hui le plus cher en termes d'importation ? Est-ce que nous allons nous donner les moyens pour qu'à l'horizon de deux ou trois ans, notre dépense sur un certain nombre de produits soit moins grande ?
Je dis que, pour des raisons de commerce extérieur, dans le court terme, nous n'avions pas d'autre choix que de freiner, mais encore faut-il définir a quoi nous

allons utiliser cet argent que nous mettons de côté.
Et puis, il nous faut utiliser aussi ce délai sur le terrain politique, et là je dirais dans deux directions.
Il nous faut tout d'abord, et je ne fais que tirer là le bilan des élections municipales, redonner les moyens de re mobiliser ce peuple de gauche qui n'a ressurgi que sous le coup de l'inquiétude au deuxième tour, et ensuite il nous faut aussi regarder les deux problèmes, nous poser la question de savoir comment récupérer cet autre morceau d'électorat qui a fait la décision aux mois de mai et de juin 1981.
A cet égard, je voudrais très rapidement évoquer trois problèmes.
Je crois qu'il nous faut parler d'emploi, chers camarades. Nous devons garder le discours selon lequel l'emploi demeure notre priorité, mais puisque nous devons, lucidement, entre nous, admettre que moins 65 milliards, cela fera moins de croissance, et c'est d'ailleurs pour cela que l'on fait cette mesure, pour réduire le déficit extérieur, il fut poser le problème de l'emploi sur d'autres bases. Il faut reposer le problème de la réduction de la durée du travail et le poser cette fois-ci en négociation avec les organisations syndicales. Ne refaisons pas un certain nombre d'erreurs de manœuvre que nous avons commises sur le dossier de la retraite à soixante ans. Nous pouvons prendre, nous en avons maintenant l'expérience, les meilleures mesures qui soient et ne pas en tirer le bénéfice politique escompté. Soyons donc prudents à cet égard.
Il nous faut reprendre, je crois que nous en sommes tous d'accord ici, ce fameux dossier du « Changer la vie », car je crois que si l'électorat de la gauche, pour une part, est resté chez lui le 6 mars, voire encore le 13 mars, c'est parce que dans sa vie quotidienne, effectivement, il n'a pas aperçu les changements qu'il escomptait. Les Smicards, même aujourd'hui, cela représente 2 millions de Français.
Nous n'avons pas à regretter ce qui a été fait pour eux, mais encore faut-il songer à l'autre catégorie, c'est-à-dire y compris ceux qui, électeurs du Parti Communiste, ne sont pas venus voter, ceux qui représentent le monde du travail plus qualifié avec un salaire supérieur et qui n'ont pas reçu du gouvernement de la gauche les améliorations de situation qu'ils escomptaient.
II nous faut - en terme de lois Auroux c'est vrai, de démocratisation du secteur public c'est vrai, de décentralisation au bénéfice des citoyens – engager, par-delà le changement, la réduction des inégalités en terme de revenus, et bien sûr poursuivre dans cette direction, mais ce sera, nous le savons, plus difficile. Il nous faut donc, disais-je, engager le changement de la vie quotidienne au niveau qualitatif, au niveau des rapports sociaux car finalement, chers camarades, nous le savons bien, le Socialisme, cela n'est pas seulement moins d'inégalités de richesses, ce sont aussi d'autres relations de pouvoir.
Enfin, très rapidement, je voudrais dire qu'il y a une dimension internationale indispensable à notre action. Nous avons décidé de ne pas sortir du Système Monétaire Européen et je crois que nous avons bien fait, la semaine dernière, car un autre choix, dans les conditions où nous étions, aurait pu nous conduire à des mesures encore beaucoup plus dures que celles que nous avons été obligés de

prendre.
Je ne fais pas du Système Monétaire Européen une religion, et peut-être à d'autres moments en mai ou juin 1981 aurions-nous pu essayer d'aller plus loin dans un réajustement monétaire. Et je ne sais pas de quoi demain sera fait. Mais je pense que le choix fait il y a huit jours était le meilleur dans les conditions qui étaient les nôtres.
Mais alors, chers camarades, profitons-en. Nous nous sommes donnés le visage de bons Européens par rapport à nos partenaires, essayons d'obtenir des contreparties, essayons de poser au niveau européen le problème des trente-cinq heures ; nous savons qu'il y a un mouvement syndical de plus en plus fort qui, même en Allemagne, va dans ce sens ; essayons de poser au niveau européen le problème d'un certain nombre d'industries de pointe. Nous savons que c'est dans un certain nombre de créneaux de ce genre que notre dépense extérieure est la plus forte. Nous savons que c'est là qu'il nous faut lutter. Nous savons que malgré les difficultés récentes d'usines comme Thomson et autres, nous pouvons trouver dans d'autres pays des relais qui nous mettent à l'abri de la dépendance américaine ou japonaise.
Nous avons fait un choix, essayons d'explorer ce choix, d'autant plus que, je le rappelle notre prochaine échéance électorale sera l'élection européenne en 1984 et qu'en tout état de cause, même si cette élection, pas davantage que les municipales, ne remet en jeu le pouvoir central, il y aura un test bien évidemment très important de la confiance que nous aurons su ou pas su reconquérir dans ceux qui nous avaient fait confiance en mai et juin 1981.
Je terminerai simplement en disant ceci. Il vient de nous être présenté un plan économique de court terme. Je crois qu'il était indispensable, mais il appartient maintenant au Parti Socialiste, je le crois profondément, de resituer ce plan dans une perspective politique.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Garnier.

Garnier
Chers camarades, un certain nombre d'intervenants ont rappelé hier, et avec raison, les contraintes économiques, voire administratives, que nous devons prendre en compte, d'ailleurs pour les dépasser.
Je voudrais tout de même rappeler qu'il y a aussi des contraintes politiques parfaitement incontournables.
Nous aurions, je crois, le plus grand tort de sous-estimer l'avertissement donné au premier tour par les classes populaires, d'oublier que c'est pour une consommation populaire accrue, pour une meilleure croissance et pour l'emploi que des millions de travailleurs ont voté en mai 1981, et si lors de l'échéance décisive de 1986 des résultats suffisants ne sont pas au rendez-vous, il est à craindre que manqueront aussi au rendez-vous beaucoup d'électeurs et d'électrices, de même que manqueraient au rendez-vous beaucoup d'électeurs et d'électrices si, de contraintes en débours, on finissait par perdre un peu le fil des

objectifs contenus dans le Projet Socialiste que nous avons comme volonté d'atteindre.
Il est bien évident que nous ne pouvons pas sous-estimer le risque politique global qui est devant nous. Quel est ce risque ? Il ne dessine pas une hypothèse que d'ailleurs nous combattons tous, il ne dessine pas une hypothèse qui serait très nouvelle dans l'histoire de ce pays ou d'autres pays. Ce risque est d'avoir des résultats économiques insuffisants pour remporter la victoire politique, mais suffisants pour léguer à la droite un héritage meilleur que celui que nous avons trouvé en arrivant. Nous aurions fait le travail difficile, le travail ingrat, le travail parfois difficile à expliquer à travers les mécanismes complexes des règles économiques, et il resterait ensuite à la droite à tirer les fruits de nos résultats et à répéter partout que c'est elle qui est capable de gérer l'économie alors que ce sont nous qui lui aurions préparé le terrain.
C'est un problème que nous devons avoir le courage de regarder en face si nous voulons éviter qu'un jour, historiquement, il ne se pose devant nous.
A quelle condition pouvons-nous éviter cette déviation mortelle ?
Je serai bref pour nécessité d'horaire.
Cela m'amène à dire que j'approuve entièrement les questions posées et les perspectives ouvertes par les interventions de Didier Motchane, de Georges Sarre et de Christian Goux.
Deux points. Une première condition pour le succès, c'est de ne pas négliger la recherche théorique en matière économique. Il me semble évident, et je suis prêt à en discuter avec des experts, que notre connaissance approfondie des processus de la crise, des conditions de développement du chômage dans les sociétés capitalistes avancées, et encore plus des mécanismes conduisant à l'inflation, comporte des insuffisances voire des lacunes, et peut-être, çà et là, quelques erreurs.
Autre condition à réaliser, c'est de réussir enfin l'articulation entre une politique conjoncturelle et les réformes de structure que nous avons accomplies ou que nous allons décider, comme la très importante démocratisation du secteur public. Il faut savoir si nous sommes vraiment d'accord et il faut qu'il y ait débat, je crois, là-dessus, dans le Parti, pour que le secteur public et industriel soit vraiment un instrument d'application de notre politique, ce qui suppose que l'autonomie de gestion s'applique seulement, et c'est ce qui a été dit je crois au colloque organisé par le Parti sur la voie française par les nationalisations, dans le cadre d'une stratégie bien définie et bien contrôlée, conforme aux objectifs économiques poursuivies.
Il faut savoir si nous sommes bien d'accord et faire le débat pour que le secteur bancaire puisse être utilisé de manière volontariste comme un instrument de réalisation de nos ambitions.
Il faut aussi mettre en place des mécanismes de planification qui corrigent et maîtrisent certains processus négatifs du marché. Et si c'est long à réaliser, ce n'est qu'une raison pour déplorer qu'on ne l'ait pas commencé plus tôt.

Le Président - Tu veux conclure ?

Fondation Jean Jaurès

Garnier - Je suis en train de conclure, rassure-toi, j'en suis bientôt à ma dernière phrase.
Il faut aussi être capable de s'appuyer sur le pouvoir économique des travailleurs pour contrebalancer les freinages du patronat et ne pas considérer ce pouvoir seulement comme quelque chose qui peut effrayer certaines couches sociales avec lesquelles il faut un compromis, mais comme quelque chose qui peut appuyer notre politique générale. Compromis avec le patronat d'accord, mais je dirais en caricaturant, il faut aussi le compromis avec la classe ouvrière. Il faut maîtriser l'appareil d'Etat, et il faut qu'enfin le gouvernement dirige effectivement l'ensemble des mécanismes administratifs de ce pays dans le sens qui est le sien.
Relisons, camarades, le Projet Socialiste et, sur les points qui font question d'application, discutons. Ce sera sans doute l'objet de l'un des débats du prochain Congrès.
Didier Motchane, et ce sera ma dernière phrase, disait hier matin : « La rigueur oui, mais pas pour tout le monde et pas à n'importe quel prix. » J'ajouterais, en pesant mes mots : « La rigueur conjoncturelle, d'accord, à condition que nous ayons la même rigueur dans l'application et l'utilisation des réformes de structure que nous avons accomplies ou que nous devons accomplir. »
(Applaudissements).

Le Président - La parole est à Schor, ensuite Debout.

Schor
Mes chers camarades, Garnier vient opportunément de rappeler la dimension politique de notre discussion.
Je crois que, plus que jamais, nous sommes condamnés à réussir.
On a parlé hier d'électrochoc à propos des municipales. Ce que j'entends à la radio et ce que je vois dans les journaux me donne le sentiment que le plan de rigueur qui vient d'être annoncé sera ressenti comme un électrochoc par l'opinion publique.
Il est clair que, deux ans après notre arrivée au pouvoir, après la politique de 1981, après l'inflexion de 1982 et ce qui vient d'être décidé, notre marge de manœuvre est limitée. Il nous reste quelques cartouches, elles ne seront pas infinies. Il faut impérativement réussir, et le débat doit donc porter sur les conditions de cette réussite.
Ce débat est intéressant pour nous, il est intéressant pour ceux qui ont voté pour nous, et je dirais qu'il est aussi intéressant pour ceux qui ne sont pas d'accord avec nous car il est clair que la crédibilité et l'autorité du gouvernement dépendent de la cohérence de ce que nous disons et que le rapport de forces politique avec l'opposition dépend de cette cohérence.
J'ai été hier tout à fait attentif aux questions posées par Christian Goux et je partage totalement ses interrogations. J'ai aussi retenu, et avec intérêt, l'interrogation de Quilès qui disait au gouvernement : « Ce plan va-t-il réussir

? » Que nous nous posions ces questions montre bien l'ampleur du sujet et je crois qu'il est légitime que nous nous les posions.
Quilès disait hier : il faut comprendre.
Oui, il faut comprendre.
La contrainte extérieure - je commencerai par là -, nous l'avons rencontrée, et nous n'avons pas attendu aujourd'hui pour la rencontrer. Il y a bien longtemps que nous en avons décrit et mesuré l'importance.
Je m'arrêterai sur deux aspects qui me paraissent significatifs.
La contrainte extérieur est d'abord structurelle. Nous sommes un pays qui dépend à 22% du commerce extérieur. Je vous rappelle que ce chiffre est de 7% pour les Etats-Unis et de 10% pour le Japon.

Dans la salle - Avant.

Schor - Ce chiffre est un chiffre important. Je dis qu'il est excessif, et quand nous avions parlé de la reconquête du marché intérieur, nous avions dit cela.
Le Garrec disait hier : « II faut du temps. » Oui, il faut du temps, et parce qu'il faut du temps, il ne faut pas tarder et, en effet, il faut dire que, derrière le conjoncturel, il y a aussi cet aspect des choses.
Sur le conjoncturel, tirons l'enseignement de ce qui s'est passé.
Le plan de relance par la consommation de 1981 n'a pas entraîné la relance de l'investissement privé. Certains d'entre nous avaient attiré l'attention là-dessus.
Nous n'avons pas non plus rencontré à l'extérieur la reprise internationale. Là aussi, je crois qu'il faudra en tirer les enseignements.
Mais enfin, il y a un dernier point sur lequel on n'a pas suffisamment attiré l'attention, c'est que la relance de la consommation entraînait un déficit formidable au niveau des importations de biens de consommation durables, parce que notre appareil productif n'était pas capable de fournir. Cela, c'est une découverte que nous ne pouvions pas faire avant.
Je dis que cela, il faut aussi en tirer les conséquences.
Dernier point sur la contrainte extérieure. J'ai entendu, hier, Le Garrec nous expliquer que le plan qui est arrêté par le gouvernement conduira à l'augmentation du chômage et je pense, en effet, que si nous n'y prenons pas garde, la réduction de 65 milliards de la consommation ne peut pas ne pas avoir cette incidence. Mais Le Garrec nous a dit aussi : pendant 1983 et 1984, cela va être épouvantable, et en 1984, la reprise internationale nous permettra de nous remettre à flot.
Je dis, mes chers camarades, que je ne partage pas l'optimisme de Le Garrec sur la reprise internationale ; je rejoins d'ailleurs là-dessus Lionel Jospin. Je dis, mes chers camarades, que s'il y a une reprise américaine, elle peut très bien rester cantonnée à l'intérieur des Etats-Unis où l'utilisation des capacités est faible et les chômeurs très nombreux, et qu'il n'y aura donc pas d'incidence sur le marché international. Je dis, mes chers camarades, que ce qui s'est passé sur le prix du baril de pétrole entraîne - je le mesure, et tous les banquiers le mesurent tous les jours - une constriction forte du marché de la grande exportation et

qu'en conséquence, ceci va accroître la compétition et va rendre plus difficile la position de chacun des pays exportateurs, dont nous sommes. Je dis, mes chers camarades, que l'insolvabilité patente du Mexique, du Brésil et de quelques autres pays, qui a été masquée pour ne pas faire effondrer le système international bancaire, c'est-à-dire pour préserver les grandes banques américaines, est une réalité qui conduit toutes les banques du monde à mesurer très chichement les crédits qu'elles consentent aux pays du tiers-monde.
Tout ceci constitue la prévision d'une conjoncture internationale difficile pour les années à venir. Il est dangereux de faire le pari inverse.
Ayant donc décrit avec quelque force - je n'ai pas le temps de nuancer - ce que sera la contrainte extérieure, je dis qu'il faut reposer la question suivante et y répondre : cette contrainte extérieure doit-elle nous gouverner ? Il faut répondre à cette question pour nous, et il faut répondre à cette question pour les autres, car il faut que, là-dessus, ce soit parfaitement clair.
Nous, nous avons répondu : il est clair que si nous devons prendre en compte la contrainte extérieure, il ne peut pas y avoir de convergence de politiques économiques dans une Europe dominée par la droite, car si nous faisions cela, cela voudrait dire que nous nous alignons sur la politique allemande. Le débat n'est pas un débat de nature économique, camarades, c'est un débat de nature politique !

Dans la salle - Très bien !

Schor - On ne peut pas choisir de nous aligner sur cette politique et avoir un gouvernement d'union de la gauche en France ! Il y a une contradiction fondamentale.
Si nous voulons - et bien entendu, nous le voulons, nous avons été élus pour cela - que notre gouvernement, à travers les difficultés, continue et perdure, eh bien il faut dire : oui à la prise en compte, non à la convergence.
Quelles conclusions faut-il en tirer ?
J'en tirerai quelques-unes pour ce qui concerne l'accompagnement de la rigueur.
Lionel Jospin disait hier : la décision sur la négociation monétaire de Bruxelles a été difficile. En effet, elle était difficile, et elle était plus difficile qu'en août 1982, plus difficile qu'en mai 1981. Il faut savoir que nos réserves ont été entamées, il faut savoir que notre endettement a cru.
Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on n'aurait pas pu choisir l'autre solution, mais je ne propose pas d'entrer dans le débat de savoir s'il fallait ou non sortir du S.M.E. cette fois-ci. Nous avons choisi dé rester, nous sommes restés et ce débat est clos. Il s'agit maintenant de savoir comment nous gérons cette situation et comment - Fuchs l'a rappelé tout à l'heure - nous avons négocié avec notre partenaire.
Nous avons fait, en effet, une offrande sur l'autel de l'Europe. Eh bien, il faut que cette offrande se traduise par des contreparties et je n'ai aucun complexe à l'égard de notre attitude vis-à-vis de l'Allemagne. L'Allemagne est, dans son commerce avec nous, excédentaire de 38 milliards. Je suis banquier, je sais très

bien quelle est la force d'un débiteur ; eh bien, nous sommes les débiteurs de l'Allemagne en matière de commerce international, nous avons les moyens de discuter. L'Allemagne ne peut pas ignorer un marché, pour elle aussi, important.
Je ne sais pas ce que le gouvernement a fait dans ce domaine, mais je suis sûr qu'il a pris en considération cet aspect des choses, et je pense qu'il serait utile que cela soit connu, car nous ne pouvons pas aller devant l'opinion pour défendre uniquement un plan dont nous définissons la rigueur, il faut également, à côté de la rigueur, montrer la rigueur pourquoi, la rigueur comment. Je ne reviens pas sur la rigueur pour qui, je suis d'accord avec tout ce qui a été di t là-dessus...

Le Président - Tu veux conclure ?

Schor - Je conclus, en disant qu'il me paraît y avoir deux choses tout à fait importantes.
La première, c'est que nous ne ferons pas l'économie d'une rigueur des importations.
La ponction sur la consommation pose des problèmes de conjoncture, pose des problèmes d'emploi. Il y a une contradiction entre cela et la volonté d'aller aux trente-cinq heures, il y a une contradiction entre cela et ce qui résultera d'une croissance zéro. Il faudra donc que nous prenions des mesures de soutien ponctuelles, c'est-à-dire qu'on réinjecte du pouvoir d'achat. S'il faut le faire, eh bien, il faut savoir que la contrepartie est une moindre permissivité aux frontières.
N'entrons pas dans des débats d'école. Nos voisins savent très bien comment cela se fait, il n'y a qu'à copier ! C'est très simple et je n'en donnerai qu'un seul exemple : une entreprise française, qui s'appelle « Maison Phénix », que j'ai connue dans une autre vie, a pendant cinq ans essayé d'obtenir le permis de construire les magnifiques « maisons Phénix » que vous connaissez en Allemagne. Eh bien, le gouvernement allemand a estimé que les « maisons Phénix » ne correspondaient pas aux normes de sécurité allemandes et que, donc, « Maison Phénix » ne pouvait pas construire ses maisons en Allemagne ! Ces maisons existent depuis vingt ou trente ans en France, mais, en Allemagne, elles ne correspondaient pas aux normes de sécurité !
Je n'allongerai pas, ce serait inutile, tout ceci est présent dans les esprits.
Il faut donc, au niveau des biens de consommation durables et au niveau des biens de consommation, envisager les mesures conservatoires et les mesures de rigueur à l'importation qui s'imposent.
Il faudra le faire aussi parce que le plan que nous venons d'annoncer aura un effet négatif sur les investisseurs privés. Les chefs d'entreprise considéreront que la constriction de la demande pose pour eux un problème. Ils investissaient peu, ils investiront moins, sauf si nous sommes en mesure de leur faire la démonstration que nous prendrons les mesures de soutien ponctuelles, et je vous renvoie à ce que je disais tout à l'heure : un certain volontarisme, et donc forcément une intervention sur nos importations.

Fondation Jean-Jaurès

Je dis que nous y serons inévitablement conduits, et s'il faut le faire, faisons-le aujourd'hui, avant d'y être contraints par l'événement.
Mon dernier point sera celui de l'accompagnement politique.
Je ne pense pas que l'on puisse rassembler une majorité de Français sur un plan tel que celui-là s'il n'est pas assis sur quelques idées simples.
D'abord, un gouvernement fort. La crise crée l'angoisse et l'angoisse appelle les gouvernements forts. Un gouvernement fort, c'est un gouvernement qui dit des choses simples, peu nombreuses, et qui les fait avec persévérance.
Deuxièmement, il faut un gouvernement dont l'assise politique soit incontestable, et je dis qu'il faut tuer dans l'œuf toute idée de recentrage, car si l'on s'interrogeait sur l'équilibre politique du gouvernement, sa crédibilité et sa force en seraient compromises. Je constate que Roger-Gérard Schwartzenberg qui, lui, avait proposé ce recentrage, a déjà changé d'avis puisqu'il a rejoint le gouvernement d'union de la gauche... Donc, cela prouve que les esprits peuvent évoluer.
Troisième point, il est clair...

Le Président - Je te demande de conclure.

Schor - Je conclus d'une phrase... Il est clair qu'il faut, sur une politique comme celle-là, qui est une politique dure, réunir l'ensemble de ceux qui sont attachés à l'indépendance nationale. Je dis que si nous voulons réussir cette politique, il faut s'en donner les moyens, il ne faut pas sortir le sabre à moitié.
En réalité, c'est une politique de salut public dont nous parlons. Cette politique de salut public doit trouver au-delà de la gauche le moyen de rassembler tous ceux pour qui l'avenir de ce pays est la préoccupation fondamentale.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Debout, ensuite à Denecker.

Debout
A l'heure qu'il est et très rapidement, je voudrais faire part d'une certaine inquiétude qui est la mienne.
Je veux dire que le débat qui est mené est important, il est serein, il est nécessaire, mais que ce que l'on dit aujourd'hui, ce qu'on a dit depuis hier, j'ai un petit peu le sentiment du « déjà entendu ». Notamment, l'année dernière, après les élections cantonales, nous avions dit, avec la même force - peut-être avec un peu moins de rigueur - qu'il était urgent de prendre un certain nombre de mesures. Je me souviens qu'au Comité directeur du mois de novembre on a parlé, dans le texte de résolution, de la réforme fiscale, on a parlé des droits des travailleurs, on a parlé des entreprises nationalisées.
Or, je crois que l'heure bien entendu est au débat, il va y avoir le Congrès, mais je dirais que l'heure est surtout à la réponse à ces questions.
Evidemment, les choses ne sont pas simples, mais je crois que rien ne serait pire que si on avait l'impression, ici et dans le Parti, qu'on pose les bonnes questions

Fondation Jean-Jaurès

mais que la réponse est toujours reportée à plus tard, et si la réponse est reportée à plus tard, alors là, effectivement, le rendez-vous électoral prochain sera pour la droite, pas pour nous.
Donc simplement, et sans en ajouter, je crois qu'aujourd'hui et dans cette période de préparation du Congrès, il ne faut absolument pas que le Parti soit simplement en état de discussion, il faut aussi, et de manière concomitante, qu'il soit en état d'action.
(Applaudissements)

Le Président - Merci, et félicitations à l'orateur pour ne pas avoir épuisé son temps de parole minimum. Denecker ?

Denecker
Camarades, mon propos se limitera à quelques suggestions concernant l'action du Parti.
Nous avons, à l'occasion des élections municipales, expérimenté sur le terrain la décentralisation, avec toutes les répercussions qu'elle va avoir dans l'avenir au niveau de la gestion des communes.
A ce niveau, je crois qu'il serait utile que le Parti organise un débat dans ses fédérations pour poser le problème des nouvelles possibilités offertes par la loi de décentralisation, en particulier dans le domaine économique.
Je pense que nous n'insisterons jamais assez sur l'importance de l'initiative à la base en matière économique, et la loi de décentralisation nous y aide, puisqu'il est possible, dans les conseils municipaux, de contribuer au sauvetage des entreprises et de prendre des initiatives diverses favorisant des implantations et des créations d'emplois.
Mon deuxième propos concerne les rapports entre le Parti et le gouvernement. En effet, à l'esprit de chaque Socialiste, des interprétations diverses se font jour. On voudrait que le gouvernement s'explique sur tout, on voudrait que les médias soient à son service. On aurait aussi la tentation en nous-mêmes, en chacun de nous, de souhaiter que le Parti puisse jouer un rôle de pression sur le pouvoir, posant le problème de rapport de force Parti-gouvernement.
Mais nous constatons, et Paul Quilès a dit dans ce domaine des choses que je partage, que les institutions valorisent le pouvoir par rapport au Parti, d'où la difficulté pour nous d'être en tant que parti du pouvoir.
Le gouvernement est responsable de la politique définie par le Président, mais le Parti prend le relais chaque fois que le pays est consulté. Ainsi, les Français se prononcent pour ou contre les candidats socialistes en fonction de la perception qu'ils ont de l'action gouvernementale.
C'est vrai qu'il est difficile avec ces institutions d'être le Parti du gouvernement, mais nous constatons qu'il n'est pas possible de faire du Parti la simple caisse de résonance de la politique gouvernementale. Nous devons prendre acte du fait que l'expression des différends entre le gouvernement et le Parti risque toujours d'être perçue et interprétée négativement.
Aussi, je me demande s'il ne faudrait pas prendre le problème autrement. Au

Fondation Jean-Jaurès

niveau national, qu'il soit clair qu'il revient au gouvernement de trouver son propre style de communication avec le pays. C'est son problème, son domaine, et la nomination d'un Secrétaire d'Etat en charge de cette communication me paraît être un fait très positif. Que le soutien du Parti au gouvernement s'exprime en termes de proposition, mais aussi en termes d'analyse, et qu'une réflexion approfondie soit faite sur le bilan et les perspectives gouvernementales.
Dans les départements maintenant, ne pourrait-on pas partir de l'expérience faite à l'occasion des différentes manifestations qui se sont tenues en début d'année sur le thème des acteurs du changement ? L'idée était bonne, elle pourrait s'incarner dans une pratique nouvelle.
Mais il est évident qu'actuellement, vu l'ampleur des tâches, peut-être que le Parti ne l'a pas toujours perçu ni vécu ainsi. Ne serait-il pas opportun de reprendre cette idée, d'essayer de la concrétiser, de la décentraliser, en recherchant à tous les niveaux les moyens de faire du P.S. un intermédiaire de dialogue, d'explication, de concertation avec le milieu syndical, avec les milieux socioprofessionnels, avec le monde associatif et mutualiste ?
Pourquoi ne pas organiser dans les départements des lieux de concertation qui permettraient de sensibiliser les médias, d'animer un débat permanent sur l'action gouvernementale présente et les perspectives d'avenir ?
N'est-ce pas l'occasion ainsi de faire s'exprimer à la base des partenaires socio-économiques, qu'ils soient ouverts ou réticents, d'être à leur contact, de faire montre pour les Socialistes d'une volonté constante de dialogue et de concertation ?
Lorsque nous étions dans l'opposition, mes camarades, une très large part de l'action militante consistait dans un investissement considérable en travaux d'affichage, de distribution de journaux et de tracts. Maintenant que nous sommes dans la majorité, mis à part les campagnes électorales, il n'est pas évident qu'il en soit toujours de même ou de la même façon. Cette fonction de relais actif ne peut en effet s'exercer sous la seule forme de la propagande et du slogan. Elle suppose à mon sens un nouvel investissement au niveau des réalités sociales, investissement en contacts, en dialogues, en rapports, en concertation.
Cela supposerait, c'est certain, un double effort de formation et de réflexion collective, en particulier sur le terrain économique, mais aussi au niveau d 'une pratique nouvelle de la communication.
Ne croyez-vous pas, mes camarades, que notre Parti qui a incarné une extraordinaire résurrection du Socialisme français, dispose aujourd'hui d'une réserve de vigueur susceptible de lui permettre une certaine remise en question de ses méthodes de travail et d'action à la base ?
Cela aiderait sûrement le P.S. à mieux assumer son rôle national de laboratoire d'idées et de soutien à la fois actif et lucide du gouvernement de la gauche.
(Applaudissements)

Le Président - Je donne la parole à Migaud.

Migaud

Chacun reconnaît depuis hier que les élections municipales ont représenté un avertissement sérieux pour la gauche et les Socialistes, entraînant des conséquences importantes et lourdes, et comme Grenoblois, je peux en mesurer depuis ces dernières élections chaque jour les conséquences.

Il convient donc que nous en tirions les leçons, et mieux qu'après les dernières élections cantonales, où un certain nombre de choses que nous disions, nous les entendons à nouveau.

Il y a des explications locales, il y a aussi des explications nationales. Beaucoup ont été données, le problème de communication, le manque de cohésion, de cohérence, le problème du manque d'autorité, posant là le problème de l'autorité de l'Etat.

Mais ces explications que nous donnons, ce ne sont pas des choses nouvelles, nous les disons depuis trois ou quatre Comités directeurs, pratiquement depuis que nous sommes au pouvoir, et malheureusement sans résultat.

Le Garrec hier nous a fait une excellente intervention, mais au-delà de la qualité du verbe, je n'ai pas été convaincu par son discours sur le thème de l'autorité de l'Etat, et j'espère que la nouvelle organisation gouvernementale là-dessus portera ses fruits ; il faut le souhaiter.

Ces insuffisances rendent le problème d'autant plus aigu que nous avons en face de nous une droite musclée, dure, qui s'est complètement ressaisie depuis mai 1981, qui dispose de moyens - on cite des chiffres astronomiques pour le coût des campagnes des candidats de droite -, mais qui est aussi très mobilisée et qui a beaucoup de militants. Il faut arrêter de penser que la droite a des militants parce qu'elle les paie, elle a beaucoup de militants, et nous avons pu le constater sur Grenoble, et ils sont très mobilisés.

Le fait que le R.P.R. recrute dans la jeunesse doit nous interpeller gravement.

Ce problème est d'autant plus aigu que nous sommes aussi confrontés à une culture dominante, on l'a dit, contre laquelle il nous est difficile de lutter.

Alors depuis hier, nous posons beaucoup de questions. Christian Goux, Didier Motchane, Claude Germon, l'ont fait, et cela est normal, notamment dans un Comité directeur, et le gouvernement ne pourra pas faire l'économie des réponses aux questions que nous lui posons.

Cela dit, il faut quand même que nous ajoutions que nos critiques doivent être, par rapport à l'extérieur, chez nous moins grandes qu'ailleurs.

La mobilisation ne pourra se faire que si nous sommes convaincus et si nous nous battons pour la réussite de ce nouveau plan, et ce malgré la perplexité d'un certain nombre d'entre nous. Ce plan, il est là, il est nécessaire que nous réussissions, et comment être offensifs et percutants si nous donnons l'impression d'être nous-mêmes assaillis par le doute ?

De ce point de vue là, je trouve que le discours tenu par un certain nombre d'entre nous sur « Il faut dire la vérité » est dangereux. Il sous-entend que nous ne disons pas la vérité aux Français, et malheureusement un certain nombre de faits aujourd'hui viennent le confirmer, notamment lorsqu'on sort ce deuxième plan de rigueur après avoir dit pendant la campagne que rien n'était en

préparation.
Or ce plan, il suscite beaucoup de réactions. Chacun se monte la tête. Voyez les titres des journaux aujourd'hui, écoutez la radio, regardez la télévision.
Le gouvernement doit déclencher une nouvelle campagne d'explication, et ce n'est pas simple parce que les gens sont plus sensibles au chômage, à l'inflation, qu'à l'équilibre de nos comptes extérieurs. Cela, cela leur est égal. C'est peut-être dommage, mais c'est ainsi.
Il faut donc nous donner les moyens de cette campagne d'explication, il faut que le gouvernement se donne les moyens, et le Parti aussi en développant un certain nombre de points particuliers. Didier Motchane en a donné un certain nombre, il a tenu, je crois, un discours très juste sur ce point.
Le Parti doit être cohérent et discipliné. Les militants ont la volonté de débattre, et cela ne doit pas interdire l'action, bien au contraire, et il est nécessaire que nous remettions en perspective ce que nous faisons, cela a été dit, mais je crois qu'il faut le répéter. Il faut que chacun en soit conscient. Il ne faut pas sombrer dans la gestion au jour le jour, et c'est peut-être d'ailleurs une des explications d'un certain nombre de défaites au niveau municipal.
Le Congrès doit être ce moment privilégié où nous devons répondre aux questions que nous nous posons, et je trouve réconfortant que l'unanimité se retrouve sur le fait qu'il est nécessaire d'éviter Valence et de répondre à l'ensemble des questions que nous nous posons.
Je voudrais faire juste une parenthèse avant de conclure, sur un problème ponctuel, sur la rentrée scolaire. Nous en avons connu une très mauvaise l'année dernière, et ce qu'on sait aujourd'hui sur les conditions de préparation de la prochaine rentrée scolaire nous fait craindre le pire. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une rentrée scolaire aussi mauvaise que celle de l'an dernier, et je crois que Lionel Jospin l'an dernier avait dit que l'éducation nationale devait être une des priorités du Parti ; il faut le rappeler sans cesse au gouvernement, à Alain Savary, qui est notre ministre de l'Education nationale.
En conclusion, je dirai que notre combat essentiel, c'est effectivement la lutte idéologique, la bataille culturelle, et il faut sur ce pont éviter d'être victimes nous-mêmes de la culture dominante qui cherche à nous imposer le cours des événements. Sur ce point, je crois qu'il faut se féliciter de la position exprimée par Lionel Jospin de ne pas avancer le Congrès et de ne pas succomber à la tentation qui est très lourde et aux différentes pressions qui se sont exercées pour ce faire.
Si nous voulons pouvoir répondre à toutes les questions qui nous sont posées et que nous nous posons depuis hier, après deux années de pouvoir, eh bien nous devons prendre le temps pour le débat, pour la réflexion, sinon le débat risque d'être une nouvelle fois faussé, et nos militants et nos électeurs seraient en droit de nous le reprocher.
(Applaudissements)

Le Président - Merci.
La parole est à Gaudet.

Gaudet
camarades, depuis hier, un grand nombre d'intervenants ont fait l'analyse des résultats des municipales, et ont évoqué les motivations qui, à leurs yeux, ont fait évoluer dans tel ou tel sens les résultats de ces élections.
Pour ma part, en tant que travailleur dans une usine, je voudrais attirer votre attention sur un point particulier, mais qui vu sa taille n'est pas moins important, il s'agit du secteur nationalisé et du reste, mon propos pourrait s'appliquer aussi au secteur public, lorsqu'on sait que ce secteur représente plusieurs millions de salariés et qu'une bonne partie de notre électorat se trouve là, il est évident que l'évolution de leur pensée et de leur comportement n'est pas sans avoir des répercussions sur le devenir de notre Parti.
Je suis déjà intervenu à plusieurs reprises à cette tribune pour démontrer la situation et le climat qui y règnent.
Beaucoup d'entre vous connaissent le problème de la SNIAS, problème qui n'est pas un épiphénomène, mais qui est le symbole presque poussé à l'extrême de la situation qui règne dans certaines entreprises nationalisées et même dans la plupart. Donc je schématise, pour vous dire que depuis 1968 et progressivement, la droite en général, mais surtout le R.P.R., a confisqué tous les postes de responsabilité.
De 1968 à 1981, tout ceux qui n'était pas de leur avis se sont fait écarter des postes qu'ils occupaient ou n'ont pu accéder à ceux auxquels ils auraient normalement pu prétendre, en fonction naturellement de leurs compétences professionnelles.
Ces gens-là ont constitué le gros du bataillon de nos électeurs en mai et juin 1981, pensant ainsi que la gauche leur rendrait justice et leur rendrait ce que la droite leur avait pris, ou ne voulait pas leur donner, et ce qui, bien souvent, au-delà du quantitatif était le qualitatif, c'est-à-dire leur rendre la dignité à laquelle ils aspiraient.
Que s'est-il passé en ce domaine depuis 1981 ?
Eh bien, il s'est passé que ceux qui donnent toujours les bons et les mauvais points sont toujours les mêmes, la droite, et ceux qui subissent les brimades sont toujours les mêmes, ce sont les nôtres.
Nos électeurs sont ainsi soumis à longueur d'année, et cela depuis toujours, à cette pression de la droite.
L'ensemble des mesures sociales prises par le gouvernement ne les ont que peu touchés, alors comment dans un contexte pareil s'étonner de certains résultats d'élections municipales ?
Dans ma région, qui est la région marseillaise, je puis vous dire qu'il y avait des candidats de la SNIAS sur les listes de Gaudin, qu'il y en avait à Aix, sur les listes de Peretti, que Salons et Marignane, qui sont deux villes de plus de 30 000 habitants, en comprenaient aussi. Et d'autre part, vous savez qu'il existe aussi une usine de la SNIAS à Toulouse, et que celle-ci n'a pas été pour rien dans le succès de Baudis, qu'il en existe une aussi à Nantes, qu'il en existe une aussi à Bordeaux, qu'il y en a une à Suresnes, et que les résultats de Saint-Nazaire et de

Bourges, où il y a encore d'autres usines de la SNIAS, n'ont pas été ceux que l'on était en droit d'espérer ou que l'on attendait.
Donc vous pouvez voir que dans chaque cas, cette société a servi de plate-forme de lancement à la droite.
Dans ce contexte où je vis, je puis vous dire que nous avons d'abord lâchés, en des temps proches, par un certain nombre de nos sympathisants. Ensuite, se sont nos adhérents qui ont pris du recul ; maintenant nos militants, eux, ne savent plus à quel saint se vouer, et nous, les responsables, sommes vraiment inquiets.
Autre aspect, aussi négatif, de la situation, les gens de droite qui nous dirigent mettent aussi à l'écart les syndicats favorables au gouvernement, c'est-à-dire que lors des discussions salariales et autres, tout est fait pour barrer la route aux syndicats qui pourraient nous aider.
Je ne parlerai pas non plus de la confiscation et du monopole que la droite exerce sur l'embauche des entreprises en question.
Je terminerai simplement en disant que, si le gouvernement souhaite avoir un soutien populaire et que le Parti mobilise ses militants, il faut leur en donner les moyens. Il faut aussi, dans les secteurs dépendant du domaine gouvernemental, que se rétablisse l'autorité de l'Etat dans le sens de sa propre politique, par l'intermédiaire d'hommes ou de femmes imprégnés de sa logique.
Il est bien évident qu'il n'a jamais été possible de faire appliquer correctement une politique par des hommes qui la rejettent viscéralement. Nous savons qu'à l'heure actuelle le staff R.P.R. qui dirige la SNIAS est en train de promouvoir la candidature d'un homme qui va exactement dans son sens, ce qui signifie que si jamais nous tombions dans ce piège, si jamais le gouvernement acceptait cette combinaison, nous perdrions nous Parti Socialiste, toute audience et toute crédibilité à la fois dans cette entreprise nationale, mais aussi dans les autres.
En ce qui concerne l'après municipales, le remaniement ministériel, les mesures économiques prises, pour nous militants et au-delà, du peuple de gauche, nous ne pouvons qu'espérer que les difficultés actuelles de la France soient rapidement surmontées et nous en avons l'espoir.
Mais nous savons que ce que l'on nous demande c'est beaucoup, mais que bien expliqué nous acceptons l'effort, mais nous le voulons dans l'équité et pour nous, secteur nationalisé, nous l'entendons par un changement dans notre vie quotidienne, sur les lieux de travail, nous demandons donc au gouvernement de la France de gauche, qu'il y ait des directions d'entreprises qui appliquent la politique de gauche et non celle de la droite.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Pantaloni, ensuite Salpétrier.

Pantaloni
Camarades, je voudrais vous dire rapidement mon sentiment sur la politique poursuivie par le gouvernement, puis sur les moyens de la faire connaître, sans séparer ces deux choses.
D'abord, il me semble que le gouvernement ait suffisamment d'adversaires à

l'extérieur pour qu'il n'ait nul besoin d'en trouver à l'intérieur de notre Parti, aussi je dirais que sa politique est bonne, et si je fait part de quelque appréhension ou d'interrogations, je vous les réserve.
Comme chacun d'entre nous, si j'ai une appréhension, elle concerne le point de savoir si la réduction de la demande qui va résulter des nouvelles mesures prises, ne va pas s'opérer d'abord sur les produits français, avec les conséquences sur l'emploi qui pourraient en résulter.
Et, si je formule quelques questions, qui traduiront mon ignorance en matière économique, c'est que je souhaite, entendre des réponses qui me rassurent.
Avons-nous en France un bon instrument de mesure de la structure des consommations et notamment de celle des ménages ?
Quelle différence relève-t-on entre la consommation des ménages en période de croissance avec l'amélioration du pouvoir d'achat, et en période de rigueur économique ? Sur quels produits porte ce changement ?
Sur les consommations qui ne changent pas, à qualité à peu près égale, quels sont les écarts de prix entre le meilleur produit français et le même produit étranger qui est le plus vendu en France ?
Quelle est la moyenne des cas ?
Est-ce que l'on connaît les produits qui compte tenu du niveau de dévaluation du franc, deviendront compétitifs, attractifs, et que les Français se décideraient alors à acheter concurremment aux produits étrangers ?
Quels arguments pourrons-nous développer auprès des citoyens pour montrer que l'amplitude de la dévaluation est la meilleure possible, compte tenu de ses effets négatifs, comme le renchérissement de nos importations et de ses effets positifs, comme ceux d'une meilleure concurrence et de reconquête du marché intérieur ?
A propos de reconquête du marché intérieur, je pense et là c'est une affirmation, qu'il convient de démultiplier les efforts du gouvernement en utilisant à fond la régionalisation.
Les régions élaborent en ce moment ce qui sera leur véritable premier plan régional, elles auront à le mettre en œuvre dès 1984. La loi prévoit entre l'Etat et les régions la signature d'un contrat de plan.
Il me paraît intéressant que le gouvernement mette davantage encore l'accent sur le fait qu'il s'agit d'un plan de développement et qu'il incite, par le biais de ces contrats de plan, les régions à faire ce que les économistes appellent de l'import substitution, c'est-à-dire à programmer la création et le développement de filières de produits locaux pour lesquels la France est partiellement ou totalement dépendante de l'étranger.
Les pouvoirs publics, l'Etat, les régions, devraient assurer la promotion et la commercialisation de ces produits sur l'ensemble de la France, les régions réservant une partie importante de leurs aides, aides directes ou indirectes, à ces produits qui seraient déclarés prioritaires.
Alors, pour faire le lien entre ces produits à promouvoir et la nécessité de faire connaître notre politique, je dirais que les clémentines corses sont excellentes et, pourtant, il arrive qu'elles pourrissent sur les arbres ou dans des cagettes, faute

d'acheteurs. Un bon produit peut ne pas se vendre si la promotion et le circuit de commercialisation ne sont pas bons. Ainsi en as-t-il été de notre politique.
Puisque cette politique est bonne, il faut essayer de comprendre pourquoi les Français l'ont trouvée mauvaise et ont voté majoritairement en conséquence pour la droite.
C'est qu'en fait, l'image que nous aurions souhaité qu'ils s'en fassent ne s'est pas formée en eux, soit qu'ils aient été plus sensibles à l'image que leur ait proposée la droite, soit que l'information que nous avons pu leur donner ne soit pas parvenue jusqu'à eux.
Alors, il nous faut réfléchir au moyen de mieux faire connaître cette politique, de mieux la faire apprécier et entrer dans les faits, et je dis que cela n'est possible que si des mesures concernant l'information - c'est l'éternel couplet dont on parlait hier - et l'administration sont prises.
C'est vrai qu'on en parlait déjà l'année dernière, mais je crois qu'il est grand temps de changer les choses et il n'est jamais trop tard pour bien faire.
D'abord, l'information.
Rappelez-vous, camarades, la présentation, par les trois chaînes de télévision, durant les semaines qui ont précédé le 6 mars, plusieurs fois par jour, la présentation des travailleurs étrangers notamment, qui étaient en grève chez Renault ou chez Citroën, donnant ainsi l'image d'une France en perpétuelle agitation sociale, au moment même où la droite menait sa campagne, développant des thèmes sur l'insécurité, sur les immigrés grévistes fassent aux Français chômeurs.
Ce pilonnage n'était pas sans arrière pensée et je crois qu'il a produit des effets.
Ensuite, l'administration. Je ne vous donnerai qu'un exemple - j'en ai plusieurs, mais je n'en donnerai qu'un pour faire plus court - : avant les municipales, le Ministère de l'Intérieur avait organisé, en Corse, vue l'inflation des inscriptions sur les listes électorales, un contrôle.
La droite a crié au scandale et a mis en cause le Ministère de l'Intérieur. Or, il s'est révélé que cette action a produit des effets intéressants : sur 4 000 cas qui avaient été soumis au juge d'instance, celui-ci a relevé 1 700 inscriptions frauduleuses. 1 700 inscriptions, c'est extrêmement important !
Que pensez-vous qu'a fait notre brave préfet ?
Vous pensez qu'il a fait connaître ces informations à l'opinion publique et qu'il ait défendu ainsi le Ministère de l'Intérieur ? Nullement ! Il a même fallu se gendarmer pour qu'il veuille bien nous donner quelques informations, pour que nous ayons à défendre, nous, le Ministère de l'intérieur !
Voilà ! Ça, c'est un exemple, mais chacun d'entre vous a ici des exemples à citer concernant des responsables administratifs régionaux ou départementaux qui ne jouent pas le jeu et je cois, camarades, qu'on ne peut pas continuer à laisser faire cela. Il en va de notre crédibilité.
Et puis, il est un point aussi qu'il faudrait développer, mais je n'ai guère le temps, c'est celui de la cohérence, de la cohésion de l'équipe gouvernementale, et des écarts entre les propos tenus et les faits réalisés.
Je pourrais évoquer ce qui s'est passé pour l'Université de Corte. J'en parlerai

avec le ministre de l'Education nationale tout à l'heure, mais je crois qu'il est important de coordonner les déclarations.
On ne peut pas accepter que le Président de la République dise une chose et puis que des envoyés ministériels ou des administratifs disent des choses différentes.
Je crois qu'il faut que nous prenions certaines mesures et ces mesures, c'est : changer les choses dans les médias et dans l'administration, organiser une meilleure concertation entre les divers niveaux, coordonner des propos et l'action, et parler d'une même voix.
Je crois que ce sont des conditions pour regagner le terrain perdu et pour faire avancer notre Parti.
C'est une tâche qui incombe à chacun d'entre nous, chacun exerçant bien entendu ses propres responsabilités, et c'est une tâche qu'il faut commencer tout de suite.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Hoffmann.

Hoffmann
Chers camarades, je voudrais, avec beaucoup de franchise, même si ce n'est pas forcément facile, vous dire que suite au résultat des élections et suite à l'annonce des mesures gouvernementales, je me pose un certain nombre de questions.
Je sais bien qu'en Alsace, où nous n'avons pas eu l'occasion de bénéficier, ou très peu, par la force des choses, du sursaut du second tour, nous sommes peut-être enclins à être un peu pessimistes, mais il me semble malgré tout que nous sommes tous ensemble, collectivement, devant une situation très difficile, situation qui est d'ailleurs beaucoup plus difficile encore pour ceux qui vivent de leur travail, ou encore ceux qui ne peuvent pas vivre de leur travail, je veux parler des chômeurs.
J'ai écouté hier très attentivement Jean Le Garrec qui nous disait qu'il faudrait 4% de croissance pour maintenir le niveau actuel du chômage, que le plan qui est proposé risque qu'il n'y ait que 1% de croissance, ce qui signifie une augmentation du nombre des chômeurs.
Il y a là un problème que nous ne pouvons pas négliger, dans la mesure où il s'agit d'un argument que la droite peut utiliser contre nous.
Bien évidemment, je ne prétends pas être donneur de leçons ou avoir des solutions toute prêtes, d'ailleurs je ne suis pas, de ma province, en mesure d'avoir l'ensemble des données, et d'ailleurs, je suis persuadé que ceux qui ont l'ensemble des données en main n'ont pas non plus la tâche très facile. Mais enfin, j'ai l'impression que c'est un mauvais quart d'heure que notre électorat va passer.
Cela, bien entendu, je peux encore une fois le comprendre, je pense que les travailleurs peuvent le comprendre, mais je crois que lorsque nous disons qu'il faut que le Parti prépare le moyen terme, il y a un problème réel, car il faut qu'à un moment ou à un autre, à moyen terme, nous puissions développer une

Fondation Jean-Jaurès

politique qui permette l'augmentation du niveau de vie de la majorité des travailleurs qui nous ont élus. C'est là un problème très important.
Ma proposition est peut-être celle d'un béotien, d'un homme heureux, mais je voudrais vous dire, et je m'interroge beaucoup là-dessus, que je crois qu'il n'est pas possible de laisser un certain flou en terme d'échéance, car sinon nous alimentons en fait une certaine désespérance au niveau de notre électorat.
En juin, nous avons dit que c'était pour 4 mois ; depuis le mois de juin, j'en parle en connaissance de cause étant enseignant et d'une famille enseignante, nous avons laissé des plumes, il faut se rendre compte de cela, il y avait, je m'excuse de parler de chiffres d'apothicaire, mais il y a des choses à rappeler, il y avait une augmentation de 3,5% prévue pour les enseignants, ensuite il y a eu le 1% de ponction pour la sécurité sociale, le blocage jusqu'en octobre, cela fait 7,5 pas entièrement rattrapés, si vous faites le compte, avec les mois où les choses s'accumulent sur deux salaires, il est évident qu'on arrive à une situation difficile qui va être aggravée pour les enseignants des collèges par une menace qu'ils ressentent au niveau d'un certain nombre d'avantages matériels en terme d'indemnités.
Cela fait beaucoup et à mon sens, si je peux comprendre les mesures gouvernementales prises, je voudrais insister beaucoup sur le fait qu'il faut à tout prix que nous fixions un terme à cette rigueur, à cette austérité et que nous disions clairement une date ou ce sera terminé, car sinon nous ne pourrons pas lutter contre ce que j'ai appelé une désespérance.
Je crois, je vous donne mon sentiment, qu'aujourd'hui, pour la confiance de notre électorat, il faut fixer un moment où nous pourrons entièrement reprendre la mise en application, dans l'esprit et la lettre, des 110 propositions de François Mitterrand, y compris en matière d'augmentation du niveau de vie des travailleurs.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Busnel, dernier orateur.

M. Busnel
Mes chers camarades, à l'heure où j'interviens à la fin du débat, je ne peux évidemment que souhaiter que l'ensemble de la direction du Parti, du Comité directeur et du Bureau exécutif, tire au maximum les conclusions du débat.
Pour ma part, je résumerai mon sentiment sur ce que nous venons de vivre d'un mot : nous avons, semble-t-il, jusqu'à présent, sous-estimé les forces qu'il faut mettre en œuvre pour pouvoir faire passer notre politique.
J'ai eu le sentiment parfois, effectivement, que le gouvernement était un peu seul à engager la transformation de la société et je crois qu'un des premiers enseignements que nous avons à tirer, c'est que nous voyons clairement que le gouvernement seul, avec les forces hostiles qui l'entourent, sur le plan national et international, ne peut pas mener à bien cette transformation.
Il faut que le Parti s'y engage à fond ; c'est notre rôle notamment d'aider le gouvernement par notre intervention concrète au niveau des débats, mais aussi

au niveau des réalités sociales, d'aider le gouvernement à obtenir les nécessaires contreparties au plan de rigueur sans lesquelles nous savons bien que nous aurons les pires difficultés à maintenir et à poursuivre dans trois ans notre politique.

Obtenir les contreparties, cela veut dire notamment reposer le problème de la réforme fiscale. J'ai bien entendu la réponse du Premier Secrétaire hier, je la comprends, mais je me pose la question suivante : si effectivement la réforme fiscale pouvait apparaître comme non indispensable il y a six mois ou un an, est-ce qu'avec le nouveau plan de rigueur qui est nécessaire, que j'approuve, il n'y a pas à se reposer la question et à envisager que cette réforme fiscale puisse se faire, faute de quoi, comme je le disais, nous avons le risque important que ce soit nos catégories qui subissent de plein fouet l'exigence de rigueur ?

Alors, bien sûr comme je l'ai laissé entendre, me paraît central pour l'instant le rôle du Parti. Beaucoup des camarades ont dit, et je partage cette opinion, que le Parti ne pourrait pas se développer, ne pourrait pas intervenir si ses propositions, si ses analyses n'étaient pas prises en compte au minimum par le gouvernement.

C'est vrai que des commissions d'étude qui travaillent depuis deux ans et voient leurs travaux systématiquement non pris en compte finissent par se démobiliser, c'est une réalité, et il faut que le gouvernement se rende compte qu'utiliser les travaux du Parti, c'est se donner un outil supplémentaire à travers le Parti pour réaliser son projet.

Mais je dirais qu'il y a l'autre partie du problème, et je pense qu'on peut poser le problème d'une façon différente : si le Parti est plus en prise sur la réalité de la transformation sociale, je crois qu'il aura une autorité supérieure sur le gouvernement. Je prends un exemple : actuellement se déroule une importante transformation de l'Education nationale, avec la réforme du collège et la réforme de l'enseignement primaire. Nous avons dans nos rangs un grand nombre d'enseignants qui connaissent cette réalité. Si nous sommes en mesure, en tant que Parti, d'impulser ce changement par ns adhérents et par tous ceux que nous influencerons, alors je crois que le Parti sera d'une aide mieux ressentie par le gouvernement et donc aura une plus grande autorité dans ses propositions.

Bien sûr, pour cela, il faut que le Parti applique lui même ce que nous souhaitons que le gouvernement fasse, c'est-à-dire peut-être fasse mieux appliquer ses décisions. Je prends juste un exemple : comment pouvons-nous espérer avoir une meilleure autorité vis-à-vis du gouvernement si nous ne faisons pas respecter nos décisions par rapport à l'ensemble des sections du Parti et notamment dans les problèmes de la discipline électorale ?

C'est essentiel, un parti doit se faire respecter par tout le monde. Aussi je crois qu'il est important d'avoir cette même rigueur vis-à-vis de notre action, vis-à-vis de notre organisation, faire en sorte que la liaison entre la direction du Parti et les sections du Parti soit mieux affirmée, et que nous puissions devenir effectivement cet outil de transformation sociale qui est maintenant devenu indispensable, non seulement à la réussite de notre projet, mais même à la poursuite de notre espérance.

(Applaudissements)

Le Président – La discussion générale est maintenant terminée, elle a été particulièrement large, puisque trente-neuf orateurs se sont exprimés. Il faut la clore par la résolution qui a été mise au point par la Commission des résolutions et que Marcel Debarge va vous présenter dans quelques instants.
Marcel Debarge a la parole.

Marcel Debarge
Je vais vous donner lecture de la résolution qui va être distribuée dans quelques minutes, résolution qui a été adoptée par l'unanimité de la Commission qui a été désignée hier.
Résolution du Comité directeur

Marcel Debarge - Le Comité directeur du Parti Socialiste a, dans sa réunion des 26 et 27 mars 1983, dressé le bilan des élections municipales : celles-ci se sont déroulées dans un climat volontairement dramatisé par les forces de droite et d'extrême droite, qui ont exploité de la pire manière les inquiétudes engendrées par ces temps de crise, notamment en faisant usage de thèmes racistes.
Après un premier tour difficile, le Parti Socialiste se félicite de la mobilisation d'une grande partie de l'électorat populaire au second tour.
Le Comité directeur a conscience que cet électorat a voulu s'opposer à l'action revancharde de la droite, qui n'obtient pas le résultat qu'elle escomptait et ne rétablit pas, loin s'en faut, la situation municipale qui était la sienne avant mars 1977.
Par la même occasion, les Françaises et les Français ont signifié clairement leur volonté de voir le changement, engagé dans bien des aspects, s'appliquer de plus en plus dans la vie quotidienne. Certes, il serait illusoire de ne pas tenir compte de la crise économique mondiale et de la situation qu'elle crée dans tous les pays, donc dans le nôtre, dont le tissu industriel s'était dégradé tout au long du dernier septennat.
Nous traversons une période difficile dont l'échéance, malgré notre action politique, ne se situe pas à court terme.
Comme l'a exprimé le Président de la République au cours de sa récente intervention, il nous faut mobiliser les énergies de notre peuple, nous exprimer dans un langage de vérité, pratiquer l'indispensable solidarité nationale.
Le gouvernement vient d'adopter un plan économique conçu pour rétablir l'équilibre du Commerce Extérieur et pour faire reculer encore l'inflation. Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement de l'économie qui doit permettre, une fois cette étape accomplie, la relance de l'activité économique nécessaire à la lutte contre le chômage.
Le Comité directeur apporte son soutien à ce plan et invite les citoyens à soutenir, en tant que consommateurs et conformément à l'appel du Président de la République, la production nationale.
Dans la situation difficile qui est devant nous, le Parti Socialiste entend

renforcer son rôle d'interlocuteur du gouvernement. L'effort de réforme déjà engagé, notamment dans le sens de plus de justice sociale, doit être poursuivi.
Le Parti Socialiste lui-même, à partir des études qu'il a déjà réalisées, avance de nouvelles propositions, en particulier pour accélérer la réforme de la fiscalité.
Le Parti Socialiste demande au gouvernement que soient précisées certaines « règles du jeu », ce qui signifie notamment qu'en contrepartie des nombreuses dispositions arrêtées pour rendre les entreprises françaises plus compétitives, des engagements soient pris par le patronat en matière d'investissements et d'emplois.
C'est sur de tels objectifs, conformes à la volonté exprimée en mai et juin 1981, que peut se faire la nécessaire mobilisation des Français.
Le Parti Socialiste demande à ses fédérations, ses sections et ses élus de contribuer à la mobilisation populaire. Il va donc s'organiser dès maintenant de façon à suivre l'application des principales décisions prises par la majorité en matière économique et sociale comme dans d'autres domaines (école, formation professionnelle par exemple). C'est ainsi qu'en étant concrètement aux cotés des travailleurs, nous permettrons au gouvernement d'être en permanence au contact des forces populaires.
Le Parti Socialiste, principale force de la majorité, prendra toute sa part dans un combat politique que nous devons gagner pour la France.
Un autre texte, qui consistera à lancer une campagne d'adhésion, sera rédigé à part.

Le Président - Il est rédigé.

M. Debarge - Il est rédigé, pardon.

Le Président - Sur ce texte, y a-t-il des observations ?
Dominique ?

Dominique Taddei
En m'excusant, mais comme on n'a pas le texte par écrit, dans la mesure où on nous demande des observations - je suis d'accord en général avec le texte mais je vous le dis franchement, je suis assez inquiet sur un passage - j'aimerais que Marcel Debarge nous relise un passage qui se trouve vers le milieu au sujet du plan d'accompagnement - vous ne l'appelez pas comme cela, mais peu importe - , lorsqu'il est dit « une fois cet effort accompli, une relance... » Est-ce que tu peux lire la phrase juste avant et juste après ? Car c'est dans le fond notre commentaire sur les mesures qui viennent d'être prises par le gouvernement.

M. Debarge - « Le gouvernement vient d'adopter un plan économique conçu pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur et pour faire reculer encore l'inflation. Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement de l'économie qui doit permettre, une fois cette étape accomplie, la relance de l'activité économique nécessaire à la lutte contre le chômage. »

Dominique Taddei - Merci. Le commentaire est exact sur les mesures qui viennent d'entreprises. Naturellement c'est fait dans ce but d'assainissement, mais tout le monde sait que cette politique d'assainissement est une politique - si j'ai bien écouté le Président de la République en ce qui concerne ce qu'il a esquissé et les commentaires que je lis depuis - à dix-huit mois, deux ans.
Si vous considérez que seule la relance ultérieure permettra de lutter contre le chômage, cela veut dire que vous accréditez maintenant la thèse selon laquelle vous acceptez de voir le chômage augmenter d'ici là et qu'après, c'est-à-dire quelque part vers l'extrême fin 1984, le début 1985, la politique sera une politique de relance. Vous accréditez l'idée que notre conception de la régulation macroéconomique est typiquement de type classique, traditionnel, de type « stop and go », ce qui est nié, me semble-t-il, aussi bien par les interventions de Christian Goux hier, Gérard Fuchs, que par la majorité de nos camarades.
Non, des mesures contre le chômage doivent être prises simultanément avec les mesures d'assainissement qui ont été prises.
Je ne propose pas naturellement de demander au gouvernement de revenir sur telle ou telle décision d'assainissement. On pourrait discuter politiquement au point où nous en sommes, mais nous avons tous compris que nous ne pouvions que soutenir le gouvernement. Cependant, il faut dans le même temps, contre le chômage, prendre des mesures vraiment complémentaires et il appartient au Comité directeur, puisqu'il l'a très largement dit durant ces deux journées, de l'affirmer et de ne pas renvoyer à 1985 pour une politique de «stop and go» qui nous redonnerait un peu de relance et peut-être les mêmes inconvénients que la première.
Je demande que ce passage soit modifié et qu'en particulier nous insistions sur la nécessaire réduction simultanée de la durée du travail qui est quand même importance face à l'emploi qui va « trinquer » au maximum avec ce plan, et ensuite que nous indiquions au gouvernement que l'ensemble des mesures d'économie, d'épargne dégagées qui ont été prises doivent servir en priorité au financement d'investissements publics parce que c'est bien de demander au patronat d'assurer la contrepartie, de jouer de nouvelles règles du jeu en faveur de l'investissement privé, mais l'expérience nous a montré depuis un an que c'est aléatoire.
Par contre, financer des investissements publics, cela fonctionne ou cela peut fonctionner, du moins cela ne dépend que de nous, si on en a la volonté politique.
Je demande que ce passage soit très sérieusement repris pour faire dès maintenant des propositions non pas contradictoires mais complémentaires à celles qui ont été affirmées par le Gouverneront avant-hier.

Le Président - Pronteau ?

Jean Pronteau
Je voulais intervenir exactement sur le même point. Je ne suis pas sûr que cela donnera satisfaction à Taddei, mais la phrase ne peut pas restée telle qu'elle est rédigée là et je proposerais, cela n'engage pas tout le débat, de la modifier sous la forme suivante : « Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement, il doit permettre, une fois cette étape accomplie, la relance de l'activité économique nécessaire à l'accentuation de la lutte contre le chômage. » Cela veut dire qu'il y a d'autres aspects que cette lutte contre le chômage qui a déjà été menée. On se donne acte à nous-mêmes de ce qu'on a déjà fait et on dit simplement que s'il y a reprise, il y aura accentuation de la lutte.

Le Président - Bachy ?

Jean-Paul Bachy
Une remarque quand même. Dans la discussion, et les dernières interventions l'ont encore montré, il y a eu quand même une assez forte sensibilisation sur les problèmes des droits des travailleurs. Il paraît tout à fait peu envisageable que notre résolution finale n'intègre pas cette dimension.
Je voudrais faire la modification suivante à l'avant-dernier paragraphe, lorsque évoque quelques parenthèses (école, formation professionnelle par exemple), à savoir que l'on ajoute après cela une phrase qui serait la suivante : « Une attention prioritaire doit être portée à la mise en œuvre concrète des droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises, une campagne d'explication spécifique sera organisée sur ce point. »
C'est la première proposition que je voulais faire.
Par ailleurs, puisqu'il avait été initialement envisagé que dans la résolution finale, on fasse allusion à une campagne de recrutement et d'adhésion, mais qu'il a été convenu que cela ferait partie d'un texte particulier, j'ai préparé ce texte. Je ne sais pas si je vous le soumets tout de suite...

Le Président - Après, on voit d'abord la résolution générale.

Jean-Paul Bachy - Il y a déjà ce premier amendement sur les droits des travailleurs qui me paraît indispensable.

Le Président - Motchane ?

Didier Motchane
Je crois que nous comprenons tous l'intérêt de la question soulevée par Taddei mais la réalité, c'est que la logique du plan qui a été adopté, l'objectif, est bien de lutter contre le chômage. La logique, c'est de prendre des mesures qui accentuent le chômage pour trouver de meilleures conditions pour lutter contre le chômage. C'est cela que cela veut dire.
Je ne crois pas que l'on puisse sérieusement masquer cela en parlant ici d'une meilleure répartition de la durée du travail parce qu'une meilleure répartition de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

la durée du travail ne peut avoir cet effet que si le moteur tourne et s'il tourne plus vite, c'est-à-dire si la production augmente, parce que sinon, sauf dans certains cas marginaux, cela ne changera rien, sauf à rendre absolument insupportables les coûts de production, les charges des entreprises.
Je pense que le seul parti à prendre, c'est de conserver la phrase telle qu'elle est là ou, à la limite, je ne serais pas contre, de la supprimer, mais si on dit quelque chose sur ce plan d'assainissement que le Comité directeur n'a pas discuté - au fond, le Comité directeur n'a pas discuté des mesures qui ont été prises par le gouvernement, il a décidé de les soutenir -, je crois qu'on ne peut rien dire d'autre que cela ou alors c'est une autre possibilité, n'en rien dire, et supprimer cette phrase.

Le Président - Une petite précision dans le texte qui vous a été distribué. Il y a une erreur de frappe dans le titre. Il est indiqué « Résolution du Comité directeur », il va de soi que c'est un projet de résolution. C'est tout l'objet de notre discussion.
Goux ?

Christian Goux
J'ai bien entendu Dominique Taddei et Didier Motchane.
Personnellement, j'étais partisan, je l'ai dit hier, de ne rien mettre. « Le gouvernement vient d'adopter un plan économique conçu pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur et faire reculer encore l'inflation. Le Comité directeur apporte son soutien à ce plan. » Au niveau du Comité directeur, au sujet des mesures, il n'y a pas eu de discussion. D'ailleurs, il pouvait difficilement y en avoir, je ne répète pas ce que j'ai dit hier, puisque nous allons les soutenir.
Le non-dit est important. Il est aussi important que le dit. Je pense qu'il est plus prudent de supprimer que de faire des propositions même, comme le déclarait Dominique, pour montrer que nous allons faire cet effort pour limiter les dégâts et que nous allons tout faire pour que le chômage ne s'accentue pas, c'est-à-dire faire prendre des mesures complémentaires ; mais comme il n'y a pas eu d'accord ni de discussion sur ces mesures complémentaires, le silence me paraît à ce niveau la meilleure solution.

Le Président - Barrault ?

Barrault
A l'avant-dernier paragraphe, je propose que la parenthèse soit rédigée de la manière suivante : « comme dans d'autres domaines, école et formation professionnelle - pour bien lier les deux éléments -, politique, jeunesse par exemple. »
Ensuite, je soutiens l'intervention de Jean-Paul sur les droits nouveaux des travailleurs.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le Président - Vignau ?

Jean-Pierre Vignau
Simplement, puisque Christian Goux a dit ce que je voulais dire, il me semble que, malgré tout, on pourrait aller jusqu'à « assainissement », dans le paragraphe discuté par Taddei, car la phrase « Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement » indique un objectif, et la suite de la phrase « qui doit permettre, etc.. » propose un deuxième objectif.
Alors, je crois qu'il nous faut, malgré tout, donner une perspective et garder la perspective d'assainissement, car sur ce terrain-là nous pouvons, par rapport à la politique antérieure de la droite, dire qu'il était nécessaire d'assainir.
Donc, moi, ce que je proposerais, c'est qu'on garde, si Christian le permet : « Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement », point.

Le Président - Autre observation ?
Busnel ?

Busnel
Dans le sens de ce que vient de dire Vignau, je pense même qu'on peut indiquer ce que nous considérons, nous, comme nécessaire pour la perspective d'assainissement, c'est-à-dire la relance de l'activité économique et la lutte contre le chômage.
Ceci étant, ce qui me paraît gênant dans le texte, c'est le bout de phrase « une fois cette étape accomplie ». Tout le débat est là, et je crois qu'en supprimant « une fois cette étape accomplie », on répondrait aux préoccupations qui se sont exprimées. Maintenant, qu'on donne la politique d'assainissement comme une perspective, moi, cela ne me paraît pas mauvais.

Le Président - Chapuis ?
Robert Chapuis
Je voudrais simplement dire que nous sentons très bien qu'il y a tout un débat qui n'a pas totalement eu lieu dans le cadre du Comité directeur, puisque nous avons parlé des élections municipales et que, notamment, a manqué devant le Comité directeur l'exposé de l'ensemble des mesures, de leur signification et de leurs perspectives.
Donc, nous avons cette difficulté.
Mais je crois qu'il faut rappeler le débat qui a eu lieu en Commission des résolutions sur ce problème, où il a été dit : « Nous pouvons évidemment soutenir ce plan, mais encore faut-il que nous indiquions dans quelle perspective nous le soutenons. »
Donc, il faut garder quand même une perspective. Cette perspective, me semble-t-il, ne peut pas être uniquement l'assainissement, parce que l'assainissement, il faut que ce soit quand même dans un objectif.
Alors, je voudrais simplement suggérer cette rédaction : « Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement de l'économie qui doit contribuer à la

Fondation Jean-Jaurès

relance de l'activité économique nécessaire à l'accentuation de la lutte contre le chômage. » Autrement dit, c'est une proposition de synthèse des diverses remarques, pour tenir compte des différentes propositions, et cela me semble être dans l'esprit du débat de la Commission des résolutions.

Le Président - Taddei, encore ?
(Murmures)

Dominique Taddei
On est sur un problème rédactionnel, alors permettez, quand même !
Je crois qu'il faut être sérieux. Vignau a fait une proposition qui a le mérite de la cohérence, c'est-à-dire qu'on s'arrêterait à : « Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement de l'économie. » Cela a un mérite, c'est que c'est clair, et j'obtiens là une satisfaction, d'ailleurs purement théorique, c'est qu'on ne fait pas semblant de croire que notre politique est de type « stop and go », ce qui est vraiment absurde pour des Socialistes.
J'ai donc une satisfaction théorique, mais je n'ai pas de satisfaction politique, à savoir que, moi, j'estime que, simultanément, il faut prendre de nouvelles mesures contre le chômage.
Mais sur tout le reste, je m'excuse de vous dire qu'appuyer sur l'accélérateur en même temps qu'on appuie sur le frein, c'est être sûr de se retrouver dans le fossé ! La proposition de Vignau a le mérite de la cohérence. S'il faut arriver à un accord général, cela devrait être sur ce qu'il vient de dire, en s'arrêtant après « assainissement », mais pour ce que je soutiens - et je tiens à remercier les deux derniers intervenants, dont Chapuis, qui ont voulu trouver une synthèse qui aille un peu dans le sens de ce que j'indiquais - ce qui me frappe, c'est d'entendre Christian Goux et Didier Motchane, pour qui j'ai de l'estime, dire : « Ce débat n'a pas eu lieu ! » Permettez ! On aura la sténo de ces débats, et en particulier leurs interventions, qui ont ouvert ce débat sur : « Cela ne peut pas être simplement un coup de frein de la part des Socialistes.. » C'est bien simple, tout le monde l'a dit depuis hier, je ne me trompe pas, et notamment Didier Motchane et Christian Goux.
Donc, moi, je demande que, s'arrêtant à « assainissement », comme l'a proposé Vignau, on rajoute une phrase qui dise simplement : « Simultanément, de nouvelles mesures doivent être prises contre le chômage. » D'accord pour ne pas les détailler, parce que là, Christian Goux a raison, exposer l'ensemble des mesures précises, concrètes, qui doivent être prises tout de suite, sans être contradictoires avec le plan du gouvernement, c'est délicat - moi, j'ai bien mes idées, mais je reconnais qu'elles n'ont pas été débattues devant le Comité directeur -, mais vraiment, politiquement, il faut affirmer que la lutte contre le chômage continue dans cette étape de dix-huit mois à deux ans d'assainissement qui est entreprise, et qu'elle continue simultanément, non pas en termes de relance, ce qui est idiot, non pas en termes de coup d'accélérateur, puisqu'on freine, mais en d'autres termes. Quand même, cela existe ! Il me semble que les Socialistes, dans le passé, avançaient, en matière de lutte contre le chômage,

d'autres thèses !
Je demande donc qu'on rajoute : « Simultanément, de nouvelles mesures doivent être prises contre le chômage. »

Le Président - Bien. Lionel Jospin ?

Lionel Jospin
Je crois que le problème soulevé par Dominique Taddei est réel, c'est-à-dire que ce texte, en fait, n'est pas tout à fait bien rédigé, parce qu'à la fois, d'une part il peut laisser place à des interprétations un peu contradictoires - l'idée du « stop and go », par exemple - et d'autre part, ce qui n'est pas notre volonté, ce qui n'est pas l'éclairage qu'on a intérêt à donner du plan, il y a l'idée assez nettement exprimée dans le Comité directeur qu'il y avait ce risque, néanmoins.
Supprimer la référence à « une fois cette étape accomplie » risque de ne pas couvrir alors les préoccupations de certains.
Je crois qu'il y a un débat économique sous-jacent qu'on ne peut pas régler, à mon avis, totalement par une habileté de rédaction, au bon sens du terme.
Ensuite, j'ai l'impression que si l'on essaye de trouver une solution en indiquant, par exemple, « partage du travail », on ne débouchera pas, là non plus, sur un accord, parce que cette démonstration n'a encore jamais été faite.
Donc, autant je pense qu'il faut tenir compte des critiques pertinentes qui sont faites, autant il ne faut pas faire un choix, j'allais dire non pas idéologique, mais un peu de principe pour une thèse dont la pertinence n'a pas encore été démontrée. Cela vient comme une référence constante dans les analyses de certains, sur le plan politique et aussi sur le plan syndical, mais je pense que cette démonstration n'a jamais été faite. Nous avons eu ce débat au séminaire de Maisons-Laffitte, très clairement, dans la Commission économique, et nous n'avons pas pu trancher de façon explicite, la démonstration n'ayant pas encore été apportée.
Il me paraît difficile de faire un raisonnement, je dirais, assez classique, pour démontrer toutes les facilités que le verbe, parfois, peut accorder, en disant : « II faut être rigoureux, il faut être conscient des contraintes » et puis, tout d'un coup, de penser que dans le même univers de concurrence, la diminution unilatérale du travail dans un pays peut être supportée par l'économie ! Je ne vois pas comment les charges sociales pourraient peser, comment les prix pourraient peser, comment la compétitivité pourrait peser, et puis comment, tout d'un coup, la diminution rapide et unilatérale du travail sur les entreprises ne pèserait pas.

Jean Poperen - Sauf si - si tu me permets, Lionel -, sauf si - et c'est un autre aspect du débat, c'est pourquoi nous sommes loin d'être d'accord, mais ces thèses sont avancées -, sauf si cela entraîne la diminution des salaires !

Dans la salle - 12% de pouvoir d'achat.

Dominique Taddei - Tu parles en termes de salaire horaire ou de salaire annuel ?

Jean Poperen - Cela, c'est une autre problématique.

Dominique Taddei - Mais, de quel salaire parles-tu ? De quoi tu parles ?

Lionel Jospin - Non, non, il ne t'explique pas tout de suite, Taddei. On a entendu ton interjection et nous tiendrons compte de la complexité de la question des salaires.
Quoi qu'il en soit, je pense que ton intervention a le mérite de montrer - ce qui était implicite pour nous est maintenant explicite - qu'il y a un véritable débat économique, politique et social derrière ce passage. Je pense donc que quand il y a vrai débat, on ne peut pas le maîtriser par une habileté.
A mon avis, il y a deux solutions devant nous :
- ou bien on s'arrête effectivement à « l'inflation », ou à la rigueur, comme le proposait Jean-Pierre Vignau, à « perspective d'assainissement de l'économie » ;
- ou bien alors, on développe, on écrit : « Cet effort s'inscrit dans une perspective d'assainissement de l'économie » et on dit : « Le Comité directeur - ou nous - estime que des mesures - ou de nouvelles mesures - doivent être prises contre le chômage. »
Cela, je crois qu'on peut le dire :
1°) Parce que je rappelle que l'intervention, la déclaration du Président de la République fixe trois objectifs à la politique économique du gouvernement :
- la lutte contre le déficit extérieur ;
- la lutte contre l'inflation ;
- et la lutte contre le chômage.
Je ne vois pas pourquoi on oublierait un des volets.
2°) Parce qu'en disant cela, on ne tranche pas sur une question qu'on ne pouvait pas trancher ce matin, à savoir « par la diminution du travail », ou autre.
3°) Parce que cette opinion a effectivement été exprimée à de nombreuses reprises dans le Comité directeur depuis hier.
Donc, que sous une forme ou sous une autre, dans une phrase courte, on dise que nous souhaitons que la lutte contre le chômage soit poursuivie, ou quelque chose de ce genre - ou que de nouvelles mesures soient prises, mais moi, je dirais « que la lutte contre le chômage soit poursuivie » -, cela me paraît être une déclaration de politique économique ou de politique tout court qu'on peut introduire dans ce débat.
Voilà. C'est, à mon avis, dans ce sens que la solution peut être trouvée à cette difficulté réelle, dont je remercie Dominique Taddei de l'avoir soulevée, quoi qu'on pense après sur le fond et la question du partage du travail.

Le Président - Marcel Debarge ?

Marcel Debarge
En ce qui me concerne, je reprendrais - en la rédigeant et en l'insérant dans le texte, si vous me faites confiance - l'idée que vient d'exposer Lionel Jospin.
D'autre part, je retiendrais également la proposition d'amendement de Bachy en ce qui concerne l'application des nouveaux droits des travailleurs. Je pense que c'est quelque chose d'important.
Je retiendrais également l'exemple donné par Alain Barrault sur la politique de la jeunesse, d'autant plus que, là aussi, le Président de la République avait, dans son intervention à la télévision, lancé un appel dans ce sens.
Je crois qu'il n'y a pas autre chose à dire, si ce n'est qu'il faudra trouver des formules rédactionnelles qui conviennent, qu'on ne peut peut-être pas élaborer tout de suite mais qu'on rédigera dans les trois ou quatre minutes qui viennent, sur les trois amendements en question.

Le Président - On attend la rédaction pour mettre aux voix ?... Non, je pense qu'on peut faire confiance à Marcel Debarge pour rédiger, en fonction des remarques qu'il vient de faire.
Christian, rapidement ?... Je crois qu'il faut quand même avancer, car nous avons encore beaucoup de choses à l'ordre du jour.

Christian Goux
Je m'excuse de reprendre encore la parole, mais ce que vient de dire Lionel et la discussion qu'on a montrent que nous sommes devant des difficultés réelles.
Pour ma part, la suppression de cette phrase me paraît une solution de sagesse, parce que je ne sais pas sur quel texte on va pouvoir se mettre d'accord réellement.
La perspective d'assainissement de l'économie, je ne suis pas d'accord, parce que c'est du masochisme. Cela a l'air de dire que, jusqu'à maintenant, depuis deux ans, on a mis l'économie dans une situation où on ne peut plus l'assainir ! Moi, je pense qu'on n'a pas à le dire, et en plus je ne le pense pas.
Alors, je suis pour la suppression complète du paragraphe, au nom d'ailleurs des arguments, Lionel, que tu viens de développer.

Le Président - Alors ?...

Lionel Jospin - Cela me convient, pour ce qui me concerne.

Le Président - Debarge ?

Marcel Debarge - Moi aussi, cela me convient, mais c'était pour répondre à une préoccupation de Dominique... Cela me convient d'autant plus que la première rédaction que j'avait faite s'arrêtait à cela ; ce passage a été rajouté après, dans le débat de la Commission, mais j'avais fait une phrase beaucoup plus courte, qui s'arrêtait à « inflation » et qui ne citait pas le reste. Donc, cela me convient.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Dominique Taddei - Moi, je suis d'accord avec la position de Lionel. C'est la prudence, puisqu'on n'a pas eu de débat.

Le Président - Est-ce que tu es d'accord avec la suppression de la phrase ?

Dominique Taddei - Non, vraiment, ou alors cela veut dire qu'on n'a pas la préoccupation du chômage ! On l'a tous, à l'heure actuelle.
Lionel vient d'exposer la proposition qui me convenait. J'ai renoncé à proposer des mesures concrètes, parce qu'en effet nous n'avons pas eu de débat au fond sur ce sujet, mais il faut dire que, simultanément, de nouvelles mesures vont être prises contre le chômage, et c'est clair.
On peut supprimer le membre de phrase sur l'assainissement, pour aller dans le sens de Christian, mais la phrase sur la quelle on est à peu près d'accord, Lionel et moi, je crois qu'elle mérite d'être maintenue.

Le Président - Alors, Lionel ?

Lionel Jospin - Je crois que c'est dans ce sens qu'on peut aller.
« Le gouvernement vient d'adopter un plan économique conçu pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur et pour faire reculer encore l'inflation. » Point. Et on ajoute : « Le Comité directeur souhaite que la lutte contre le chômage soit poursuivie », ou « que des mesures soient prises pour poursuivre l'action contre le chômage. »
Cela peut répondre aux préoccupations.

Dominique Taddei - D'accord.

Marcel Debarge - Dans le débat de la Commission, et c'est également une opinion personnelle, je ne crois pas, moi, que ce plan ne se traduira pas par un nouveau chômage. Donc il faut quand même, vis-à-vis de l'opinion publique - nous ne sommes pas là pour faire une rédaction entre initiés, entre militants -, il faut tout de même vis-à-vis de l'opinion publique prendre une attitude à la fois de vérité et de prudence. C'est pourquoi il faut trouver la jonction.
Moi je veux bien reprendre la phrase que vient de donner Lionel, mais n'allons pas plus loin, arrêtons-nous là. Nous sommes d'accord ?... On reprend donc la phrase de Lionel et on ne va pas plus loin.

Un intervenant
Je voudrais remercier Lionel d'avoir rappelé que nous avons eu à Maisons-Laffitte une discussion sur ce problème. Ce débat, nous ne l'avons pas poursuivi. Nous nous sommes séparés en disant : nous avons un point à creuser, nous devons discuter de la réduction du travail.
Il faut reconnaître que nous ne l'avons pas fait. Je crois que notre discussion de ce matin montre qu'il devient important que nous le fassions parce que, je rejoins tout à fait ce qu'a dit Debarge, nous en sommes tous conscients ici, nous

Fondation Jean-Jaurès

allons vers une situation où les mesures prises vont avoir un effet d'accroissement du chômage.
Alors discutons entre nous, nous verrons bien, sur les catégories de mesures différentes qui peuvent être mises en œuvre pour contrebalancer cela, et la réduction du travail pour moi en est une de façon évidente. Discutons entre nous pour voir où sont les désaccords, mais prenons la résolution aujourd'hui au sein de ce Comité directeur que le Bureau exécutif ou un groupe de travail ad hoc se penche sur cette question dans les semaines et les mois qui viennent. Cela me paraît fondamental.

Le Président - Revenons au texte.
Nous sommes d'accord par conséquent pour prendre la formule de Lionel Jospin, pour ce paragraphe, plus l'amendement de Bachy et l'amendement de Barrault qui avaient été acceptés par Marcel Debarge.
Sous réserve de ces modifications, je mets la résolution aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
La résolution est adoptée à l'unanimité.
Je demande à Bachy de bien vouloir présenter le texte qui doit venir à part sur la campagne d'adhésions.

L'intervenant précédent - Puis-je considérer que ma proposition est retenue ?

Le Président - Renvoyé au Bureau exécutif.

Jean-Paul Bachy
Il s'agit donc d'un texte qui reprendrait l'idée pour le Parti d'engager une campagne d'adhésions et d'implantation. Ce texte serait le suivant :
« Contribuer à la mobilisation populaire, expliquer nos choix, assurer une présence quotidienne dans les associations et dans les entreprises, soutenir et populariser l'action gouvernementale. Le Parti ne peut faire face à l'ampleur de ses tâches que s'il dispose de militants toujours plus actifs et plus nombreux. Le Parti Socialiste contribuera d'autant mieux à affirmer dans le pays son action de parti de gouvernement qu'il s'affirmera comme un véritable parti de masse.
Le Comité directeur du Parti réuni les 26 et 27 mars, invite dès aujourd'hui ses sections et ses fédérations à engager une grande campagne d'adhésions et d'implantation. »

Le Président - Y a-t -il des observations sur ce texte ?

Jean Poperen - A la réflexion, je crois qu'il faudrait faire référence aux liens noués et renforcés pendant la campagne des municipales. C'est quand même un fait que nous avons souvent engrangé là un capital auprès de sympathisants, et la preuve, c'est qu'il y a relativement beaucoup d'adhésions spontanées. Donc il

Fondation Jean-Jaurès

faut faire allusion à cela et à la poursuite de ce travail. On le précisera dans une circulaire, mais il serait bon de l'ajouter au texte.

Le Président - Bachy, tu es d'accord pour intégrer cela ?

Jean-Paul Bachy - Il n'y a pas de problème, cela avait été déjà évoqué dans le débat hier.

Le Président - Bien. Sous réserve de ces modifications que Bachy va rédiger, je mets aux voix l'adoption du texte.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est également adopté à l'unanimité.
Dernier avis du Comité directeur : Lionel Jospin avait annoncé dans son intervention une modification en ce qui concerne la proposition du Bureau exécutif, c'est-à-dire le remplacement de Pierre Guidoni, qui est devenu ambassadeur à Madrid, par Georges Sarre. Lionel Jospin avait précisé d'ailleurs que Georges Sarre occupait effectivement au Secrétariat les fonctions de Secrétaire aux collectivités locales, qui étaient celles de Guidoni.
Il faut pour la nomination de Georges Sarre au Bureau exécutif l'avis du Comité directeur.
Y a-t-il des objections ?
Georges Sarre entre donc au Bureau exécutif du Parti en remplacement de Pierre Guidoni.
(Applaudissements)
Avant de passer au point 2, Jean Poperen veut dire un mot.

Jean Poperen
Certains camarades nous ont fait observer, et ils ont eu raison, que nous étions juste dans les délais si nous voulions mettre au point une procédure un peu améliorée, car celle que nous avons employée précédemment n'a pas été excellente, pour la désignation des candidats - nous y sommes encore - pour les élections sénatoriales. Donc, ce que je demande, c'est que le Comité directeur veuille bien donner mandat au Bureau exécutif de mettre les choses au point, parce que si nous devons attendre le prochain Comité directeur, nous risquons d'être justes pour les délais.
Ma demande, c'est donc que le Comité directeur donne mandat car c'est à lui de le faire.

Le Président - Le Comité directeur est-il d'accord pour donner ce mandat ?
Que ceux qui sont d'accord veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Adopté.

Fondation Jean-Jaurès

Point 2 : calendrier du Parti pour 1983.
Compte tenu de ce qui a déjà été dit dans la discussion générale, je ne pense pas que ce point doive donner lieu à un long débat. Mais je pense qu'il est normal de l'ouvrir en tous cas par une intervention de Lionel Jospin qui présentera un certain nombre de propositions concernant ce calendrier.

Lionel Jospin - Calendrier du Parti
Chers camarades, nous avons donc à prendre un certain nombre de décisions à la suite de la proposition du Bureau exécutif, à mettre le point du calendrier du Parti pour 1983, de l'ordre du jour du Comité directeur ; nous avons à prendre un certain nombre de dispositions touchant notamment le Congrès du Parti. Cette dernière question n'a pas encore été débattue en d'autres instances que le Comité directeur. Même si, à ce stade du débat, on a senti qu'un certain nombre de propositions, de sentiments étaient exprimés dans le Comité directeur, le Bureau exécutif effectivement n'en a pas discuté. Des propositions ont été évoquées jusqu'ici, qui ont donc un caractère individuel; à l'occasion du Bureau exécutif, ou dans des opinions exprimées à l'extérieur et, au fond, pas plus de deux ou trois camarades ne se sont exprimés clairement ou publiquement et, notamment, dans les instances du Parti, sur cette question.
C'est vrai qu'il y a eu un certain nombre d'informations données dans la presse, mais en laissant entendre, qu'une opinion largement majoritaire existait, seulement disons que cela ne s'est pas, jusqu'ici, vérifié et, par conséquent, le Comité directeur doit se sentir libre de la décision qu'il prend et la prendre en fonction des mérites de telle ou telle proposition.
En ce qui me concerne, et sans revenir en arrière, au stade où nous en sommes, je suis plutôt favorable à ce que le Comité directeur arrête une date normale pour le Congrès.
Le Congrès du Parti a lieu tous les deux ans. Souvenez-vous que lors d'un dernier Congrès, où il y avait des modifications statutaires, nous avions envisagé de suggérer même qu'il ait lieu tous les trois ans, trouvant - et cela m'avait paru être une opinion assez majoritaire, pas forcément la mienne, mais c'était une opinion assez majoritaire - que tous les deux ans était un rythme un peu rapide. Je ne vois pas personnellement de motif, sauf s'il y a des problèmes politiques, à rétrécir encore la fréquence de nos Congrès, en tout cas de ce Congrès, donc, pour moi, il doit logiquement avoir lieu deux ans après.
Deuxième élément, c'est l'élément statutaire et réglementaire.
Etant Premier Secrétaire du Parti, et c'est la seule opinion que j'ai exprimée à ce stade dans ces derniers jours au Bureau exécutif lorsque cette question a été abordée, j'ai évidemment vocation à faire respecter les statuts et le règlement intérieur du Parti.
Or, nous l'avions un peu oublié, le règlement intérieur prévoit que le Congrès du Parti commence, non pas trois mois après la lancée de la procédure par le Comité directeur, ou pour être plus précis, après la réception par les sections des circulaires des fédérations qui lancent la mécanique du Congrès, mais trois mois après que les militants aient reçu « Le Poing et la Rose » - militants adhérents -

dans lequel sont diffusées les contributions, ce qui veut dire que si l'on veut laisser donc ces trois mois après - je reste sur le terrain réglementaire et statutaire pour le moment -, c'est en réalité non pas trois mois par rapport à un Comité directeur, mais quatre mois, quatre mois et demi, si l'on respecte les statuts et le règlement intérieur, et cela veut dire que le Congrès ne peut pas avoir lieu début juillet, mais au plus tôt vers le 10 ou 15 août, ce qui rend, à mon avis, la chose impraticable, à moins qu'on veuille le faire le 10 ou le 15 août. On sera tous en France, je crois, comme dit Martine... Donc, moi, j'y suis prêt, mais enfin je ne suis pas persuadé que cela convienne vraiment à tout le monde ! Troisième argument : un Congrès du Parti doit être l'occasion, pour les militants et responsables, de discuter et de proposer et si, finalement, le règlement intérieur préconise ce délai, qui n'est donc plus de trois mois, comme on le croit, mais de quatre mois au minimum, c'est que pratiquement il n'est pas possible de faire autrement si l'on veut que les militants discutent.

D'ailleurs, le Congrès de Metz a été préparé en six mois à partir de l'ouverture du Comité directeur, et le Congrès de Valence, qui était le Congrès dans lequel on a le moins discuté il faut bien le dire puisque, finalement, il n'y a pas eu de textes contradictoires, s'est fait en quatre mois.

Pourquoi, parce que si l'on veut que les militants aient le temps de préparer les contributions - vous savez que les contributions peuvent être nationales, elles peuvent être fédérales ou elles peuvent être de sections, émanant des sections - il leur faut un certain délai.

Au moment du Congrès de Valence, nous n'avons retenu, finalement, que des motions fédérales ou des motions nationales et au Congrès de Metz, nous avons retenu des motions de sections - j'ai regardé « Le Poing et la Rose ». Si l'on veut que les militants puissent élaborer, après discussion, des contributions, nous, dès le lendemain de ce Comité directeur, éventuellement les responsables nationaux, nous pouvons nous mettre à nos stylos, et je ne doute pas que certains y étaient prêts.

Mais les militants ne réagissent pas comme cela et aussi vite, il faut qu'ils se voient, qu'ils discutent.

Or, les convocations pour le débat envoyées par les fédérations ne pourraient arriver au plus près que le 2 ou 3 avril, c'est-à-dire en plein dans les vacances de Pâques, d'une part, et après une phase électorale intense, ce qui fait que beaucoup de nos camarades prendront huit ou dix jours. Je connais plusieurs responsables de la direction du Parti qui prennent quelques jours de vacances et ils ont bien raison. Moi-même j'en prendrai deux ou trois... A la veille du Congrès de Lisbonne, ma chère Martine, je serai au Congrès de l'Internationale Socialiste pour y représenter le Parti à la tête d'une délégation, mais je partirai volontiers un ou deux jours avant si c'est possible.

Donc, nos militants seront en vacances. Alors, si on veut leur laisser le temps d'élaborer leurs contributions, si on veut faire un « Poing et la Rose », il faut trois semaines à partir du moment où les contributions sont remontées. Si l'on veut ensuite que les militants puissent discuter en section les contributions, puis après le Comité directeur de synthèse, il faut trois semaines à nouveau pour

envoyer « Le Poing et la Rose » avec les motions dans les sections, et si l'on veut que les sections et les militants discutent à nouveau des motions, on ne peut pas tenir de toutes façons le calendrier début juillet ou même mi-juillet, c'est totalement impossible, sauf bien sûr si on concentre absolument tous les temps, le temps d'élaboration, le temps de contrôle, le temps de discussion, la phase contributions et la phase motions. Mais alors, cela veut dire que les militants ne pourront pas participer véritablement à la discussion.

Or, je pense que le Parti n'a pas véritablement discuté dans sa profondeur depuis le Congrès de Metz. Je pense que nous sommes dans une période difficile où il faut que tout le Parti puisse discuter, pas simplement les dirigeants, qui ont pour le faire le Comité directeur tous les deux mois, ou bien le Bureau exécutif et le Secrétariat chaque semaine, ou les instances fédérales, mais l'ensemble du Parti.

Donc, si l'on veut faire un Congrès avec les militants, dans lequel ils peuvent effectivement débattre, c'est pour un motif politique qu'il faut mettre le Congrès à l'automne.

Troisième élément, la situation politique.

Je reconnais que là, il y a une certaine force dans l'argumentation évoquée par certains d'entre nous, visant à dire : il y a eu les élections, elles sont passées, il y a eu un aménagement du gouvernement, il y a un plan de redressement, d'accompagnement de l'ajustement monétaire, est-ce qu'il ne faut pas que le Parti se mette immédiatement en état de marche et de mobilisation ? Or, le Congrès va commencer dès maintenant. Je reconnais que c'est un argument fort positif et qu'il faut prendre en compte, mais je dirais deux choses.

La première, c'est que je pense que notre Parti étant ce qu'il est, on ne le mobilisera pas vraiment, au niveau de ses militants, si on ne leur permet pas de discuter, j'en suis absolument convaincu.

La deuxième, c'est que si nous faisons un Congrès trop tôt, et là je suis sur le terrain directement politique, c'est-à-dire dans lequel nous élaborerons les contributions dans les quinze jours qui viennent, parce que c'est cela la réalité et la contrainte, je dis que nous poserons nécessairement ce Congrès par rapport aux données immédiates et conjoncturelles de la situation, c'est-à-dire par rapport à un pour ou contre le plan de redressement.

Je ne vois pas comment on pourra situer les choses autrement.

Je pense, personnellement, qu'il vaut mieux de ce point de vue donner un certain recul par rapport à la situation politique si l'on veut véritablement donner au Parti de quoi faire des propositions. Parce qu'il ne fera pas des propositions sur le court terme et sur le plan de redressement, nous avons déjà exprimé nos préoccupations et notre intention d'appuyer et de soutenir, et d'ailleurs dans quelques jours, le 6 avril, la traduction parlementaire du Parti se fera, le Groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale et au Sénat j'imagine, aura à approuver ce plan. Ces problèmes seront donc tranchés.

Je pense qu'il vaut mieux que le Congrès se fasse sur ce qui vient après, sur un certain nombre de préoccupations exprimées dans ce Comité directeur, parce que là le Parti aura la possibilité de dire son mot, sinon il sera coincé entre une espèce de Congrès de l'applaudissement ou un Congrès ouvert de la grogne et

de l'arrière-pensée par rapport au plan gouvernemental.
Je pense qu'il faut se donner un peu de latitude et se donner de quoi intervenir sur le moyen terme, plutôt que sur le court terme.
Voilà pourquoi, malgré la force de certains arguments avancés, je pense qu'il est préférable que le Congrès ait lieu à l'automne.
Cela a des inconvénients, ces inconvénients, il faut les assumer, c'est-à-dire qu'il y a une direction du Parti, c'est à elle de mobiliser jusqu'aux mois d'été, pleinement, le Parti, et que chacun fasse pour le prochain Bureau exécutif - déjà des suggestions ont été faites ici au CD - ses suggestions et ses propositions.
Je pense en tout cas que ces inconvénients sont moindres que ne le serait celui d'un Congrès nécessairement bâclé.
Voilà, chers camarades, les motifs qui justifient, selon moi, que l'on mette le Congrès à sa date normale. Je souhaiterais que, non pas on engage un vaste débat sur cette question, mais que les camarades qui veulent exprimer leur point de vue le fassent nettement et le fassent en fonction de ce qu'ils trouveraient juste eux-mêmes, en fonction de ce qu'ils ont entendu dans les fédérations ou de ce qui leur paraît être l'intérêt du Parti et non pas en fonction de telle ou telle rumeur diffusée dans la presse, visant à trancher à notre place et avant, quelles que soient d'ailleurs les conclusions que l'on veuille tirer de ces rumeurs, cela ne doit en aucun cas intervenir dans notre décision et moi-même, devant le Comité directeur, je n'y ai fait qu'une allusion, et je ne m'appuie pas sur ce problème pour que l'on détermine telle ou telle position.
Si vous êtes pour le Congrès à sa date normale, vous le dites ; si vous êtes contre, vous le dites, j'ai donné simplement mon sentiment.

Le Président - Merci. Qui souhaite intervenir ?
Personne ?... Dois-je conclure qu'il n'y a pas d'objection à la proposition faite par Lionel Jospin ?
Pour en être tout à fait sûr, je vais quand même la mettre aux voix.
Je vous rappelle que Lionel Jospin propose que le Congrès du Parti ait lieu à sa date normale, c'est-à-dire à l'automne.
Qui est favorable à cette proposition, voulez-vous bien lever la main ?
Merci.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Alors, à l'unanimité, le Comité directeur a décidé que le Congrès aurait lieu à la date normale.
Lionel Jospin.

Lonel Jospin - Chers camarades, cette décision de principe étant prise, je pense que cela doit nous conduire aux deux décisions suivantes.
La première concernant le Congrès, cela va de soi, je pense qu'il faut dire, si nous avons à dire quelque chose à l'extérieur, que le Congrès devrait avoir lieu au mois d'octobre. Je ne souhaite pas que soit fixée dès maintenant une date, parce que je pense qu'il faut regarder de façon très précise le mécanisme

politique, j'allais dire technique, du déroulement de ce Congrès, de façon à ce que les conditions de sa bonne réalisation, et notamment celles de la discussion, soient rassemblées. Je pense que le problème du lieu du Congrès, qui n'est pas tranché encore et qui ne peut l'être qu'en fonction de considérations matérielles strictes qui peuvent éventuellement interférer, ne peut être tranché, et je propose que l'on dise : le Congrès en octobre, et que le Bureau exécutif ait la responsabilité, sur la base de propositions faites à la fois par le Secrétariat aux fédérations et par le Secrétariat aux organismes centraux, en discussions avec moi s'ils le veulent bien, de faire des propositions et de prendre des décisions.
Deuxième point, je me demande si le fait que nous venions de fixer la date du Congrès en octobre n'a pas pour conséquence de nous amener au mois de mai, en lieu et place du Comité directeur qui y trouvait sa place normalement, deux mois après celui-ci, à réunir une Convention ordinaire du Parti. Je crois que nos règlements statutaires nous l'imposent et je pense donc que la décision devrait être celle de la tenue d'une convention ordinaire, membres du C.D. plus Premiers Secrétaires fédéraux et parlementaires, en mai à Paris, au lieu et place du Comité directeur.

Le Président - Nous sommes d'accord ?
Donc : Convention ordinaire en mai ; Congrès national du Parti en octobre.
Il n'y a pas d'objection ?
Bien.
Nous passons au troisième point de l'ordre du jour : problèmes de contentieux.
Paul Quilès ?

Paul Quilès - Problèmes de contentieux
C'est le sujet classique après les élections municipales, ou les élections tout court, que ces problèmes de contentieux, qui sont malheureusement toujours trop nombreux, et particulièrement cette fois.
Vous avez vécu ce problème dans vos différentes fédérations et nous allons traiter ce matin, au Comité directeur, des sujets pour lesquels nous avons été saisis par les fédérations..
Tout d'abord, il y a des demandes de dissolution de sections et sept fédérations nous ont saisis.
Je vous indique tout d'abord que tous les problèmes que je vais vous présenter ont été examinés par une Commission largement représentative du Comité directeur, comprenant, outre Daniel Vaillant et Eugène Teisseire, Roger Fajardie, Carassus, Brana. Je n'oublie personne.
Donc, cette Commission a été d'accord sur les propositions que je vais faire maintenant.
Dissolution de sections : sept fédérations nous ont saisi de demandes de dissolution de sections, qui ont refusé l'application des accords nationaux ou fédéraux signés par le Parti.
D'après nos statuts, c'est au Comité directeur à ratifier ces décisions, étant entendu que ces sections devront être reconstituées dans les plus brefs délais.

Je vous donne les noms des sections :
- Dans les Bouches-du-Rhône : Pelissanne, Penne-Mirabeau, Grans ;
- Meurthe-et-Moselle : Frouard, Bouxière-aux-Dames ;
- Nièvre : Imphy ;
- Bas-Rhin : section de Barr ;
- Haute-Savoie : Saint-Julien ;
- Gironde : Saint-Yzan-de-Soudiac ;
- Landes : Tartas.

Cela fait donc dix sections.
Je propose que l'on débatte peut-être séparément.
Est-ce qu'il y a des commentaires sur ces dissolutions de sections ?

Le Président - On vote globalement sur les problèmes de dissolution de sections, on ne va pas les prendre une par une.
Y a-t-il des objections aux propositions que Paul Quilès vient de rapporter au nom de la Commission, concernant la dissolution de ces dix sections réparties dans sept départements ?
Il n'y a pas d'objection ?
Le Comité directeur les ratifie. La charrette suivante !

Paul Quilès - Deuxième type de problèmes, il s'agit de la demande d'application par le Comité directeur de l'article 83 des statuts, qui vise à faire comparaître en Commission Nationale des conflits, si le C.D. le décide, des camarades qui auraient fait paraître dans la presse des publications de nature à nuire au Parti.
C'est la fédération du Loir-et-Cher qui nous a saisis, de façon surprenante il n'y a qu'une fédération qui nous ait saisis, et je dois dire que nous avons regardé le dossier, il nous semble qu'il est assez mince eu égard à ce que l'on peut lire et voir par ailleurs, et nous proposons que ce dossier revienne à la fédération.

Le Président - Alors, sur cette proposition de renvoi du dossier à la fédération ?
Le Comité directeur est d'accord ?
Pas d'objection ?
C'est d'accord.

Paul Quilès - Troisième type de problème, là on entre dans les grands nombres, il s'agit de l'application de l'article 80 des statuts, que je vous rappelle (deuxième alinéa de l'article 80) : « Lorsqu'un membre du Parti est candidat à un poste électif pour lequel a été désigné un autre membre du Parti, le Comité directeur constate que l'indiscipliné s'est mis hors du Parti et prononce son exclusion. »
Cela concerne 36 communes. C'est beaucoup. Des communes de tailles inégales ; il y en a certaines qui sont très petites, mais enfin nous avons été saisis et nous devons trancher aujourd'hui.
Je voudrais vous donner rapidement, non pas la liste de tous les qui noms, mais celle des communes, étant entendu, comme je vous

Fondation Jean-Jaurès

l'ai dit tout à l'heure, que cas par cas, l'ensemble des dossiers ont été examinés par la Commission qui vous fait cette proposition unanime.
Dans l'Ariège : 20 camarades, à Foix ; dans l'Aube…
On peut peut-être, si vous le souhaitez - je ne sais pas ce qu'en pense le Président - arrêter au fur et à mesure, ou je vous donne l'ensemble ?... Je vous donne l'ensemble et, ensuite, si vous voulez intervenir, vous notez au passage...

Un membre - II faudrait la tête de liste dissidente !

Paul Quilès -

- A Foix : Serge Thiers. Donc, zéro Socialistes concernés.
- Dans l'Aube (La Chapelle St Luc), sept exclusions demandées : Baltet, tête de liste.
- Dans les Bouches-du-Rhône, quatre exclusions demandées :

- Penne-Mirabeau : Meylau : Cabriès : Martin ;
- Aiguelière : Pélissier ;
- Peypin : Garraud.

- Dans le Calvados, à Mézidon : trois exclusions demandées ; il s'agit de Achard, Perrin et Bon - Achard a battu notre camarade Delisle.
- Dans le Gard : c'est le problème de Nîmes, que vous connaissez ; liste présentée par Joseph Alcon ; 12 exclusions demandées.
- Sixième département : l'Eure, avec la section de Pont de l'Arche, deux exclusions demandées (Joseph Attal) ; Les Andelys, six exclusions demandées (Georges janvier).
- Septième département, la Gironde, c'est le cas que vous connaissez probablement de Talence : une exclusion, celle de Deschamps.
- Pyrénées-Orientales : Vernet-les-Bains, deux exclusions demandées (Guitard) ; Salses : trois exclusions (Auzeville) ; Cabestany : onze exclusions demandées (Sanguignol) ; Le Soler : une exclusion demandée (Dabat).
- Neuvième département : la Seine-Maritime, commune de Canteleu : dix-sept exclusions demandées (Ducoudray) ; Notre-Dame-de-Bondeville : neuf exclusions demandées (Hélènenay) et Malaunay : une exclusion demandée (Pie).
- Tarn. Le problème du Tarn est un peu particulier parce qu'il y a des communes pour lesquelles les exclusions sont demandées pour lesquelles, je crois, le Comité directeur peut se prononcer sans problème, et la Commission vous propose que pour Saint-Juéry, où il y a dix-sept exclusions demandées et où la tête de liste, Jean Polisset, est également Conseiller général, compte tenu des difficultés que nous pourrions rencontrer - j'allais dire cela en termes discrets - au Conseil général, et compte tenu du caractère de grande division de cette section, qu'une Commission du Comité directeur aille voir à Saint-Juéry les mesures qui peuvent être prises mais que, par contre, pour Aiguefonde, un exclu, Crevon.

Risières : un exclu ; Lis sur Tarn : deux exclusions ; Saint-Benoît-de-Carmaux : deux exclusions ; Mirandol-Bourgnounac, une exclusion.

Pour ces cinq communes, le Comité directeur se prononcerait aujourd'hui.
Alors, il y a une proposition en plus pour le Tarn, c'est la mission à Saint-Juery.
Haute-Savoie : Saint-Julien, six exclusions demandées ;
Morbihan : Pontivy, deux exclusions demandées ; Gourin, deux exclusions demandées.
En Vendée, à Fontenay-le-Comte, onze exclusions demandées.
Dans l'Aude, plusieurs cas : Carcassonne, situation que vous avez apprise par la presse : l'ancien maire Ancely s'est présenté contre le candidat du Parti. Il est demandé vingt-quatre exclusions. Tête de liste : Ancely.
Pour la section de Causses Minervois, neuf exclusions prononcées. Tête de liste : Morel.
Pour Villemous-Sossou, sept exclusions (Qartas tête de liste) et Villepinte, une exclusion (Pere).
Pour le Doubs, commune de Valentigney, quatre exclusions. Tête de liste : Macler.
Pour la Corrèze, commune de Cosnac, une exclusion, Turin.
Pour la Seine-Saint-Denis, Neuilly-sur-Marne : onze exclusions ; Tournade.
Les camarades de la Seine Saint-Denis demandaient que pour Neuilly-sur-Marne, quatre camarades qui ont soutenu la liste dissidente soient exclus ; nous proposons, en application de l'article 80 des statuts, que le cas de ces quatre camarades soit réglé par la Commission fédérale des conflits.
Seine-Saint-Denis toujours, Epinay : une exclusion ; Mme Boute.
J'en termine par les Yvelines avec le cas de Poissy où des camarades se sont présentés sur la liste communiste contre la liste socialiste au premier tour ; il y avait une primaire acceptée par le Parti. Sept exclusions demandées, le premier étant René Nau.
Voilà, c'est assez lourd, mais je crois que nous devions aujourd'hui trancher définitivement ces cas, étant entendu, je le dis tout de suite à ceux qui rentreraient dès ce soir dans leur fédération, que le contentieux à tratier en vertu de l'article 80 que je rappelais tout à l'heure sera clos et que le règlement des autres affaires se fera désormais par le canal des Commissions fédérales des conflits et la Commission nationale ; il n'est pas question de revenir tous les mercredis devant le Bureau ou le Comité directeur.

Le Président - Je vais demander au Comité directeur de se prononcer sur l'ensemble des demandes d'exclusion dans ces trente-six communes et sur la mission, bien sûr, pour Saint-Juery, dans le Tarn.

Jean-Marcel Pichard
Un mot sur la situation de Carcassonne, que je connais un peu : à Carcassonne, le Comité directeur a pris une décision qui était de changer la tête de liste, et je pense que les faits qui ont suivi ont montré que le choix du Comité directeur était un meilleur choix, le maire sortant qui avait été adjoint dans la précédente municipalité ayant été battu à deux reprises par le RPR.
Cela dit, le Comité directeur a cassé cette décision, un point c'est tout.

Moi, j'ai entendu que par la suite, au niveau de la Fédération, une décision avait été prise excluant de la liste le maire sortant, alors qu'il acceptait d'être adjoint. Là, il y a un problème de pédagogie par rapport à nos camarades : une décision du Comité directeur ne doit pas donner lieu à n'importe quoi. Je trouve légitime que le Comité directeur décide de l'opportunité des choix des têtes de liste, je ne mets pas cela en cause, mais quant à la suite de la procédure suivie, je rappelle qu'un camarade qui a été placé en tête de liste par des camarades dans sa section - je comprends que le Comité directeur ou la convention puisse revenir sur ce choix - mais qu'ensuite, au niveau d'une commission, les camarades excluent de la liste un maire sortant qui a accepté d'être adjoint quand, en plus, on voit les chiffres où la gauche était en ballottage favorable au premier tour… Je ne conteste pas les résultats objectifs, Ancely s'est retiré, il y a l'échec, mais je trouve qu'on a un peu forcé la main et qu'il y a là un problème de pédagogie : une décision du Comité directeur, ce n'est pas n'importe quoi.

Alain Richard

Une question qui va dans le même sens, qui est relative à l'affaire de Talence. Je ne la vois que par la presse, mais il semble que le camarade qui était en dissidence, Deschamps, a fait une fusion de liste avec la liste officielle du Parti entre les deux tours. Je me demande si cela ne paraît pas un peu contradictoire que de prononcer son exclusion après coup ? On pourra toujours se demander si nous aurions pris la même décision si la liste l'avait emporté !

La seconde question est une question de procédure, parce qu'il y a une petite question dans mon département : il y a eu une incertitude du Bureau fédéral sur l'application de la disposition des statuts, et les camarades ont eu le sentiment qu'il n'y avait pas à faire remonter au Comité directeur cette affaire dont le prochain Bureau fédéral doit rediscuter. Comme je n'étais pas au Bureau quand cela s'est dit, je n'ai pas attiré l'attention là-dessus, mais si les camarades doivent procéder à une telle décision la semaine prochaine, est-ce que quand même on ne pourrait pas donner un délai de grâce pour faire reculer les exclusions de ce type d'au moins quinze jours ?

C'est vrai que ces exclusions de plein droit doivent avoir lieu dans la campagne électorale ou après, mais il n'y a pas de délai, et en tout cas si les Commissions des conflits n'étaient pas compétentes pour examiner ces questions d'exclusion pour candidatures contre le Parti, elles ne le deviennent pas parce qu'il y a un temps qui a expiré.

Je me demande s'il ne faudrait pas prévoir un petit délai de grâce après les vacances de Pâques pour que les fédérations qui n'ont pas fait remonter ces demandes d'exclusion puissent le faire ?

Brana

Pour Talence, Paul a commis un petit oubli : la Commission avait arrêté deux missions, l'une pour le Tarn, l'autre pour la Gironde, afin de parler de cette question de Talence. Je crois qu'il faut y penser au moment du vote.

Paul Quilès - C'est exact.

Didier Motchane - En ce qui concerne Talence, le problème juridique est tout à fait clair, mais je voudrais ajouter, d'un point de vue politique, que cela fait longtemps que les fédérations qui donnent lieu aujourd'hui à cette décision, et du fait de Deschamps, avaient été préparées, et que c'est l'aboutissement d'une attitude qui portait le plus grand tort au Parti.
Je ne vois pas pourquoi on ferait une exception à l'égard d'un camarade.

Castilla
En ce qui concerne Carcassonne, la raison qui a motivé l'exclusion d'Ancely de la liste conduite par Vidal est qu'il était impossible au premier tour de faire cohabiter les deux candidats et leurs effectifs respectifs. La Commission exécutive a donc examiné ce problème et a demandé pour cela l'arbitrage du national, et c'est en désespoir de cause que la décision d'évincer Ancely de la liste a été prise.
Au premier tour, pas possible de faire l'accord, encore moins au second.
C'est uniquement les raisons qui ont motivé la décision de tenir à l'écart Ancely, d'autant que la campagne qu'il a faite et menée sitôt après la décision du Comité directeur ne nous permettait pas, à ce moment-là, de travailler ensemble, puisque aussitôt la décision prise, il a tenu une conférence de presse qui n'était pas du tout gentille à l'égard du Parti Socialiste et de nos représentants locaux et même nationaux. La revue de presse qui a été transmise au national en fait foi.

Paul Quilès
Plusieurs réponses : tout d'abord, pour Talence et la Gironde, j'ai oublié de signaler que c'était une des deux missions que nous recommandions, donc la réponse sera apportée par cette mission ; l'affaire est relativement complexe ; je rappelle tout de même que Deschamps avait démissionné du Parti en décembre. Donc la situation devrait être claire, mais les camarades souhaitent effectivement, pour ménager l'avenir, que cette mission se rende sur place.
D'autre part, pour Carcassonne, je crois que Castilla vient de répondre. Il y a peut-être eu des erreurs, des maladresses, chacun le reconnaît au sein de la Commission, mais il y a maintenant des faits, il y a eu la campagne menée, les prises de position d'Ancely à ses colistiers après la campagne et je crois que maintenant, il serait incompris et mauvais pour la fédération et le Parti d'une façon générale qu'Ancely et sa liste ne soient pas exclus.

Jean-Marcel Pichard - J'ai signalé une situation, c'est tout.

Paul Quilès - On en prend acte et la Commission, la fédération également, mais il était bon que le Comité directeur en soit informé.

Percheron
Je voudrais intervenir sur le problème de Carcassonne, car c'est un problème

Fondation Jean Jaurès

fondamental.
Le Camarade Ancely était désigné par sa section, dans un vote. La fédération a transmis son cas au Comité directeur, sans avis motivé. Au sein du Comité directeur, il a été invalidé, sans raison précise, sur une impression diffuse exprimée : il n'est pas un bon candidat !
Personnellement, j'ai voté contre cette invalidation qui, à ma connaissance, n'a pas de précédent dans le fonctionnement du Parti.
Je considère que rien dans les statuts, ni dans le règlement intérieur, ne permettait au Comité directeur d'invalider un camarade régulièrement désigné et non mis en cause politiquement électoralement par sa fédération.
La Convention de Cachan avait arrêté cette procédure ; c'était une Convention ordinaire, elle n'avait pas le droit de le faire, et nous sommes certains à savoir qu'en Commission de contentieux, ou de Bureau exécutif, j'ai soutenu l'argument - je pense avoir raison - que nous avons vécu, dans ce domaine, dans l'illégalité.
Bref, le cas de Carcassonne est véritablement l'exemple qu'il faut approfondir. Il est normal que la désignation d'un maire de plus de 30 000 habitants par exemple soit soumise à ratification comme celle d'un député, mais il faut l'inscrire dans les statuts du Parti et il faut même préciser exactement dans quelles conditions une fédération peut saisir un Comité directeur de cette responsabilité essentielle. La manière dont nous avons procédé pour Carcassonne, j'en suis sûr en toute bonne foi, illustre la limite qui peut être franchie insensiblement entre une mauvaise interprétation de l'autorité du Parti et la nécessaire souveraineté des sections contrôlées qui est à la base de notre conception du Parti et du mouvement ouvrier.
A l'occasion du prochain Congrès, il faudra le dire car si nous évoluons, notamment aux élections du Conseil régional voire des législatives - je ne le souhaite pas, mais il en est question -, vers des scrutins proportionnels, alors ce qui s'est passé pour Carcassonne pourra se passer pour n'importe quel candidat, qu'une Convention ordinaire prévoit une procédure exceptionnelle pour tel ou tel type d'élection et intervienne sur l'air du temps et désavoue une section voire une fédération.
Je ne pense pas que la Convention de Cachan ait été mal interprétée, je ne pense pas qu'il y ait eu arrière-pensée, je dis que dans un parti aussi riche de militants et d'individualités, compte tenu du passé que nous avons et qui est à la base même de notre conception du Parti, y compris à Tours en 1920, ces questions-là doivent être sérieusement réglées par un Congrès ordinaire, par une modification des statuts et par un comportement qui, en aucun cas, ne s'écarte des statuts.
Ce que nous avons fait pour Carcassonne, je ne connais pas la situation politique, nous n'avions pas le droit de le faire. Dans l'avenir, il ne faudra plus le faire.

Le Président - Paul ?

Paul Quilès - Je voudrais dire à Daniel Bergeron qu'il n'est peut-être pas besoin

de revenir au Congrès de Tours pour apprécier nos statuts qui sont insuffisants...

Daniel Percheron - Si.

Paul Quilès - Je dis qu'ils sont insuffisants. Je te rejoins parce que j'ai la charge difficile, que je céderai au prochain Congrès, si le Premier Secrétaire l'accepte, à qui en voudra, de faire respecter ces statuts, statuts qui sont incomplets. Je te rejoins totalement quand tu dis qu'il faudra regarder de plus près tous les cas. Je crois que c'est cela aussi, le Parti s'enrichit de ses propres erreurs et il s'enrichit de sa propre expérience. Et si sur ce cas particulier et sur quelques autres, il nous semble que les statuts doivent être améliorés ou explicités, je suis le premier à l'approuver. Tu viens de signaler un cas, je pourrais en signaler dix ou vingt autres où les statuts et le règlement intérieur - je me tourne vers Roger Fajardie, qui est un monument intéressant et compliqué… (Rires) Le Comité directeur a l'esprit mal tourné.

Le Président - C'est ta phrase qui était mal tournée.

Paul Quilès - Aussi. Donc je parlais du règlement intérieur, qui est difficile d'application, et je crois qu'au prochain Congrès, il serait utile à l'ensemble du Parti qu'à la fois les statuts et le règlement intérieur soient revus, si cela est possible.
Pour le cas de Carcassonne, Castilla nous a donné quelques indications. Tu dis que tu ne connais pas la situation. Il serait intéressant que tu la connaisses pour mieux juger ce qui s'est passé dans cette ville. Entre les deux candidats, il y avait cinq voix d'écart, 200 d'un côté, 205 de l'autre. La situation électorale aussi a amené à préférer un candidat à l'autre. L'un des deux, en l'occurrence Vidal, avait fait aux élections cantonales sur le même canton 4 points de plus que le maire sortant, qui a été objectivement considéré par un certain nombre de camarades, et là le Comité directeur a tranché. C'était de sa responsabilité politique. Il a estimé que l'un des deux candidats était meilleur que l'aure. Il s'est peut-être trompé, il y a peut-être eu des maladresse, et c'est même certain qu'il y en a eu au cours de la préparation. Nous en sommes là, il faut trancher.
Tu poses un autre type de débat, et je souhaite que dans la préparation du Congrès, nous en discutions sérieusement au Bureau exécutif.

Le Président - Tu proposes quoi pour Carcassonne ?
Je mets aux voix, si j'ai bien compris, deux propositions de mission pour la Gironde et pour le Tarn...

Paul Quilès - Autre réponse à Alain Richard. Je crois qu'il a raison, effectivement, il peut survenir dans les prochains jours d'autres demandes. Je souhaite qu'il en survienne le moins possible, donc on peut peut-être donner un délai de grâce jusqu'au Bureau exécutif, mercredi dans dix jours et à partir de là, point final.

Dans ce cas-là le Comité directeur donnerait mandat au Bureau exécutif de trancher à sa place.

Le Président - Bien.
Matouk ?

Matouk
Sur ce point particulier, Paul, je comprends très bien la demande qui a été faite pour que d'autres demandes puissent monter, mais compte tenu de la remarque qu'a fait Bergeron à propos de l'introduction de la proportionnalité dans les scrutins à venir et du risque qu'elle fait naître de faciliter ces candidatures interdites, je demande que ces exclusions aient toute la solennité du Comité directeur. Les réunions du Comité directeur sont quand même plus solennelles, font quand même plus de bruit que le Bureau exécutif. Je demande qu'on accorde un délai de grâce pour faire remonter ce qui reste, mais je pense que les exclusions que tu as citées doivent être effectives dès aujourd'hui, annoncées à la presse.

Le Président - Ce n'est pas en cause, cela.

Paul Quilès - Ce n'est pas en cause.

Matouk - J'avais compris qu'on voulait reporter.

Le Président - Pas du tout.

Matouk - Autant pour moi.

Le Président - Le Comité directeur se prononce aujourd'hui sur la liste donnée par Paul Quilès et Alain Richard avait demandé, compte tenu d'une proposition du Bureau fédéral du Val d'Oise, qu'il y ait un délai de grâce.
Si je comprends bien, Paul Quilès, il y a deux propositions de mission, nous sommes d'accord là-dessus ? En Gironde et dans le Tarn ?

Paul Quilès - Oui.

Le Président - Est-ce que le Comité directeur est d'accord pour approuver les conclusions de la Commission sur ces deux missions ?
D'accord ?
Pas d'objections ?
Bien.
Nous avons maintenant à nous prononcer sur la liste des exclusions qu'a donnée tout à l'heure Paul Quilès concernant trente-six communes.
Est-ce qu'il y a objection ?
Les conclusions de la Commission sont ratifiées par le Comité directeur ?

Fondation Jean Jaurès

D'accord ?
Merci.
Point suivant ?

Paul Quilès - Point suivant tout à fait mineur, il s'agit de l'approbation de statuts fédéraux pour le Doubs et le Bas-Rhin.
La Commission vous propose d'adopter ces statuts fédéraux. C'est également dans nos statuts d'approuver en Comité directeur les statuts fédéraux.

Le Président - Pour le Doubs et pour le Bas-Rhin, pas d'objections ?
D'accord.
Point suivant ?

Paul Quilès - Dernier point, et certainement le plus délicat du point de vue politique, il s'agit de tous les cas qui n'ont pas été traités tout à l'heure, certains peuvent s'en étonner, parce que nous n'avons pas été saisis par les fédérations bien que le cas du Mans, de Montluçon, de Laval, de Saint-Malo, d'Angers, soient présents à tous les esprits.
Bien que ces problèmes, qui ont été soulevés au cours de la campagne électorale, parfois même avant, aient été traités et en Bureau exécutif et au cours de ce Comité directeur, nous nous sommes demandés, au sein de la Commission, ce qu'il convenait de faire sur ces problèmes éminemment politiques et complexes. Je dis complexe pas seulement politiquement mais également du point de vue même de nos statuts.
Il y a dans certains cas refus de l'union de la gauche au premier tour ; dans certains cas refus au deuxième tour ; dans d'autres l'union de la gauche a été acceptée ; dans certains cas l'accord national avec le P.C. avait mentionné explicitement les villes ; dans d'autres cela n'avait pas été manifesté, bref lorsqu'on essaie de faire une typologie de ces différents cas de difficultés, on tombe sur six ou sept cas différents, et il nous a semblé difficile, au regard des statuts, de savoir quelle hiérarchie en quelque sorte faire dans la gravité des manquements à la discipline du Parti, et nous voudrions vous proposer la solution suivante qui n'est pas une solution de retrait, qui est au contraire une solution assez sévère, mais qui ne nous permet pas d'aboutir aujourd'hui.
Le texte que nous vous proposons est le suivant. Je vous le lis.
« Suite aux actes d'indiscipline constatés par rapport à la stratégie adoptée par le Parti et aux accords passés avec nos partenaires, le Comité directeur décide que tous les manquements seront sanctionnés. Compte tenu de la diversité des situations, il mandate le Bureau exécutif national pour prendre les décisions appropriées. »
Ce qui signifie que si le Comité directeur accepte ce texte, dès lundi une circulaire partira à tous les Premiers Secrétaires fédéraux pour leur demander de nous faire un état de toutes les difficultés de ce type rencontrées, bien entendu conformément au texte de Cachan, pour les villes de plus de 20 000 habitants.
Pourquoi cela ? Parce que lorsque nous essayons de faire une liste, nous

Fondation Jean Jaurès

tombons sur une quinzaine de cas, et nous ne sommes pas sûrs du tout qu'il n'en existe pas d'autres. Il serait donc très délicat aujourd'hui de trancher pour le Mans, Montluçon, Angers, Saint-Malo, et d'oublier peut-être d'autres cas similaires que notre mémoire ou notre connaissance de la carte électorale nous auraient fait omettre.
Donc, nous proposons que le Comité directeur se prononce dès aujourd'hui sur le principe de sanctionner tous ces manquements à la discipline, manquements à la stratégie du Parti.
Nous demanderons très clairement, très explicitement, à tous les Secrétaires fédéraux de répondre, y compris l'état néant. Je veux dire par là que certains pourraient avoir la tentation d'oublier tel ou tel cas, donc il y aura des états néant si aucun problème ne se pose dans telle ou telle fédération, et nous saurons d'ici une semaine tous les cas répondant à ces critères qui seront posés à l'occasion des élections municipales, au vu de quoi le Bureau exécutif, mandaté par le Comité directeur, pourra décider des sanctions à appliquer conformément aux statuts du Parti.

Le Président - Sur ces dernières propositions de Paul Quilès, y a-t-il des observations ?

Un membre
Elle sera très brève. Je refais exactement la même proposition que j'ai faite à l'instant et je donne l'argument suivant : lorsqu'il a été question de la candidature de Georgina Dufoix, les camarades de ce Comité directeur ont évoqué l'alternative du Mans avec des arguments qui n'étaient pas corrects ; en particulier, on disait que l'on favorisait une amie de François Mitterrand et l'ex-courant A au détriment du courant C. par conséquent, j'estime que dans ces conditions, les problèmes doivent être tranchés dès aujourd'hui pour les villes que l'on connaît, libre au Bureau exécutif de trancher pour d'autres.
Je demande qu'on tranche sur les principales villes citées par Paul d'ores et déjà.

Paul Quilès - Je ne les ai pas toutes citées, il y en a bien d'autres.

Le Président - Debout ?

Debout
Je comprends très bien que le Bureau exécutif ne se saisisse pas de tous les dossiers des villes en deçà de 20 000 habitants, mais il y a eu des communes de moins de 20 000 et de plus de 3 500 où s'est posé le problème de l'indiscipline par rapport à la stratégie du Parti.
Est-ce que la fédération a pouvoir, capacité réglementaire, je dirais, d'appliquer les mêmes sanctions que celles qui seront appliquées nationalement ? Il faudrait que ce soit dit.
Je demande au Comité directeur de préciser cela.

Le Président - Paul Quilès ?

Paul Quilès - A mon sens oui, puisque la convention de Cachan disait expressément que relevait du Comité directeur le cas des villes de plus de 20 000 habitants. On a même eu une discussion en Commission des résolutions pour savoir si c'était 20 000, 30 000. A partir du moment où on a fixé ce seuil, il faut s'en tenir là. Pour les villes inférieures à 20 000 habitants, les Fédérations décideront.

Le Président - Jean Poperen ?

Jean Poperen
Evidemment, on a tous eu beaucoup à faire en peu de temps. Il est dommage qu'après tout ce que nous avons fait, avec des résultats inégaux, nous ayons tant de temps à passer à ces questions, et je vous ferai d'ailleurs observer que si justement il faut faire preuve - là le mot est très à la mode, hélas - d'une certaine rigueur, c'est parce que le mal a gagné du terrain.
Je ne trouve pas très agréable que nous soyons obligés, comme nous venons de le faire, de procéder dans des dizaines de villes finalement au total à plusieurs centaines d'exclusions.
Honnêtement, pour une direction politique, ce n'est jamais très agréable.
Mais c'est qu'en effet les choses ont fait un peu boule de neige, déjà.
Moi, là-dessus - je l'ai dit à plusieurs reprises, je tiens à le dire du haut de la tribune de ce Comité directeur -, je serai très attentif. Ce sera, à l'évidence, un des éléments de notre débat - en tout cas, moi, j'y veillerai - pour le prochain Congrès, car je maintiens que si cela a fait boule de neige là, c'est en raison de ce qui s'était passé, notamment en certains endroits dont tout le monde a plus ou moins le souvenir, il y a deux ans.
Quand on commence à laisser aller, on laisse de plus en plus aller !
C'est pourquoi, bien que nous ayons eu beaucoup de travail, je regrette tout de même que nous n'ayons pas été prêts à examiner la deuxième série de cas dès aujourd'hui. Je sais bien que si le Comité directeur donne mandat, la délégation a toute sa valeur - je ne fais aucune réserve sur la valeur de la délégation - mais, comme le disait Matouk, pour la solennité du geste, j'aurais préféré que ce soit le Comité directeur plutôt que le Bureau exécutif.
Encore une fois, institutionnellement, juridiquement, la valeur est la même, mais je ne suis pas sûr que, politiquement, ce soit ressenti tout à fait de la même façon.
Et puis, je m'en excuse auprès de Paul Quilès, mais bien que j'ai été très occupé par d'autres tâches, je pense que la Commission du contentieux aurait pu me consulter pendant ces deux jours, car je dis que, pour les cas que nous connaissons et que nous avons traités nationalement - bien entendu, il y en a peut-être d'autres -, je ne vois pas les raisons à surseoir, je vous le dis très franchement.
D'autre part - parce que quand même, à la fin des fins, comme on connaît ses

Fondation Jean Jaurès

saints on les honore -, que se passera-t-il si tel Secrétaire fédéral dit qu'il n'a pas, à son jugement, de cas à nous soumettre ? Je pose la question : que se passera-t-il ? Est-ce que nous constaterons que le cas en question n'existe pas ?
Moi, je dis qu'à partir du moment où, pour les villes de plus de 30 000 habitants, nous avions mandat, nous pouvons décider aujourd'hui, et que cela n'épuise pas le sujet pour les autres villes qu'en effet, nous ne connaissons pas. Mais, au nom de ce que nous ne connaissons pas, pourquoi ne pas décider sur ce que nous connaissons ?
Je regrette qu'on n'ait pas pu le faire entre nous. Ce n'est pas du tout là, un objet d'opposition, mais il faut tout de même que nous traitions les choses le mieux possible et, j'y insiste, avec le moins de lenteur possible. Je suis toujours un peu inquiet de ces affaires-là quand elles traînent. Or, moi, je vous le dis, ayant suivi cette affaire - et notamment pour certaines des villes que tu as citées -, si nous ne sommes pas nets - et être net, en l'occurrence, cela veut dire aussi ne pas être trop lent -, je souhaite bien du plaisir pour les prochaines consultations électorales ! Je le dis comme je le ressens : la Direction nationale ne pourra plus rien. Il faut le savoir.
J'ajoute que ce sont les autres qui en pâtissent, parce que je voudrais vous donner à réfléchir sur notre position, à Debarge et à moi, pour négocier pour un certain nombre de villes, où les camarades multipliaient les coups de téléphone en disant : « II faut insister pour qu'on obtienne telle et telle chose de la direction du Parti Communiste » et où, à chaque fois, on nous rétorquait : « Où en êtes-vous avec telle ville ? » Alors, on regardait le plafond, on regardait nos pieds, on faisait comme on pouvait, mais j'aime mieux vous dire que quand cela s'est reproduit à trois ou quatre reprises, ce n'était pas gai, et la vérité, c'est qu'on ne pouvait plus négocier parce qu'il apparaissait que nous ne maîtrisions pas la situation !
Donc, ce ne sont pas des détails. Ce n'est pas le plaisir d'embêter tel ou tel. J'aurais préféré que cela se passe autrement, parce qu'on aurait pu faire autre chose de plus sérieux, mais là il y a vraiment un problème.
Alors, je demande à Paul s'il est possible que, sur les cas que nous connaissons parfaitement - il est tard, je le sais bien, mais on peut être là jusqu'à ce soir... après tout, le Comité directeur est fait pour cela -, nous puissions dès aujourd'hui prendre une décision. En plus, ce sera une indication sur la suite.

Le Président - Percheron ?

Percheron
Je pense que la proposition de Paul Quilès, compte tenu de la négociation, est une très bonne proposition. Je pense également qu'elle peut être affinée en fonction même du déroulement de la négociation PS-PC, suivie par le Bureau exécutif.
Là où, dans les villes de plus de 20 000 habitants, il y a eu primaires au premier tour, ne peuvent être examinées par le Bureau exécutif que les primaires qu'il a formellement désavouées, car dans la mesure où le Bureau exécutif, ou une

Coll. Fondation Jean Jaurès

Commission émanant du Bureau exécutif, n'a pas suivi telle, telle et telle ville précisément, lui faisant telle ou telle recommandation politique, ou telle ou telle recommandation chiffrée précisément, la primaire qui s'est déroulée peut s'être déroulée au minimum à responsabilité partagée à gauche.
Donc, les primaires du premier tour, à gauche, qui n'ont pas été formellement désavouées par le Bureau exécutif, ont été, en quelque sorte, politiquement entérinées.
Par contre, les communes faisant l'objet de l'accord national relèvent, bien entendu, du Comité directeur et du jugement politique et disciplinaire du Comité directeur pour le premier tour, puisque la Direction nationale s'est engagée sur elles à l'issue d'un Comité directeur.
D'une autre nature, compte tenu de la loi électorale, est le deuxième tour.
En effet, une commune qui ne fait pas l'accord au deuxième tour engage plus qu'elle-même, elle engage les mécanismes de désistement et de solidarité de toutes les communes du pays ou du département. Son attitude a valeur d'exemple et peut entraîner sanctions et rétorsion de la part du partenaire. Nous sommes dans le même cas de figure qu'aux cantonales, qu'aux législatives, nous sommes aux prises avec la discipline nécessaire de deuxième tour.
C'est pourquoi je pense que les Premiers fédéraux seront à même de proposer, le cas échéant, pour le premier tour, les primaires qui leur semblent dues à une dérogation de principe, non justifiée même par la phrase de Cachan disant : « Tenons compte de la situation locale, du bilan de l'union » et seront appelés, pour le deuxième tour, à mettre en évidence éventuellement les indisciplines qui ont pesé sur l'ensemble du scrutin de deuxième tour dans leur département.
Je me rallie donc totalement à la proposition de Paul Quilès.

Le Président - Lussault ?

Lussault
Sur ces problèmes, je pense que l'analyse fine que vient de faire Percheron ne répond pas à la question qu'a posée Poperen.
Je veux dire par là que la procédure que tu évoques peut effectivement s'appliquer aux cas non actuellement soumis à notre délibération - même implicite - par Paul Quilès.
Je suis, en ce qui me concerne, d'avis que ces problèmes d'indiscipline caractérisée - c'est le cas même de l'article 64 des statuts - qui sont du ressort du Comité directeur par l'article 64 des statuts, ne doivent pas donner lieu, de notre part, à retard de décision. En effet, ces situations politiques dures opposent au Parti des camarades, opposent, si j'ose dire, explicitement au Parti des camarades, c'est-à-dire ceux qui non seulement n'ont pas pratiqué la discipline pour des raisons locales politiquement expliquées, explicables, compréhensibles et liées à des événements locaux, mais des camarades qui ont dit qu'ils n'acceptaient pas que le Parti, en tant que tel, en tant qu'organisation, intervienne dans leur propre décision individuelle, dans leur décision, je dirais, d'homme ou de femme, dans leur décision d'individu ; ce sont donc des

camarades qui n'ont pas accepté, par principe, notre discipline collective. Il est évident qu'à ce niveau ils mettent en cause notre notion même de Parti, ce qui n'est pas grave si le Parti, ce n'était que nous, mais ce qui est grave car ils mettent en cause ce qui représente les volontés de millions d'individus à travers les candidats et les militants du Parti.
Il y a donc là quelque chose de fondamental que nos statuts prévoient et nous ne pouvons pas continuer à consentir que l'existence même du Parti soit mise en cause par des camarades, quelles que soient les raisons individuelles ou politiques qui animent ces camarades.
Dans ces conditions - et là-dessus, il y a des citations d'intervention publiques, que je ne citerai pas pour des raisons de voisinage que chacun devine, qui sont très graves et qui nous sont douloureuses -, je propose que le Comité directeur se saisisse immédiatement des cas patents, connus, révélés, étudiés, établis, cités par la Commission, et tranche. C'est l'article 64 des statuts. Politiquement, nous en avons le devoir, et politiquement, c'est pour nous une nécessité, afin que notre travail puisse reprendre sans être encore alourdi, gêné, empêché par ces résultats de campagne électorale.

Le Président - Lionel Jospin ?

Lionel Jospin
Chers camarades, pardonnez-moi de ne pas avoir été là pendant tout le débat. Ne croyez pas que ce soit une marque de désintérêt pour ces problèmes de contentieux, au contraire, je suis intervenu là-dessus - sur un plan politique - dans mon intervention d'hier, mais j'avais un rendez-vous avec Ben Carlson, le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, pour la préparation d'un Congrès désormais très proche, et je ne pouvais pas lui faire défaut plus longtemps dans la matinée ; c'est ce qui explique que je sois sorti. Néanmoins, j'ai dû interrompre notre discussion pour revenir à ce moment, puisqu'on touche à des questions politiques qui ne sont pas négligeables.
Mon sentiment sur cette question, après vous avoir entendus - pour les derniers - et avoir échangé des points de vue, est le suivant.
Je crois que la difficulté de la Commission qu'a présidée Paul Quilès tient peut-être à ce qu'était sa mission. Cette Commission n'était pas une Commission politique, elle était une Commission de contentieux, chargée de régler les problèmes de contentieux, et je pense que sur la base du travail qu'elle a fait d'investigation - d'investissement aussi -, sur la base des auditions auxquelles elle a procédé, elle a, sur ce terrain, bien mené son travail, et elle l'a mené à son terme en quelque sorte, c'est-à-dire qu'elle a réglé les problèmes de contentieux véritable, notamment tous les problèmes de listes dissidentes présentées par des membres du Parti Socialiste contre les listes soutenues par le Parti Socialiste.
Les problèmes qui subsistent maintenant ne sont pas des problèmes de contentieux au sens strict, ce sont des problèmes qui concernent l'application ou non de la ligne politique décidée par le Parti dans sa Convention, notamment, précisément, dans sa Convention de Cachan, et c'est pourquoi, d'une certaine

façon, la Commission travaillant sur les problèmes de contentieux ne pouvait pas aller au-delà du travail qu'elle a mené.
Est-ce que nous devons donc retenir sa proposition que ces questions soient portées devant le Bureau exécutif, je parle des questions politiques soulevées par des attitudes prises au premier tour et aussi des attitudes prises au deuxième tour ?
Ma réponse est finalement non.
Pourquoi ?
D'abord parce que - question politique - cette question doit être traitée par l'instance politique réunie aujourd'hui, et que c'est simplement quand nous avons véritablement des problèmes de temps que nous renvoyons au Bureau exécutif. Mais là, le débat n'a pas eu lieu, donc le Bureau exécutif ne serait pas éclairé par une discussion qui n'a pas été menée, et si nous devons mener la discussion, nous allons perdre suffisamment de temps pour qu'en même temps on conclut la discussion.
Donc, je crois qu'on est sur un terrain politique et que c'est au Comité directeur réuni de se saisir de l'ensemble des problèmes politiques, dont, notamment, celui-ci.
Première raison.
Je crois qu'il y a une deuxième raison complémentaire de la première, c'est qu'il y a un autre aspect. Il n'y a pas eu, sur cette question, divergence au sein du Bureau exécutif ; il y a eu débat, échange de points de vue parfois nuancés, mais sur tous ces points, en règle générale - au moins jusqu'ici - nous avons pris nos décisions à l'unanimité. Force est de constater que ces décisions n'ont pas été appliquées, et l'idée de renvoyer, en passant à travers le Comité directeur, sans débat et sans prise de position, des questions tranchées parle Bureau exécutif, non appliquées par les instances compétentes, devant l'instance qui, justement, a vu ses décisions non appliquées, ne me paraît pas juste politiquement, car comment pouvoir donner au Bureau exécutif non respecté dans ses décisions le pouvoir de trancher ? Il faut que ce soit le Comité directeur dise ce qu'il pense, d'une certaine façon, de cette divergence qui s'est établie entre le Bureau exécutif unanime et un certain nombre d'instances fédérales ou d'élus du Parti sur les problèmes politiques, et il faut que le Comité directeur dise franchement s'il approuve la position prise par le Bureau exécutif, d'une part, et quelles conclusions il entend en tirer, d'autre part.
Voilà la deuxième raison qui fait que puisqu'une instance a été d'une certaine façon contestée dans ses décisions, cela ne peut être que l'instance supérieure, le Comité directeur, qui tranche.
Je crois donc qu'on peut estimer maintenant que la Commission a fini son travail, que Paul Quilès en tant que rapporteur, en tant que Secrétaire aux fédérations, à l'organisation et au contentieux, a bien rapporté sur les questions qui étaient devant lui, et que la proposition qu'il a faite était sage, compte tenu du mandat qui était celui de la Commission du contentieux.
Mais je pense que le Comité directeur, politiquement, doit se saisir maintenant de la question.

Paul Quilès
Ce n'est pas en tant que rapporteur que j'interviens mais politiquement, bien que je pense que ce que j'ai fait tout a l'heure était aussi politique.
Je crois qu'il faut que le Comité directeur soit instruit afin qu'il tranche sagement de la complexité des problèmes. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure. J'ai dit que dans certains cas, il y avait eu refus de l'union de la gauche au premier tour, dans d'autres refus de l'union de la gauche au second tour. Il n'y a pas que le problème du Mans et Montluçon, il y a bien d'autres problèmes, ceux que nous connaissons et ceux que nous ne connaissons pas. Il y a les cas où la fédération a couvert l'opération, il y a les cas où la fédération ne l'a pas fait, il y a des cas, comme dans les Bouches-du-Rhône, où la fédération a soutenu au premier tour mais pas au second, et j'ai dit tout à l'heure et je répète que quelle que soit notre volonté de nous exprimer et de trancher politiquement aujourd'hui, il faut avoir une connaissance complète de tous les cas pour savoir quelle hiérarchie établir dans nos sanctions.
Les sanctions, vous les connaissez : c'est le blâme verbal, c'est la suspension et c'est l'exclusion. Alors, comment appliquer cette hiérarchie aux différents cas que je viens de citer et qui concernent Le Mans, Montluçon, Laval, Liévin, Lens, Coulommiers, Hyères, Draguignan, Fréjus, Saint-Malo, Angers et Aix ? Et il y a sûrement encore d'autres villes dont je n'ai pas entendu parler jusqu'ici.
C'est précisément la raison pour laquelle je suggérais tout à l'heure que nous fassions remonter vers le national dès que possible l'ensemble des cas de façon à en traiter globalement, ce qui ne veut pas dire, bien entendu, et je n'ai jamais dit cela, que nous ne nous exprimions pas aujourd'hui politiquement sur ce que vient de dire le Premier Secrétaire, à savoir la contradiction qu'il y a eu entre la prise de position du Bureau exécutif concernant très exactement le Mans et Montluçon et les décisions qui ont été prises localement.
Mais je voudrais que l'on prenne en compte aussi cette difficulté Allons-nous sanctionner, avec une sanction qu'il nous faudra déterminer, les têtes de liste ? L'ensemble de la liste ? La fédération ? Ou les uns et les autres ?
Voilà toute une série de problèmes qu'il me semblait de mon devoir de vous signaler.

Le Président - Motchane ?

Didier Motchane
Je suppose que la Commission dont Paul Quilès vient de rapporter les travaux a pu établir des propositions pour tenir compte de la diversité de ces situations.
Quant à la nécessité que ce soit le Comité directeur qui tranche, je pense que Lionel Jospin vient de l'établir.
Je rappellerais simplement au Comité directeur qu'avant les élections municipales, le Bureau exécutif a pris une décision qu'il a rendue publique, par laquelle il indiquait que le Comité directeur se saisirait des cas de non-application des règles du Parti. Donc il est bien évident que si on acceptait que

s'établisse une espèce de ping-pong entre le Bureau exécutif et le Comité directeur, vous imaginez l'impression que cela donnerait, et en plus cela signifierait l'impossibilité ou le refus de décider.

Le Président - Taddei ?

Dominique Taddei
Je ne me mêle pas de ces questions en général, mes camarades le font mieux que moi. Je rappellerai simplement qu'en ce qui concerne les manquements à l'union de la gauche, je n'ai jamais eu l'ombre d'une hésitation, de qui qu'il s'agisse, pour estimer qu'il fallait sanctionner aussi lourdement que cela était nécessaire. Personne peut-être dans ce Comité directeur n'a eu autant de demandes d'exclusions à faire instruire par le Comité directeur, donc je me sens totalement à l'aise. Je dis très tranquillement à Jean Poperen que son insistance à répéter toujours le nom de deux ou trois villes, mais de ne jamais citer une seule fois un certain nombre d'autres cas - pas Paul Quilès, il en a cité le maximum - ne plaide véritablement pas en faveur d'un discours de fermeté.
Donc je souscris pleinement au fait que ce soit le Comité directeur qui tranche, mais véritablement, il faut que tous les cas posés par Paul Quilès soient en même temps tranchés.

Un intervenant
Il y a deux difficultés. D'abord, il ne faut pas être injuste envers la proposition de Paul Quilès qui marque, je crois, dans la discipline du Parti, un net progrès, parce qu'elle dit - c'est la première fois qu'on le dit depuis 1977 - que tous les cas de manquement doivent être sanctionnés. En 1977, on ne sanctionnait pas, donc il y a tout de même un progrès vers davantage de discipline.
Mais ce qui serait gênant, ce serait d'oublier de répondre à Jean Poperen, parce que la question a été posée : quand un Secrétaire fédéral s'est rendu complice, ce qui signifie que la situation est d'ailleurs plus grave, qu'est-ce qu'on fait ? Il faut répondre à cette question.
Or moi, je crois qu'il faut trouver une liaison entre les deux. On a désapprouvé deux sections en 1977 ; depuis 1977 et aux différentes élections, on a vu certainement monter le nombre des indisciplines. Je pense aux dernières cantonales par rapport aux précédentes, et c'est le même phénomène pour les municipales. Donc le problème existe.
Moi, je crois que la solution est de dire que le Comité directeur désapprouve, et cela sur des situations qui sont archi-connues, et Taddéi doit reconnaître qu'il y a des situations qui sont manifestement un peu plus connues que d'autres parce qu'elles ont été présentées dans certains cas même par les intéressés.
Je crois que le Comité directeur doit désapprouver un certain nombre de situations et désapprouver les camarades qui sont responsables, et c'est dans ce cadre-là d'une désapprobation solennelle du Comité directeur qu'il y a mandat donné au Bureau, conformément à la proposition de Paul Quilès, de rechercher des sanctions adéquates. Mais ce n'est peut-être pas à l'heure qu'il est qu'on va

examiner cas par cas. Il s'agit de les examiner et tous les cas ne sont peut- être pas à mettre sur le même plan, mais je pense que cela me gênerait si le Comité directeur restait dans l'ambiguïté qui consisterait à durcir dans un cas et pas dans l'autre.

Le Président - Christiane Mora.

Lionel Jospin
Christiane, tu m'autorises tout de même à dire un mot ?
Chers camarades, attention de ne pas nous lancer dans un débat d'un caractère extrêmement général. Paul Quilès ne pouvait pas faire au nom de la Commission qu'il a présidée plus que ce qu'il a fait, et c'est d 'ailleurs bien parce qu'il ne pouvait pas faire plus qu'il a proposé d'une certaine façon de transmettre ou de renvoyer.
C'est pourquoi je me permets d'interrompre Christiane pour un point d'ordre, si vous voulez, je crains que nous nous lancions dans un grand débat général. Il faudrait qu'un rapport soit fait rapidement, ou une proposition sériant un certain nombre de cas connus, et je propose alors que le Secrétaire aux élections le fasse, parce que là on est sur le terrain politique, on est sur le terrain de l'orientation définie par le Parti. Les questions de contentieux ont été maintenant instruites et tranchées, il faut examiner le problème, voir le nombre de cas et en discuter concrètement, parce que là nous risquons de poursuivre un débat de trois quarts d'heure avant de finalement déboucher sur les problèmes.
Je me permets donc de faire cette proposition, et je propose que Christiane Mora, que j'ai interrompue, fasse son intervention, après quoi Jean Poperen nous ferait an rapport et vous vous exprimerez sur un rapport.

Le Président - Je demande que les orateurs qui se sont inscrits puissent s'exprimer, pas seulement Christiane Mora.

Lionel Jospin - A ce moment-là, si Christiane Mora veut bien l'accepter avec le sourire, je propose que Jean Poperen fasse son rapport tout de suite, et qu'ensuite vous interveniez sur ce rapport.

Le Président - J'ai retenu les noms des camarades qui se sont fait inscrire : Mora, Chapuis, Percheron, Charzat.
Je vous demande un peu de silence. Il est bien tard, mais je pense que nous pouvons terminer quand même assez rapidement.

Jean Poperen
En plus, et cela me fera grand plaisir parce que je ne veux jamais lui faire de peine, cela me permettra de rassurer Taddei... Mais je ne le vois plus. Il a été obligé de partir, c'est dommage. Il est toujours ennuyeux qu'un camarade s'exprime juste au moment où il doit partir, ce qui rend difficile de lui répondre. Il ne l'a pas fait exprès, et la réponse lui sera sûrement transmise.

Je ne parle pas de trois villes, ce n'est d'ailleurs pas trois mais quatre, mais cela va ressortir de ce rapport, ce sont des cas particulièrement sensibles effectivement, plus graves que les autres, c'est absolument incontestable.
Alors refus d'union de la gauche au premier tour en dehors de l'accord formel que nous avons passé le 22 décembre, Parti Socialiste et Parti Communiste : il s'agit de Laval, de Liévin, de Lens, de Coulommiers, de Hyères et de Draguignan. Dans tous ces cas il s'agissait, et je dois dire qu'heureusement il s'agit toujours, à l'exception, hélas ! de Hyères maintenant, de mairies socialistes.
Donc, pas d'accord.
Comme il n'y a pas eu de second tour à Liévin, à Lens, à Coulommiers, nous ne saurons jamais la suite.
Mais il y a eu un second tour dans les autres villes, avec succès pour Laval et Draguignan et échec dans la troisième.
Au second tour, il y a eu accord d'union de la gauche.
Dans tous ces cas, la fédération - il y a là plusieurs Secrétaires fédéraux, certains ne sont plus là - a accepté, je pense que c'est le mot exact, cette situation. L'ont-elles approuvée plus ou moins verbalement ? Je ne m'avancerai pas et ce sera une des imperfections de mon rapport, il y en aura peut-être d'autres. En tous cas les fédérations ont accepté.
Celle qui a marqué le plus de réticences est la fédération de la Mayenne mais en tout état de cause, elle n'a pas désavoué ce qui s'était passé.
Et puis nous avons dans le cas de mairies de Droite Fréjus, où il n'y a pas eu d'accord, et pas de succès électoral non plus d'ailleurs.
Mon sentiment, c'est que dans tous ces cas il faut, comme on dit, marquer le coup. Je ne suis pas grand expert, en dépit de certaine réputation, sur l'attribution des peines, mais je pense qu'on pourrait appliquer la sanction la moins grave là où il y a eu accord au second tour, et quand il n'y en a pas eu, là où l'intention était nettement affirmée... Quelle est la sanction la plus faible ? Je ne sais pas si c'est l'avertissement ou le blâme, mais enfin...
C'est la proposition que je fais sur cette série de cas. Alors, est-ce qu'on continue ou est-ce qu'on s'arrête là-dessus ?

Dans la salle - Rapport global...

Jean Poperen - Ensuite, refus de l'union maintenu au second tour.
Nous avons là trois cas, l'un mairie de droite Aix-en-Provence, mairie de droite où en outre la fédération qui avait, là aussi, accepté cette situation, ne l'avait pas condamnée au premier tour, a condamné fermement le refus d'accord au second tour, et nous demande d'ailleurs une sanction. La fédération des Bouches-du-Rhône nous demande de sanctionner, autant elle estimait qu'après tout, dans la situation d'Aix et compte tenu de la loi, on pouvait s'engager au premier tour, autant elle n'était pas d'accord pour le deuxième.
Dans les deux autres cas, il s'agit de mairies socialistes, dont l'une l'est restée, l'autre malheureusement non.

A Saint-Malo, elle n'est pas restée, la fédération a désavoué, à ma connaissance, mais je me tourne à la fois vers Paul Quilès et vers Pierre Martin, je ne sais pas s'ils auraient eu un courrier que je n'aurais pas vu, à ma connaissance elle ne nous a pas demandé de sanction mais elle a désavoué la fédération d'Ille-et-Vilaine.
Dans l'autre cas, le Maine-et-Loire, Angers donc, la fédération a demandé pour le second tour à Jean Monnier de faire l'accord au second tour. Donc la mairie a été conservée, je vous le rappelle, mais il n'y a pas eu d'accord au premier tour, donc avec des différences, mais qui tiennent surtout à l'attitude des fédérations finalement, mais qui ne sont pas considérables, il y a là des cas communs.
Là les précédents, notamment de 1977, c'est que dans ce cas, évidemment, il y a non application très caractérisée et manifeste et grave par les répercussions, de la politique du Parti, c'est qu'il y ait suspension de mandat de délégation, proposition que je fais pour ma part, mais ce rapport n'a pas été l'objet d'un travail collectif et je le regrette, sur un an.
Marcel Debarge, qui du fait de ses compétences, c'est-à-dire les relations avec les autres formations politiques, a suivi tout autant que moi ce dossier, parce que comme je vous le disais tout à l'heure, nous avions les retombées en permanence, notamment dans les quinze derniers jours, et quand je dis en permanence, c'était plutôt plusieurs fois par jour que plusieurs fois par semaine, donc Marcel Debarge m'indique que si la fédération de Maine-et-Loire a demandé l'union au second tour, en revanche elle n'a pas désavoué ce qui s'est passé...

Marcel Debarge - Non, elle ne l'a pas demandé au second tour, je ne crois pas...

Jean Poperen - On va y revenir tout à l'heure.
Alors, dernière série de cas de refus d'union de la gauche au premier tour, mais dans le cadre de l'accord national dont vous savez qu'il était un « donnant-donnant », et l'on peut apprécier que ce « donnant-donnant » était bon ou pas bon, comme je n'ai rien entendu hier ni aujourd'hui, suivant le vieil adage « Qui ne dit mot consent », j'en conclus qu'on l'a trouvé bon, mais je pense qu'on aura l'occasion, y compris dans la préparation du Congrès, de revenir là-dessus.
J'avais cru comprendre que tout le monde ne le jugeait pas bon, et d'ailleurs je le comprendrais très bien, je ne vous dis pas que moi-même je le jugeais excellent, mais enfin nous avions cet accord, et vous savez les raisons pour lesquelles nous l'avons passé, notamment dans le cas de ces deux villes, parce qu'il se situait dans des régions particulièrement sensibles et où l'on exerçait une certaine pression, dites même, je ne serais pas tellement en désaccord, un certain chantage, mais enfin c'est comme cela, c'est une réalité politique.
Or, nous avons été tout à fait dans l'incapacité pour le premier tour - pour le second tour il y a eu accord, vous le savez ; les deux villes ont été conservées au Parti Communiste, Le Mans et Montluçon -, mais pour le premier tour, dans la totale impossibilité de faire appliquer l'accord, je ne reviens pas sur ce que je disais tout à l'heure et dans ces cas-là je propose la même disposition que celle

que je viens de proposer dans le cas précédent, c'est-à-dire suspension de mandat de délégation, aussi bien extérieur qu'intérieur.
Naturellement, cela implique, je crois que c'est le sens précis, l'impossibilité de revendiquer un mandat électif dans l'année qui vient, pas l'interdiction d'exercer ce mandat, parce que là, évidemment, il faut tenir compte des institutions, mais la participation est la revendication à toute délégation à l'intérieur du Parti. Je crois qu'en effet après, on peut passer au cas par cas.

Le Président - Voilà donc un rapport global.
Je reprends les inscriptions qui avaient été données précédemment
Christiane Mora.

Christiane Mora
J'ai apprécié de laisser la parole au Secrétaire national aux élections, mais je voudrais d'abord lui poser une question, parce que je suis certainement très coupable, mais je ne comprends pas ce que signifie la suspension de délégation par rapport à la discipline du Parti. Est-ce que cela signifie, dans les cas les plus difficiles, notamment là où nos camarades ont été élus, est-ce que cela veut dire qu'ils doivent démissionner des municipalités ? Est-ce que tu peux nous expliquer cela, parce que vraiment, là, je ne comprends pas ?

Jean Poperen - Non. Je viens de dire que cela a deux significations. D'une part, à l'intérieur du Parti : là, c'est la suspension de toute délégation de responsabilités exercées pour l'année et de revendication de nouvelles ; à l'extérieur, cela signifie l'impossibilité d'être candidat à un poste électif quelconque.
Mais, les institutions étant ce qu'elles sont, par contre nous ne demandons pas à ceux qui viennent de recevoir mandat de démissionner ; cela, on ne peut pas le faire, bien entendu.

Christiane Mora - Cela, c'est donc du point de vue du mandat électif, mais du point de vue du Parti ?
Ce sont des camarades, en plus d'élus. Ils sont camarades et ils sont militants, c'est-à-dire qu'ils conservent absolument tous leurs droits en tant que militants et membres du Parti. C'est cela que ça veut dire ?

Jean Poperen - Christiane, écoutez, je sais que l'heure est avancée, mais je viens de dire que cela signifie que, dans l'année, puisque je propose un an, ils n'exercent pas de responsabilités ; ils sont militants du Parti, mais ils n'exercent pas de responsabilités. Bref, c'est la sanction maximum, mais nous ne proposons en aucun cas l'exclusion, seulement nous proposons que ces camarades n'exercent pas de responsabilités et ne puissent pas, dans l'année, en revendiquer. Cela me paraît d'une grande clarté. S'ils sont membres d'une Commission exécutive fédérale, pour un an ils n'exercent pas leur mandat...

Lionel Jospin.-...et ils ne peuvent pas être délégués au Congrès.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Christiane Mora - C'est clair.
Maintenant, là on a parlé des camarades candidats, mais tu as donné des précisions extrêmement claires, complétées par Marcel Debarge, en ce qui concerne le Maine-et-Loire, sur les fédérations.
Moi, je suis membre du Bureau exécutif, et quand on a mené la liste en indiscipline sur Le Mans, ils étaient accompagnés du Premier Secrétaire général.
Or, la question que je pose maintenant - je crois avoir compris, malgré un état de fatigue avancé, c'est ce que tu as l'air de soupçonner, pas du tout, je me sens en pleine forme, je peux très bien tenir les deux jours du Comité directeur, ce n'est pas le cas de tout le monde -, les camarades responsables fédéraux du Maine-et-Loire et de la Sarthe, par exemple, puisque cela a été évoqué, membres des C.E.F., qui sont en indiscipline en même temps que les camarades candidats, qu'est-ce qu'ils deviennent dans cette affaire ?
C'est-à-dire que je veux savoir si les camarades du Maine-et-Loire et de la Sarthe continuent, dans ma région, à pouvoir parler au nom du Parti comme moi, mais avec une différence, c'est qu'évidemment la presse s'intéresse davantage à leurs propos qu'aux miens.

Jean Poperen - Compte tenu, fatigue ou pas, et je m'excuse à ce sujet, de ce que nous avons improvisé ce rapport dans les conditions qui viennent d'être dites, il y a effectivement des problèmes de procédure que Paul Quilès soulevait tout à l'heure ; il disait : il y a les élus et puis les organismes du Parti. Finalement, il n'y a pas tellement de cas, il y en a plus que trois et même plus que quatre, mais il n'y en a pas des dizaines dans les villes importantes, et après il y a toutes les autres situations, et c'est après, qu'ayant fait jurisprudence, le Bureau exécutif pourra poursuivre son travail.
Je crois donc que nous prendrons par catégories. J'ai dit tout à l'heure : mairies socialistes où il y a eu accord au second tour mais pas au premier, avec accord des fédérations. Ce qui fait tout un groupe.
Donc il est vrai qu'au-delà des candidats eux-mêmes, ceux qui sont sur la liste, il y a le cas de l'attitude des sections dont ils font partie, et des fédérations dont ils font partie, bien entendu.
La question est posée, cela, c'est clair. Alors je crois que pour chaque cas, nous dirons : « Voilà, en ce qui concerne les candidats ce que nous pensons, voilà en ce qui concerne la section » etc.

Le Président - C'est terminé, Christiane ?...
Alors Chapuis.

Chapuis
Je crois, comme Jean Poperen vient de le dire, que tout cela est nécessairement marqué par une certaine improvisation... alors maintenant tu dis non... et je crois te comprendre. Je vais m'expliquer.
Je pense effectivement qu'une méthode a été choisie, elle l'a été par le Bureau

exécutif et par le Secrétariat, concernant les divers points de l'ordre du jour, et que cette méthode consistait à ce que, sur les différents points qui pouvaient être abordés, il y ait soit un travail en Commission des résolutions, soit avec une Commission particulière qui a travaillé notamment sur le problème général du contentieux.

Je m'étonne pour ma part que, d'une seule Commission sortent deux rapports, dont l'un est effectivement le rapport de la Commission, et dont l'autre est un rapport qui, je le pense parce que je ne vois pas autrement quelle pourrait être sa justification, est le rapport personnel de Jean Poperen, ou autrement je voudrais savoir au nom de qui finalement Jean Poperen s'exprime. Je ne crois pas que ce soit au nom du Secrétariat, puisque nous ne l'avons pas discuté, ce n'est pas au nom de la Commission, c'est donc un ensemble de propositions que Jean Poperen a effectivement tout à fait le droit de faire en tant que Secrétaire aux élections.

Mais, où nous avons un problème, qui expliquerait précisément la proposition de Paul Quilès, c'est qu'à partir du moment où l'on commence à entrer dans le débat, comme Jean Poperen a voulu le faire, où il faut faire des distinctions, il faut que le Comité directeur sache quels sont les critères et jusqu'où aller et quelles sont les conséquences concrètes.

Or, sur trois points qui ont été donnés, on voit bien que, qu'on le veuille ou non, il y aura soit un certain nombre d'injustices, soit un certain nombre d'insuffisances, et que notamment un certain nombre de camarades, parce qu'ils n'ont pas gagné, ne se trouveront pas sanctionnés à un certain moment, et que d'autres camarades, pace que finalement la gauche a pu gagner, se trouveront eux paradoxalement sanctionnés, malgré les accords locaux qui ont pu être faits.

Et la troisième difficulté qui est apparue, c'est que cela met en cause effectivement les rapports entre les sections, les fédérations et l'ensemble du Parti, l'ensemble des candidats, et l'ensemble du Parti aux divers niveaux qui ont été choisis par Cachan.

C'est pourquoi je pensais que la méthode qui était proposée par Paul Quilès était une bonne méthode, pour faire en sorte qu'effectivement tout cela puisse être apprécié globalement par le Bureau exécutif, et que la proposition qui nous est faite, et on vient de le voir sur la question posée par Christiane Mora, qui consiste à faire des découpages, est une méthode qui conduira à un certain nombre de difficultés.

J'en prends deux exemples.

Dans la proposition de Jean Poperen il y a un accord établi dans une ville entre le premier et le deuxième tour, accord qui a permis, avec l'ensemble du Parti, de créer les conditions d'une mobilisation qui a fait que cette ville a été gardée par la gauche, et cet accord engageait y compris une personne, et pour notre camarade Boulard, l'engagement a été pris, y compris avec le maire communiste, que ce camarade, qui était effectivement tête de liste dans des conditions qui, comme le rappelait Lionel Jospin, ont été désapprouvées par l'ensemble du Bureau exécutif, doit être Président de la Communauté urbaine du Mans.

Alors, qu'on le dise nettement. Il ne s'agit pas ici de comparer précisément Le Mans et Montluçon et de prendre une mesure qui serait en quelque sorte globale, il s'agit, je le crains, d'une mesure qui concerne un cas très précis, qui concerne une personne, qui concerne une situation donnée, et je crois qu'à partir de ce moment-là, nous commençons à entrer dans un type de débat où il ne s'agit plus simplement de définir des règles générales, mais où il s'agit de faire des cas particuliers.
Le deuxième exemple que je veux prendre, c'est que sur les trois villes qui ont été citées, Saint-Malo, Angers, Aix-en-Provence, les situations sont profondément différentes, et nous avons à cet égard des comportements militants qui ont été différents sur le terrain et appréciés par les fédérations effectivement de façon différente.
Dans les trois cas, l'attitude des fédérations a été différente, cela a été vrai des Bouches-du-Rhône, de l'Ille-et-Vilaine et du Maine-et-Loire.
Pourquoi ?
Ils ont été différents parce qu'ils n'ont pas seulement regardé les aspects juridiques mais parce qu'ils ont regardé le comportement militant et l'avenir du Parti Socialiste dans leur département. Je dis que nous ne pouvons pas nous contenter, à la sortie de ce Comité directeur, où nous avons des enjeux politiques très importants, de faire en sorte que l'on confonde les cas particuliers et les cas généraux sans tenir compte de ce qui se passe pour l'avenir de l'ensemble du Parti.
Moi, je regrette profondément le type de débat que nous avons maintenant qui est un débat très difficile que nous pouvions avoir au Bureau exécutif avec l'ensemble des données. Je conçois qu'effectivement, les engagements qui ont été pris devant le Bureau exécutif de remettre au Comité directeur certains cas nous obligeaient à avoir ce débat, mais je souhaite que nous conservions, sur la base des propositions faites par Jean Poperen, auxquelles il faut, je crois, ajouter d'autres éléments, la méthode qui est proposée par Paul Quilès, qui fasse en sorte qu'ayant adopté le rapport de Quilès, nous soumettions au Bureau les propositions de Jean Poperen et d'autres qui pourraient être établies et qui permettraient d'avoir un jugement global tel qu'il n'y ait pas de désarroi du côté de l'opinion et de désarroi du côté du Parti.

Daniel Percheron
Personnellement, je demande à Jean Poperen de retirer les deux communes du Pas-de-Calais qu'il vient de citer un peu légèrement de la liste du contentieux politique et des sanctions éventuelles. Cela est à proprement parler inimaginable que cela puisse être fait dans le Comité directeur.
A Liévin, le Parti Communiste a refusé l'union de la gauche sortante et s'en est expliqué. A aucun moment à Liévin le Parti Communiste n'a cherché à nous faire porter la responsabilité de la rupture puisqu'il l'a prise délibérément. Il avait ses raisons.
Jean-Pierre Kucheida, maire de Liévin, a fait le meilleur résultat de France, près de 60%. Que voulez-vous de plus ? 70% dans les cités minières, les

Communistes 23%. Aujourd'hui, chacun ayant été élu va connaître la suite, il y a des adjoints communistes dans le Bureau municipal et tout est reconstitué sur les bases de l'union de la Gauche.
Dans le bassin minier, aucune force au monde ne fera que les mairies communistes s'ouvriront aux socialistes et que les mairies socialistes s'ouvriront aux mairies communistes.
Dans le bassin minier du Pas-de-Calais où la C.G.T. fait 95% des voix, aucune décision de Congrès ne surmontera quarante ans d'histoire. L'essentiel, c'est qu'ayant été élu séparément quand on ne peut pas l'être ensemble, on parvienne petit à petit à gouverner ensemble les cités minières et les communes de cette région.
Même chose pour André Delelis. Il a été élu avec 55% des suffrages et les Communistes ont voté pour lui en tant que maire et participent à la vie municipale à ses côtés.
Le Delelis, au point de vue des vieilles terres socialistes, a fait les meilleurs résultats de France. Nous avons gagné toutes nos villes, nous avons progressé dans toutes nos communes.
J'en appelle au Premier Secrétaire pour qu'il intervienne afin que ces deux communes soient retirées de cette liste des communes à censurer. N'humiliez pas une fédération comme la nôtre
J'ajoute que le Parti Communiste s'est très mal comporté au premier et au deuxième tour, cela peut sembler curieux, il faudrait peut-être examiner ce fait. Moi, je ne raconte pas la vie d'une fédération comme la mienne, cela ne présente pas d'intérêt, mais je suis prêt à vous dire ce qu'a fait le P.C. dans le Pas-de-Calais au premier et au deuxième tour. Ce n'est pas facile, vous savez, de gérer deux électorats à 40 et 40 pendant dix ans. Il se trouve que nous venons de faire la différence et de nous replacer politiquement, alors, acceptez le verdict des électeurs et notre démarche politique. D'ailleurs, il n'a été question à aucun moment de nous remettre dans le droit chemin, nous avons tenu l'échelon national au courant de toute l'évolution de la situation et je pense que nous avons parfaitement rempli le contrat, même dans l'esprit de Cachan.
Jean, je te demande de renoncer à l'idée même d'une sanction en ce qui concerne ces deux villes qui sont sûrement les deux villes socialistes qui ont fait les meilleurs résultats.

Jean Poperen
Sur ce point et uniquement sur la méthode, je dirai à Chapuis que je ne suis pas venu apporter des décisions, je ne vois pas à quel titre je pourrais le faire, je n'ai en effet aucune qualité pour, seul, prendre de telles décisions, mais par contre, j'avais la faiblesse de croire que j'avais quelque qualité pour faire le point et dire : « Voilà la situation » et introduire la discussion.
Le malentendu, le seul - et sur le contenu des dossiers, rassure-toi, Chapuis, il n'y a pas improvisation, ils sont connus, trop connus - sur lequel on n'a pas eu le loisir de se mettre d'accord avec Quilès était de savoir qui rapporterait.
Donc que les choses soient claires, c'est un rapport qui constate les situations

telles que nous les percevons et à partir desquelles on discute. J'avais proposé de prendre cas par cas et le mieux serait de prendre les cas qui sont les plus simples et les plus bénins. A partir du moment où la Direction fédérale a une telle appréciation, c'est vrai que j'ai eu quelques échos de la façon dont les choses se sont passées à Liévin. La négociation que nous avons nationalement, plus ou moins arbitrée, sans résultat d'un côté comme de l'autre, est un fait. Il faut reconnaître que nous étions aussi démunis que les gens que nous avions en face de nous vis-à-vis de la situation sur le terrain. Alors tu t'es exprimé, le Comité directeur entend, il apprécie, je ne vois pas d'autre méthode. Je n'ai rien décidé, j'ai dit : voilà les cas de figure, voilà les propositions. Le Président va faire le travail et va solliciter un avis sur la base de ce que tu as dit. Moi, je n'ai aucune raison en tant que rapporteur et dès lors que tu en prends la responsabilité comme Premier Secrétaire fédéral, de mettre en doute ce que tu dis.
Dans les cas où il y a eu des échanges nombreux, et c'est le cas d'un certain nombre d'autres villes dans lesquelles nous sommes intervenus sur mandat du Bureau exécutif, la situation est différente et nous sommes en mesure par nous-mêmes de faire ce jugement. C'est tout ce que je voulais dire. Je crois qu'il faut prendre les différents cas, sinon on va tourner autour d'une discussion générale dont nous aurons du mal à voir la fin.

Lionel Jospin
Je crois que Chapuis a eu tort de monter un peu le ton, encore que je n'ai pas à interpréter le nombre de décibels.
Je pense que la méthode suivie est correcte, le Bureau exécutif a été saisi de ces problèmes, il lui était loisible de choisir une méthode différente. Nous avons désigné une Commission qui s'est réunie et elle n'a pas pu aller au-delà de son mandat, parce que les problèmes sur lesquels nous débouchons maintenant ne sont plus des problèmes de contentieux, mais des problèmes politiques ; ils viennent donc normalement devant le Comité directeur.
A partir du moment où la Commission n'a pas rapporté spécifiquement sur ce point, peut-être aurait-il fallu que ceux qui ont proposé cette Commission, que nous connaissons bien, qui sont membres du Bureau exécutif l'abordent, s'ils ne l'ont pas fait, c'est parce qu'ils ont pensé qu'il fallait laisser le Comité directeur le faire.
Alors, qui peut faire le rapport si ce n'est le Secrétaire aux élections ? Et il ne le fait pas à titre personnel, il le fait en raison de ses fonctions. Ensuite, son rapport doit être discuté par le Comité de direction.
En ce qui concerne la classification qu'il a opérée, si l'on veut avancer de façon concrète, il faut une certaine typologie des cas pour essayer de voir clair ; on n'est pas forcément obligé de la reprendre totalement à notre compte, mais la classification faite, moi, je l'approuve, je la trouve assez claire et suffisante pour travailler.
Et puis, il faut bien parler des villes, et on peut très bien parcelliser la discussion pour décider ce qu'on fait, mais je crois que le rapport fait jusqu'ici est utile et va nous permettre de prendre une décision.

Par rapport à la demande faite par Percheron, je comprends bien sa préoccupation et je n'ignore pas toute la réalité politique à laquelle il fait allusion, mais qu'il convienne, lui qui est membre du Bureau exécutif du Parti et le Premier Secrétaire d'une très importante fédération du Parti depuis très longtemps, qui a le souci du respect des règles du Parti, qu'il est très difficile pour nous d'intégrer cette dimension historique et politique, que je n'ai nullement l'intention de nier, ni de bafouer d'une certaine façon, dans un débat de principes et de règles, car le choix devant nous est le suivant : ou bien, nous retirons les deux villes qu'il nous demande de retirer - je comprends son patriotisme de fédération - et nous devons nécessairement retirer les autres, celles de la première liste ; ou bien, nous ne voulons pas retirer les autres, parce qu'il y a problème et nous ne pouvons pas non plus retirer celles-ci.
La proposition qui est faite par Jean Popren, avec laquelle je ne suis pas en désaccord, est une proposition qui, de toute façon, oscille entre avertissement ou blâme, je ne crois pas qu'on puisse considérer, dans l'hypothèse où ce serait le premier cas qui s'appliquerait, que cela pose un grand problème.
Je ne peux répondre que par une réponse de principe et pas par la prise en compte d'une réalité locale en tant que telle.

Le Président - J'ai pour l'instant encore cinq inscrits. Est-ce qu'on poursuit un débat général ou est-ce qu'on prend cas par cas ou catégorie par catégorie ? Est-ce que ceux qui sont inscrits sont d'accord pour ne pas prendre la parole maintenant et pour que nous prenions les problèmes cas par cas ?

Allouche
A l'inverse de Percheron, je demande à Jean d'allonger la liste, car il a oublié un rapport que je lui ai transmis au nom de la Commission exécutive fédérale du Nord pour signaler que quatre communes de plus de 20 000 habitants avaient refusé l'union de la gauche ; trois villes à direction socialiste ont été élues au premier tour, la quatrième a refusé et dans ces quatre villes, nos camarades maires ont refusé de prendre au Bureau municipal des adjoints communistes, donc, il y a non respect des décisions de Cachan depuis le début.
Je souhaite que Jean Poperen prenne en compte cela, car la Commission exécutive, à la quasi unanimité, a demandé que ce soit le national qui tranche l'affaire.

Jean Poperen - Je ne peux qu'accéder à la demande d'une fédération dans une pareille affaire.

Le Président - Tu avais pris les villes de plus de 30 000 habitants ?

Allouche - C'est 20 000, ce n'est pas 30 000.

Jean Poperen - Je sais, mais cette liste a été faite sur cette base pour le travail d'aujourd'hui...

Le Président - Si on descend au niveau des villes de 20 000 habitants, il y en aura d'autres ; c'est pourquoi j'avais cru comprendre qu'on s'était arrêté aux villes de plus de 30 000. Est-ce qu'on s'engage au dessous de cette limite ?
Robert Chapuis ?

Robert Chapuis
Je serai très rapide, tout en sachant que si nous prenions les cas ville par ville, cela risquerait d'être assez long, parce que je crois que sur un certain nombre de cas, ce qui a été dit par Daniel Percheron pour deux de ses villes se pose pous des formes qui peuvent être un peu différentes, pour d'autres, et nous avons le devoir d'entendre les explications des camarades. Je crois qu'effectivement cela peut être un peu long.
Je veux dire deux choses : la première, c'est que j'insiste sur le fait que je comprends tout à fait qu'un certain nombre de problèmes doivent être exposés devant le Comité directeur qui doit les apprécier, mais je me pose le problème du mode de règlement : si nous faisons du cas par cas, en sachant qu'il y a d'autres cas et que cela fera jurisprudence pour les fédérations, nous risquons de nous trouver devant des problèmes et je demande que nous puissions, sur l'ensemble de ces questions, avoir un débat au Bureau à la fois sur la méthode et sur le fond.
Je crois par ailleurs que le Comité directeur peut donner effectivement une orientation au Bureau exécutif qui est de ratifier au niveau du Comité directeur les textes qui ont été votés par le Bureau exécutif concernant ces problèmes de discipline, puisque effectivement ils n'ont pas été votés par le Comité directeur, il convient peut-être de mettre en évidence que le Comité directeur approuve les décisions, les textes donc, du Bureau exécutif.
Le deuxième point, c'est pour dire que si jamais nous sommes amenés à voter sur ces différents cas, nous ne ferons pas de partage - je le dis pour un certain nombre d'entre nous qui sommes d'accord sur une autre méthode - et nous refuserons de prendre part au vote sur quelque cas que ce soit, en regrettant bien évidemment que nous soyons dans une situation qui ne nous permette pas un véritable débat.

Le Président - Jean Poperen maintenant... Tu veux parler, Lussault ?

Lussault - Chapuis intervient deux fois, alors que nous n'avons pas parlé...

Jean Poperen
Le rapporteur demande la parole, mais naturellement, le Président te la donnera ensuite.
Je souhaite pouvoir intervenir simplement pour qu'on se mette bien d'accord sur la procédure, après quoi je pense que, sur chaque cas, il y aura des interventions.
La réponse que vient de faire le Premier Secrétaire à l'intervention de Daniel Percheron montre bien dans quel cadre nous discutons.

Il y a un certain nombre de cas que j'ai regroupés, et vous m'accorderez que, dans chaque catégorie que j'ai faite, les traits communs l'emportent. Naturellement, vous le savez, c'est la difficulté des municipales : autant de villes, autant de cas. Cela, nous n'y pouvons rien.
Moi, la proposition que je fais, c'est qu'il y ait, sur chacune des catégories, une brève discussion et un vote commun. C'est le sens de la réponse du Premier Secrétaire. A partir de là, il me semble tout de même que nous serons suffisamment éclairés.
Je veux bien qu'on étende la zone géographique de notre délibération, mais demander le plus, c'est empêcher le moins, en l'occurrence.
Nous avons tout à l'heure - cela me paraissait clair, mais Allouche a introduit d'autres propositions - décidé de nous mouvoir dans la zone de ces villes de plus de 30 000, mais je n'ignore pas du tout que nous avions compétence - et c'est bien pourquoi le Bureau exécutif aura un travail à faire - à partir de 20 000. Mais enfin, ne noyons pas sous trop d'arguties ce qui est le fond de notre problème. Est-ce que ce Comité directeur va se séparer sans avoir, sur les villes de plus de 30 000 - dont tout le monde sait qu'elles sont exemplaires pour l'ensemble de la Nation - pris aucune décision ?
Je m'excuse de vous dire que le refus de décision serait une décision, en l'occurrence. Cela, c'est clair comme le jour.
Alors, moi, je dis : plus de 30 000, trois catégories, prenons la première, et puis là-dessus, nous nous prononçons. Mais il faut prendre le temps sur chaque cas. Je ne suis pas du tout pour escamoter ce débat, absolument pas. Et je ne suis pas pour l'enterrer non plus.

Le Président - On est d'accord sur cette méthode ?
Pichard ?

Pichard
Je me réjouis des progrès de la discipline, mais puisqu'on fait jurisprudence, pensons quand même aux cas de difficultés éventuelles de l'annulation d'une élection et d'une élection partielle. Dans certaines circonstances, il faut quand même, avant de passer au cas par cas, laisser une marge d'appréciation au Bureau exécutif. Avant de passer au cas par cas, ne prenons pas de décisions très dures, qui ne seront pas appliquées.

Le Président - Ecoutez, il y a une proposition de méthode qui vous est faite, il faut quand même se prononcer sur cette proposition de méthode !
Marie-Noëlle Lienemann ?

Marie-Noëlle Lienemann - Je souhaite qu'on se prononce sur la proposition faite tout à l'heure par Paul Quilès ; je pense que c'est la meilleure méthode, parce que...

Le Président - Non ! Ecoutez, nous avons dépassé cela, puisque vous avez

Coll. Fondation Jean Jaurès

entendu un rapport qui a ouvert une discussion et qu'en conclusion de ce rapport, le rapporteur a fait une proposition de méthode. C'est donc maintenant là-dessus que nous devons nous prononcer.
Debarge ?

Marcel Debarge
Moi, je ne sais plus très exactement où on en est de cette affaire-là ! Je m'étais inscrit, et je m'excuse, je vais dire ce que j'avais à dire, même si cela ne se situe pas tout à fait dans le débat. C'est ce que j'ai amorcé dans mon intervention d'hier.
On peut s'inventer toutes les excuses qu'on veut, même s'il existe dans la réalité un certain nombre d'opportunismes. Moi, la question que je pose est très simple, elle tient peut-être à une formation qui est mienne : est-ce qu'il y a une direction du Parti ou pas ?
C'est là qu'est le problème, parce que si on part à la dérive, d'ici un certain temps il n'y aura plus de direction du Parti ! (Applaudissements)
J'en appelle au témoignage du Bureau exécutif et j'en appelle au témoignage de camarades comme Chapuis, qui, je crois, y était, quand le Comité directeur a pris, au niveau des onze villes, la décision d'accorder des autorisations ou des exceptions, et quand un autre membre du Bureau exécutif, qui appartient à mon ex-sensibilité, a posé la question d'Athis-Mons, qui était une des villes qui faisait partie des exceptions, à ce moment-là j'ai rapporté en disant : non, le Comité directeur a décidé qu'Athis-Mons devait aller en primaire, et j'ai défendu devant le Bureau exécutif cette affaire-là, parce que le Comité directeur avait pris une décision.
Cela ira beaucoup mieux dans le Parti quand, après débat, on respectera les décisions du Comité directeur ! C'est le deuxième point.
Le troisième point, c'est qu'en fonction des camarades qui n'ont pas respecté les décisions du Comité directeur, il appartient, pour le moins pour les villes de plus de 30 000 habitants, que le Comité directeur prenne les sanctions indispensables. Vous savez, moi, j'ai vécu avec la délégation qui a rencontré le Parti Communiste et autres, j'ai reçu des coups de téléphone, j'ai eu des lettres, j'ai fait des réunions, où on nous disait un certain nombre de choses... mais où, à peine la délégation nationale partie, on faisait tout autre chose ! Ce genre d'attitude-là, je l'ai enregistré, accumulé, et je dis : à un moment donné, cela ne peut plus durer, et quelle que soit la majorité éventuelle, demain, de ce Parti, si on n'a pas un minimum d'assise, on se cassera la figure ! Il est inutile de faire des campagnes d'adhésions, inutile de faire un tas de choses dans ce domaine-là s'il n'y a pas une direction nationale assise, responsable, ayant des pouvoirs délégués permettant au Parti de vivre.
Alors, il y a trois catégories, à mon avis. Eh bien, il faut appliquer une sanction à la première catégorie, où sont les fautes les plus bénignes, une sanction à la deuxième, où sont les fautes moyennes, et une sanction à la troisième, où sont les fautes graves. Il faut que le Comité directeur prenne cette décision-là aujourd'hui, étant entendu que dans les débats qui devront revenir devant le

Bureau exécutif les différentes dispositions ou sanctions - disons les sanctions, moi, je n'ai pas peur d'appeler un chat un chat - qui seront prises seront appliquées pour toutes les villes qui se trouveront dans le même cas.
Encore une fois, mes camarades, indépendamment des courants de pensée -moi, j'assume ce que je suis, j'assume mon appartenance à un courant, j'assume l'appartenance à la majorité - je suis avant tout, je pense, un homme de parti, et en homme de parti je vous dis : vous ne pouvez pas laisser faire ce genre de choses, sous peine d'avoir des rendez-vous catastrophiques très prochainement ! (Applaudissements)

Le Président - Je donne la parole aux deux autres qui s'étaient inscrits, Charzat et Lussault, et peut-être Debout aussi...

Michel Charzat
Je suis assez d'accord avec ce que vient de dire notre camarade Debarge ; c'est même un problème sur lequel le prochain Congrès aura l'occasion de se pencher si nous ne sommes pas en mesure de clore ce qui doit être conclu aujourd'hui même.
Je crois que le Comité directeur est parfaitement compétent, et que c'est lui qui est compétent au premier chef. Je crois qu'il est informé, que nous sommes tous surabondamment informés sur les problèmes. Il nous reste encore tout le temps nécessaire pour apprécier plus finement les problèmes particuliers, si problèmes particuliers il y a.
Mais le fond de notre discussion est politique. Nous avons, en effet, des problèmes à régler politiquement : avec le problème du respect de notre discipline, c'est notre conception même du Parti qui est en cause et, précisément aujourd'hui, dans une période difficile pour la gauche, nous avons également vis-à-vis de l'union de la gauche des responsabilités particulières à assumer.
Je crois que nous ne devons pas donner prise à nos partenaires en prêtant le flanc, par un laxisme coupable, à une accusation de manquement à la discipline unitaire.
Je pense que, sur un point, Chapuis n'a pas tout à fait tort, lorsqu'il s'interroge sur le bien-fondé de la graduation des sanctions. Alors, nous allons discuter... Moi, je suis pour retenir la méthode des trois catégories, mais je pense qu'effectivement on peut discuter sur le classement. Je pense, par exemple, que le cas d'Angers est sans doute plus grave que ceux qui sont mis dans la troisième catégorie. Je crois, plus généralement, que nous avons été très sévères pour les petits délinquants - nous en avons exclus plusieurs centaines - et que nous allons être relativement laxistes ou indulgents pour les grands, qui vont s'en sortir avec une sanction morale, ou dans quelques cas réelle, mais qui ne peut tout au plus que leur procurer quelques inconvénients provisoires.
Chers camarades, je conclurai rapidement en vous demandant de prendre toutes vos responsabilités. Pensons à l'avenir collectif de notre Parti, et pensons aussi à nos responsabilités collectives vis-à-vis de l'union.

Le Président - Lussault ?

Lussault
Deux observations sur les remarques précédentes, en approuvant totalement l'intervention de Marcel Debarge.
En ce qui concerne Daniel Percheon, évidemment, il nous a dit avec son cœur et sa sensibilité ce qui se passait dans le bassin minier du Nord, mais je dis simplement que ce n'est pas aujourd'hui qu'il fallait le dire, c'est avant, c'est à Cachan qu'il fallait - là où nous déterminions politiquement notre ligne pour les élections - prévoir éventuellement dans un certain nombre de cas des impossibilités électorales. Mais, dès lors que nous avons pris à Cachan, collectivement, des engagements, notre seul devoir maintenant est de les appliquer, et de les appliquer de la manière qui correspond le mieux aux situations locales, d'où les divisions en catégories.
En ce qui concerne l'une des premières interventions de Chapuis, je veux dire une chose, car je n'ai pas bien compris.
Lorsqu'il a cité le nom d'un de nos camarades passés dans la ville du Mans en nous disant - mais je n'ai peut-être pas compris complètement - : « Ce camarade, par suite des accords signés au deuxième tour, devait devenir Président de la Communauté urbaine, et si nous le suspendons de délégation, on ne va plus pouvoir appliquer les accords », c'est dramatique...

Chapuis - On ne va plus pouvoir appliquer les accords d'union.

Lussault - Les accords d'union, oui.. Eh bien, camarades, l'indiscipline est jolie, parce qu'il suffit d'être indiscipliné au premier tour, à un moment quelconque dans la campagne, pour bénéficier des accords de l'union au second tour et pour occuper une place importante dans la hiérarchie des places de l'administration générale, alors vive l'indiscipline et encourageons nos camarades à l'indiscipline ! Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de rappeler Charzat : les 180 ou 210 camarades que nous avons exclus sur rapport de la Commission, par une simple décision immédiate de notre Comité directeur, n'avaient pas, eux, la chance d'être candidats à la présidence d'une Communauté urbaine ! (Quelques applaudissements)

Le Président - Debout ?

Debout
Je parle comme Secrétaire d'une fédération où la question d'une primaire s'est posée, à Saint-Etienne.
On a quand même passé tout un Comité directeur, nuit comprise, à savoir quelles villes on retenait en primaires et quelles villes on refusait. Alors, sur ce point-là - je dis bien sur ce point-là, et je ne vais pas rentrer dans le problème de la graduation des sanctions -, si les camarades qui, eux, ont respecté la décision du Comité directeur, avaient l'impression que ceux qui ne la respectent pas ne

sont pas sanctionnés, là je dis qu'effectivement se poserait le problème de l'autorité du Parti. On ne peut pas ne pas sanctionner les villes qui avaient été exclues de primaires, et qui en ont quand même réalisées ! Eu égard à tous les débats qu'on a eus dans le Parti sur ce point-là, je crois que c'est une nécessité, sinon, effectivement, la direction du Parti se désavouerait elle-même.

Le Président - Bien. Alors, Jean Poperen vous a fait une proposition de méthode et il faut maintenant que nous nous prononcions sur cette proposition.
Je lui demande de la rappeler.

Jean Poperen
La proposition, c'est qu'on prenne chacune des trois catégories et qu'on se prononce par un vote global dès maintenant, naturellement après discussion, si à nouveau la discussion est demandée - cela va de soi, ce n'est pas la peine de le dire -, la décision - je réponds là à une question de méthode qui a été posée au début de la discussion de ce point de l'ordre du jour - concernant les candidats et la section.

Le Président - Il faut donc nous prononcer maintenant sur cette proposition de méthode...

Chapuis
Une explication de vote, simplement pour dire pourquoi je voterai contre cette proposition de méthode.
Encore une fois, nous allons débattre avec un amalgame. Il y a deux points sur lesquels nous sommes tous d'accord : le premier, c'est ce qu'a dit Marcel Debarge. Je crois qu'effectivement il exprime là un souci qui nous est commun. (Mouvements divers) Je m'excuse mais en ce qui concerne la fidélité au Parti, et y compris le respect de la discipline, je n'ai pas de leçon à recevoir ! (Mouvements divers)

Lussault
Passons au vote. Pas de discours, cela ne sert à rien.
Sur le deuxième point, disons qu'effectivement un certain nombre de camarades ont une conception du débat y compris sur les cas concrets que nous apprécions.
Le deuxième point que je voudrais indiquer, parce que je crois qu'effectivement il ne faut pas que nous ayons de faux procès entre nous, c'est ce que nous prenons en compte, je voudrais savoir sur le rapport de méthode, si le texte de Quilès a été voté, j'ai cru comprendre qu'il l'était, sinon il faudrait le voter.
Il va de soi que bien évidemment, tous les manquements à la discipline doivent être sanctionnés, ceci ne fait pas de difficulté entre nous, où nous avons un problème encore une fois, c'est sur une question de méthode, il ne faudrait pas que l'on ait de faux débat, le seul problème est de savoir comment apprécier les sanctions les unes par rapport aux autres et nous pensons que le type de débat que nous pourrons avoir risque de créer des amalgames, risque de créer un

Fondation Jean Jaurès

certain nombre de difficultés.
Nous avons proposé une autre méthode, c'est donc sur la méthode que nous refusons de suivre, mais ce n'est évidemment pas pour une absence de sanction.

Le Président - Nous allons nous prononcer sur la méthode précisément.
Percheron.

Percheron
Sur la méthode, je voudrais avoir des explications de Poperen, parce que la méthode est intellectuellement absurde. Poperen dit : « Nous allons soumettre une catégorie de communes, dont Lens et Liévin, au vote pour manquement à la stratégie du Parti. Or, moi je dis au Comité directeur qu'il n'y a pas manquement à la stratégie du Parti. A Lens et à Liévin, les propositions faites par les Socialistes correspondaient à l'esprit de Cachan. Le Parti Communiste les a refusées pour des raisons qui étaient purement communistes. Mais à aucun moment nous n'avons manqué à la stratégie de Cachan, nous n'avons pas à être soumis à ce vote.
Alors, si j'ai raison, il faut que le Comité directeur écoute les cas de Lens ou de Liévin, il y a des chiffres, il y a un nombre de conseillers municipaux, il y a des propositions chiffrées, il y a les attitudes des uns et des autres ; pourquoi mettre une commune ou deux communes dans le cadre de celles qui auraient manqué à la stratégie du Parti dans une méthode, alors qu'aucun manquement n'a été commis à la stratégie du Parti, sans donner les éléments chiffrés, les dates, les références, les réponses, cela n'a pas de sens. Je suis désolé, politiquement cela ne colle pas.

Le Président - Alors dans ce cas, je crois qu'il faut se prononcer sur la méthode, en prenant dans chaque catégorie ville par ville.
Durand.
Durand
On a dit effectivement que l'on mettait en cause les têtes de listes, non seulement les candidats, les sections, et je rajouterais les fédérations qui ont donné dès le premier tour, en toute connaissance des situations, y compris sur celles que l'on doit discuter au Comité directeur éventuellement au Bureau exécutif, en toute connaissance de cause, l'investiture à ces listes.

Le Président
Maintenant, nous allons nous prononcer sur la méthode proposée par Jean Poperen.
Ensuite, nous prendrons chaque catégorie ville par ville.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter cette méthode veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Il y a une nette majorité pour adopter cette méthode.
Nous prenons donc la première catégorie, la liste des villes dans cette première catégorie étant : Laval, Lens, Liévin…

Fondation Jean Jaurès

(Lecture de la liste)
Nous les prenons une par une.

Un délégué - Il y a d'autres villes, c'est évident...

Le Président - Nous parlons des villes de plus de 30 000 habitants.

Un délégué - Alfortville...

Jean Poperen
Je suis navré de vous dire qu'en ce qui concerne Alfortville, il y a eu négociations et même jusqu'à la dernière minute... Ecoute, Percheron, sur la base des informations dont je dispose, nous venons de proposer le vote ville par ville, par conséquent l'argumentation que tu viens de donner, le Comité directeur va l'apprécier, on me dit Alfortville, je peux dire ce qui s'est passé, c'est peut-être le même cas à Lens et à Liévin, mais là je peux dire que nous avons été saisis directement et que nous avons suivi directement les choses, il y a eu des propositions et elles étaient conformes à ce que l'on souhaitait, il y a eu refus de l'autre côté et je crois savoir même qu'il y a eu blâme de la part de la section communiste.

Percheron
C'est bien là où tu es en contradiction... Tu as dit toi-même tout à l'heure : « La liste ce n'est pas un jugement de valeur, c'est un jugement de fait. »
Nous constatons donc, et tu dois aussi constater qu'il y a Alfortville, que tu dois défendre Alfortville comme non susceptible d'être sanctionné, comme moi je défendrai Liévin comme non susceptible d'être sanctionné, mon intervention était justifiée et ta première présentation ne s'appuyait pas sur un jugement de fait, mais amorçait un jugement de valeur et des sanctions.
Je demande donc qu'Alfortville soit soumis au vote comme Liévin et je voterai pour qu'Alfortville ait droit aux primaires.

Jean Poperen
C'est un point délicat, mais malgré toute la précision de sa dialectique, le camarade Percheron ne me mettra pas en contradiction. J'ai dit tout à l'heure, sur la base des informations dont je dispose, tu m'apportes des informations nouvelles en ce qui concerne Lens et Liévin, je veux bien, mais je te dis, pour Alfortville, j'ai des éléments qui permettent d'apprécier, parce que nous avons vérifié, pour la simple raison, permettez-moi de le dire, que j'ai été appelé à dix heures du soir, deux heures avant la clôture de l'inscription des listes, donc je me souviens de ce qui s'est passé, et j'ai donné tous les coups de fil nécessaires pour que l'on aboutisse à un accord.
Le fait est que là j'ai les éléments qui me permettent d'apprécier, je ne les ai pas sur Lens et Liévin.

Le Président - Mais, Percheron, on va arriver au problème de Lens et de Liévin, tu interviendras à ce moment-là.

Percheron - Je pose une question de méthode.

Le Président - On vient de se prononcer sur la méthode.

Percheron - Est-ce qu'au constat formel, bien que tout semble indiquer qu'Alfortville ait raison de s'être comporté comme il l'a fait, est-ce qu'Alfortville fera partie du premier jugement de fait, en attendant la sanction et le jugement de valeur ? C'est ce que je demande.

Jean Poperen - Ce n'est pas ma proposition, mais si quelqu'un en fait la proposition, le Comité directeur appréciera. Je fais un rapport, si le rapport est jugé incomplet par telle ou telle personne, personne ne peut s'opposer à ce que tel ou tel soit mis en discussion, c'est clair.

Le Président - Alors on reprend la première catégorie, la première ville.

Jean Poperen - La première par ordre alphabétique des départements c'est Laval.

Le Président - Alors on prend position sur Laval.

Jean Poperen - La proposition pour Laval c'est donc avertissement aux candidats de la liste, pas seulement à la tête de liste, je crois que ce serait injuste, aux candidats de la liste et à la section.
C'est la proposition précise que j'ai faite.

Le Président - Y a-t-il des objections à cette proposition concernant Laval ?
Il n'y a pas d'objection ?
Je mets aux voix la proposition.
Elle est adoptée ?
Merci.
Avis contraires ?
Abstentions ?
La proposition concernant Laval est donc adoptée, moins une abstention.
Nous arrivons ensuite à Liévin...
Non ?... Lens d'abord.

Un délégué
J'interviendrai en tant que Premier Secrétaire de la section de Lens, j'ai rencontré la délégation qui a rencontré par trois fois la délégation communiste et j'ai rencontré par deux fois le Secrétaire de la section communiste. Nous avons fait des propositions et la section a donc proposé au Parti Communiste : six sur la liste et quatre en position d'être élus.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti Communiste, après avoir fait des propositions extrêmes, s'est arrêté à huit – six, et nous avons conclu à un désaccord sur ces bases de six – quatre. Ce que je peux dire, c'est qu'ensuite le Parti Socialiste et le Parti Communiste ont mené leur campagne contre la droite et que j'ai rencontré après le premier tour le Secrétaire de la section communiste, qui m'a dit qu'il voulait voter pour le maire et l'adjoint socialiste et qu'il souhaitait le vote à mains levées.
La désignation des maires et des adjoints s'est faite d'avance, à mains levées, et le Parti Communiste a voté pour André Delelis.
Et alors, pour terminer, en ce qui concerne les Commissions, la représentation s'est faite à la proportionnelle et en ce qui concerne les désignations des représentants du conseil municipal dans les différents organismes extérieurs, elle s'est faite aussi à la proportionnelle, il y a toujours eu accord entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Le Président - Sur la base de ces informations, le Comité directeur souhaite-t-il maintenir la ville de Lens dans la catégorie qui vient d'être soumise à votre discussion. Est-ce que vous souhaitez maintenir la ville de Lens ou non ?
Ceux qui souhaitent la maintenir lèvent la main.
L'avis de Jean Poperen.

Jean Poperen - Je n'entends pas du tout me dérober à mes responsabilités de rapporteur, je dis que, sur la base de ces informations, compte tenu de la façon dont nous avons mené en règle général ces négociations, effectivement il est bon de sortir Lens de la liste.

Le Président - Bien. Le Comité directeur est-il d'accord pour retirer Lens de la liste ?
Lussault.

Lussault - Sous réserve que nous modifiions la raison de ce retrait, c'est-à-dire que nous enregistrions les explications que vient de donner le Secrétaire de section, qu'il y a eu accord fait entre les deux tours.

Jean Poperen - D'accord.

Le Président - Alors maintenant, Liévin.

Percheron - C'est exactement le même cas que Lens, en plus c'était une Municipalité d'union sortant, il y avait vingt Communistes et vingt Socialistes. Les propositions du Parti Socialiste, malgré le déclin électoral du Parti Communiste, ont été trente-et-un Socialistes et huit Communistes. Il y avait un adjoint sortant ; le Parti Socialiste a proposé deux adjoints sortants. Le Parti Communiste a refusé l'union, sans d'ailleurs accuser le Parti Sooialiste d'avoir voulu la rupture pour des raisons qui lui étaient propres et qui tenaient à la commune même de Liévin. Il y a aujourd'hui, après l'élection, un adjoint au

Coll. Fondation Jean Jaurès

maire communiste et des délégations communes dans tous les organismes syndicaux ou intercommunaux.

Le Président - Avis du rapporteur ?

Jean Poperen - Sur la base des informations que donne Percheron, la proposition est que nous adoptions la même attitude que pour Lens, avec les mêmes motivations.

Le Président - Bien.
Le Comité directeur eat d'accord ?
Liévin est retiré également de la liste des villes sanctionnées.
Si nous nous en tenons aux villes de plus de 30 000 habitants, ce qui paraît être la volonté du Comité directeur, il faut retirer Pralognan et Radinier de cette liste et renvoyer au bureau avec les autres cas qui pourront se présenter.
Il reste la ville de Hyères...

Jean Poperen - Hyères et Fréjus.

Le Président - Quel est l'avis du rapporteur ?

Jean Poperen - Sur la base des informations dont nous disposons, dans les deux cas, il y a eu refus de discuter, il n'y a pas eu négociations. Nous avons rencontré les camarades de Fréjus longuement, cela n'a pas été les seuls, sans aucun résultat dans notre effort. Donc là, les deux cas me paraissent les mêmes.

Le Président - II s'agit de maintenir l'avertissement ?

Jean Poperen - Oui, avertissement.

Le Président - Le Comité directeur est d'accord ? Il en est ainsi décidé.
Nous arrivons à la deuxième catégorie, les villes où il y a eu refus d'union au deuxième tour : Aix-en-Provence, Saint-Malo, Angers.

Jean Poperen - Moi, je propose, il y aura peut-être des discussions spécifiques, le même traitement pour les trois villes, même s'il y a tout de même deux différences que je vous rappelle : Aix-en-Provence, par laquelle nous commencerons, par ordre alphabétique, était une mairie de droite, les deux autres étaient des mairies socialistes sortantes, d'une part ; et d'autre part, désaveu de la fédération pour le second tour.
Cela a été une très longue histoire, tout à fait confuse à Aix-en-Provence, le résultat seul ne l'a pas été, malheureusement. La proposition faite, c'est une suspension d'un an dans le sens que j'indiquais tout à l'heure à une question posée.

Cerl Fondation Jean Jaurès

Le Président - Pour Aix, suspension d'un an ?

Jean Poperen - Je propose cela pour les trois cas.

Le Président - Une intervention sur Aix ? Non ? Nous sommes d'accord : suspension d'un an ? Il en est ainsi décidé, et je note que Paul Corbier s'abstient.

Un délégué de Saint-Malo - Sur Saint-Malo, je précise que la section, comme la fédération d'Ille-et-Vilaine, entre les deux tours, se sont prononcées tout à fait explicitement pour l'union de la gauche, et c'est malgré la section que le candidat a maintenu sa liste homogène.

Jean Poperen - Je m'excuse de dire que nous n'avions pas cette information, moi j'ai l'information sur l'attitude des membres de la fédération, il faut s'entendre : l'indication que nous avons, c'est le désaveu au second tour de la direction fédérale.

Le délégué - C'est exact, le Secrétaire de la section de Saint-Malo avait proposé de se retirer de la liste et s'il ne l'a pas fait et s'il a observé une certaine discrétion dans la semaine qui a séparé les deux tours, on ne peut pas le lui reprocher, cela peut se comprendre.

Jean Poperen - Je fais observer que si nous décidons seulement la suspension pour les candidats, le Secrétaire se trouve atteint, parce qu'il était candidat et je vois mal qu'on puisse faire exception ; il y a différence entre suspendre les candidats et l'ensemble de la section. C'est là la distinction sur la base des informations que nous donne un camarade, je suis d'accord de le rejoindre, c'est-à-dire suspension des candidats.

Le Président - Suspension des candidats pour Saint-Malo. Pas d'opposition ? Bien.
Nous passons à Angers.

Jean Poperen - C'est la même proposition.

Un délégué d'Angers
Je voudrais donner quelques explications concernant Angers : je crois que la situation d'Angers a déjà été évoquée par plusieurs camarades voisins, paraît-il, du Maine-et-Loire, mais pas de la même région néanmoins. Mais je voudrais rappeler la situation dans cette ville, qui n'est pas le fait du Parti Socialiste, mais bien du Parti Communiste qui, en 1979, s'est désolidarisé en matière de gestion et, à partir de là, respectant les règles qui étaient celles qui avaient été décidées en 1977, pour la constitution des listes municipales, il y a eu retrait de délégation et il y a depuis conflit permanent entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste au niveau de la municipalité. Ceci est parfaitement clair.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Ce que je veux ajouter, c'est qu'au niveau de l'union de la gauche, elle a été parfaitement respectée dans tout le département du Maine-et-Loire. Il s'agissait donc bien d'une situation particulière à Angers pour laquelle le Bureau exécutif a été tenu en permanence au courant de l'évolution.
Ils ont pris note du vote de la section qui entérinait la tête de liste Jean Monier sur des positions très claires par rapport à la composition de la liste, sur décision de la Commission exécutive départementale qui, à l'unanimité, a entériné la tête de liste Jean Monier, toujours sur les positions défendues et qui sont celles qui sont connues aujourd'hui du conseil municipal.
Entre les deux tours, il y a eu effectivement une intervention du camarade Brana, de Jean Poperen, et une longue conversation du Premier Secrétaire Lionel Jospin avec le candidat Jean Monier qui a expliqué que si nous entendions gagner ou conserver une ville de plus à la gauche, il n'y avait pas d'autre solution que celle retenue.
Ceci est parfaitement clair.
Ceci dit, je précise maintenant qu'entre les deux tours, le secrétariat de la section d'Angers a demandé à la tête de liste de faire l'union, malgré ce que je viens de rapporter et je précise enfin qu'entre les deux tours, la commission fédérale ne s'est pas réunie.
Voilà la situation. (Murmures) Je suis correct dans mes informations, comme nous l'avons toujours été vis-à-vis du Bureau exécutif.

Le Président - Compte tenu de ces informations, Monsieur le rapporteur, voulez-vous intervenir ? Mais je donne la parole à Christiane Mora.

Christiane Mora
Je veux simplement dire à Jolivet qu'il peut expliquer l'affaire strictement municipale comme il l'a fait, mais les propos de Jean Monier en dehors des problèmes de municipales ont été tels que ce n'est pas seulement dans ce cadre qu'il a posé problème à la stratégie d'union de la gauche et du Parti et que nous avons tous souffert pendant la campagne des présidentielles déjà de propos identiques... et ce n'était pas les élections municipales !

Jolivet
Je regrette d'avoir à prendre à nouveau la parole, mais j'ai été mis en cause précédemment par les camarades de la Touraine, de l'Indre-et-Loire, je dirai seulement que je ne fais jamais allusion aux camarades des autres fédérations, ils sont libres de conduire leur fédération comme ils l'entendent... (Murmures) Je dis seulement que ce n'est pas nouveau, cela dure depuis le conflit de 1979, mais dans le cadre de l'élection présidentielle, en dehors de 1977 et maintenant 1983, c'est seulement à cette occasion que la ville d'Angers a voté majoritairement pour François Mitterrand.

Le Président - Quel est l'avis du rapporteur ?

Jean Poperen - Sur le fond, je voudrais seulement dire à Jolivet ceci : il est exact que dans la crise municipale, il serait très injuste de considérer que les responsabilités étaient du côté du maire et de la majorité socialiste, en tout cas unilatéralement, ce n'est pas douteux, mais ce que je veux dire, c'est que si, à partir des difficultés que nous avons dans les mairies de la gauche où les maires ont été obligés de retirer les délégations, on décidait la fois suivante : on part tout seul, la carte des accords se réduirait beaucoup !
Sur le reste, je crois que c'est la même thérapeutique qu'à Aix et à St-Malo.

Le Président - Suspension d'un an ?

Jean Poperen - Je crois que là cela devrait toucher les élus et la section..

Le Président - Suspension d'un an pour les élus et la section à Angers. Je demande au Comité directeur s'il est d'accord ? Adopté.
Nous en arrivons à la troisième catégorie : les villes qui ont refusé l'accord au premier tour, mais qui l'ont fait au second : Le Mans et Montluçon.
Pour Le Mans, quel est l'avis du rapporteur ?

Jean Poperen - Là, c'est un problème éminemment politique, je ne veux pas reprendre ici ce qui a été dit, il nous semble que là c'était vraiment un manquement sérieux par rapport à nos engagements, pas seulement de Parti, mais d'accord, et cela a pesé vraiment beaucoup.
Malgré tout, comme il est vrai qu'il y a eu accord au second tour, je pense qu'il faut marquer la différence avec la catégorie que nous venons de voir. C'est pourquoi ma proposition finale - en tant que proposition, bien sûr, le débat n'est pas fini - c'est de dire : suspension, mais pas un an, six mois.

Le Président - Alors, la proposition du rapporteur est une suspension de six mois, pour Le Mans et Montluçon.

Fuchs
Je voudrais dire deux ou trois phrases à propos du Mans : je suis décidé à voter la sanction proposée par Jean Poperen, parce que je crois qu'il y a eu effectivement non respect d'un accord politique et de la discipline du Parti. Mais je voudrais quand même que les camarades du Comité directeur aient conscience de ce qu'ils font cet après-midi, c'est-à-dire qu'en réalité, par delà les mots, nous allons voter une seule sanction réelle qui sera la sanction à l'égard de Jean-Claude Boulard, l'empêchant de se présenter à la présidence de la Communauté urbaine du Mans !
Je souhaite que tout le monde ait bien conscience que pour les autres camarades que nous allons ou avons sanctionnés, cela les empêche de faire peut-être un certain nombre de leurs projets, mais cela ne met pas en cause leur position, mais c'est différent de la situation de Jean-Claude Boulard.
A travers cette remarque, je ne veux pas prendre la défense de Jean-Claude

Fondation Jean-Jaurès

Boulard, je demande seulement s'il est bien souhaitable que cette sanction soit prise avant l'élection à la présidence de la Communauté urbaine ?
Je souhaite que tout le monde ici ait bien conscience de la difficulté politique posée.
Cela étant, je précise que de toute façon je suivrai la position du Premier Secrétaire sur cette question.

Un délégué
J'ai un doute sur l'assimilation en terme de gravité de la sanction à la seconde catégorie plutôt qu'à la première, quelle que soit la durée de la suspension, puisqu'en effet, pour les deux camarades qui sont en cause en tant que tête de liste, Boulard ou Chopard, il est clair que dans leur situation la suspension de délégation a des conséquences pratiques nettement plus étendues que dans le cas des précédents et surtout je ne suis pas sûr de l'importance de la responsabilité, bien qu'il y ait faute contre le Parti.
Une fois que le Comité directeur de fin janvier s'est prononcé sur la liste des primaires, est-ce que dans le suivi des négociations qui restaient à faire dans les villes où les primaires avaient été refusées, c'était le cas du Mans et de Montluçon, il avait été interdit expressément aux camarades d'utiliser la menace de la primaire pour obtenir un accord équilibré ?
Je crois avoir compris qu'il y avait en en réalité - je n'ai pas bien suivi cette affaire du Mans et de Montluçon - un refus de principe à cause de très grandes tensions pendant le mandat précédent du maire communiste, et que le question ne se jouait pas sur le compromis réel entre Parti Communiste et Parti Socialiste sur Montluçon. Mais ce que j'ai cru comprendre, par contre, c'est qu'au Mans, il y avait litige essentiellement sur une question de répartition de fonctions et d'équilibre, et qu'on n'avait pas découragé le camarade de la Sarthe de continuer à utiliser les moyens de pression de la primaire pour obtenir un équilibre différent.
Si c'est le cas, il me paraît vraisemblable que le dérapage sur un mauvais accord est d'une nature, en termes d'acceptation par le Parti, différente de la décision pure et simple de ne pas faire l'accord. C'est là dessus que je demande une précision.
Si, effectivement, le Bureau a laissé entendre - ce n'est pas écrit, ces choses-là - au camarade qu'il pouvait continuer à faire pression pour l'histoire du premier adjoint, je ne demande sérieusement si la solution normale à adopter ne serait pas l'avertissement ou le blâme plutôt que la suspension ?

Villa
Je voudrais apporter trois précisions sur l'affaire du Mans. Tout d'abord, il n'y a jamais eu refus de principe, comme cela a été dit tout à l'heure, d'appliquer l'accord national, puisqu'il y a eu négociations jusqu'au jour de la clôture des inscriptions jusqu'à 23 h. Ces négociations ont échoué. On pourrait épiloguer sur la façon dont elles ont été menées de la part des uns ou des autres, mais le fait important, c'est qu'il n'y a pas eu refus de principe d'appliquer l'accord

national.
Je voudrais dire, d'autre part, qu'il y a eu soutien de la C.E.D. Cela a été noté pour d'autres villes, je voudrais que ce soit noté pour celle-là.
Et je voudrais dire, troisièmement, que les primaires ont été menées de façon très prudente, qu'il n'y a eu aucune atteinte contre le Parti Communiste, et cela aussi doit entrer en ligne de compte.

Un délégué - Si j'ai bien compris, la suspension porte sur l'ensemble de la liste et pas seulement sur quelqu'un ; alors qui va prendre la présidence de la Communauté urbaine si tous les camarades socialistes sont suspendus ?

Le Président - Le rapporteur va répondre.

Douyène
Bien que non-membre du Comité directeur, je demande à intervenir. J'ai été prévenu tout à fait par hasard ce matin, par un camarade, que le cas du Mans serait débattu, j'arrive maintenant par le train, à l'instant, et j'écoute... Mais je dois apporter un certain nombre de précisions, dire d'abord que les négociations qui ont eu lieu dans la fédération montrent qu'il y avait volonté d'une grande partie de la fédération en tout cas de mener ces négociations pour parvenir à un accord, et c'est vrai qu'il y a eu débat dans la fédération pour savoir s'il y aurait des listes uniques socialistes ou bien des listes d'union avec le Parti Communiste, mais une fois le débat tranché par le Comité directeur, la fédération, c'est-à-dire la C.E.D - et là je m'inscris en faux contre ce que vient de dire le Premier Secrétaire fédéral -, a pris position pour que l'accord soit respecté absolument.
Il est bien évident qu'au travers des négociations qui se sont déroulées ensuite, il y a eu des défections qui ont fait que, non pas on soit revenu sur la décision, mais qu'il y ait une motion matinée cochon d'Inde pondue, parce qu'il y avait des camarades absents, parce que c'était les vacances de février, si la C.E.D. avait été complète, le vote aurait été pour la demande du respect de la décision prise par le Comité directeur.
Je porte témoignage que les négociations sont allées jusqu'à leur terme pour essayer d'avoir le premier adjoint et faire la liste d'union de la gauche, mais ceci n'étant pas arrivé, il y a eu primaire. Mais je peux dire aussi qu'un bon nombre de camarades dans la fédération se sont battus pieds et ongles, jusqu'à se faire - cela a été mon cas, député d'une grande partie du Mans - jeter par les sections du Mans qui voulaient casser du sucre et aller au combat pour écraser les Communistes avec les résultats qu'on connaît... puisqu'on les avait prévus!

Jean Poperen
Mes chers camarades, je vous remercie de votre patience, mais c'est important, et ce point est le plus délicat, je le sens bien, le plus sensible aussi pour un certain nombre de camarades, pour diverses raisons.
Je voudrais répéter ce qui a été dit à plusieurs reprises dans ce débat : personne

ici, ni l'ensemble du Secrétariat, ni sûrement le Premier Secrétaire, ni Marcel Debarge, qui a suivi cette affaire comme moi-même, faisons cela pour écraser les uns ou les autres, mais enfin je vous assure que si vous aviez vécu le quart, le dixième de ce que nous avons vécu dans ces deux affaires - il se trouve qu'il n'y a pas tellement de camarades ici qui représentent Montluçon, on entend plutôt ceux de la Sarthe, mais c'est pareil -, vous comprendriez la question. Je suis d'autant plus à l'aise que, comme chacun sait, s'il y avait des arrières-pensées d'ex-sensibilité, ce ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Par conséquent, je pense que là-dessus, on devrait être lavé de tous soupçons. Je ne suis pas sûr qu'on le sera, mais on devrait l'être.

Si vous aviez, chers camarades du Comité directeur, vécu le dixième de ce que nous avons vécu dans cette affaire, je vous assure que ce serait réglé depuis longtemps. Je crois que nous avons été, et c'est vrai dans d'autres cas évoqués tout à l'heure mais je n'y reviens pas, d'une infinie patience, pas seulement pour nous, mais pour le Parti et, je le répète, dans le cadre des négociations que nous avons menées.

Avant de faire une proposition qui, j'espère, montrera qu'on n'est pas là pour écrabouiller tel ou tel, c'est un peu lassant mais certains jouent sans cesse les martyrs et ils ne le sont pas du tout, je veux dire deux ou trois choses tout de même en réponse à l'intervention du camarade Villa, à qui je voudrais, en tant que Secrétaire fédéral qu'il est, rappeler qu'il avait - et Fajardie, qui était délégué avec moi pour assurer la présidence de la réunion de la C.E.D., peut en témoigner - mandat de faire respecter cet accord, et moi, je dis que tu n'as pas appliqué - je le dis en mon âme et conscience - ce mandat.

C'est clair. Tu as constamment joué - je réponds à Richard - sur l'ambiguïté suivante : oui, au sortir de l'accord du 22 décembre, nous avons dit, et personne ne peut nous reprocher de l'avoir dit : « Voilà l'accord auquel nous sommes parvenus avec la direction du Parti Communiste. » Si vous pouvez améliorer sur le terrain, naturellement, allez-y, et cela a été le cas dans d'autres endroits.

Pour ce qui est du Mans, vous l'avez amélioré, mais je vais dire, malgré l'amélioration, vous n'avez pas respecté l'accord. L'accord, c'était quoi ? C'était un écart de pas plus un au Mans, donc vous aviez autant de conseillers municipaux que les communistes, moins 1. A mon point de vue, c'était cela, mais pas le premier adjoint. Bon. Vous nous avez dit : « Est-ce qu'on peut négocier sur le premier adjoint ? » Et on vous a répondu quoi ? Dix fois, cent fois, que ce soit Debarge ou moi : « Bien entendu, si vous pouvez l'obtenir, négociez... » Et j'ai dit la même chose dans la Loire, combien de fois Debout et les camarades de la Loire m'ont-ils téléphoné, et je leur ai dit : « Naturellement, vous pouvez le faire, mais si à la fin des fins, vous ne l'obtenez pas, ce que nous avons signé, cela veut dire que vous passez l'accord sans le premier adjoint. » On parle français, non ? C'était clair.

Faites tout ce que vous pouvez pour obtenir mieux que l'accord national parce qu'enfin, on pourrait nous reprocher de ne pas avoir dit cela aux camarades, il y avait un accord national ! On l'a amélioré sur le terrain dans certains cas, tant mieux, mais si on n'y arrive pas, on respecte l'accord. Ou alors, à quoi ça a servi

qu'on passe la nuit avec Marchais et les autres ? On s'en serait bien passé ! Voilà la réalité.
Or, vous avez joué constamment là-dessus et, en fin de compte, vous avez dit : « on ne peut pas faire l'accord. » Lorsque je vous ai téléphoné le dernier jour, je vous ai dit : « Le Bureau exécutif vous demande d'appliquer l'accord » et vous m'avez répondu : « Oui, mais les camarades ici ne sont pas pour. » Je t'ai dit : « Ton devoir - je l'ai dit un peu vivement - de Secrétaire fédéral, c'est de leur expliquer : je suis là pour faire respecter l'accord. » Mais tu m'as répondu : « Je ne le ferai pas ! »
Alors, chers camarades, nous sommes là devant un problème de méthode dans le Parti. A quoi sert une Direction nationale ? A quoi sert que nous allions passer la moitié de la nuit à convaincre la Commission exécutive qui prend une décision pour que ce ne soit pas appliqué après ? Voilà devant quoi nous sommes.
La réponse, je crois que je te l'ai donnée, Richard. En effet, il y avait une marge de négociation, ça c'est vrai, mais nous avions toujours dit que si, à la fin des fins, vous n'obteniez pas ce que vous souhaitiez, c'était l'accord qui devait être appliqué.
Quand, après cela, Villa, tu nous dis : « Il y avait un accord de principe de la fédération pour faire l'accord », excuse-moi, ce sont alors des principes sur lesquels on s'assied, je dis les choses un peu brutalement, mais ce n'est pas un accord de principe qu'on voulait ; c'était un accord pratique.
Tout cela étant dit, vous avez soulevé le cas... Moi, je croyais que la désignation était faite ; j'ai pris l'avis de Lionel et de Marcel. Ecoutez, effectivement, à partir du moment où nous nous mouvons dans le cadre d'un accord que nous cautionnons et où partout les maires sont nommés, il serait en effet tout à fait injuste, et je dirais même irrationnel, que simplement pour des raisons de calendrier, parce que là il ne s'agit pas d'un maire mais du Président de la C.U.M., il soit porté un quelconque préjudice à quelqu'un dans cette affaire.
Nous ne sommes pas là pour exercer je ne sais quelle persécution, ce qui serait d'ailleurs absurde du point de vue de l'intérêt du Parti, et je demande au Comité directeur, non pas de faire une exception, mais de considérer que c'est seulement la fantaisie du calendrier qui fait que le Président de la Communauté n'est pas élu, alors que les maires le sont, étant entendu que la candidature de Boulard, nous la comprenons, comme la candidature à un poste de maire déjà effectuée ailleurs, qui s'effectuera dans les jours qui viennent, et que nous laissons passer dans ce cadre et dans cette justification. Voilà ma proposition.

Lionel Jospin
Chers camarades, je ne peux pas laisser passer l'intervention de notre camarade Villa sans apporter un certain nombre d'éléments de précision, car s'il a pu y avoir, un moment, ambiguïté entre la section da Mans, la Commission exécutive fédérale de la Sarthe, le candidat tête de liste et la direction du Parti, en tout état de cause, cette ambiguïté a été levée plusieurs semaines avant la décision finale, puisque ces camarades ont été entendus par le Bureau exécutif, ils m'ont écrit, ils ont évoqué une mauvaise compréhension qui aurait eu lieu quand la mission

est venue avec Jean Poperen et Fajardie, et toutes les clarifications utiles ont été apportées à partir de là.
J'ai eu moi-même – Villa, tu le sais bien - au téléphone Boulard, et j'ai dit : « Si vous avez compris cela - je m'excuse de te dire cela, je ne te mets pas en cause personnellement -, c'était, j'en avais du moins l'impression, que cela vous arrangeait de le comprendre ainsi », et cela reste mon opinion.
En tout cas, je vous ai dit très clairement, et je t'ai dit à toi quinze jours même avant le dépôt final des listes, et puis à nouveau huit jours et trois jours, et encore la veille : « Chers camarades, si vous avez cette idée en tête, elle est fausse, elle n'est dans l'esprit ni de Poperen, ni de Fajardie, ni du Bureau exécutif, ni du Premier Secrétaire qui te parle, nous sommes prêts à vous aider à avoir le maximum. » et si vous avez obtenu le maximum, c'est parce qu'on vous a servi de relais, y compris moi, appelant Georges Marchais, sans dire ce qu'ont fait Poperen et Debarge, dans les conversations avec Paul Laurent et Madeleine Vincent, mais moi-même appelant encore Georges Marchais à la veille du scrutin.
Chers camarades, l'ambiguïté n'existe plus. Tu m'as dit clairement à plusieurs reprises, si tu m'autorises à faire état de cette conversation téléphonique : « Bon, peut-être, mais je ne suis pas en mesure d'imposer cette décision, nous ne serons pas suivis, Boulard ni moi-même. »
C'est une constatation de fait. On peut tirer les conclusions politiques qu'on veut, mais on ne peut pas laisser entendre que dans cette affaire, d'une part nous aurions autorisé, et d'autre part, vous auriez eu la volonté de faire l'accord s'il se révélait que l'accord n'était pas possible aux conditions que vous souhaitiez, car je vous ai dit constamment : « Nous sommes prêts à vous soutenir », jusqu'au bout pas forcément parce qu'il y avait un moment où il fallait conclure, parce qu'aussi cela envenimait les négociations avec le Parti Communiste dans d'autres villes, et cela nous gênait, mais je vous ai dit : « En tout état de cause, si vous ne pouvez pas finalement conclure à vos conditions, c'est-à-dire avec le premier adjoint, vous devez conclure aux conditions auxquelles vous êtes arrivés maintenant : la parité, la présidence de la C.U.M. »
Donc, cela a été très clair, Villa, et, de ce point de vue, il est évident qu'au bout du compte, soit pour des motifs personnels, des motifs d'analyse politique qui vous étaient propres individuellement, soit parce que dans une position plus difficile tu ne te sentais pas en état, soit d'imposer tes positions à la fédération, soit de dire quel était ton mandat, et puis ensuite de laisser les autres dans l'indiscipline, vous avez joué le désaccord, ou, plutôt, vous avez accepté le désaccord.
C'est la réalité politique telle qu'elle s'exprime dans les actes et aussi dans les échanges de vue extrêmement clairs, je ne crois pas que tu me démentiras sur ce point. Je te remercie de ne pas me démentir en hochant la tête négativement, ce qui est une façon de ne pas me démentir…

Le Président - Ou pour demander la parole !

Lionel Jospin - Oui, peut-être. C'est son droit.
Donc, les choses doivent être claires de ce point de vue, et l'on a d'ailleurs constamment tenu informé le Bureau exécutif.
La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que, moi aussi, je pense qu'il ne doit pas être question qu'un seul camarade, en raison de problèmes de calendrier, se trouve sanctionné dans les faits d'une façon effectivement très brutale et dirimante et interdit dans un mandat qu'on a, par une négociation, voulu conquérir en tout état de cause pour le Parti.
Donc, je suis d'accord pour qu'on fasse une exception. Evidemment, ma petite hésitation, c'est que si on prend une décision et qu'on fait immédiatement une exception, c'est un peu compliqué... Moi, j'avais évoqué éventuellement une autre hypothèse, mais je suis d'accord avec le rapporteur, donc je ne m'y réfère pas.
En tout état de cause, et nous en sommes d'accord, la décision ne doit pas aboutir à priver Boulard de la possibilité d'être Président de la Communauté urbaine du Mans.
Je crois que cela contribue quand même à beaucoup clarifier les choses et à laisser ce débat sur son terrain de principe.
Je propose - parce qu'il y a quand même toute une série de problèmes compliqués - qu'une fois ces décisions politiques prises, alors on charge cette fois-ci le Bureau exécutif des modalités de leur application.

Jean Poperen - D'accord.

Le Président - Villa, un mot rapide ?

Villa
Dans les trois points de mon intervention de tout à l'heure, je n'ai jamais parlé d'ambiguïté.
J'ai dit effectivement aux camarades du Mans que la position du national était claire, qu'en aucun cas - j'en donne tout à fait acte aux camarades de la Direction nationale -, le problème du premier adjoint ne pourrait motiver un manquement à l'union. On nous l'a dit mille fois et je n'ai jamais dit le contraire.
La motivation de la position que j'ai donnée à Jospin, qu'il a répétée, c'est effectivement cela : je pensais, et je pense toujours, qu'aller jusqu'au bout, cela nous mènerait à l'éclatement des sections du Mans. C'est l'explication de mon attitude, je ne joue pas sur l'ambiguïté.
Maintenant, je voudrais avoir une simple précision : j'aimerais savoir qui est concerné par cette demande de suspension ?

Jean Poperen - Comme dans tous les cas précédents, les candidats et les sections, puisqu'il y a au Mans, je crois, plusieurs sections.

Lionel Jospin - A mon avis, pour être clair, c'est là, je crois, qu'il faut que le

Fondation Jean Jaurès

Bureau exécutif examine ensuite concrètement comment cela peut s'appliquer. Suspendre une section, ce n'est pas forcément évident... Cela doit viser l'autorité politique de la section, et c'est un peu au Bureau exécutif de voir par quoi cela passe, parce que la section dans son ensemble, y compris les camarades qui ont pu voter contre, éventuellement, et qui ont accepté la discipline du Parti, cela me paraît un peu global...
C'est à cela que je pensais en demandant de laisser au Bureau les modalités d'application précises.

Jean Poperen - En tout cas, tous les candidats.

Le Président - Sous réserve donc que les modalités soient appréciées par le Bureau exécutif, je demande au Comité directeur de se prononcer sur la section concernant Le Mans et Montluçon, c'est-à-dire suspension de six mois, étant entendu que cette suspension ne frappe pas Jean-Claude Boulard pour son élection à la présidence de la Communauté urbaine.
Le Comité directeur est d'accord ?
Pas d'objection ? Pas d'opposition ?
Merci.
Il en est ainsi décidé.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean Jaurès